



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

45^e LÉGISLATURE, 1^{re} SESSION

Débats de la Chambre des communes

Compte rendu officiel
(Hansard)

Volume 152 N° 065
Le mardi 2 décembre 2025

Présidence de l'honorable Francis Scarpaleggia



TABLE DES MATIÈRES

(La table des matières quotidienne des délibérations se trouve à la fin du présent numéro.)

CHAMBRE DES COMMUNES

Le mardi 2 décembre 2025

La séance est ouverte à 10 heures.

Prayer

AFFAIRES COURANTES

• (1000)

[Français]

LES COMITÉS DE LA CHAMBRE

ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

Angelo Iacono (Alfred-Pellan, Lib.): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter, dans les deux langues officielles, le premier rapport du Comité permanent de l'environnement et du développement durable relativement au Budget supplémentaire des dépenses (B) 2025-2026.

Le Comité a examiné les crédits 1b et 10b sous la rubrique Ministère de l'Environnement et le crédit 1b sous la rubrique Agence Parcs Canada, et en fait rapport.

[Traduction]

PROCÉDURE ET AFFAIRES DE LA CHAMBRE

Chris Bittle (St. Catharines, Lib.): Monsieur le Président, conformément aux articles 104 et 114 du Règlement, j'ai l'honneur de présenter, dans les deux langues officielles, le 11^e rapport du Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre, qui porte sur la composition des comités de la Chambre.

Si la Chambre donne son consentement, je propose que le 11^e rapport du Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre soit adopté.

Le Président: Que tous ceux qui s'opposent à ce que le député propose la motion veuillent bien dire non.

Des voix: Non.

* * *

L'INDUSTRIE AUTOMOBILE

L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, il y a eu consultations entre les partis et vous constaterez qu'il y a un consentement unanime à l'égard de la motion suivante:

Qu'un débat exploratoire sur l'industrie automobile canadienne ait lieu le mercredi 3 décembre 2025, conformément à l'article 53.1 du Règlement et que, nonobstant tout article du Règlement ou usage habituel de la Chambre: a) tout député qui désire prendre la parole pendant le débat puisse indiquer à la présidence qu'il partagera son temps avec un autre député; b) la période prévue pour le débat soit prolongée au-delà de quatre heures, au besoin, de manière à inclure un minimum de 12 périodes

de 20 minutes chacune; c) la présidence ne reçoive ni demande de quorum, ni motion dilatoire, ni demande de consentement unanime.

Le Président: Que tous ceux qui s'opposent à ce que le député propose la motion veuillent bien dire non.

Le consentement est accordé.

La Chambre a entendu la motion. Que tous ceux qui sont contre la motion veuillent bien dire non.

(La motion est adoptée.)

* * *

PÉTITIONS

LE DROIT DE SE DÉFENDRE

Jamie Schmale (Haliburton—Kawartha Lakes, PCC): Monsieur le Président, je suis heureux de prendre la parole pour présenter la pétition e-6777, qui a été lancée par Mme Outwater, une résidente de la circonscription voisine de la mienne, Peterborough.

Les 1 767 signataires sont préoccupés par le système que le gouvernement libéral a créé et qui a une incidence sur leur sentiment de sécurité dans leur collectivité. Les gens s'inquiètent du fait que des récidivistes continuent d'être libérés sous caution très rapidement et de commettre des crimes.

Souvent, quand une personne entre par effraction dans une résidence, le propriétaire de celle-ci se défend, mais c'est lui qui finit par être inculpé. Les pétitionnaires veulent que l'on fasse quelque chose pour changer cette situation en apportant des modifications au système de justice. Par conséquent, je présente cette pétition.

• (1005)

LES ARMES À FEU

Arnold Viersen (Peace River—Westlock, PCC): Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui pour présenter à la Chambre une pétition signée par des propriétaires d'armes à feu de partout au Canada. Ils sont préoccupés par les lois adoptées précédemment et les nouveaux décrets qui ciblent les propriétaires d'armes à feu respectueux de la loi.

Les pétitionnaires affirment que le projet de loi C-21 ne fait rien pour lutter contre la violence liée aux armes à feu, mais qu'il alourdit plutôt les formalités administratives imposées aux Canadiens respectueux de la loi. Ils soulignent également que le projet de loi ne fait pas grand-chose pour s'attaquer à la véritable source de la violence, à savoir les gangs et le crime organisé.

Affaires courantes

Les pétitionnaires demandent au gouvernement d'abroger les dispositions issues du projet de loi C-21 et de consacrer davantage de ressources aux services de police afin qu'ils puissent lutter contre les sources de la violence.

LES CENTRES DE CONSOMMATION SUPERVISÉE

Brad Vis (Mission—Matsqui—Abbotsford, PCC): Monsieur le Président, je prends aujourd'hui la parole au nom des parents en colère dont les enfants fréquentent l'école traditionnelle d'Abbotsford. Ces parents s'inquiètent de la politique de BC Housing visant à établir un centre de consommation supervisée en face de la piste d'athlétisme de l'école.

Les parents veulent protéger l'innocence de leurs enfants. Les drogues dures n'ont pas leur place à proximité des écoles secondaires, et les parents exigent que tout financement accordé à BC Housing par le gouvernement fédéral soit suspendu jusqu'à ce que l'organisation revienne à la raison et respecte l'innocence des enfants.

LE FALUN GONG

Alex Ruff (Bruce—Grey—Owen Sound, PCC): Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui au nom des pétitionnaires qui s'inquiètent de la persécution des adeptes du Falun Gong en Chine. Plus précisément, ils prient le gouvernement du Canada de prendre toutes les mesures possibles pour demander publiquement au régime chinois de mettre fin à la persécution des adeptes du Falun Gong en Chine et à la répression transnationale à l'étranger; de continuer à imposer des sanctions et à demander des comptes aux représentants du Parti communiste chinois et à leurs mandataires qui sont responsables de ces violations des droits de la personne; et, enfin, de prendre des mesures plus fermes pour protéger la communauté du Falun Gong visée par la répression à l'étranger.

LES PORTS POUR PETITS BATEAUX

Jonathan Rowe (Terra Nova—Les Péninsules, PCC): Monsieur le Président, je prends la parole pour présenter une pétition signée par des Terre-Neuviens et des Labradoriens qui sont profondément préoccupés par l'état des ports pour petits bateaux du Canada dans toute la province. Il s'agit d'infrastructures vitales pour les pêcheurs et les collectivités côtières.

Les pétitionnaires soulignent que la plupart des ports dépendent de bénévoles et que ceux-ci ne peuvent s'occuper adéquatement que d'environ 700 des 950 ports du pays. Malgré les promesses du gouvernement de mettre ces ports aux normes, le programme fonctionne toujours avec le même budget de 90 millions de dollars, et peu de progrès sont visibles. Les pétitionnaires soulignent que les travaux d'entretien retardés, les infrastructures vieillissantes et les investissements fédéraux limités freinent la création d'emplois et la croissance, et que la communication avec les autorités portuaires n'a tout simplement pas suivi le rythme des besoins des collectivités.

Ils demandent au gouvernement de doubler le financement destiné aux ports pour petits bateaux, de renforcer la participation des collectivités côtières, de faire des investissements permanents dans des infrastructures modernes et, enfin, d'honorer les engagements qu'il a pris en 2024 pour les ports. C'est un honneur pour moi de présenter cette pétition en leur nom.

[Français]

LES ALIMENTS GÉNÉTIQUEMENT MODIFIÉS

Yves Perron (Berthier—Maskinongé, BQ): Monsieur le Président, je désire présenter ce matin la pétition e-6768, qui a récolté plus de 4 000 signatures.

Les pétitionnaires demandent à ce qu'il y ait une identification des produits issus de l'édition génomique et des produits issus de la modification génétique. C'est important. D'ailleurs, on a aussi parlé de la viande clonée, et on fait les mêmes demandes à ce sujet.

Je vais lire la pétition:

Attendu que :

Les aliments génétiquement modifiés, aussi appelés aliments transgéniques ou organismes génétiquement modifiés (OGM), ne sont pas soumis à l'obligation d'étiquetage au Canada et que les entreprises n'étiquettent pas volontairement leurs aliments et ingrédients alimentaires génétiquement modifiés;

Les nouvelles techniques de génie génétique permettant l'édition de gènes, comme la technologie CRISPR, devraient conduire au développement de nombreux nouveaux aliments génétiquement modifiés, dont des fruits et légumes et du bétail génétiquement modifiés;

Bon nombre des aliments issus de plantes génétiquement modifiées ne feront pas l'objet d'une évaluation de sécurité par Santé Canada et ne figureront pas sur la liste des nouveaux aliments approuvés par Santé Canada;

De nombreux Canadiens souhaitent avoir accès à de l'information sur la façon dont leurs aliments sont produits, et les sondages d'opinion publique montrent régulièrement que plus de 75 % de la population canadienne souhaite que les aliments génétiquement modifiés soient soumis à l'étiquetage obligatoire;

L'étiquetage obligatoire simplifiera le suivi des OGM dans les chaînes d'approvisionnement des entreprises alimentaires;

L'étiquetage obligatoire assurera la transparence et améliorera la confiance du public envers le système alimentaire canadien;

Le gouvernement fédéral a déclaré son engagement envers le principe de transparence.

Nous soussignés, citoyens et résidents du Canada, demandons à la Chambre des communes d'instaurer l'étiquetage obligatoire de tous les aliments génétiquement modifiés vendus au Canada.

C'est la demande que font ces gens. Je pense qu'il faut respecter cette demande de transparence. Je les remercie d'avoir préparé cette pétition, que je présente avec plaisir ce matin.

• (1010)

LA CITOYENNETÉ ET L'IMMIGRATION

Anthony Housefather (Mont-Royal, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais déposer la pétition e-6903, qui a obtenu 2 275 signatures.

[Traduction]

Les pétitionnaires demandent que les délais de traitement des demandes fondées sur des motifs d'ordre humanitaire soient raccourcis. Ils veulent un plan d'action transparent pour éliminer l'arriéré et garantir des délais de décision raisonnables, et ils demandent à la ministre de l'Immigration et à la Chambre de se pencher sur la question.

LA FISCALITÉ

L'hon. Kevin Lamoureux (Winnipeg-Nord, Lib.): Monsieur le Président, cette pétition porte essentiellement sur le projet de loi C-4.

Les pétitionnaires demandent au gouvernement d'accorder des réductions d'impôt aux Canadiens.

Je dirais que nous avons notamment le projet de loi C-4, qui prévoit des allègements fiscaux pour la classe moyenne et pour 22 millions de Canadiens, un allègement fiscal pour les acheteurs d'une première maison et l'élimination de la taxe sur le carbone pour les consommateurs.

* * *

QUESTIONS AU FEUILLETON

L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, je demande que toutes les questions restent au Feuilleton.

Le Président: D'accord?

Des voix: D'accord.

[Le texte des questions et des réponses est disponible sur le site Web des questions écrites.]

* * *

DEMANDE DE DÉBAT D'URGENCE

LA FERMETURE DE L'USINE D'ALGOMA STEEL

Le Président: Je désire informer la Chambre que j'ai reçu un avis de demande de débat d'urgence.

J'invite le chef de l'opposition à prendre la parole pour une brève intervention.

L'hon. Pierre Poilievre (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, les métallurgistes sont à la base de l'économie canadienne, et les produits qu'ils fabriquent en constituent les fondements. Il est impossible d'avoir une économie moderne sans acier, et le secteur sidérurgique canadien est actuellement victime des droits de douane américains et des taxes imposées par le gouvernement canadien.

Les métallurgistes se rendent chaque jour au travail dans des conditions difficiles et rapportent un salaire à leur famille afin d'élever leurs enfants, dans l'espoir que ceux-ci aient les mêmes chances qu'eux. Le député d'Edmonton Griesbach pourrait nous en parler. Son père a travaillé pendant 30 ans à l'usine Algoma de Sault Ste. Marie, alors, quand il a appris que le tiers de ces travailleurs extraordinaires allaient perdre leur emploi, cela l'a touché personnellement.

Hier soir, un millier de familles se sont assises autour de la table du souper en se demandant comment elles allaient payer leur hypothèque. Les pères ont eu des conversations avec leurs enfants, leur disant qu'ils ne pourraient pas les inscrire au soccer ou au hockey pour la saison prochaine. Les mères et les pères se sont tournés et retournés dans leur lit, se demandant à quoi ressemblerait leur avenir et s'ils allaient devoir déménager.

Tout cela, après que le premier ministre les a regardés dans les yeux et leur a promis qu'il protégerait leurs emplois. Il a affirmé qu'il négocierait un accord avantageux avec le président Trump pour mettre fin aux droits de douane et que cet accord serait conclu avant le 21 juillet. C'était l'été dernier. Il n'a pas respecté l'échéance qu'il s'était fixée. Il a dit qu'il allait jouer du coude, mais maintenant, il dit qu'il s'en fout.

Ces familles, elles, ne s'en foutent pas, et je veux qu'elles sachent que les conservateurs se soucient de leur sort. Nous voulons nous

Décision de la présidence

battre pour leurs emplois tous les jours et de toutes les façons possibles.

Nous voulons savoir, dans le cadre d'un débat d'urgence, pour quoi le premier ministre a donné, sans garanties d'emploi, 400 millions de dollars de l'argent des contribuables, de l'argent versé par des travailleurs qui ont du mal à payer leur épicerie et leur prêt hypothécaire. Ce sont les contribuables et les travailleurs qui se font arnaquer. Encore une fois, le premier ministre dit une chose et en fait une autre.

Au nom de toutes ces familles, nous voulons des réponses à ces questions. Nous voulons que le premier ministre mette fin à la taxe libérale sur le carbone pour les industries dans le secteur de la production d'acier, car elle rend les choses encore plus difficiles pour les aciéries canadiennes qui tentent de rivaliser avec leurs homologues américaines. Les droits de douane imposés par Trump et les taxes des libéraux entraînent un déplacement des emplois chez nos voisins du Sud. C'est pourquoi les conservateurs ripostent.

Nous voulons un accord équitable, sans droits de douane, avec les Américains. Nous voulons l'élimination de la taxe sur le carbone pour les industries. Nous voulons nous assurer que ces 400 millions de dollars se traduisent par des garanties d'emplois, parce que c'est ce pour quoi les contribuables ont payé. Cependant, pour obtenir tout ça, nous devons tenir un débat à la Chambre des communes afin de présenter des idées positives, de protéger les chèques de paie et de veiller à ce que l'industrie vitale de l'acier soit forte au Canada.

Nous nous battons pour ces mesures, pour les Canadiens qui travaillent fort afin d'avoir de bons emplois, d'acheter de la nourriture et des maisons abordables dans des quartiers sûrs et de vivre dans un pays qui fait passer les intérêts du Canada en premier.

● (1015)

DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

Le Président: Je remercie le chef de l'opposition de son intervention. Cependant, je ne suis pas convaincu que cette demande réponde aux exigences du Règlement pour le moment.

Cela dit, je sais que ce sujet intéresse beaucoup de députés. Je tiens donc à assurer à la Chambre que je suis ouvert à reconsidérer la demande à une date ultérieure si la situation le justifie.

* * *

RECOURS AU RÈGLEMENT

LA RECEVABILITÉ D'AMENDEMENTS AU PROJET DE LOI C-12 ADOPTÉS EN COMITÉ — DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

Le Président: Je suis maintenant prêt à me prononcer sur le rappel au Règlement soulevé le 28 novembre 2025 par la leader adjointe du gouvernement à la Chambre des communes concernant certains amendements adoptés par le Comité permanent de la sécurité publique et nationale pendant l'étude article par article du projet de loi C-12, Loi concernant certaines mesures liées à la sécurité de la frontière canadienne et à l'intégrité du système d'immigration canadien et d'autres mesures connexes liées à la sécurité. Le rapport du Comité avait été présenté à la Chambre plus tôt au cours de la même séance.

Décision de la présidence

Dans son rappel au Règlement, la leader adjointe du gouvernement a demandé à la présidence de se pencher sur le contenu du rapport puisque, selon elle, neuf des amendements adoptés étaient irrecevables étant donné qu'ils contrevenaient à la règle de la loi existante et n'auraient donc pas dû être étudiés par le Comité.

[Français]

Les amendements en question visent à modifier la Loi sur les océans et la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés. L'un d'entre eux, soit CPC-2, a pour but d'ajouter un nouvel article 24.1, six d'entre eux, soit CPC-8, CPC-13, CPCP-14, CPC-15, CPC-16 et CPC-17, ajoutent de nouveaux articles 39.1 à 39.4, et les deux autres, soit CPC-30 et CPC-33, ajoutent de nouveaux articles 75.1 et 75.2.

Ces neuf amendements avaient tous été jugés irrecevables par le président du Comité, puisqu'ils visaient à modifier des articles de la Loi sur les océans et de la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés qui ne sont pas modifiés par le projet de loi C-12.

Comme il est indiqué à la page 771 de la troisième édition de *La procédure et les usages de la Chambre des communes*:

[...] un amendement est irrecevable s'il vise à modifier un texte législatif dont le comité n'est pas saisi ou s'il vise à modifier un article de la loi existante, sauf si celle-ci est explicitement modifiée par un article du projet de loi.

Les décisions du président du Comité au sujet de ces amendements ont été contestées et infirmées. Le Comité a ensuite débattu ces amendements, puis les adoptés.

Lors de son intervention sur le sujet, le député de Mégantic—L'Érable—Lotbinière a soutenu que chacun des amendements avait un lien direct avec les objectifs du projet de loi C-12, parmi lesquels il a cité l'accroissement de la sécurité publique, le renforcement de l'intégrité du système d'immigration et l'amélioration de l'efficacité, de la transparence et des mécanismes de reddition de comptes du système. Ainsi, selon le député, les amendements sont recevables et le Comité a agi dans les limites de ses pouvoirs lorsqu'il a décidé de les adopter.

Au cours de son exposé, le député de Mégantic—L'Érable—Lotbinière s'est référé à une décision du Président Regan dans laquelle sont énoncées certaines considérations clés en ce qui a trait à la règle de la loi existante. Dans la décision qu'il a rendue le 24 octobre 2018 et qu'on trouve à la page 22797 des Débats, le Président Regan a déclaré:

La règle de la loi existante, c'est-à-dire l'idée selon laquelle un amendement ne devrait pas modifier une loi ou un article s'il n'est pas déjà modifié par un article du projet de loi, est fondée sur la prémisse qu'un tel amendement ne serait pas pertinent dans le cadre du projet de loi. C'est essentiellement vrai. Souvent, de tels amendements abordent des questions qui ne sont pas mentionnées dans le projet de loi, ce qui n'est pas admissible.

Toutefois, il arrive également qu'un amendement soit pertinent, c'est-à-dire qu'il a rapport à l'objet du projet de loi et qu'il respecte sa portée, mais qu'il peut seulement être réalisé par la modification d'une disposition de la loi existante ou d'une loi complètement différente qui n'étaient pas initialement modifiées par le projet de loi. C'est particulièrement vrai dans le cas d'amendements corrélatifs à d'autres décisions prises par un comité ou par la Chambre.

• (1020)

La présidence doit donc prendre en considération la portée du projet de loi et évaluer la pertinence de chaque amendement. Ce faisant, elle est liée par la décision de la Chambre d'adopter le projet de loi en deuxième lecture, laquelle établit la portée du texte et assujettit à certaines limites les amendements pouvant être proposés en comité.

La présidence a examiné soigneusement le projet de loi C-12 dans sa version adoptée par la Chambre à l'étape de la deuxième lecture, les amendements en question ainsi que leurs liens avec les lois existantes. La présidence traitera d'abord des amendements concernant la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés, puis examinera celui qui se rapporte à la Loi sur les océans.

[Traduction]

La présidence constate que le projet de loi C-12, aux parties 5 à 8, propose une série de modifications à la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés. De l'avis de la présidence, une lecture attentive du texte du projet de loi permet de dégager cinq objectifs législatifs principaux en lien avec la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés. Ces objectifs sont les suivants.

Le premier consiste à accroître l'échange de renseignements sur l'immigration entre les ministères et organismes fédéraux. Le deuxième consiste à abolir le régime de désignation de pays d'origine par l'abrogation des dispositions de la loi qui autorisaient le ministre à désigner certains pays dont les demandeurs étaient assujettis à un processus d'examen différent. Le troisième consiste à modifier les pouvoirs et les obligations du ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié pour ce qui est de déterminer la manière dont les demandes d'asile sont reçues et traitées et la manière dont les décisions sont prises à leur égard. Le quatrième consiste à élargir le pouvoir du gouverneur en conseil de prendre des décrets pour suspendre l'examen de demandes ou y mettre fin et pour annuler, suspendre ou modifier certains documents délivrés au titre de la loi. Le cinquième consiste à créer de nouvelles règles en matière d'irrecevabilité des demandes d'asile.

La présidence a examiné chacun des amendements en question afin d'établir s'il respecte ou non la portée des objectifs législatifs du projet de loi C-12.

Les amendements CPC-8 et CPC-14 exigent des agents et des ministres qu'ils lancent un mandat pour l'arrestation et la mise en détention d'une personne dans certaines circonstances. Or, modifier le processus de détention et de mise en liberté ou la délivrance de mandats ne figure pas parmi les objectifs du projet de loi C-12.

L'amendement CPC-13 vise à imposer un délai au juge qui décide du caractère raisonnable d'un certificat. Or, le projet de loi C-12 ne modifie aucunement la section 9 de la partie 1 de la loi, qui prévoit, entre autres choses, la délivrance de certificats d'interdiction de territoire.

Les amendements CPC-15, CPC-16 et CPC-17 concernent le rapport annuel que le ministre est tenu de déposer au Parlement et imposent au ministre des exigences supplémentaires à cet égard. La présidence tient à souligner que l'amendement CPC-15 comporte plusieurs exigences en matière de rapport, dont une relative au nombre de documents qui ont été modifiés ou annulés et à la catégorie de ces documents. Il est possible, selon la présidence, que ce volet de l'amendement soit lié aux objectifs législatifs du projet de loi C-12, mais la présidence n'a pas été en mesure d'établir un lien semblable entre les autres dispositions de l'amendement et le projet de loi C-12. Les amendements CPC-16 et CPC-17, pour leur part, ajoutent des exigences en matière de rapport relatives aux prestations fédérales touchées par les demandeurs d'asile. Or, le projet de loi ne modifie aucune disposition portant sur de telles prestations.

L'amendement CPC-30 modifie l'article qui prévoit des peines pour trafic de personnes. Or, le projet de loi ne modifie aucunement la loi en ce qui touche les mesures d'exécution liées à l'entrée illégale ou au trafic de personnes, ni en ce qui touche les peines en général.

Enfin, l'amendement CPC-33 modifie l'exigence liée au lieu de résidence du président de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié. Bien que le projet de loi renferme certaines modifications visant l'exercice des pouvoirs de la Commission, il ne modifie pas la loi relativement à la composition, au siège et au personnel de la Commission.

De l'avis de la présidence, bien qu'il puisse exister certains liens entre le fond de ces amendements et les objectifs de réforme du système d'immigration et de détermination du statut de réfugié qui ont été débattus par les députés à l'étape de la deuxième lecture et à celle de l'étude en comité, ces amendements n'ont aucun rapport avec les objectifs législatifs du projet de loi et c'est à juste titre que le président du Comité les a jugés irrecevables du fait qu'ils dépassent la portée du projet de loi. Aussi tentant que cela puisse être d'ajouter des objectifs à un texte législatif qu'on étudie, il faut veiller à ce que les ajouts respectent la portée et le principe du texte tel qu'il a été approuvé à l'étape de la deuxième lecture.

• (1025)

La présidence se penche maintenant sur les dispositions du projet de loi qui se rapportent à la Loi sur les océans. Le projet de loi C-12 propose de modifier l'article 41 de la loi dans le but d'ajouter des activités liées à la sécurité aux services de garde côtière et d'autoriser le gouverneur en conseil à désigner tout ministre à titre de ministre responsable de ces services. Durant son étude article par article, le Comité a adopté un amendement recevable visant l'article 41 de la loi (CPC-3) afin d'attribuer la responsabilité des services de garde côtière au ministre de la Défense nationale. Personne n'a contesté la recevabilité de cet amendement.

Le Comité a également adopté l'amendement CPC-2, qui ajoute un nouvel article 24.1 modifiant l'article 40 de la loi, lequel n'est pas modifié par le projet de loi. L'amendement CPC-2 retire les services de garde côtière de la liste des responsabilités du ministre des Pêches et des Océans figurant à l'article 40 de la loi. En adoptant cet amendement, le Comité a voulu résoudre une contradiction entre l'article 40 et l'article 41 de la loi (dans sa version modifiée par l'amendement CPC-3), car chacun aurait désigné un ministre différent comme responsable des services de garde côtière.

Après un examen minutieux, la présidence estime que l'amendement visant à modifier l'article 40 de la loi découle de la décision du Comité d'attribuer au ministre de la Défense nationale la responsabilité des services de garde côtière. J'en arrive donc à la conclusion que cet amendement respecte la portée du projet de loi tel qu'il a été adopté en deuxième lecture.

[Français]

Par conséquent, j'ordonne que l'amendement visant à créer un nouvel article 24.1 soit maintenu et que les huit autres amendements, ayant pour but de créer les articles 39.1 à 39.4 ainsi que 75.1 et 75.2, soient déclarés nuls et soient supprimés du projet de loi dont il a été fait rapport à la Chambre. De plus, j'ordonne la réimpression du projet de loi C-12 sans les amendements irrecevables. Cette version imprimée sera la version officielle du projet de loi aux fins de l'étude à l'étape du rapport.

Ordres émanant du gouvernement

Je remercie les députés de leur attention.

ORDRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

[Traduction]

LOI N^O 1 D'EXÉCUTION DU BUDGET DE 2025

La Chambre reprend l'étude, interrompue le 27 novembre, de la motion portant que le projet de loi C-15, Loi portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 4 novembre 2025, soit lu pour la deuxième fois et renvoyé à un comité, ainsi que de l'amendement.

John Brassard (Barrie-Sud—Innisfil, PCC) Monsieur le Président, quand le premier ministre a dit « on s'en fout » pendant sa visite récente aux Émirats arabes unis en parlant de l'état des négociations commerciales avec les États-Unis, il savait ce qu'il disait, et voici pourquoi.

Personne ne doit penser naïvement que le premier ministre a laissé une entreprise valant 1 billion de dollars qui lui rapportait des millions sous forme de salaire et de rémunération différée et que, pour une quelconque raison vertueuse, il a accepté de toucher un salaire de 400 000 \$ à titre de premier ministre pour négocier un accord commercial ou nous sauver de notre destin. Presque tous les volets de la loi d'exécution du budget sont organisés pour utiliser le pouvoir du Bureau du premier ministre au profit d'un groupe d'initiés libéraux bien branchés, de lobbyistes et de petits copains du premier ministre dans le monde des affaires.

C'est un processus qui a commencé en 2020, quand le premier ministre a été nommé conseiller économique de Justin Trudeau tout en continuant d'occuper la présidence de Brookfield Asset Management. Avoir Justin Trudeau au pouvoir était un rêve devenu réalité pour la clique incestueuse des élites libérales. Pendant que M. Trudeau jouait à être premier ministre, les divers rouages étaient mis en place pour faire en sorte qu'une grande partie, sinon la totalité, des instruments financiers publics, des fonds d'investissement verts et des politiques que l'actuel premier ministre commençait à faire mousser quand il manipulait l'ancien premier ministre Trudeau en sa qualité de conseiller économique, allaient s'harmoniser avec la stratégie et le succès de Brookfield.

La semaine dernière, nous avons appris du chef de l'exploitation de Brookfield que le premier ministre touchera des millions de dollars en intérêts différés grâce au bon rendement de son entreprise en ce qui a trait aux plans climatiques et infrastructurels qu'il a mis en place. Ces fonds pourraient rapporter au premier ministre personnellement des dizaines de millions de dollars en intérêts différés, en fonction de leur rendement au cours de la prochaine décennie.

Cependant, il y a un problème. Le premier ministre savait ce qu'il possédait avant la mise en place de la fiducie sans droit de regard. Chaque fois qu'il prend une décision sur les politiques concernant l'infrastructure, l'énergie ou le climat ou qu'il inclut des incitatifs fiscaux dans la loi d'exécution du budget, cela aide Brookfield dans des domaines où cette entreprise a beaucoup investi. Des questions doivent être posées. Chaque politique envisagée profitera-t-elle aux Canadiens, à Brookfield ou au premier ministre?

Ordres émanant du gouvernement

Les critiques soutiendront que le gouvernement libéral a établi une fiducie sans droit de regard et un filtre anti-conflits d'intérêts et que cela suffit pour rassurer la population, mais les intérêts de Brookfield dans l'intelligence artificielle, les logements modulaires, le captage du carbone, le nucléaire et le modèle selon lequel les risques sont assumés par le secteur public alors que les profits vont au secteur privé qu'il a mis sur pied pendant qu'il conseillait Justin Trudeau rapporteront au premier ministre des millions de dollars, et il le sait.

En outre, il convient de noter que le processus de sélection est géré par deux personnes nommées par le premier ministre. Des informations divulguées la semaine dernière ont révélé que le premier ministre a tenu une réunion privée avec des dirigeants de Brookfield dans son bureau en octobre. Une telle rencontre pourrait raisonnablement susciter des interrogations quant à l'application rigoureuse du principe d'impartialité, étant donné que le premier ministre est censé s'abstenir de toute interaction avec Brookfield, ses employés ou ses entités.

Mais on s'en fout, n'est-ce pas? Non, personne ne devrait s'en foutre, car la démocratie repose sur la confiance. Si les Canadiens ont l'impression que leurs dirigeants prennent des décisions dans le but d'enrichir leurs propres entreprises ou de s'enrichir eux-mêmes, cela érode la confiance envers nos institutions bien au-delà des dégâts déjà causés par les libéraux depuis qu'ils sont au pouvoir. Il s'agit ici d'une question de responsabilité et non de politique partisane. Les Canadiens sont en droit d'attendre de leurs dirigeants qu'ils servent l'intérêt public, et non des portefeuilles privés.

Mon évaluation du budget est simple: il s'adresse à ceux qui sont favorables à une intervention significative du gouvernement dans l'ensemble de l'économie; il prévoit des subventions pour des entreprises qui, autrement, mobiliseraient leurs propres capitaux; il est le reflet de l'implication profonde de Brookfield dans les politiques publiques conçues par son ancien dirigeant, désormais premier ministre — politiques qui risquent de bénéficier directement à l'entreprise et à l'ancien dirigeant en question; il alourdit la dette publique et creuse les déficits dont le fardeau reposera sur les épaules de nos familles, de nos aînés et des générations futures; et il établit un système qui donne un accès privilégié et illimité au Trésor aux initiés libéraux et aux lobbyistes tandis que le Canada dérive de plus en plus vers une kleptocratie. C'est le budget...

• (1030)

La vice-présidente adjointe (Alexandra Mendès): Nous passons aux questions et observations. Le secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre a la parole.

L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Madame la Présidente, je trouve dégoûtant et quelque peu honteux qu'un député du Parti conservateur continue de salir la réputation du premier ministre.

Il y a même des députés conservateurs, dont la leader adjointe, qui ont des investissements dans Brookfield. Au lieu de se pencher sur le fond du projet de loi et le budget, le Parti conservateur du Canada ne cesse de tenter honteusement de salir des réputations. Voilà à quel point ses députés sont peu scrupuleux en matière de politique.

Je pose la question suivante au député: quand les conservateurs commenceront-ils à se concentrer sur les intérêts des Canadiens plutôt que sur leur propre partisanerie politique?

John Brassard: Madame la Présidente, voilà qui a fait monter le député sur ses grands chevaux. La vérité fait mal. En fait, tout ce que j'ai dit est tiré de sources ouvertes et est fondé sur des témoignages livrés au comité de l'éthique et sur certaines des discussions et des questions à la Chambre.

La différence, c'est que le premier ministre détient les leviers du pouvoir dans ce pays. Toutes les décisions qu'il prend seront avantageuses pour lui, pour les proches du Parti libéral et pour ses amis du monde des affaires. Même si des députés de l'opposition détiennent des actions — de Brookfield par exemple —, ils ne détiennent pas les leviers du pouvoir qui leur permettront de s'enrichir.

La vérité, c'est la vérité, et ce que j'ai dit aujourd'hui est la vérité.

Branden Leslie (Portage—Lisgar, PCC): Madame la Présidente, j'aimerais que mon collègue poursuive un peu dans la même veine. De toute évidence, il a touché un point sensible chez les ministériels.

Nous avons beaucoup parlé de la fiducie sans droit de regard, mais il n'en reste pas moins que les actions demeurent dans Brookfield. C'est pourquoi nous savons que les politiques qui ont une incidence directe sur Brookfield et qui lui sont favorables aident le premier ministre.

Je me demande donc si le député pourrait expliquer pourquoi la fiducie sans droit de regard, telle qu'elle a été établie, ne parvient pas à empêcher le premier ministre de s'enrichir.

John Brassard: Madame la Présidente, la réponse à cette situation est évidente. Le premier ministre sait exactement ce qui se trouve dans sa fiducie sans droit de regard. Ayant lui-même mis en place des programmes d'investissement, notamment dans les infrastructures vertes, lorsqu'il était conseiller de l'ancien premier ministre, il sait très bien ce que contient cette fiducie.

La problématique réside dans le fait que chaque décision politique qu'il prend est susceptible d'avoir, d'une manière ou d'une autre, des répercussions sur sa situation personnelle et celle de ses associés d'affaires. La Loi sur les conflits d'intérêts, sur laquelle se penche actuellement le comité de l'éthique, comporte une faille gigantesque. Le premier ministre exploite présentement cette faille, spécifiquement en ce qui concerne la règle d'application générale. Cette disposition lui permet de prendre des décisions politiques d'ordre général — telles que les crédits d'impôt inscrits dans la loi d'exécution du budget, ou les accords nucléaires avec les États-Unis à Washington dont son entreprise est partie prenante — qui ont des répercussions directes sur son entreprise et ses investissements.

Tout cela montre que la fiducie sans droit de regard n'est pas véritablement sans droit de regard pour le premier ministre, et que ce dernier est, de fait, en mesure d'utiliser sa position pour influencer des décisions stratégiques et se mettre des millions dans les poches.

L'hon. Kody Blois (secrétaire parlementaire du premier ministre, Lib.): Madame la Présidente, le député d'en face représente une circonscription rurale, tout comme j'en représente une en Nouvelle-Écosse. Je ne sais pas combien d'agriculteurs il compte dans sa circonscription, mais je sais que l'opposition détient des sièges dans des régions rurales. J'ai donc été très déçu quand j'ai pris connaissance du programme électoral du Parti conservateur en avril. En effet, il ne contenait pas la moindre politique pour le secteur agricole.

Le député représente une circonscription rurale. Alors, je me demande s'il est prêt à parler au chef de l'opposition officielle, le député de Battle River—Crowfoot, pour voir si c'est quelque chose que le Parti conservateur juge vraiment acceptable. Je crains que ce soit un groupe de citoyens que ce parti tient pour acquis.

Je me demande si le député a quelque chose à dire à ce sujet.

John Brassard: Madame la Présidente, je suis très fier de représenter la partie rurale de ma circonscription à Innisfil. Nous avons la plus grande ferme privée de l'Ontario et la plus grande culture d'oignons du Canada.

Les politiques que nous avons proposées auraient un effet positif direct sur les collectivités agricoles. Par exemple, la taxe sur le carbone pour les industries est toujours en vigueur. Chaque fois que ces agriculteurs achètent du matériel, des engrais et des semences, cette taxe s'applique et se répercute sur toute la chaîne d'approvisionnement. Le député se demande pourquoi l'inflation alimentaire et l'insécurité alimentaire sont si importantes dans ce pays. C'est le résultat direct des politiques économiques ratées du gouvernement qui nuisent aux finances des agriculteurs. Ces coûts se répercutent en aval jusqu'au consommateur final.

Je suis donc très fier des politiques que nous avons proposées pour l'agriculture, et je suis très fier de représenter une circonscription où l'agriculture est présente.

● (1035)

L'hon. Kody Blois (secrétaire parlementaire du premier ministre): Madame la Présidente, c'est un privilège pour moi de prendre la parole ce matin au sujet du projet de loi C-15, la loi d'exécution du budget. Pour les Canadiens qui nous écoutent, il s'agit des mesures juridiques et législatives que le gouvernement met en œuvre pour donner suite à ce qu'il a présenté dans le budget. C'est une excellente occasion de parler de ce que le gouvernement compte faire pour soutenir l'économie canadienne en cette période difficile.

Il est encourageant de constater une augmentation de 2,6 % du PIB au dernier trimestre et, selon le dernier rapport sur l'emploi, la création de 67 000 emplois. Cependant, je pense qu'il serait négligent de ma part de ne pas souligner le fait que, compte tenu de la situation mondiale, du changement de politique commerciale de l'administration américaine et de ses droits de douane qui touchent certains secteurs essentiels de notre pays, ce n'est pas un moment à prendre à la légère. Les Canadiens sont soumis à de nombreuses pressions financières.

Le premier ministre et le gouvernement se sont efforcés d'instaurer des mesures visant à stimuler la croissance économique du pays et à renforcer la résilience de nos relations commerciales afin de nous permettre de maîtriser la situation au pays. En effet, comme gouvernement et comme parlementaires, nous nous engageons, comme il se doit, à établir des relations commerciales à l'échelle mondiale, mais nous devons également contrôler ce que nous pouvons faire chez nous.

Je vais utiliser le temps qu'il me reste pour souligner trois ou quatre domaines qui, à mon avis, sont extrêmement importants à l'heure actuelle et qui sont déterminants.

Tout d'abord, je souhaite aborder la question des dépenses de défense. Lorsque le gouvernement libéral a pris le pouvoir en 2015, les dépenses de défense sous le Parti conservateur étaient inférieures à 1 % du PIB. Le dernier gouvernement a réalisé des inves-

tissements constants pour améliorer cette situation. Je ne pense pas qu'ils aient été suffisants. Je suis très heureux de constater que le nouveau gouvernement et le nouveau premier ministre se sont fermement engagés à augmenter les dépenses de défense du pays.

Ordres émanant du gouvernement

Nous vivons dans un monde où règne l'incertitude. Il y a une guerre en Europe de l'Est et des conflits au Moyen-Orient. Des changements s'opèrent pour assurer la sécurité de l'Arctique. Tout cela signifie que nous devons investir dans nos hommes et nos femmes en uniforme. Je pense à ma tante, Mary Blois, qui a servi fièrement pendant plus de 30 ans dans les Forces armées canadiennes. Je suis très fier de sa contribution. Je suis fier de la contribution de ma famille aux Forces armées canadiennes depuis plusieurs générations. En tant que Canadiens, nous devons être fiers, mais nous devons également veiller à ce que cela ne se limite pas à la fierté. En tant que parlementaires, nous soutenons l'adoption de mesures de soutien et de renforcement des capacités pour les Forces armées canadiennes.

Voilà pourquoi le gouvernement investit 81 milliards de dollars au cours des cinq prochaines années. Il ne s'agit pas seulement d'atteindre notre objectif de 2 % du PIB consacré à la défense d'ici la fin de l'exercice financier. Il s'agit aussi de travailler à atteindre la cible de 3,5 % du PIB, en plus de celle de 1,5 % du PIB en dépenses connexes. C'est extrêmement important.

Qu'est-ce que cela signifie pour ma circonscription? Je pense à la 14^e Escadre Greenwood, au Camp Aldershot et aux hommes et femmes dans nos collectivités qui enfilent chaque jour leur uniforme pour défendre le pays. Le gouvernement a déjà approuvé une augmentation salariale attendue depuis longtemps pour les Forces armées canadiennes, et nous renforçons nos capacités. Quand je pense à la 14^e Escadre Greenwood, je pense au fait que le P-8, l'avion Poseidon, remplacera le CP-140 d'ici un an ou deux. Cela créera des emplois à temps plein supplémentaires à Greenwood, tout comme les systèmes d'aéronefs télépilotes, ou SATP. Entre 500 et 700 emplois à temps plein seront créés à la 14^e Escadre Greenwood. C'est une excellente nouvelle pour les Forces armées canadiennes, pour la 14^e Escadre Greenwood et pour nos collectivités de la vallée d'Annapolis.

Une des choses à laquelle je travaille en tant que parlementaire, en collaboration avec le député d'Acadie—Annapolis, est la construction de logements supplémentaires. Nous devons bien sûr veiller à ce qu'il y ait suffisamment de logements, principalement pour les membres des Forces armées canadiennes. Il y a aussi beaucoup d'occasions à saisir dans ce domaine à mesure que la collectivité s'agrandit. Nous devons veiller à ce que les besoins en matière de logement soient satisfaits. C'est un objectif auquel je me consacre.

Il convient de noter que la Nouvelle-Écosse compte 2,5 % de la population canadienne, mais 20 % du personnel des Forces armées canadiennes et 40 % des ressources de défense du pays. C'est une grande source de fierté, mais aussi une occasion, alors que nous renforçons les capacités de défense du pays, de faire croître nos collectivités, que ce soit du point de vue de l'approvisionnement ou simplement grâce à l'augmentation du nombre de membres et au soutien aux Forces armées canadiennes. C'est un domaine sur lequel je vais me pencher.

Ordres émanant du gouvernement

● (1040)

C'est aussi un sujet qui nécessite une réflexion stratégique, car les accords bilatéraux et les mécanismes existants pour les infrastructures ne tiennent pas toujours compte de la croissance à venir. J'ai eu l'occasion d'en parler avec le ministre de la Défense nationale et sa sous-ministre au Forum international sur la sécurité d'Halifax. C'est un domaine dans lequel nous devons intensifier nos efforts, mais il s'agit d'un investissement générationnel. J'ai été très déçu que des députés votent contre les Forces armées canadiennes sur cette mesure.

Parlons maintenant des infrastructures. Dans Kings—Hants, nous faisons des investissements générationnels dans les infrastructures. Nos collectivités sont en pleine croissance, et je suis très fier de constater la résilience de l'économie régionale dans la vallée d'Annapolis et dans le comté de Hants. Cependant, comme l'a dit l'ancien maire du comté de Kings, Peter Muttart, les infrastructures souterraines, comme les infrastructures d'approvisionnement en eau et de traitement des eaux usées, ce n'est pas très passionnant, mais c'est indispensable. Si nous voulons construire des logements, développer nos collectivités ou moderniser les infrastructures existantes, nous devons nous assurer que ces programmes sont en place.

Le gouvernement a réalisé d'importants investissements dans le cadre du Programme d'infrastructure Investir dans le Canada, mais nous devons en faire plus. Le budget prévoit 51 milliards de dollars pour les infrastructures, en commençant par le Fonds pour le développement des collectivités du Canada, un programme de transferts directs des provinces aux municipalités pour soutenir les infrastructures dans tout le pays.

Il y a une chose dont je suis très fier, et peut-être que les nouveaux députés ne le savent pas: pendant très longtemps, l'ancien Fonds de la taxe sur l'essence, aujourd'hui le Fonds pour le développement des collectivités du Canada, ne permettait pas ces transferts vers les municipalités pour financer les infrastructures des casernes de pompiers. Je pense à toutes les circonscriptions qui ont des services de pompiers volontaires. Nous avons changé cela pour permettre aux municipalités d'utiliser ce transfert fédéral pour financer les infrastructures des casernes de pompiers. Même si ce n'est peut-être pas nécessaire à Montréal, Vancouver, Toronto ou même Halifax, ça l'est certainement dans les petites collectivités comme Maitland, Brooklyn et Kentville et dans les régions autour de Canning. Il y a tellement de services de pompiers volontaires.

Pendant que j'ai la parole, je tiens à dire aux hommes et aux femmes qui donnent de leur temps pour protéger nos collectivités que nous leur en sommes très reconnaissants. C'est précisément pour cette raison que nous avons également augmenté le crédit d'impôt pour les volontaires dans la dernière mise à jour budgétaire.

Ces infrastructures seront importantes. Une des choses que j'aimerais voir avec ce financement des infrastructures est la construction d'un nouveau complexe récréatif pour le comté de Kings grâce au volet fédéral-provincial-territorial de 17 milliards de dollars. Il s'agit d'un projet qui pourrait coûter entre 80 et 100 millions de dollars. Il nécessitera un financement fédéral. C'est un projet qui me tient à cœur et que je veux voir aboutir. En ce qui concerne West Hants et East Hants, nous nous concentrons notamment sur la construction de logements et les travaux d'aqueduc afin de soutenir nos collectivités en pleine croissance.

Je mentionnerai brièvement l'agriculture et la foresterie. Dans la circonscription de Kings—Hants, ces secteurs sont extrêmement importants pour l'économie régionale.

L'agriculture est mentionnée partout dans le présent budget, et le gouvernement a accru les fonds réservés à ce secteur. C'est extrêmement important. Le budget contient des mesures que j'ai mises en lumière à l'intention du député de Barrie-Sud—Innisfil, et j'ai fustigé mes collègues conservateurs pendant toute la session de l'automne parce qu'il n'y a rien pour l'agriculture dans la plateforme conservatrice. Objectivement, c'est la première fois depuis longtemps que le Parti libéral possède une meilleure plateforme pour l'agriculture. Le présent budget offre des programmes qui accroissent le nombre d'outils de gestion des risques des entreprises et qui appuient le programme Agri-marketing pour l'expansion des exportations. Je salue le ministre de l'Agriculture qui est allé au Mexique afin de favoriser la création de marchés pour les producteurs de pommes de la vallée de l'Annapolis et pour les produits du bœuf canadien. Bien des choses intéressantes sont en train de se produire. Les conservateurs ont tout de même un peu des comptes à rendre là-dessus.

En ce qui concerne la foresterie, il existe un certain nombre de mesures d'aide essentielles, y compris les crédits d'impôt à l'investissement pour la biomasse et les déchets. Ces mesures sont fort importantes.

Je veux aussi parler des petites entreprises. Le budget précise ce qu'est la remise sur le carbone pour les petites entreprises, ce qui est important. Le gouvernement propose aussi une superdéduction à la productivité, qui permettra aux petites entreprises d'amortir leurs investissements en capital sur un seul exercice, donc de déduire les investissements qui favorisent la productivité de leur revenu imposable. C'est important pour les PME du pays, y compris pour celles de ma circonscription.

Mon dernier point concerne la dette. Nous entendons les conservateurs dire que la position financière est intenable, mais le directeur parlementaire du budget a confirmé le contraire. Le Canada a une note de crédit AAA, établie par Standard & Poor's et Moody's. Nous avons le plus faible ratio de la dette nette au PIB du G7 et nous nous classons au deuxième rang pour ce qui est du déficit au sein du G7. En outre, quand les conservateurs étaient au pouvoir en 1990, 35 ¢ de chaque dollar étaient affectés à la gestion de la dette. À l'heure actuelle, ces coûts sont inférieurs à 10 ¢ de chaque dollar. Les conservateurs qui prennent la parole laissent entendre que la position financière est intenable, mais ce n'est tout simplement pas vrai.

● (1045)

Alex Ruff (Bruce—Grey—Owen Sound, PCC): Madame la Présidente, je tiens à souligner que, dans son discours, le député a parlé de l'aide accordée aux Forces armées canadiennes, ce que j'appuie totalement. Si j'ai voté contre cette aide, c'est parce que je ne fais pas confiance au gouvernement.

Cependant, le député n'a pas indiqué que le budget compte des dispositions de récupération visant Anciens Combattants Canada, et plus particulièrement l'indexation des pensions et la façon dont les choses sont calculées. Je connais des anciens combattants sur les réseaux sociaux et au sein de groupes qui tendent la main aux anciens combattants dans le besoin. La récupération a commencé. Au cours des 24 dernières heures, un ancien combattant s'est fait dire qu'il devait rembourser 89 000 \$ à l'Agence du revenu du Canada, alors qu'un autre doit rembourser 69 000 \$. Pendant une période allant de six à neuf ans, Anciens Combattants Canada n'a effectué aucune récupération. Tout à coup, on dit aux anciens combattants de tout le pays qu'ils doivent régler le problème parce que la situation est inacceptable, et Anciens Combattants Canada s'en prend à eux.

Pourquoi le député appuie-t-il la réduction de l'aide accordée aux anciens combattants et aux Forces armées canadiennes?

L'hon. Kody Blois: Madame la Présidente, je suis convaincu que le député remettra les pendules à l'heure, car c'est un sujet qui a fait couler beaucoup d'encre.

Ce que le gouvernement propose dans le budget, c'est simplement de faire passer le taux de remboursement du cannabis à des fins médicales acheté auprès d'un titulaire de licence de 8,50 \$ à 6 \$ le gramme. Il n'y a aucun changement à l'indexation de la pension des anciens combattants, quoiqu'il y en ait un petit relativement au cumul provincial. Si le député veut laisser entendre que d'anciens combattants ont reçu des lettres qui réclament 89 000 \$, je suis disposé à travailler de concert avec les membres de l'opposition pour obtenir la bonne information et régler le dossier ensemble.

Je le dis clairement: les pensions des anciens combattants continueront d'être indexées sur l'indice des prix à la consommation ou sur le panier de consommation du secteur public, selon le plus élevé des deux. Cela demeure inchangé. J'espère que le député veillera à ce qu'il n'y ait absolument aucun doute à ce sujet sur la scène publique.

[Français]

Andréanne Larouche (Shefford, BQ): Madame la Présidente, mon collègue a abordé beaucoup de sujets et de thèmes qui se retrouvent dans le budget. Par contre, il n'a évidemment pas abordé la question de l'environnement, alors que, au Bloc québécois, nous demandions que le fédéral cesse de financer les compagnies pétrolières et que l'argent serve plutôt à financer une transition verte et écologique.

Il y a aussi des conséquences environnementales liées aux déchets nucléaires. Je souhaite aborder ce sujet. En ce moment même, mon collègue de Repentigny tient un point de presse avec des représentants des communautés autochtones et des représentants de groupes environnementaux pour dénoncer le transport vers le site de Chalk River de matières nucléaires qui pourraient contaminer un plan d'eau important.

Qu'en pense mon collègue?

L'hon. Kody Blois: Madame la Présidente, je crois que le secteur nucléaire est absolument essentiel pour nous permettre de réduire nos émissions de gaz à effet de serre. Il fait partie de la solution, avec les énergies renouvelables et les énergies propres. Le secteur nucléaire demeure essentiel pour notre pays, et nous disposons des capacités nécessaires pour fournir une énergie sécuritaire. Bien sûr, il existe un processus pour s'assurer que l'enfouissement des déchets se fait de façon sécuritaire. C'est un processus encadré par les autorités fédérales.

Ordres émanant du gouvernement

[Traduction]

Aslam Rana (Hamilton-Centre, Lib.): Madame la Présidente, je félicite le député pour son excellent discours.

Il y a beaucoup d'entreprises sidérurgiques dans ma circonscription. Je pense surtout à Stelco, à ArcelorMittal Dofasco et à Wagon d'acier national. J'aimerais demander au député ce qu'il y a d'autre dans le budget pour les métallurgistes.

L'hon. Kody Blois: Madame la Présidente, je sais que mon collègue d'Hamilton-Centre est un ardent défenseur du secteur de l'acier. Il s'agit d'un pilier fondamental de l'économie canadienne — que ce soit à Hamilton, à Sault Ste. Marie, à Regina ou ailleurs au pays. Le secteur est sous pression en raison des droits de douane imposés par les États-Unis au titre de l'article 232.

Le gouvernement a pris un certain nombre de mesures; la plus récente a consisté à limiter les importations d'acier en provenance de pays étrangers. Il a mis en place des mesures, notamment en ce qui concerne l'assurance-emploi, pour aider les travailleurs touchés. Il adopte une stratégie d'approvisionnement qui sera complètement axée sur la production d'acier au Canada. C'est une période difficile, mais le gouvernement se concentre sur ce qu'il peut faire.

Une voix: Oh, oh!

L'hon. Kody Blois: Madame la Présidente, pourquoi ne pas laisser le député de Central Newfoundland poser une question? J'y répondrai avec plaisir. Avec le consentement unanime, il serait possible de le faire.

La vice-présidence adjointe (Alexandra Mendès): Le temps de parole du député est écoulé.

Nous reprenons le débat. Le député de Elgin—St. Thomas—London-Sud a la parole.

• (1050)

Andrew Lawton (Elgin—St. Thomas—London-Sud, PCC): Madame la Présidente, c'est toujours un plaisir de prendre la parole au nom des habitants d'Elgin—St. Thomas—London-Sud, qui représentent une grande partie de ce que nous avons dans ce pays. Nous avons la grande ville de London et des collectivités rurales, comme Eagle et New Sarum. Nous avons des collectivités en plein essor, comme St. Thomas, qui étaient autrefois considérées comme de petites localités agricoles, mais qui comptent aujourd'hui des dizaines de milliers d'habitants venus de partout au pays et dans le monde.

Au cours des 10 dernières années, sous le gouvernement libéral, toutes ces personnes ont constaté à quel point le coût de la vie est devenu inabordable. Nous le constatons à l'épicerie. Nous le constatons dans le domaine du logement. L'accession à la propriété, qui était autrefois un rêve auquel tout le monde pouvait adhérer, est désormais devenue, pour de nombreuses personnes, en particulier les jeunes, un rêve inaccessible. C'est devenu une chimère. Les dépenses alimentaires, que nous reconnaissions autrefois comme inévitables et gérables, pouvaient être un peu plus élevées certaines semaines, et les gens utilisaient des bons de réduction pour économiser un peu ici et là, mais les courses sont désormais devenues un luxe pour certaines personnes.

Ordres émanant du gouvernement

Nous le voyons localement. L'utilisation des banques alimentaires est en hausse dans tout le pays. La banque alimentaire St. Thomas Elgin prévoit devoir nourrir 30 000 personnes cette année. C'est la troisième année consécutive où la demande atteint un niveau record. Cette situation n'est pas viable. Une société où les gens doivent recourir aux banques alimentaires pour remplir leur réfrigérateur et leur garde-manger n'est pas une société qui fonctionne comme elle le devrait. Ce dont les Canadiens avaient besoin et ce qu'ils méritaient, c'était un budget qui met l'abordabilité au premier plan.

Au moment où nous débattons de la loi d'exécution du budget, qui met en œuvre le budget du gouvernement libéral à l'échelle du pays, la question qui me vient à l'esprit est la suivante: quelles sont réellement les priorités du gouvernement?

Il y a quelques semaines, le premier ministre a fait une déclaration désormais tristement célèbre. Interrogé sur ses discussions avec les États-Unis concernant la conclusion d'un accord pour protéger les travailleurs canadiens, il a répondu: « On s'en fout. » Cette réponse plutôt condescendante est, selon moi, révélatrice de la façon dont le premier ministre perçoit bon nombre des préoccupations des Canadiens, notamment en matière d'abordabilité. La plupart des Canadiens ne peuvent pas compter sur des millions de dollars en actifs et en actions de Brookfield qui s'accumulent. Ils doivent économiser et se serrer la ceinture pour joindre les deux bouts. C'est leur réalité, contrairement au premier ministre. Nous devons également composer avec le fait que le gouvernement libéral a essentiellement été aux commandes du pays ces 10 dernières années, alors que ces problèmes ont pris de l'ampleur ou se sont aggravés au-delà de ce que les Canadiens peuvent supporter.

Je reviens aux priorités. J'ai discuté de ce budget avec un nombre incalculable de mes concitoyens. J'ai reçu des courriels, des appels téléphoniques et j'ai rencontré des gens dans ma circonscription. En fait, quelqu'un m'a abordé à l'épicerie et nous avons examiné les produits que les gens ont tant de difficulté à acheter actuellement. Personne ne m'a dit que ce dont nous avions besoin dans ce pays et ce qui les préoccupait vraiment, c'était que le Canada ne participe pas à l'Eurovision. Personne n'a dit cela. L'Eurovision figure dans le budget. Il y a 150 millions de dollars pour la Société Radio-Canada à titre d'« investissement culturel » afin d'élaborer un plan pour que le Canada explore la possibilité de participer au Concours Eurovision de la chanson.

Je comprends que le premier ministre est un fier Européen, mais quand même, je ne pense pas que ce soit une priorité pour les Canadiens. Personne n'a dit estimer que l'argent de ses impôts, durement gagné, devait être dépensé à cette fin.

De même, personne ne m'a dit qu'il n'avait pas les moyens de faire ses courses, que sa fille n'avait pas les moyens d'acheter une maison et que son fils ne trouvait pas d'emploi, mais que ce serait vraiment utile de verser plus d'argent aux consultants du gouvernement. Peut-être que certains citoyens l'ont dit à certains députés libéraux, mais personne ne m'a jamais dit qu'il fallait donner plus d'argent à Deloitte ou que KPMG était en difficulté dans le contexte économique actuel. Cependant, le budget libéral prévoit 26 milliards de dollars pour des consultants, soit une augmentation de près de 40 %. Les libéraux pourraient peut-être engager l'un de ces consultants pour rédiger un rapport sur la manière de réduire la dépendance à l'égard des consultants. Oui, ils l'ont fait, et ils continuent d'augmenter les sommes qu'ils consacrent aux consultants.

● (1055)

J'en reviens aux priorités. Nous avons souligné qu'il s'agit d'un budget irresponsable, un budget qui creuse un déficit de 78 milliards de dollars. Par définition, un déficit signifie que le gouvernement dépense de l'argent qu'il n'a pas. Il ne peut se procurer cet argent que de deux façons. Il peut contracter des emprunts. Il peut emprunter de l'argent et ainsi alourdir le fardeau de la dette des Canadiens, ou il peut augmenter les impôts. Dans les deux cas, ce sont les Canadiens qui devront payer. Ils paieront maintenant avec leurs impôts, ou ils paieront l'année prochaine avec leurs impôts.

Nous savons que les intérêts sur la dette que les Canadiens doivent assumer, les intérêts sur la dette que les Canadiens doivent payer, se chiffrent en milliards et en milliards chaque année. Cette année, nous dépensons plus en intérêts sur la dette que nous percevons en recettes de la TPS. Nous dépensons plus en intérêts sur la dette que nous ne versons aux provinces en transferts pour la santé. Cette situation est insoutenable.

Les 90 milliards de dollars de nouvelles dépenses prévues dans ce budget représentent environ 5 400 \$ par famille canadienne. Sur ce montant, 1 400 \$ vont aller aux consultants. Où les Canadiens sont-ils censés trouver cet argent? On nous dit qu'il s'agit d'un investissement générationnel, mais il s'agit en réalité d'une dette générationnelle. Il s'agit d'argent que le gouvernement dépense aujourd'hui, mais qu'il n'a pas, et qu'il faudra bien rembourser un jour. À moins d'un changement de cap, c'est-à-dire de l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement conservateur, ce sont les générations futures qui devront continuer de financer l'endettement irresponsable contracté par le gouvernement actuel.

Si le gouvernement pouvait nous expliquer ce que nous avons à y gagner, ce serait différent. Encore une fois, que constatons-nous? Que plus d'argent va aux banquiers et aux détenteurs d'obligations. Que plus d'argent va aux consultants. Que les emplois dans le secteur automobile disparaissent. Hier, pendant la période des questions, j'ai parlé avec la ministre de l'Industrie, qui a promis il y a maintenant 40 jours que GM ferait un point sur la fermeture de l'usine CAMI à Ingersoll, qui n'est pas dans ma circonscription, mais qui emploie, ou plutôt employait, un certain nombre de personnes que je représente. Cette échéance de 40 jours est passée depuis 25 jours et il n'y a toujours pas de plan. Noël approche et de plus en plus de travailleurs canadiens de l'automobile reçoivent leur lettre de licenciement.

La situation est assez sombre. On utilise le PIB par habitant pour mesurer les différences de niveau de vie entre les pays. Le PIB par habitant est généralement plus élevé dans les pays plus développés, mais notre PIB par habitant n'a pas augmenté depuis sept ans. Le pays a connu un profond déclin économique sous le gouvernement libéral. Nous entendons souvent à la Chambre qu'il s'agit d'un « nouveau gouvernement ». C'est un nouveau gouvernement qui ressemble étrangement à l'ancien, non seulement par la composition des banquettes et du cabinet, mais assurément aussi du point de vue des dépenses.

Je ne savais pas qu'il était possible de dépenser plus que Justin Trudeau, mais j'admire le premier ministre pour cet exploit que je n'aurais jamais cru possible. S'il voulait entrer dans les livres d'histoire, il a réussi. Il a dépassé Justin Trudeau, un des premiers ministres les plus dépensiers que ce pays ait jamais connus. Nous nous demandons maintenant comment les Canadiens paieront tout cela, comment nous parviendrons à financer les dépenses à crédit du gouvernement et quel message cela envoie à la prochaine génération.

Je reviens aux propos adressés il y a quelques semaines aux jeunes par le premier ministre. Il leur a dit qu'ils devraient faire des sacrifices. J'ai travaillé dans les médias. J'étais journaliste avant mon élection à la Chambre des communes. J'ai une nouvelle de dernière heure pour le premier ministre : les jeunes ont déjà fait des sacrifices. Ils en font depuis un certain temps. Voilà pourquoi tant de jeunes personnes ont voté pour les conservateurs pour la première fois de leur vie lors de la dernière élection, parce qu'ils ne croyaient pas avoir un avenir sous la bannière libérale. Ils ne faisaient pas confiance au gouvernement, sous la gouverne duquel ils n'arrivaient pas à trouver un emploi ou à acheter une maison; ils doutaient que ce gouvernement les soutienne dans l'avenir.

Ces personnes ont besoin de plus qu'un gouvernement qui va hausser les épaules en disant qu'il s'en fout. Elles ont besoin d'un gouvernement qui accordera la priorité à l'abordabilité et à leur avenir et d'un gouvernement qui respectera l'idée que ce n'est pas en accumulant les déficits et les dettes que l'on fait grandir un pays. Pour ce faire, il faut plutôt attirer des entreprises et des investissements et favoriser la création d'emplois.

Je ne crois pas que Brookfield aurait toléré le premier ministre s'il avait géré les livres de l'entreprise comme il gère le Canada actuellement. Brookfield gagne de l'argent, le Canada, lui, en perd. Je ne demande pas au premier ministre de brookfieldiser le pays, mais de grâce, s'il est le grand économiste qu'il dit être, pourquoi n'agit-il pas en conséquence?

• (1100)

L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Madame la Présidente, à l'issue de la dernière élection fédérale, il y a quelques mois, le premier ministre a fait très clairement connaître ses intentions: investir dans le Canada, investir dans la population canadienne, bâtir un Canada fort pour, idéalement, faire de notre pays le membre le plus fort du G7. Il a été très clair, et c'est ce qui se reflète dans le présent budget.

Nous essayons aussi de faire croître l'économie au moyen du commerce, qu'il s'agisse de bâtir une économie canadienne unifiée, ou d'accomplir un énorme travail avec les premiers ministres des provinces et territoires, les dirigeants autochtones, les territoires et ainsi de suite. En outre, nous faisons croître nos exportations commerciales en dehors des États-Unis. Nous avons un premier ministre qui s'est proactivement rendu en Inde et aux Philippines pour s'assurer que le Canada pourrait élargir la portée de ses accords commerciaux.

Pourquoi le député d'en face ne comprend-il pas le remarquable engagement pris en faveur d'une économie canadienne forte et saine? Pourquoi n'y souscrit-il pas?

Andrew Lawton: Madame la Présidente, je suis heureux que notre collègue souligne à quel point le premier ministre aime voyager. En réalité, les conservateurs sont en faveur d'une économie

Ordres émanant du gouvernement

forte. C'est pourquoi nous disions qu'il fallait éliminer l'impôt sur les gains en capital pour les profits qui sont réinvestis au Canada. C'est pourquoi il faut éliminer la taxe sur le carbone pour les consommateurs et pour les industries. C'est pourquoi il faut éliminer les obstacles au développement et à la construction de logements. Ce sont toutes des mesures dont le Canada a encore besoin.

Ma réponse au député est la suivante: si les libéraux veulent prendre nos idées pour le bien du pays, ils doivent toutes les prendre.

Arnold Viersen (Peace River—Westlock, PCC): Madame la Présidente, mon collègue a prononcé un excellent discours à ce sujet. Chaque fois que je l'entends, j'ai l'impression d'écouter un balado. Il s'exprime avec beaucoup d'aisance.

J'ai une question sur le projet de loi C-15 et ses 45 sections. Si je devais lire les titres de toutes les sections, nous en aurions pour 10 minutes, et c'est précisément le temps qui nous est alloué pour une intervention. Mon collègue a-t-il des observations à faire sur les éléments du projet de loi dans leur ensemble?

Andrew Lawton: Madame la Présidente, c'est très difficile lorsque le gouvernement tente d'intégrer un grand nombre de modifications dans un seul projet de loi, puis accuse les conservateurs de ne pas respecter son calendrier. Pour certains de ces dossiers, il est plus important de bien faire les choses que de les faire rapidement.

Je reviens sur ce que j'ai dit plus tôt au sujet des priorités du gouvernement. Le gouvernement a trouvé dans le budget les fonds nécessaires pour financer l'Eurovision ainsi que pour confisquer les armes à feu des propriétaires respectueux des lois, ce qui coûtera quelque 700 millions de dollars, et ce n'est là que le coût du programme tel que le gouvernement l'a reconnu. Il y aura d'autres mesures également, mais le gouvernement n'a pas trouvé le temps d'élaborer un plan pour sauver les emplois dans le secteur automobile. Il s'agit là d'un profond déséquilibre qui requiert impérativement un gouvernement qui aura pour priorité de rendre la vie plus abordable pour les Canadiens ordinaires, d'apaiser leurs préoccupations et de satisfaire leurs besoins.

Elizabeth May (Saanich—Gulf Islands, PV): Madame la Présidente, je n'ai pas entendu les députés conservateurs s'exprimer à ce sujet, et j'espère que le député d'Elgin—St. Thomas—London-Sud pourra me dire ce que pense le Parti conservateur de la possibilité que l'on déplace le budget à l'automne de façon permanente. Je pose cette question parce que je crains que nous soyons dorénavant constamment pris de panique à l'idée de tenir des élections à Noël, chose que nous voudrions éviter à tout prix. Nous sommes dans un Parlement minoritaire et le cri « pas d'élections à Noël » ne fonctionne que si le budget est toujours présenté à l'automne.

Que pense le député de cet aspect de la gestion du budget par le gouvernement libéral?

Andrew Lawton: Madame la Présidente, je remercie la députée de Saanich—Gulf Islands de sa question. Étant donné qu'elle a voté en faveur du budget et qu'elle dit maintenant le regretter, il faudrait peut-être que nous prenions tous plus de temps pour examiner le budget.

Ordres émanant du gouvernement

Je ne prends pas position sur le moment du dépôt du budget. Toutefois, je désapprouve le fait que le gouvernement libéral tienne le pays en otage en disant aux partis de l'opposition qu'ils doivent adopter le budget ou en subir les conséquences: il instrumentalise la situation pour imposer des dépenses inconsidérées dans le cadre des activités de l'État. Je pense que c'est complètement irresponsable, et je serais heureux de collaborer avec ma collègue afin de trouver un moyen d'empêcher les gouvernements d'agir ainsi à l'avenir.

• (1105)

Branden Leslie (Portage—Lisgar, PCC): Madame la Présidente, dans son excellent discours, mon collègue a mentionné que le montant de la TPS perçue sera désormais inférieur au montant total des intérêts sur le déficit que nous aurons à payer cette année.

Le gouvernement du Canada devrait-il renommer la taxe sur les produits et services pour l'appeler la taxe sur le service de la dette?

Andrew Lawton: Madame la Présidente, contrairement à mes collègues libéraux, je n'aime pas trop penser aux taxes et aux impôts parce que, chaque fois que je le fais, ma tension artérielle monte.

Je pense que nous devons procéder à une réévaluation complète des dépenses publiques. Cessons de considérer les Canadiens comme une source inépuisable d'argent ou, comme le disent mes collègues francophones, une vache à lait.

Ziad Aboultaif (Edmonton Manning, PCC): Madame la Présidente, le gouvernement libéral précédent avait à sa tête un homme qui croyait que les budgets s'équilibraient comme par magie. Il s'est accroché religieusement à cette conviction, même après avoir vu le déficit augmenter pendant 10 ans. Il n'est donc pas étonnant qu'il ait pensé que les Canadiens lui pardonneraient de ne pas se préoccuper de la politique budgétaire. Il ne comprenait manifestement pas que le déficit public est une dette contractée par le peuple canadien. Il ne disparaît pas comme par magie. Il doit être remboursé, sinon le gouvernement et le pays font faillite.

Avec un changement à la tête du Parti libéral, les Canadiens espéraient pouvoir compter sur le Parlement pour faire preuve d'un leadership sérieux. Ils ont voté pour un gouvernement prêt à relever les défis auxquels notre pays fait face. Au lieu de cela, ils ont obtenu une comptabilité trompeuse, un nouveau déficit record et une absence totale de plan pour rembourser la dette. Nous pouvons laisser nos arrière-petits-enfants s'en préoccuper, car la dette nationale du Canada a dépassé le seuil autrefois inimaginable de 1 000 milliards de dollars et continue d'augmenter au rythme de 4,5 millions de dollars par heure.

En 10 ans, les libéraux ont plus que doublé la dette nationale, et qu'ont à montrer les Canadiens en contrepartie? Évidemment, rien. Le projet de loi C-15, Loi d'exécution du budget de 2025, n° 1, entraînera une augmentation du coût de la vie pour tous les Canadiens. Que ce soit pour l'alimentation, le logement ou tout autre domaine, les Canadiens devront payer plus cher.

Il y a six mois à peine, le premier ministre s'était engagé à maintenir le déficit à 62 milliards de dollars. Lorsque le ministre des Finances a annoncé dans son budget que ce chiffre était passé à 78 milliards de dollars, cela n'était qu'une nouvelle promesse rompue des libéraux. Il y en a eu tellement que les libéraux n'en tiennent même plus le compte. Au lieu d'être réduit comme promis, le ratio dette-PIB augmente, tout comme l'inflation. Le premier ministre avait promis de réduire les dépenses. Au lieu de cela, il dé-

pense beaucoup plus. Il engage 90 milliards de dollars, soit 5 400 \$ par ménage, en dépenses inflationnistes supplémentaires.

Le premier ministre avait promis d'aider les municipalités à réduire de moitié leurs taxes sur la construction de logements, mais avec ce budget coûteux, il rompt cette promesse. L'augmentation des coûts du logement est le prix à payer pour ce premier ministre. La Building Industry and Land Development Association a exprimé sa profonde déception et son inquiétude face à la réponse apportée par le budget à la grave crise qui touche le secteur du logement dans les plus grandes municipalités du Canada. Il semble que ce qui était autrefois une promesse de construire 500 000 nouveaux logements par an soit désormais devenu un plan qui coûtera 100 000 emplois. En quoi cela améliore-t-il la situation des Canadiens? La question et la réponse appartiennent au gouvernement.

Plus tôt cette année, le premier ministre parlait de plans ambitieux pour améliorer l'économie canadienne. Il promettait davantage d'investissements. Son budget révèle que les investissements s'effondrent, et le projet de loi C-15 ne fait rien pour remédier à cette situation. Il y a toutefois une certaine cohérence dans tout cela. Alors que notre système de santé est sous pression et a besoin d'aide, le gouvernement fédéral prévoit, encore une fois, de dépenser plus pour les intérêts de la dette que pour les transferts en santé. Quiconque sait faire des calculs élémentaires nous dira que l'augmentation du déficit et de la dette nationale signifie moins d'argent pour les soins de santé et les autres besoins des Canadiens.

La plupart des gens n'aiment pas payer des impôts, car ils ont l'impression que le gouvernement gaspille cet argent. Cette attitude est compréhensible lorsque l'on sait que les libéraux paient plus en intérêts sur leur dette record qu'ils ne touchent grâce à la taxe sur les produits et services. Cela signifie que chaque dollar de TPS que le gouvernement fédéral perçoit sert à rembourser la dette des libéraux. Aucune partie de cette somme n'est utilisée pour aider les Canadiens. Rien dans le projet de loi C-15 ne peut dissimuler ce fait et cette réalité.

Les libéraux ajoutent 321,7 milliards de dollars à la dette fédérale au cours des cinq prochaines années, soit plus du double des 154,4 milliards de dollars prévus par le gouvernement précédent pour la même période. C'est le double de ce que prévoyait le gouvernement précédent. Des chiffres autrefois considérés comme impensables sont présentés avec désinvolture. Il n'y a aucun plan pour remettre de l'ordre dans nos finances publiques. Les Canadiens vont payer pour les gâchis des libéraux pendant des générations.

• (1110)

Quand je regarde ces chiffres, j'ai l'impression de vivre dans un conte de fées. Ce n'est pas un de ces beaux contes de fées de Disney qui finissent bien, mais un conte des frères Grimm où, à la fin, les gens se font dévorer. Les libéraux nous disent que c'est un budget Disney, mais les chiffres sont plutôt sombres et, comme la plupart des contes de fées, peu crédibles. Oublions les belles paroles des libéraux et regardons la réalité en face: le projet de loi C-15 n'a pas une fin heureuse.

Sous le premier ministre, le PIB réel n'aura augmenté que de 1,1 % en 2025, ce qui représente la deuxième plus faible croissance du G7. Le taux de chômage devrait s'établir à 6,4 % au cours des cinq prochaines années et les Canadiens continueront de subir les effets de la taxe sur le carbone pour les industries, qui détruit des emplois.

Dans l'Évangile selon Matthieu, on nous raconte l'histoire de deux hommes. Un homme sage avait construit sa maison sur le roc. La pluie est tombée, les torrents ont dévalé, les vents ont soufflé et se sont abattus sur la maison, mais celle-ci ne s'est pas écroulée, car elle était fondée sur le roc. Ce qui est vrai pour la construction d'une maison l'est également pour les dépenses publiques. Le premier ministre et son ministre des Finances me rappellent l'autre homme de cette histoire biblique, l'homme imprudent qui a construit sa maison sur le sable. La pluie est tombée, les torrents ont dévalé, les vents ont soufflé et se sont abattus sur la maison, qui s'est écroulée dans un grand fracas.

Cette loi d'exécution du budget construirait solidement les assises financières du Canada sur du sable. Ce n'est qu'une question de temps avant que notre édifice financier et notre nation ne s'effondrent.

Les Canadiens attendent mieux de l'administration actuelle que d'autres promesses libérales non tenues. Il y a moins d'un an, l'ancienne ministre des Finances libérale a démissionné au lieu de dire aux Canadiens que le déficit allait atteindre 62 milliards de dollars et que le gouvernement avait perdu la maîtrise des finances du pays. Le Parti libéral s'est tourné vers l'actuel premier ministre comme sauveur, convaincu par sa réputation de gestionnaire financier avisé. Au lieu d'un plan visant à remettre de l'ordre dans les finances publiques, nous avons un plan qui consiste à dépenser, dépenser et dépenser encore, et un déficit record pour une année sans pandémie. Ce n'est pas un plan, c'est un désastre.

Si j'avais géré mon entreprise comme ces libéraux gèrent le pays, j'aurais fait faillite presque immédiatement. Le gouvernement n'est pas une entreprise, et je ne m'attends pas à ce qu'il soit géré comme tel, mais je m'attends à ce qu'il soit géré en tenant compte du fait que les décisions d'aujourd'hui ont des répercussions sur l'avenir. C'est l'argent des contribuables qui nous est confié, et nous devons le dépenser à bon escient. Les dépenses déficitaires qui alourdissent la dette nationale sans plan ni espoir de remboursement ne sont pas judicieuses. Les conservateurs ont demandé un budget abordable pour une vie abordable. En lieu et place, ils ont obtenu des dépenses inconsidérées qui ne contribueront en rien à améliorer la vie des citoyens de ce pays.

Au nom des Canadiens que les libéraux ont privés de nourriture, de logement et de qualité de vie, les conservateurs s'opposent à ce budget déficitaire coûteux qui mettrait en péril l'avenir du Canada. Ce projet de loi peut-il être corrigé? Oui, si les libéraux sont prêts à écouter la voix de la raison. Les Canadiens ont besoin d'une augmentation de leur salaire net. Ils ont besoin de logements et de nourriture abordables. Pour cela, les libéraux doivent mettre fin aux taxes cachées, réduire les dépenses inutiles, ouvrir notre pays aux possibilités et se débarrasser de la bureaucratie afin de bâtir des logements abordables.

Le premier ministre est-il prêt à faire le nécessaire, ou à collaborer avec tout le monde afin d'assurer un avenir positif, prometteur et abordable pour tous les Canadiens? La question reste posée au gouvernement et au premier ministre.

• (1115)

L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Madame la Présidente, j'aimerais corriger une idée fausse que les conservateurs aiment véhiculer. Lorsque nous comparons le Canada aux pays du G7, comme les États-Unis, la France, l'Allemagne, et ainsi de suite, nous constatons que nous avons le plus faible ratio dette-

Ordres émanant du gouvernement

PIB et que nous arrivons en deuxième place pour le plus faible ratio déficit-PIB. Si les conservateurs faisaient un peu de recherche — pas beaucoup —, ils se rendraient compte que, lorsque l'actuel chef du Parti conservateur siégeait à leur ancien caucus, ils avaient le déficit le plus élevé des 50 à 60 dernières années, si l'on tient compte de la valeur du dollar.

Je me demande si le député peut nous dire comment il définit l'hypocrisie dont on fait preuve au Parti conservateur du Canada aujourd'hui.

Ziad Aboultaif: Madame la Présidente, dans la vie, j'ai appris à me comparer aux gens qui sont au-dessus de moi et devant moi, et non aux gens qui sont derrière moi.

Le gouvernement nous a répété la même histoire à maintes reprises. Il établit toutes sortes de comparaisons, comme la comparaison de la dette sur un très grand nombre d'années. Tous ces chiffres n'aident pas les Canadiens dans leur quotidien. Des millions de Canadiens font la file devant les banques alimentaires, et cette situation devrait grandement préoccuper le gouvernement, ce qui ne semble pas être le cas. Les Canadiens n'ont pas les moyens d'acheter une maison. Les Canadiens n'ont même pas les moyens de maintenir le niveau de vie qu'ils ont toujours eu.

Si ce ne sont pas là suffisamment d'exemples pour que le gouvernement change sa façon de faire, nous sommes dans de beaux draps.

Warren Steinley (Regina—Lewvan, PCC): Madame la Présidente, je suis heureux de participer au débat. Le discours de mon collègue était formidable.

À écouter le député de Winnipeg-Nord, c'est comme s'il vivait dans un monde parallèle. Il peut bien essayer de faire des comparaisons à tort et à travers, mais les faits demeurent. Le recours aux banques alimentaires dans notre pays n'a jamais été aussi élevé. Il y a plus de Canadiens que jamais qui ont recours aux banques alimentaires. En ce qui concerne l'indice de qualité de vie, le Canada se classait au 5^e rang dans le monde, mais il est maintenant au 27^e rang. Comment le député peut-il continuer à dire aux Canadiens à quel point ils sont chanceux, alors qu'il y a constamment des pertes d'emplois, dont 1 000 autres chez Algoma Steel?

Le budget a été rédigé pour faire plaisir à Brookfield. Il profite aux créanciers obligataires et aux banquiers, et non aux travailleurs canadiens ordinaires. Le député peut-il me dire s'il y a quoi que ce soit dans le budget qui pourrait rendre la vie plus abordable pour le travailleur canadien moyen, ou si tout ce qui compte, ce sont les banquiers et les créanciers obligataires?

Ziad Aboultaif: Madame la Présidente, il y a beaucoup de mauvaises nouvelles dans le budget. Il y a notamment le déficit supplémentaire de 78 milliards de dollars, qui s'élèvera à 321 milliards de dollars au cours des cinq prochaines années. Pour peu que nous comprenions la situation, nous savons que, d'une manière ou d'une autre, ce sont les contribuables canadiens et les générations futures qui devront payer la note.

Mon collègue a raison: les files d'attente aux banques alimentaires sont très préoccupantes. C'est quelque chose que nous n'avons jamais vu dans notre histoire. Il y a les besoins en matière de logement et le besoin, à tout le moins, de vaquer à nos occupations quotidiennes. Il y a aussi plusieurs faillites au pays.

Ordres émanant du gouvernement

Ce sont toutes des indications que nous avons sous les yeux. Toute personne sensée qui examine la situation et qui réfléchit à ce qui se passe comprendra que, si nous ne changeons pas de cap, si les choses ne prennent pas une autre direction et si nous n'admettons pas au moins que nous sommes dans le pétrin et ne commençons pas à nous attaquer au problème comme des personnes responsables, nous nous dirigeons vers une catastrophe, et c'est ce qui nous attend.

Bob Zimmer (Prince George—Peace River—Northern Rockies, PCC): Madame la Présidente, le directeur parlementaire du budget a également souligné que la nouvelle promesse du premier ministre de « dépenser moins afin d'investir davantage » est fausse sur toute la ligne: apparemment, même les investissements seront presque 100 milliards de dollars inférieurs à ceux promis.

Le député peut-il commenter les propos du premier ministre? Les Canadiens devraient-ils croire ce dernier sur parole lorsqu'il dit qu'il va dépenser moins afin d'investir davantage?

• (1120)

Ziad Aboultaif: Madame la Présidente, nous entendons parler d'« investissement » depuis 10 ans. Or, il y a eu plus de dettes et d'argent consacré au service de ces dettes que d'investissements. On dirait que le gouvernement ne veut pas connaître les vrais chiffres, qu'ils proviennent du directeur parlementaire du budget, de nous ou d'autres intervenants au pays.

Si nous n'acceptons pas la réalité des 10 dernières années, y compris celle d'aujourd'hui, nous serons pris dans un cercle vicieux: plus de dettes, plus d'argent consacré au service de la dette et plus de déficits à assumer pour les générations à venir. Si ces avertissements ne suffisent pas, nous sommes dans le pétrin.

Marilyn Gladu (Sarnia—Lambton—Bkejwanong, PCC): Madame la Présidente, c'est avec plaisir que j'interviens dans le cadre du débat sur la loi d'exécution du budget. Comme à l'accoutumée, mon propos s'articulera autour de plusieurs thèmes. Je vais aujourd'hui aborder successivement les éléments que je suis heureuse de ne pas voir dans ce budget, ceux que j'approuve, ceux que j'aurais préféré ne pas voir, et enfin, ceux que j'aurais souhaité voir. Je commencerai par les omissions que je salue.

Le premier point notable est l'absence d'un impôt sur les gains en capital touchant la valeur nette immobilière des particuliers. Cette idée figurait dans les plateformes électorales du Parti libéral. Le premier ministre avait promis de ne pas l'intégrer, et j'en suis ravie. La valeur nette immobilière constitue généralement un élément fondamental de la sécurité financière à la retraite. Compte tenu du vieillissement démographique de notre population, le gouvernement doit s'abstenir d'intervenir dans la gestion de nos pensions et de notre capital immobilier.

Deuxièmement, je me réjouis de l'absence de deux recommandations précises formulées par le comité des finances. Il s'agit de la recommandation 430, qui préconisait la révocation du statut d'organisme de bienfaisance des organismes confessionnels, et de la recommandation 429, qui visait le retrait du statut d'organisme de bienfaisance des centres d'aide à la grossesse.

Le gouvernement n'a absolument pas les moyens d'offrir les services essentiels et la compassion que les organismes confessionnels prodiguent à l'échelle nationale. Je suis par conséquent très satisfaite que la recommandation 430 n'ait pas été retenue. Je demeure toutefois préoccupée par le simple fait que cette proposition ait pu être soutenue par les libéraux et formulée par le comité des fi-

nances. Cela s'inscrit, à mon sens, dans une guerre continue menée contre les personnes croyantes dans ce pays, comme en témoigne actuellement le projet de loi C-9, dans lequel le gouvernement collabore avec le Bloc pour supprimer les protections relatives au discours haineux prévues par le Code criminel, nuisant ainsi à la liberté d'expression et à la pratique religieuse des croyants.

Je m'interroge sur l'orientation que le gouvernement libéral entend prendre, sachant que 65 % des Canadiens se disent croyants. Tenter de supprimer leurs droits à la liberté de religion, pourtant garantis par la Charte, semble contre-productif. J'espère que le gouvernement reconsidérera cette approche, mais je suis, encore une fois, satisfaite que ces mesures ne figurent pas dans le budget actuel.

Concernant la révocation du statut d'organisme de bienfaisance des centres d'aide à la grossesse, je tiens à souligner que les libéraux insistent constamment sur le droit des femmes de choisir. Or, si les femmes disposent véritablement de ce droit fondamental, certaines d'entre elles choisiront de mener leur grossesse à terme et auront besoin du soutien apporté par ces centres d'aide. Je suis donc heureuse de constater que la recommandation 429 n'a pas été intégrée dans le présent budget.

L'autre chose que je suis heureuse de ne pas avoir vu beaucoup dans le budget, ce sont les énormes dépenses que nous avons faites. L'an dernier, 20 milliards de dollars ont été versés à des pays étrangers pour des choses que je considère comme étant de la stupidité frivole et idéologique, par exemple du riz respectueux de l'égalité des sexes. De plus, 4 millions de dollars ont été envoyés au Liban pour des lieux d'hébergement inclusifs. Honnêtement, il y a des Canadiens ici au pays qui font la queue devant les banques alimentaires et qui n'ont pas les moyens de vivre. La priorité doit être accordée aux Canadiens, alors je suis heureuse de voir qu'aucune des mesures dont j'ai parlé n'a été incluse dans le budget.

Je vais maintenant parler des éléments que je suis heureuse de voir dans le budget.

La première chose que je vais dire, et ce sont probablement les seuls commentaires élogieux que je vais faire aujourd'hui, c'est au sujet du Fonds pour bâtir des collectivités fortes, soit 50 milliards de dollars sur cinq ans pour un certain nombre de choses qui sont censées nous permettre de construire des infrastructures en vue de bâtir des logements abordables. Ce sera vraiment important dans ma circonscription. Par exemple, nous devons améliorer les égouts pluviaux à Brooke-Alvinston; moderniser les réseaux d'égout pluvial à Warwick, Watford et Arkona; assurer l'accès à l'eau potable pour la Première Nation de Kettle et Stony Point; agrandir le réseau de collecte des eaux pluviales à Lambton Shores; et moderniser les systèmes de traitement des eaux usées dans le canton de St. Clair et à Point Edward. Notre priorité à Sarnia—Lambton est de construire des logements abordables; ce sont les infrastructures dont nous avons besoin, alors je vais demander au ministre d'obtenir une partie de ce financement pour répondre aux besoins dans notre circonscription.

C'est une chose que j'ai été heureuse de voir.

L'autre chose dont je me réjouis, c'est le financement stable de 600 millions de dollars pour la condition féminine. Si on regarde la situation actuelle dans notre pays, qui est particulièrement importante dans le cadre des 16 jours d'activisme pour lutter contre la violence fondée sur le sexe et à l'approche de l'anniversaire du massacre de l'École polytechnique, on constate qu'en raison des politiques laxistes des libéraux en matière de criminalité, il y a un féminicide tous les deux jours dans notre pays. Les agressions sexuelles ont augmenté de 76 %. Les femmes représentent environ la moitié de la population, alors il faut absolument s'attaquer en priorité à ce problème. Je suis heureuse de voir que ce volet bénéficie d'un financement stable.

Je vais maintenant passer aux choses que j'aurais aimé ne pas voir dans le budget.

• (1125)

Commençons par le déficit de 78 milliards de dollars. Je ne comprends pas comment les libéraux peuvent ne pas voir que chaque fois qu'un budget donne lieu à ce genre de dépenses déficitaires, il alimente l'inflation et fait grimper le coût d'absolument tout. Les gens ne peuvent tout simplement pas se le permettre.

Il faut aussi alors payer beaucoup plus pour le service de la dette. Nous verserons 100 milliards de dollars par année seulement pour payer les intérêts sur la dette. C'est comme si on brûlait cet argent chaque année. Réfléchissons-y. C'est plus d'argent que ce que nous investissons dans les transferts en santé. Pensons maintenant à ce qui pourrait être fait si nous n'avions pas cette dette à rembourser, et si nous faisions preuve d'une certaine prudence budgétaire.

L'autre chose qui ne me plaît pas, c'est qu'on nous dit que nous allons bâtir, bâtir et bâtir, mais ce que nous bâtissons en réalité dans le budget, c'est de la bureaucratie. Au lieu d'acheter des F-35, nous allons créer une instance bureaucratique chargée de l'approvisionnement en matière de défense. Nous n'avons pas besoin de cela; nous devons faire des achats qui aideront nos alliés de l'OTAN et qui nous permettront de défendre notre souveraineté.

Nous sommes également en train de créer une quatrième structure bureaucratique. Combien de milliards de dollars avons-nous gaspillés à créer des instances bureaucratiques chargées du logement qui n'aboutissent pas à la construction de maisons? Les mises en chantier sont de nouveau à la baisse. Je n'aime pas cela.

En ce qui concerne les grands projets, je suis favorable à la réalisation de grands projets, mais les libéraux n'en ont mené aucun à terme. Il y a eu beaucoup d'annonces concernant des projets qui étaient déjà en cours, et maintenant les libéraux sont en train de créer une énorme bureaucratie. Le gouvernement a déjà démontré son incompétence dans les grands projets. Il a acheté le pipeline de Kinder Morgan pour 4,5 milliards de dollars puis a achevé son agrandissement pour 30 milliards de dollars, et ce, deux ans en retard. Voilà le véritable bilan du gouvernement, qui n'a certainement pas besoin d'ajouter davantage de bureaucratie.

Il y a aussi la Banque de l'infrastructure du Canada. Le gouvernement a décidé de lui donner 10 milliards de dollars de plus. C'est une banque qui a pris 35 milliards de dollars aux municipalités et qui n'a pas vraiment réalisé beaucoup de projets. En fait, l'an dernier, elle a dépensé 4 millions de dollars en projets de construction, 38 millions en salaires et 9 millions en primes, pour des pertes de 204 millions de dollars. Pourquoi le gouvernement investirait-il plus d'argent dans ce genre de mécanisme défaillant?

Ordres émanant du gouvernement

Une autre chose qui m'a déplu dans le budget, c'est que le gouvernement a placé notre Régime de pensions du Canada dans les actifs du gouvernement. Ce ne sont pas des actifs du gouvernement; ce sont des actifs des Canadiens. Les Canadiens et les employeurs ont cotisé à ce programme. Je crains vraiment que, lorsque le gouvernement mettra la main sur une cagnotte de ce genre, il la dépense, comme il le fait pour tout le reste.

Je tiens aussi à attirer l'attention sur quelques-unes des dépenses superflues qui persistent, notamment celles liées aux consultants. Bien que le gouvernement ait dit vouloir dépenser moins, il dépense plus. Il continue de faire des dépenses que je qualifierais d'inutiles, comme les 150 millions de dollars pour la sensibilisation aux différences entre les sexes dans d'autres pays; les 150 millions de dollars affectés à l'UNRWA, qui aurait aidé le Hamas à creuser des tunnels; et les 500 millions de dollars versés à l'Agence spatiale européenne, dont la moitié appartient à Brookfield. Nous voyons beaucoup de bonnes choses pour Brookfield, mais très peu pour les Canadiens.

Voici, à présent, quelques mesures que j'aurais aimé voir figurer dans le budget. La première concerne les personnes âgées. Dans ma circonscription, elles représentent plus de la moitié de la population. La population canadienne vieillit, mais le gouvernement se contente d'annoncer encore le programme Nouveaux Horizons. Pourquoi ne pas augmenter la Sécurité de la vieillesse et le Supplément de revenu garanti?

Et qu'en est-il des jeunes? Seule une petite somme est allouée à la formation, après que le gouvernement a annulé le programme d'apprentissage. Nous avons besoin de plus de personnes dans les métiers spécialisés.

J'aurais aimé que le gouvernement inclue vraiment dans le budget des mesures pour construire des logements et acheter des F-35, ainsi que des fonds pour les prisons, pour qu'elles puissent accueillir tous les criminels, y compris les récidivistes et les personnes violentes qui se promènent librement dans nos rues.

Pour conclure, on dit qu'on va dépenser moins pour investir plus. En fait, le gouvernement dépense plus. Les dépenses du secteur public sont en hausse, tout comme les sommes versées à des consultants. Nous savons qu'à cause de cela, tout augmentera. Le gouvernement devrait plutôt chercher à créer un environnement concurrentiel, mettre l'accent sur la recherche et le développement, réduire la réglementation, faire en sorte que les investisseurs viennent investir ici au Canada, et ne pas se mettre en travers du chemin. Le gouvernement dit qu'il va construire comme jamais auparavant. Or, il n'a jamais rien construit. Nous n'avons pas besoin que ce scénario se répète.

• (1130)

L'hon. Mark Gerretsen (Kingston et les Îles, Lib.): Madame la Présidente, l'argument des conservateurs concernant les dépenses entraînant un déficit et l'inflation s'est révélé complètement faux lorsqu'ils ont tenu le même raisonnement au sujet de la taxe sur le carbone. Ils ont affirmé que la taxe sur le carbone contribuait à l'inflation. Pendant des années, le secrétaire parlementaire et moi-même avons entendu cette affirmation à la Chambre. Puis, nous avons supprimé la taxe sur le carbone, ce qui n'a pas soudainement fait baisser l'inflation.

Ordres émanant du gouvernement

Malgré tout cela, la réalité est la suivante: ce que dit la députée est tout simplement faux. Je sais que nous avons fréquenté la même université. Elle a étudié l'ingénierie. J'ai étudié l'économie. En tant qu'ancien étudiant en économie, je peux vous dire que son raisonnement selon lequel l'inflation est alimentée par des dépenses déficitaires — ce qui pourrait se confirmer, en théorie, dans une économie isolée — ne s'applique pas de la même manière lorsque les frontières sont ouvertes au commerce. La réalité est que de nombreux autres facteurs ont une incidence sur l'économie et les pressions inflationnistes.

Même si cela ne correspond pas au discours conservateur que nous entendons ici depuis des années, la députée peut-elle m'expliquer comment les économies mondiales et le libre-échange influent sur les pressions inflationnistes de la même manière que les dépenses déficitaires influent, selon elle, sur les pressions inflationnistes?

Marilyn Gladu: Madame la Présidente, s'il y a une chose que je me rappelle, c'est que pendant 10 ans, le député d'en face s'est moqué des députés de ce côté-ci de la Chambre au sujet de la taxe sur le carbone. Puis, en pleine campagne électorale, le prix de l'essence a commencé à baisser. Qu'ont fait les libéraux par la suite? Ils sont revenus et ils ont instauré une taxe sur le carbone pour les industries, la prétendue nouvelle norme sur les carburants qui a fait bondir le prix de l'essence de 17 % et qui continue d'accroître ce que coûte cultiver les aliments, transporter les aliments et vendre les aliments. Autrement dit, les libéraux alimentent l'inflation.

Comparativement à nos voisins du Sud, à cause des politiques du gouvernement, le prix des aliments au Canada grimpe à un rythme 40 % plus rapide qu'aux États-Unis.

[Français]

Mario Simard (Jonquière, BQ): Madame la Présidente, dans son discours, ma collègue parlait des dépenses farfelues du gouvernement dans le budget à un moment où les Canadiens ont à conjuguer avec l'inflation de la nourriture et d'autres biens de consommation.

Une dépense qui est complètement farfelue, c'est le crédit d'impôt à l'investissement dans le captage, l'utilisation et le stockage du carbone. Les grandes pétrolières albertaines ont fait des profits records de 2022 à 2024 et 60 % de l'ensemble de ces profits ont été à des actionnaires aux États-Unis. Là, nous allons payer pour faire du pétrole carboneutre, ce qui est une chimère totale.

Est-ce que ma collègue est prête à dire que c'est une folie de vouloir soutenir encore une fois financièrement les gloutons du secteur gazier et pétrolier dans le budget?

Marilyn Gladu: Madame la Présidente, c'est une bonne question.

Je ne suis pas en faveur du projet de Pathways Alliance, parce que je pense que toutes les entreprises qui y prennent part veulent être très riches et Brookfield en fait partie. Je ne pense pas que cela va réduire les émissions de gaz à effet de serre au Canada.

Nous devons construire un oléoduc et nous devons vendre notre pétrole dans le monde. C'est ça, la bonne réponse.

[Traduction]

Arnold Viersen (Peace River—Westlock, PCC): Madame la Présidente, je pense que ma collègue en a parlé dans son discours, mais je me demande si elle peut apporter quelques précisions sup-

plémentaires: la section 3 de la partie 5 du projet de loi prévoit 1,5 milliard de dollars pour la Société immobilière du Canada.

Je pensais qu'il s'agissait d'une entité censée vendre des biens fédéraux. Pourquoi lui donne-t-on de l'argent pour faire ça?

• (1135)

Marilyn Gladu: Madame la Présidente, le gouvernement a promis de vendre des terrains pour remédier à la pénurie de logements abordables causée par l'immigration massive.

C'est toujours la même histoire. Nous constatons, encore une fois, que le gouvernement donne de l'argent. Qui s'enrichit? Il faut toujours se poser cette question avec les libéraux. Il y a de la corruption. Il y a Brookfield. Le premier ministre s'enrichit.

Je ne sais pas exactement quel proche du Parti libéral s'enrichit dans ce cas-ci.

[Français]

Yves Perron (Berthier—Maskinongé, BQ): Madame la Présidente, je suis heureux de vous voir dans le fauteuil, mais je suis moins heureux de prendre la parole au sujet du projet de loi C-15. Je ne surprendrai personne en disant que le Bloc québécois n'appuiera pas le projet de loi C-15, malheureusement. Nous faisons des efforts pour demander des aménagements, des compromis et des choses pour le Québec, mais nous obtenons très peu de réponses.

Nos demandes phares étaient totalement absentes du budget. J'y reviendrai à la fin de mon discours s'il me reste du temps. Je rappellerai simplement que nous avons demandé le remboursement aux Québécois de l'argent qui a été donné pour la taxe sur le carbone dans le reste des provinces et que nous avions demandé l'augmentation de la pension de la Sécurité de la vieillesse pour les gens de 65 ans. Un effort aurait pu être fait, ne serait-ce que sur ces deux demandes. Il y a aussi la question des transferts. J'y reviendrai peut-être.

Le projet de loi C-15 est un projet de loi gigantesque. C'est un document de 650 pages qui contient 80 mesures législatives et qui modifie 49 lois dans une foule de domaines. Hier soir, j'ai relu cela point par point. Heureusement, il y avait du bon football, parce que je commençais par moments à m'endormir.

C'est un gros projet de loi. Le problème avec les gros projets de loi, c'est qu'il faut souvent fouiller pour trouver ce que le gouvernement a bien pu cacher là-dedans. La grosse surprise, cette année, se trouve près de la page 300. J'y reviendrai. J'espère qu'il y a des gens qui nous écoutent et qui vont réaliser ce que le gouvernement est en train de faire. On donne à n'importe quel ministre l'autorisation d'exempter des projets de l'application de n'importe quelle loi pour la durée qu'il veut. Il n'a qu'à dire que c'est pour favoriser l'innovation.

Nous voulons bien être efficaces et productifs, mais il faut faire attention. La seule loi qu'il n'est pas permis d'ignorer, et c'est le Code criminel. Toutefois, il existe beaucoup d'autres lois. Nous nous soucions entre autres de l'environnement. Je ne surprendrai personne en affirmant que nous sommes dorénavant pas mal seuls sur ce terrain. Heureusement, notre député de Repentigny a pris la relève de Mme Pausé, que je peux nommer aujourd'hui parce qu'elle n'est plus ici. Elle a porté le flambeau bien haut et fièrement, pendant de nombreuses années. Je la salue d'ailleurs.

Or, sur le plan de l'environnement, cela ne va vraiment pas bien. On redonne des crédits d'impôt pour la séquestration du carbone. On redonne de l'argent à l'industrie pétrolière. La technologie de séquestration du carbone n'a pas été prouvée. Elle a été essayée ailleurs et elle ne fonctionne pas. Ce sera un fiasco. On le sait et on fonce quand même, parce que le gouvernement est un gouvernement d'apparence. On lance de belles lignes. On sait que cela ne fonctionnera pas, mais ce n'est pas grave. On annonce qu'on va faire cela parce que c'est bon pour l'environnement. Dans deux, trois, quatre ou cinq ans, les gens vont se rendre compte que cela ne fonctionne pas, mais ce n'est pas grave, parce que le gouvernement en retire des avantages politiques maintenant. C'est l'état de la politique actuelle, et c'est bien triste.

On inclut dorénavant les petites centrales nucléaires dans les bénéficiaires du crédit d'impôt pour les énergies propres. Il faut quand même le faire. On a décidé que l'énergie nucléaire était une énergie propre. On comprend que certains pays dans le monde doivent y recourir, parce qu'ils n'ont pas de territoire, parce qu'ils n'ont pas d'autres sources d'énergie. Toutefois, on ne pourra pas dire que cela ne produit pas de déchets. La cerise sur le gâteau, c'est que les déchets de ces petites centrales nucléaires seront entreposés à Chalk River, sur le bord de la rivière des Outaouais, qui est la source d'eau potable d'une très large majorité de Québécoises et de Québécois. Cela nous inquiète.

Mon collègue de Repentigny fait d'ailleurs des interventions à ce sujet aujourd'hui avec des gens du milieu. Nous essayons de réveiller les gens du gouvernement et les gens de l'opposition conservatrice concernant cet enjeu. Le jour où il y aura un incident, une contamination de l'eau potable des Québécois, qui va payer et qui va vivre avec cela pendant des décennies? C'est nous autres. C'est très grave.

On a décidé d'en faire plus parce qu'on a décidé que c'était de l'énergie propre. Cela n'a pas de sens. De plus, on inclut dans les crédits d'impôt initialement destinés à l'industrie manufacturière la conversion du gaz naturel liquéfié. Bref, on veut produire. « *Drill, baby, drill* » est une phrase célèbre qui est répétée de plus en plus au Parlement. C'est épouvantable.

• (1140)

On va aussi amplifier la crise des médias en éliminant pour de bon la taxe sur les services numériques. C'est un autre point négatif important. J'y reviendrai plus en détail un peu plus tard dans mon discours si j'en ai le temps, mais il est assez surréaliste de voir le gouvernement actuel céder sur tous les aspects face au gouvernement américain. Il cède sur tous les aspects et il n'obtient rien du tout. On donne, on donne, on est gentil, on est poli et on donne. À un moment donné, peu importe la grandeur du voisin, il vient un temps où on doit se tenir debout. Notre monde médiatique avait besoin de ces sommes. En éliminant la taxe sur les services numériques, on renonce à 7,2 milliards de dollars sur cinq ans. C'est beaucoup d'argent pour nos salles de nouvelles. C'est beaucoup d'argent pour des médias comme TVA qui ont dû procéder à des mises à pied massives récemment.

Nous avons posé des questions à ce sujet à la Chambre. J'y étais et je peux en témoigner. L'ancien ministre, qui est parti, répondait à nos questions. Cet ancien ministre est parti parce qu'il trouve lui aussi que ce que le gouvernement fait sur le plan environnemental n'a pas de bon sens. Au moins, on commence à attirer des disciples des autres formations politiques.

Ordres émanant du gouvernement

Or, quand nous posons des questions au sujet des médias, on nous répond qu'on a donné de l'argent à CBC/Radio-Canada. On est donc en train de nous dire que, ce qu'on veut comme modèle médiatique au Québec et au Canada, c'est un monopole d'État. Il n'y a aucun soutien pour les médias privés et indépendants.

Que dire de l'information régionale? Ça n'a aucun sens. Il faut rectifier le tir et il faut soutenir ces gens. Nous sommes à une époque où les technologies se développent, où l'intelligence artificielle avance à la vitesse grand V, où les fausses nouvelles circulent de plus en plus rapidement et où il est de plus en plus facile de les produire. Dans ce contexte, le gouvernement dit aux médias privés qu'ils doivent s'arranger avec leurs problèmes et que, s'ils ne sont pas rentables, ils n'ont qu'à fermer leurs portes.

Peut-être que le fait que les gens ne soient pas informés convient au gouvernement. Comme ça, personne ne peut aller fouiller à la page 300 du projet de loi immense. À peu près au milieu, on cache une mesure où on permet, comme je l'ai dit tantôt, à n'importe quel ministre de suspendre n'importe quelle loi pendant la durée qu'il choisit. Il est même précisé dans le texte de loi que c'est le ministre qui détermine la durée. J'étais quand même assez surpris de lire cela dans le projet de loi, et j'ai dû lire ce passage une deuxième fois pour être sûr que j'avais bien lu.

Ce n'est pas tout. L'objectif est censé être de favoriser l'innovation. S'il y a une expérimentation qui est en cours, on suspend l'application d'une loi. Toutefois, lorsque l'expérimentation est terminée, on peut laisser l'exemption en vigueur. Ce n'est pas grave. On se sert d'un prétexte pour annuler des lois, mais on ne sait pas quand elles vont être rétablies. Ça n'a pas de bon sens. Je vais me permettre d'utiliser le terme « dangereux » pour décrire ce gouvernement. Je pense que, dans cinq ou dix ans, on va regarder les effets des politiques de ce gouvernement et on va se rendre compte que la démocratie aura reculé. Les projets de loi C-5 et C-15 en sont de très bons exemples. La démocratie aura reculé et on sera pris avec ces changements.

On a laissé de côté les gens les plus démunis. Hier, je parlais des réductions d'impôts. Tout le monde fait des beaux discours à ce sujet. On dit qu'on réduit les impôts, que ça va être beau et que ça va être fin, alors que c'est 4 \$ par mois. Les gens les plus démunis, entre autres ceux qui reçoivent la prestation pour personnes handicapées, vont voir leur charge fiscale augmenter. Il faudrait que nous soyons contents et que nous applaudissions.

Je vais dévoiler une primeur: nous n'applaudirons pas. Il y a quelques mesures qui peuvent être intéressantes dans un document de 650 pages. J'espère que les libéraux en ont trouvé une ou deux qui peuvent être intéressantes, comme les crédits admissibles pour les minéraux critiques, qui peuvent être bons pour le Québec ou des choses comme ça. Nous allons surveiller ce qui peut être bon. Nous allons travailler de façon consciencieuse pour le reste et pour la suite. J'annonce tout de même que, au moment du vote, nous nous prononcerons contre le projet de loi C-15.

• (1145)

L'hon. Kody Blois (secrétaire parlementaire du premier ministre, Lib.): Madame la Présidente, je remercie mon honorable collègue de son discours. Honnêtement, j'avoue en avoir manqué une partie, mais j'ai été un peu surpris de ne pas l'entendre parler des mesures prévues au budget pour le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire alors que je sais que mon honorable collègue représente au Québec une circonscription rurale dans laquelle il y a beaucoup de fermiers.

Ordres émanant du gouvernement

Le budget prévoit notamment 120 millions de dollars pour bonifier les programmes de gestion des risques de l'entreprise, ainsi que 75 millions de dollars supplémentaires pour le programme Agri-marketing, qui est très important pour les exportations de nos produits québécois et canadiens partout dans le monde. S'ajoutent également des millions de dollars en investissements pour l'Agence canadienne d'inspection des aliments afin de faciliter le libre-échange en général.

Pourquoi mon collègue va-t-il voter contre ces mesures importantes pour les fermiers canadiens et québécois, y compris ceux dans sa circonscription?

Yves Perron: Madame la Présidente, je salue mon collègue de Kings—Hants avec qui je parle tous les jours, ce qui est agréable. Un budget, c'est un ensemble complexe de mesures. Oui, il contient quelques petites mesures mineures qui peuvent être favorables pour l'agriculture, et je les ai déjà saluées.

Toutefois, j'invite mon collègue à relire son budget, notamment la partie où on annonce des sommes pour le programme Agri-stabilité. En examinant les lignes du budget, on voit qu'on y indique des investissements de 8 millions ou de 23 millions de dollars — il faudra que je retourne vérifier le montant exact. Or, à la ligne suivante, on constate que le même nombre de millions de dollars est déduit, parce qu'on prend les sommes à l'intérieur du système.

On nous fait encore de belles annonces et de belles promesses, mais le Canada, un pays du G7, consacre toujours moins de 1 % de son budget pour soutenir l'agriculture alors qu'il s'apprête à mettre 5 % en défense. Nous sommes bien d'accord pour qu'on mette de l'argent en défense, mais jusqu'à un certain point. Est-ce que nous pouvons manger avant de nous battre? Est-ce qu'on peut assurer notre autonomie alimentaire?

Il y a beaucoup de choses à faire. On pourrait rendre permanent Le Programme de paiements anticipés en fixant la limite à 350 000 \$. J'aimerais qu'on me parle de mesures permanentes, mais on met plutôt en place des mesures temporaires. Sait-on pourquoi? C'est parce que le gouvernement aime que les producteurs agricoles viennent le voir et le supplier chaque année pour qu'il renouvelle les mesures. Il se sent puissant ainsi. Si on voulait vraiment aider le monde, on mettrait en place des mesures permanentes.

[Traduction]

Arnold Viersen (Peace River—Westlock, PCC): Madame la Présidente, il y a enfin une chose sur laquelle le député du Bloc et moi sommes d'accord: cette idée ridicule d'injecter de l'air dans le sol, ou ce site d'enfouissement de 16 milliards de dollars, comme je l'appelle.

Je me demande si le député voit le lien probable entre Brookfield et ce pipeline.

[Français]

Yves Perron: Madame la Présidente, je suis content que nous puissions être d'accord et j'invite mon collègue à en profiter. Inscrivons cette date au calendrier. Nous nous trouverons plus sympathiques la prochaine fois que nous nous parlerons.

En ce qui concerne l'utilisation des paradis fiscaux, des études sont en cours, entre autres au Comité permanent de l'accès à l'information, de la protection des renseignements personnels et de l'éthique, et, plus on gratte, plus on a de soupçons quant aux investissements du premier ministre. C'est sûr que lorsqu'on a un gouvernement qui adopte des mesures et qui supprime des taxes pour des

compagnies qui profitent à l'individu occupant le poste de premier ministre, ça soulève de très sérieuses questions.

Cela fera partie du bilan dont je parlais tantôt. Dans 5 ou 10 ans, on regardera ce gouvernement et on dira que ça n'a pas de bon sens et qu'il faut veiller à ce que ça ne se reproduise plus.

[Traduction]

L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Madame la Présidente, je suis déçu de l'approche du Bloc québécois à l'égard du projet de loi d'exécution du budget. Les bloquistes ont dit sans détour qu'ils allaient voter contre. Pourtant, le projet de loi d'exécution du budget comprend de nombreuses mesures qui seraient avantageuses pour la population du Québec et, évidemment, l'ensemble de la population canadienne.

Je me demande si le député pourrait nous faire part de ses réflexions sur bon nombre des initiatives en cours, comme le projet Port de Churchill, les investissements pour les aînés et ainsi de suite. Ces mesures figurent dans le projet de loi d'exécution du budget contre lequel les députés du Bloc entendent voter. Le député n'éprouve-t-il donc aucun remords à l'idée d'empêcher les Québécois de toucher des prestations?

● (1150)

[Français]

Yves Perron: Madame la Présidente, je n'ai aucun remords. Sait-on pourquoi? J'ai participé à un événement de la FADOQ en fin de semaine et les gens m'ont dit de ne pas les abandonner. Ces gens savent que le gouvernement n'a pas encore voulu augmenter la pension de la Sécurité de la vieillesse pour les aînés à partir de 65 ans, comme le Bloc québécois le demandait, mais ils nous demandent de ne pas les abandonner. Ils ont l'impression que tous les autres sont en train de les abandonner. C'est ce que me disent les personnes âgées dans ma circonscription.

Je ne voudrais pas que mon collègue en fasse une affaire personnelle, car je l'apprécie bien, mais lorsque lui est déçu, cela veut habituellement dire que je travaille bien. Cela veut dire que je défends les bonnes positions. Au Bloc québécois, nous allons continuer à défendre les intérêts du Québec, mais aussi des positions environnementales. Mon collègue peut bien parler du budget et des nouvelles mesures, mais il sait de quoi je parle. Il vient de perdre son ministre du Patrimoine, qui est un environnementaliste, alors il le sait.

* * *

[Traduction]

LE COMITÉ PERMANENT DE LA PROCÉDURE ET DES AFFAIRES DE LA CHAMBRE

L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Madame la Présidente, il y a eu consultations entre les partis. Je crois que vous constaterez qu'il y a consentement unanime à l'égard de la motion suivante:

Que la Chambre adopte le rapport du Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre déposé plus tôt aujourd'hui.

La vice-présidente adjointe (Alexandra Mendès): Que tous ceux qui s'opposent à ce que le député propose la motion veuillent bien dire non.

[Français]

Puisque je n'entends pas d'opposition, c'est d'accord.

La Chambre a entendu l'énoncé de la motion. Que tous ceux qui s'opposent à la motion veuillent bien dire non.

(La motion est adoptée.)

[Traduction]

Andrew Lawton: Madame la Présidente, j'invoque le Règlement. Il y a eu consultations entre les partis. Je crois que vous constaterez qu'il y a consentement unanime pour que la Chambre revienne à la présentation de rapports de comités.

La vice-présidente adjointe (Alexandra Mendès): Que tous ceux qui s'opposent à ce que le député propose la motion veuillent bien dire non.

[Français]

Des voix: D'accord.

AFFAIRES COURANTES

[Traduction]

LES COMITÉS DE LA CHAMBRE

JUSTICE ET DROITS DE LA PERSONNE

Andrew Lawton (Elgin—St. Thomas—London-Sud, PCC): Madame la Présidente, j'ai l'honneur de présenter, dans les deux langues officielles, le premier rapport du Comité permanent de la justice et des droits de la personne, qui porte sur la motion adoptée le jeudi 20 novembre au sujet de l'engagement inébranlable du Parlement à protéger les enfants contre l'exploitation sexuelle.

Il s'agissait d'une motion très importante, et nous en avons débattu de façon très rigoureuse au Comité. Nous savons que de nombreuses personnalités au Canada, y compris des premiers ministres provinciaux, ont demandé au gouvernement fédéral d'invoquer la disposition de dérogation et de rétablir les peines minimales obligatoires pour ceux qui font le trafic de matériel d'exploitation et d'abus pédosexuels et qui visionnent ce matériel. Le Comité voulait envoyer un message très fort: la Chambre ne tolère pas ces crimes et elle demande au gouvernement de rétablir ces peines.

La vice-présidente adjointe (Alexandra Mendès): Le député est censé se contenter de déposer le rapport sans le commenter. Comme il a été élu récemment, je vais faire preuve d'un peu de tolérance à son égard.

Le rapport est ainsi déposé.

ORDRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

[Traduction]

LOI N^o 1 D'EXÉCUTION DU BUDGET DE 2025

La Chambre reprend l'étude de la motion portant que le projet de loi C-15, Loi portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 4 novembre 2025, soit lu pour la deuxième fois et renvoyé à un comité.

Brad Vis (Mission—Matsqui—Abbotsford, PCC): Monsieur le Président, c'est un honneur pour moi de prendre la parole au nom des habitants de Mission—Matsqui—Abbotsford.

Ordres émanant du gouvernement

Je viens d'une circonscription très entrepreneuriale. À l'heure actuelle, au Canada, les petites entreprises subissent une pression considérable: hausse des coûts, inflation persistante et réglementation complexe. Partout au Canada, 30,5 % des petites entreprises de moins de 20 employés ont déclaré une baisse de leurs revenus l'année dernière, et plus de 20 % sont inquiètes au sujet de leurs liquidités. La confiance s'effrite. Seuls 58 % des propriétaires de petites entreprises sont optimistes pour 2025, une baisse de 10 points par rapport à l'année précédente. En Colombie-Britannique, les cas d'insolvabilité ont augmenté de 65 % en 2023, et les faillites importantes se sont poursuivies tout au long de 2024, touchant durement des secteurs tels que la construction, l'hôtellerie et la fabrication. Cela reflète un déclin de l'esprit d'entreprise au Canada.

J'ai rencontré hier soir la présidente de la Banque de développement du Canada. Elle a fait état d'une statistique alarmante: le Canada compte aujourd'hui 100 000 entrepreneurs de moins qu'en l'an 2000, alors que notre population a augmenté de plus de 10 millions de personnes depuis. La Banque de développement du Canada qualifie cette situation de « déclin alarmant ». En 2000, environ 3 Canadiens sur 1 000 lançaient une nouvelle entreprise chaque année. En 2022, ce taux était tombé à 1,3 sur 1 000, soit une baisse de plus de 50 %. Aujourd'hui, le Canada compte environ 3,5 millions d'entrepreneurs, mais le rythme de création de nouvelles entreprises a considérablement ralenti pendant et après la pandémie.

Cela m'amène au budget de 2025. Ce budget est censé présenter un plan global visant à restructurer l'économie canadienne, à stimuler les investissements et à renforcer la confiance dans le fonctionnement de notre pays, mais je ne pense pas qu'il atteigne ses objectifs. À mon avis, ce budget est une série de victoires fragmentaires, et non la réforme structurelle dont le Canada a besoin pour relever les défis très réels que nous devons surmonter en 2025.

Au cours des 10 minutes qui me sont accordées, j'aborderai trois domaines dans lesquels, à mon avis, le gouvernement aurait pu apporter davantage d'améliorations et auxquels il aurait pu accorder davantage d'attention.

Le premier est le commerce intérieur, c'est-à-dire la capacité des Canadiens à commercer entre les provinces et les territoires. J'estime que le premier ministre n'a pas fait preuve d'un véritable leadership pour démanteler les barrières commerciales intérieures qui continuent de freiner le potentiel économique du Canada. Ces barrières entraînent des pertes de productivité se chiffrant en milliards de dollars et limitent les possibilités pour les entreprises et les travailleurs de toutes les provinces. Le premier ministre a à la fois le pouvoir et la responsabilité de réunir les provinces et les territoires et d'exiger des progrès lorsqu'une modification aux compétences provinciales ou territoriales s'impose. Les Canadiens attendent d'un gouvernement fédéral qu'il ne se contente pas de parler de croissance économique, mais qu'il exerce son leadership pour prendre des mesures décisives et la concrétiser. Les Canadiens de toutes allégeances politiques conviennent que nous pouvons le faire en tant que pays.

Ordres émanant du gouvernement

Imaginons un peu la force de notre économie si les règles en matière de transport étaient harmonisées, si les viticulteurs de la Colombie-Britannique pouvaient fournir à toutes les provinces et à tous les territoires nos excellents produits agricoles, et si les médecins pouvaient exercer leur profession dans n'importe quelle province ou administration sans avoir à se soumettre à un autre processus réglementaire pour obtenir leur permis d'exercice. Le premier ministre aurait pu, à ce stade, avoir déjà réalisé tout cela. En effet, il avait promis de le faire, mais il n'a pas tenu sa promesse dans le document même qui, selon lui, devait remédier à ces lacunes importantes dans la structure économique du Canada.

• (1155)

Le deuxième domaine est celui de la réforme réglementaire.

Après 10 ans sans développement économique, sous un gouvernement déterminé à paralyser l'économie par l'adoption incessante de règlements, les Canadiens en ont assez. Le gouvernement a créé ces derniers mois le Bureau des grands projets, une agence chargée d'accélérer les autorisations et de coordonner le développement, comme si l'ajout d'une couche de bureaucratie allait d'une quelconque manière remédier au désordre qui règne au pays. Le paradoxe est stupéfiant: au lieu de réparer un régime de réglementation dysfonctionnel, les libéraux continuent de bâtir de nouvelles structures pour le contourner.

La stratégie du premier ministre ne fonctionnera pas pour l'ensemble de l'économie canadienne. Dans cette approche, le premier ministre peut choisir les projets qui bénéficieront d'une approbation accélérée, ceux qu'il juge politiquement ou économiquement opportuns, tandis que les autres restent bloqués par les formalités administratives. Ce n'est pas du leadership, c'est du favoritisme.

Le corridor économique de l'Arctique, ou le projet de port et de route de Grays Bay, est un parfait exemple de ce qui est en jeu. Ce projet pourrait débloquent des milliards en investissements privés, renforcer la souveraineté dans le Nord et créer des infrastructures essentielles pour le commerce et la mise en valeur de ressources. Pourtant, malgré son importance stratégique, le gouvernement n'y a accordé aucun financement dans le budget de 2025. Cette omission montre, à mon avis, à quel point le gouvernement est déconnecté des occasions réelles qui pourraient stimuler la croissance et la sécurité pour les générations à venir.

Le gouvernement affirme vouloir doubler les exportations canadiennes au cours des 10 prochaines années. L'objectif est follement ambitieux, mais ses politiques le rendent presque impossible à atteindre. Il ne peut pas doubler les exportations s'il refuse de construire les infrastructures nécessaires pour acheminer les marchandises vers les marchés. Il ne peut pas faire croître l'économie en alourdissant la bureaucratie, au lieu d'ouvrir la voie à l'investissement et au développement. Il ne peut pas doubler les exportations s'il maintient notre processus d'examen environnemental défaillant, qui a ralenti les investissements étrangers directs et les investissements canadiens et les a détournés vers d'autres pays riches, comme le Qatar.

Si nous souhaitons réellement voir se construire au Canada des infrastructures pétrolières et gazières, des infrastructures pour les minéraux critiques et de grands projets, la solution ne réside pas dans la création d'un Bureau des grands projets ou dans davantage d'intervention gouvernementale. C'est tout le contraire: il faut moins d'intervention. Nous devons supprimer les obstacles. Nous devons réduire les formalités administratives et donner au secteur

privé les moyens de faire ce qu'il fait le mieux, à savoir créer des emplois et bâtir la prospérité que le Canada souhaite de son gouvernement fédéral et pour sa population.

Le troisième domaine, c'est celui de la crise du coût de la vie.

La crise du coût de la vie au Canada est plus profonde que la crise actuelle de l'inflation. Il s'agit d'une défaillance structurelle de nos systèmes fiscaux et salariaux. Le directeur parlementaire du budget souligne que la réduction d'impôt proposée par le Parti libéral permettrait à une famille moyenne d'économiser environ 280 \$ l'année prochaine, un allègement timide qui ne résoudrait en rien la complexité systémique de l'équité de notre système fiscal. Ce dont le Canada a besoin maintenant, c'est d'un exercice de type commission royale d'enquête sur la fiscalité, à l'instar des enquêtes approfondies menées à plusieurs reprises en Australie, notamment l'incontournable enquête Henry, une revue de fond en comble du cadre fiscal qui a donné lieu à plus de 130 recommandations visant à le moderniser et à le simplifier. Sans une telle refonte complète au Canada, nous continuerons à colmater les brèches tandis que les salaires stagneront et que les coûts augmenteront. Pour que notre économie fonctionne, l'emploi doit être rémunérateur, ce qui signifie des réformes qui stimulent la productivité, augmentent les revenus et garantissent que le travail offre un véritable moyen d'accéder à l'abordabilité, et pas seulement des allègements fiscaux symboliques.

En conclusion, l'avenir économique du Canada dépend de réformes structurelles audacieuses, et non de demi-mesures ou de gagnants et de perdants. Nous devons éliminer les obstacles au commerce intérieur qui fragmentent notre marché et entraînent des milliards de dollars en pertes de productivité. Nous avons besoin d'une véritable réforme réglementaire qui ouvre la voie à l'investissement et aux infrastructures, et non de couches supplémentaires de bureaucratie qui ralentissent les progrès et engendrent le favoritisme. Nous devons faire face à la crise du coût de la vie en procédant à une refonte complète de notre système fiscal.

Si nous n'agissons pas résolument, les chiffres que j'ai présentés concernant le déclin de l'entrepreneuriat ne feront qu'évoluer dans le mauvais sens. Il y a tant à faire au Canada, et ce budget n'a pas répondu aux attentes des Canadiens qui souhaitent voir le premier ministre prendre des décisions difficiles.

• (1200)

L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, je sais que cette personne a beaucoup parlé d'Abbottford et de l'aide humanitaire pour cette ville. Il s'agissait d'un enjeu important auquel le gouvernement a accordé beaucoup d'attention. Cela dit, il souhaitait que nous consacrons davantage de ressources à l'aide humanitaire aux sinistrés. Il acquiesce de la tête.

Avec ce budget, nous assisterons à des changements historiques, puisque 350 millions de dollars seront consacrés au renforcement de la capacité d'intervention et de préparation du Canada en cas d'urgence. Je me demande si le député se rend compte qu'en réalité, il vote contre une mesure qu'il souhaitait voir figurer dans le budget. Pourrait-il apporter son appui conditionnel à cette mesure?

Brad Vis: Monsieur le Président, je ne pense pas que 350 millions de dollars suffiraient à résoudre les problèmes de pompage dans la prairie Sumas. L'ancien premier ministre, M. Trudeau, avait promis aux habitants d'Abbotsford et à toutes les régions de la Colombie-Britannique qui ont subi les inondations les plus catastrophiques il y a quatre ans que le gouvernement les soutiendrait. Oui, nous avons reçu 5 milliards de dollars dans l'Énoncé économique de l'automne 2021 pour effectuer les réparations nécessaires. Depuis ce temps, le gouvernement n'a pris aucun engagement pour moderniser nos infrastructures afin que nous puissions résister à de futures catastrophes naturelles.

Je tiens à rappeler au député de Winnipeg-Nord que le CN, le CP, le Southern Railway, l'aéroport international d'Abbotsford, la route 1 et toutes les marchandises destinées au port métropolitain de Vancouver transitent par ma circonscription. Nous sommes l'avenir de l'économie canadienne, mais le gouvernement ne semble pas en tenir compte.

• (1205)

[Français]

Mario Simard (Jonquière, BQ): Monsieur le Président, tout à l'heure j'ai posé une question à ma collègue de Sarnia—Lambton—Bkejwanong au sujet du captage et du stockage du carbone et les montants indécents en crédits d'impôt dans le budget qui seront offerts aux gloutons du secteur pétrolier. Elle m'a dit qu'elle était personnellement contre cela.

Je me demande si c'est la position officielle de mes collègues conservateurs. Je soumetts respectueusement à mon collègue la question suivante. Est-il, lui aussi, contre les crédits d'impôt pour le captage et le stockage du carbone qui sont dans le budget?

[Traduction]

Brad Vis: Monsieur le Président, en ce qui concerne le captage et le stockage du carbone, il s'agit d'un outil parmi tant d'autres qui peuvent améliorer la compétitivité du Canada dans le secteur pétrolier et gazier. J'ai rendu visite à certaines des principales entreprises technologiques de la Colombie-Britannique qui travaillent sur cette question importante.

Cela dit, l'argument principal de mon discours, c'est que le budget passe à côté des éléments indispensables pour mener à bien les réformes structurelles de l'économie canadienne qui permettraient à l'ensemble du Canada de prendre une longueur d'avance et de se doter d'une plateforme pour réussir. Le budget n'y est pas parvenu; il a plutôt désigné des gagnants et des perdants.

William Stevenson (Yellowhead, PCC): Monsieur le Président, mon collègue a attiré l'attention du comptable professionnel agréé que je suis lorsqu'il a mentionné la réforme fiscale. Cependant, je tiens à dire qu'au cours de mes 26 années d'exercice en tant que CPA, j'ai également remarqué, sans toutefois le documenter, une baisse du nombre d'entrepreneurs qui se lancent en affaires.

Mon collègue pourrait-il nous dire quels éléments du programme des conservateurs seraient utiles, selon lui, pour aider les petites entreprises à démarrer et à se développer?

Brad Vis: Monsieur le Président, il y a une corrélation entre la réglementation gouvernementale qui limite l'exploitation et l'extraction des ressources au Canada et le nombre de petites entreprises. Si nous ne tenons pas compte du secteur de notre économie qui génère effectivement de la richesse et des revenus pour les Canadiens, nous allons assister à une diminution précipitée du nombre de petites entreprises.

Ordres émanant du gouvernement

Dans la vallée du Fraser, le cœur de la production agricole au Canada, il y a encore tellement d'entreprises liées à l'exploration minière et à la fabrication aérospatiale. Elles sont toutes liées aux avantages dont profite le Canada en ce qui concerne les minéraux essentiels, le pétrole et le gaz. Si nous ne réformons pas nos évaluations environnementales, nous continuerons de constater un déclin de l'esprit d'entreprise au Canada, qui a été très fructueux pendant tant d'années, et qui a malheureusement connu un déclin précipité sous le gouvernement libéral.

Kyle Seebach (Dufferin—Caledon, PCC): Monsieur le Président, les libéraux se plaisent à parler d'un budget générationnel. Je suppose que si nous regardons les générations de jeunes Canadiens qu'il faudra pour éponger le déficit massif du budget de cette année et la dette accumulée après 10 ans de gouvernement libéral, il pourrait en effet être générationnel parce qu'il faudra des générations de Canadiens pour tenter de le rembourser.

Les libéraux ont réussi à doubler en 10 ans toute la dette accumulée de 1867 à 2015. Pensez-y un instant. Toute la dette accumulée par tous les gouvernements de 1867 à 2015, les libéraux l'ont plus que doublée au cours des 10 dernières années, et cette dette devra être remboursée par des générations de jeunes Canadiens qui vont endurer des impôts plus élevés, une inflation plus élevée, des taux d'intérêt plus élevés, tout ce qui vient avec ces dépenses excessives du gouvernement libéral.

S'ils veulent aussi parler d'un budget générationnel, on peut en effet affirmer qu'il entraînerait des pertes d'emplois générationnelles. Des pertes d'emplois s'annoncent dans le secteur de l'automobile et dans celui de l'acier. Hier, on a annoncé la perte de 1 000 emplois dans le secteur de l'acier. C'est le résultat de politiques et de décisions précises prises par le gouvernement. Pensons à la dévastation générationnelle de l'industrie du bois d'œuvre, que le gouvernement actuel a été incapable de résoudre en huit ans. Les députés se souviendront que le conflit du bois d'œuvre a été réglé dans les six mois suivant l'arrivée au pouvoir du gouvernement de Stephen Harper. Nous parlons maintenant de huit ans et de dizaines de milliers d'emplois perdus, de scieries fermées, et ainsi de suite.

Si nous examinons aussi les possibilités de corruption, ce budget est également générationnel. Les libéraux ont décidé que la meilleure façon de stimuler l'économie canadienne était d'établir un bureau spécial, et le premier ministre choisira certains projets qui recevront un statut spécial. Ce sont eux qui nous ont donné le scandale de l'organisme UNIS, la caisse noire environnementale et bien d'autres scandales au cours des dernières années. Toutes ces choses ont été une bénédiction pour les proches du Parti libéral, qui s'enrichissent grâce à ces stratagèmes.

Ce sont trois raisons pour lesquelles, à mon sens, ce budget est générationnel, mais générationnellement préjudiciable, et causerait des dommages pendant des générations au pays que j'aime et que tous les conservateurs aiment.

Ordres émanant du gouvernement

Examinons quelques-uns de ces aspects en détail. Nous comptons désormais 1 000 emplois perdus dans l'industrie sidérurgique, qui s'ajoutent aux autres pertes d'emplois survenues dans ce secteur sous l'actuel gouvernement. Les libéraux objecteront que cette situation est imputable aux droits de douane imposés par le président Trump aux États-Unis. Bien sûr, c'est un facteur, et il serait souhaitable que cette situation soit résolue, mais le premier ministre a dit qu'on s'en fout et que c'est ennuyeux. Si les députés se demandent pourquoi nous n'avons pas résolu le différend commercial avec les États-Unis, qui a maintenant coûté 1 000 licenciements dans l'industrie sidérurgique, c'est parce que nous avons un premier ministre qui, avec désinvolture, dit qu'« on s'en fout » et que c'est « ennuyeux ».

Voilà la conséquence de cette attitude à l'égard de notre plus grand partenaire commercial, mais ça ne s'arrête pas là. Examinons ce qui se passe dans l'industrie automobile. Nous avons maintenant perdu la production de l'usine d'assemblage de Brampton et d'autres pourraient connaître le même sort parce que, une fois de plus, le premier ministre n'a pas su régler le dossier des droits de douane imposés à notre secteur automobile par le président Trump. Certains d'entre nous se souviennent peut-être que c'est le premier ministre qui a promis de conclure un accord avant le 21 juillet. La dernière fois que j'ai consulté mon calendrier, j'ai constaté que nous étions bien au-delà du 21 juillet. Encore une fois, si je reviens au moment où le premier ministre a dit « on s'en fout » et que c'était « ennuyeux » lorsqu'on lui a demandé s'il avait rencontré le président Trump pour résoudre la question des droits de douane, les députés comprendront peut-être pourquoi le 21 juillet est passé et que nous sommes maintenant en décembre sans qu'aucune solution n'ait été trouvée.

Concernant l'industrie du bois d'œuvre, la situation a été absolument dévastatrice pour les collectivités partout au pays. Encore une fois, ce dossier n'a pas été résolu en huit ans. Après Justin Trudeau, qui n'a absolument rien fait pour régler le conflit sur le bois d'œuvre, nous avons maintenant le premier ministre qui dit qu'on s'en fout et que c'est ennuyeux. Un instant. Cela concernait seulement les droits de douane que le président a récemment imposés sur l'acier, l'aluminium et les automobiles. Je ne pense pas que le bois d'œuvre soit même à l'ordre du jour pour lui. C'est encore pire qu'« on s'en fout » et que « c'est ennuyeux ». C'est ce que le premier ministre dit à toutes les familles et collectivités qui dépendent de ces industries: on s'en fout et c'est ennuyeux.

• (1210)

Je tiens à souligner que la ministre libérale de l'Industrie a affirmé ici à plusieurs reprises que ces contrats comportaient des garanties d'emploi. J'ai eu l'occasion de siéger au comité des opérations gouvernementales et d'examiner ces contrats. Je ne peux pas révéler les détails précis de ces documents, car ils ne peuvent être rendus publics, mais je peux affirmer sans détour que si j'avais rédigé un tel contrat pour un projet alors que j'étais en deuxième année de droit, j'aurais obtenu un F. C'est le gouvernement du Canada qui aurait conclu un contrat pour verser 15 milliards de dollars à une société. Encore une fois, si j'avais remis ce contrat lors de ma deuxième année de droit, mon professeur de droit des contrats m'aurait donné un F, et c'est ce que nous obtenons avec ces types-là. Nous n'obtenons rien de vraiment bon pour l'économie canadienne.

Parlons maintenant du deuxième élément générationnel de ce budget, à savoir la dette générationnelle que les libéraux vont faire peser sur chaque Canadien. Elle s'élève à 78 milliards de dollars

cette année, mais le directeur parlementaire du budget estime qu'elle sera encore plus élevée. Comme je l'ai dit plus tôt, il y a la dette des gouvernements successifs de 1867 à 2015, qui constitue une partie de la dette, mais de 2015 à 2025, les libéraux l'ont doublée. Réfléchissons-y. Prenons le temps de bien comprendre. Ce qui a pris plus d'un siècle à s'accumuler, les libéraux l'ont doublé en 10 ans.

Mes concitoyens me demandent constamment: « Kyle, qu'est-ce qui s'est réellement amélioré après toutes ces dépenses? » Les soins de santé sont-ils meilleurs? Non. Nous avons des listes d'attente tout à fait inacceptables. Nous consacrons désormais plus d'argent au paiement des intérêts de la dette, ce qui revient à effectuer le paiement minimum sur une carte de crédit. Nous payons plus d'argent pour le service de la dette que pour les transferts aux provinces en matière de santé. C'est l'effet de l'accumulation de la dette générationnelle sur les Canadiens et la prochaine génération de Canadiens. Ce sont des problèmes importants.

Quoi d'autre s'est amélioré? Les Forces armées canadiennes sont-elles mieux équipées? Non. Le coût de la vie a-t-il diminué? Non. Est-il plus facile d'acheter une maison? Non. Nos routes sont-elles moins congestionnées? Non. Quand on pense au doublement de la dette nationale en 10 ans et qu'on demande aux Canadiens si quelque chose s'est amélioré et qu'ils répondent « Je ne vois pas ce qui s'est amélioré », on doit se demander ce que ces gens ont bien pu faire de tout cet argent.

Nous en avons quelques exemples. Un député conservateur a récemment fait une intervention remarquable en examinant certaines enveloppes budgétaires. Il a évoqué un projet de casernes séparées pour les hommes et les femmes dans une école de ski libanaise, auquel 4 millions de dollars ont été consacrés. Si les Canadiens examinaient l'ensemble des dépenses du gouvernement, ils seraient profondément consternés.

J'ai brièvement parlé de la corruption générationnelle parce que, au lieu de créer des règles du jeu équitables et des zones économiques où les meilleures entreprises ont l'occasion de présenter leurs idées et de se faire concurrence pour essayer de traverser un processus environnemental simplifié, ces types ont décidé que la meilleure solution consistait à sélectionner les projets. Ô surprise, qui obtient une partie des fonds destinés à ces projets? C'est Brookfield. Combien plus d'argent Brookfield va-t-il obtenir par le biais d'ententes d'initiés en coulisse conclues avec le gouvernement libéral? J'imagine que nous allons devoir attendre pour voir ce qui arrivera, parce que c'est ce que les libéraux ont décidé de faire.

Ce qui est encore plus effrayant, c'est que le chef de la direction de Brookfield a témoigné devant un comité et a déclaré que, chaque fois que les résultats de Brookfield sont bons, le premier ministre en profite financièrement grâce au nombre faramineux d'actions de Brookfield qu'il possède. Qu'ont fait les libéraux? Ils ont mis sur pied un bureau des projets qui leur permet de choisir eux-mêmes les projets. Les députés peuvent-ils imaginer les ententes en coulisse qui seront conclues pour faire passer ces projets au haut de la liste? Comparé à cela, le scandale de la caisse noire environnementale sera de la petite bière, parce que les initiés bien branchés sauront à qui s'adresser et quoi faire pour faire monter leurs petits projets au haut de la liste et s'en mettre plein les poches. Qui va s'en mettre plein les poches? Ce sont les initiés libéraux.

C'est l'une des raisons pour lesquelles nous devons absolument nous opposer à ce budget. Il favorise la création d'une dette générationnelle, des pertes d'emplois générationnelles et une corruption générationnelle. Nous allons voter contre ce budget.

• (1215)

L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, quand nous parlons d'investissements, qu'il s'agisse du programme alimentaire national pour les écoles, de l'assurance-médicaments, du programme d'assurance dentaire ou des centaines de millions de dollars investis dans les Canadiens au moyen des programmes de formation d'apprentis, à bien des égards, nous avons reconnu par là l'importance d'investir dans notre population. Les conservateurs, quant à eux, veulent rester là à ne rien faire.

Quand ils parlent de déficits, il importe qu'ils reconnaissent que le déficit le plus élevé a été enregistré quand le chef de l'opposition siégeait au caucus en 2009. Ils ne connaissent rien aux déficits et à la façon dont nous pouvons nous servir du financement par déficit dans l'intérêt du pays.

Le député regrette-t-il le fait que son chef, sous Stephen Harper, a affiché le déficit le plus élevé quand on considère la valeur du dollar canadien...

Le vice-président: Le député de Dufferin—Caledon a la parole.

Kyle Seeback: Monsieur le Président, cela est carrément faux. C'est le premier point. Rien ne se rapproche du déficit que ces personnes ont accumulé en 2021 et 2022. Rien.

Les libéraux parlent de soins dentaires et de programme alimentaire, ce qui est remarquable. Je me réjouis que les personnes qui ne peuvent pas se payer des soins dentaires puissent en bénéficier et que certaines familles qui n'ont pas les moyens de nourrir leurs enfants puissent obtenir de la nourriture dans le cadre d'un programme alimentaire à l'école, mais le résultat de la mauvaise gestion économique des libéraux et de leur vandalisme économique est que 8 millions de personnes ont fréquenté les banques alimentaires l'année dernière. Pensons-y; c'est scandaleux.

Leurs dépenses ont pour effet de pousser la grande majorité des Canadiens dans la pauvreté alimentaire, les obligeant à se tourner vers les banques alimentaires. Ils mettent ensuite en place quelques programmes et tentent de s'en féliciter. Ce qu'ils devraient faire, c'est rendre les denrées alimentaires abordables pour tous les Canadiens, ce qu'ils ont lamentablement échoué à faire.

• (1220)

[Français]

Xavier Barsalou-Duval (Pierre-Boucher—Les Patriotes—Verchères, BQ): Monsieur le Président, je félicite mon collègue pour son discours. Je ne peux évidemment pas être d'accord avec tout ce qui est dit. Ce n'est pas pour rien que nous ne faisons pas partie de la même formation politique.

La question que j'aurais pour lui concerne la vitalité de notre écosystème médiatique au Québec, bien que je présume que des enjeux similaires peuvent être vécus ailleurs au Canada également.

Dans le projet de loi que nous étudions présentement, le gouvernement libéral vient officiellement abolir la taxe sur les services numériques, laquelle aurait dû aider à financer nos médias, qui sont en grande difficulté. Pendant ce temps, plutôt que d'aider les médias privés, qui sont déjà en difficulté, le gouvernement décide de don-

Ordres émanant du gouvernement

ner encore une fois de l'argent à Radio-Canada, soit 150 millions de dollars dans le dernier budget.

J'aimerais savoir ce que mon collègue pense du fait que, pour les libéraux, il semble que Radio-Canada semble est le seul média qu'il vaut la peine d'aider. Les autres médias, on les laisse mourir.

Kyle Seeback: Monsieur le Président, je remercie mon collègue de sa question.

[Traduction]

La taxe sur les services numériques est l'un des fiascos les plus embarrassants du gouvernement libéral, et il y en a eu beaucoup. Les libéraux ont été prévenus à maintes reprises que cette taxe constituerait un irritant commercial majeur pour les États-Unis. Lorsque je me suis rendu là-bas en tant que ministre du cabinet fantôme responsable du commerce international, tous les membres du Congrès et les sénateurs que j'ai rencontrés m'ont dit à maintes reprises que la taxe sur les services numériques allait causer un énorme problème dans les relations entre le Canada et les États-Unis.

Malgré cela, les libéraux ont décidé d'aller de l'avant avec cette taxe, ce qui, bien sûr, a aggravé les relations entre les deux pays. Pire encore, ils l'ont abandonnée sans rien obtenir en échange lors des négociations avec le président Trump. C'est vraiment pitoyable.

Alex Ruff (Bruce—Grey—Owen Sound, PCC): Monsieur le Président, je discutais avec un conseiller financier, et il m'a parlé de deux des actions les plus performantes de la dernière année, surtout depuis l'arrivée au pouvoir du premier ministre. Il y a d'abord Dollarama. Je pense que cela en dit long sur les difficultés éprouvées par les Canadiens. Le rendement était de 55 %. Puis, Brookfield arrive au deuxième rang, avec un rendement de 54 % au cours de la dernière année seulement.

Le député pourrait-il nous en dire plus sur les difficultés rencontrées par les Canadiens, qui expliquent pourquoi un magasin à un dollar en particulier se porte si bien? Deuxièmement, pourquoi Brookfield se porte-t-elle si bien?

Kyle Seeback: Monsieur le Président, je ne suis pas un expert en portefeuilles boursiers, mais je sais que les actions montent pour diverses raisons.

Les actions de Dollarama sont en hausse parce que les Canadiens sont pris à la gorge. C'est sidérant que les libéraux ne le reconnaissent toujours pas. Tous les jours à la Chambre, ils parlent comme si le Canada connaissait le plus grand boum économique depuis la Seconde Guerre mondiale. Ils sont complètement déconnectés de la réalité. La réalité, c'est que les Canadiens n'arrivent pas à joindre les deux bouts, alors ils fréquentent les magasins à prix plancher.

L'autre facteur qui fait parfois augmenter le prix des actions, c'est la spéculation. Certains prévoient que Brookfield sera encore plus choyée par le gouvernement libéral qu'elle l'a été à plusieurs reprises ces derniers mois. Il y a eu contrat sur contrat. C'est toujours Brookfield, Brookfield, Brookfield.

Arnold Viersen (Peace River—Westlock, PCC): Monsieur le Président, c'est un privilège de prendre à nouveau la parole à la Chambre des communes pour représenter les citoyens de Peace River—Westlock. Je les remercie de m'avoir réélu.

Ordres émanant du gouvernement

Aujourd'hui, nous débattons du projet de loi C-15, Loi d'exécution du budget. Il s'agit d'un projet de loi volumineux. Il comporte cinq parties principales, dont la partie 5, qui compte 45 sections et qui est très vaste. Elle traite de l'exonération de la TPS, de l'élimination de la taxe sur le carbone et de la suppression de changements aux infrastructures de logement. Elle contient également l'élément dont je tiens à parler en premier lieu, à savoir les changements importants apportés aux lois sur l'expropriation au Canada. C'est une des choses que les libéraux ont glissées dans le projet de loi.

À la toute fin du projet de loi, il y a un programme que les libéraux nous accusent constamment de rejeter, le programme d'alimentation scolaire. C'est la toute dernière section. Le programme d'alimentation scolaire se trouve à la section 44 de la partie 5. Je suis certain que les libéraux vont nous reprocher d'avoir voté contre ce programme. Je tiens simplement à signaler à tous ceux qui nous regardent que ce programme figure bien dans le projet de loi, mais qu'il se trouve à la section 44 de la partie 5 de ce projet de loi.

La section 1 de la partie 5 contient les modifications apportées à la Loi sur l'expropriation. Les députés se demandent peut-être pourquoi nous devons modifier les lois sur l'expropriation dans ce pays. Je ne sais pas si les gens s'en souviennent, mais à la fin du mandat du gouvernement Trudeau, une de ses dernières initiatives a été l'annonce d'une ligne ferroviaire à grande vitesse entre Québec et Toronto. Il est intéressant de noter que la majorité des Canadiens vivent dans ce corridor et qu'il n'y a pas beaucoup de terres publiques dans ce corridor. Les gens qui vivent sur le tracé de cette ligne seront expropriés pour permettre la construction de la ligne ferroviaire. On peut imaginer qu'ils s'interrogeront sur la façon dont cela se passera. Le projet de loi prévoit une série de changements qui seront apportés pour que le gouvernement puisse procéder aux expropriations.

Nul besoin de remonter très loin dans le passé pour savoir quand les libéraux ont exproprié des terres pour d'autres projets chimériques dans le pays. Il y a eu l'aéroport de Mirabel, par exemple. Il y a ce qu'on appelle aujourd'hui le parc de la Rouge. Les terrains ont été expropriés pour réaliser les grands projets du Parti libéral, mais aucun des deux n'a vraiment donné grand-chose. Nous nous demandons si, dans ce cas aussi, alors que le gouvernement s'arroge des pouvoirs extraordinaires pour mener à bien ces projets, nous verrons un jour ce projet se concrétiser.

Dans ce dossier comme dans beaucoup d'autres, il y a fort à parier que le gouvernement prendra des mesures drastiques. Ce ne serait pas la première fois. Je pense notamment à l'aéroport de Mirabel et au parc de la vallée de la Rouge. À l'époque, le gouvernement a procédé à des expropriations, portant atteinte aux libertés civiles des gens, pour finalement ne jamais mener les projets à terme comme il l'avait promis aux Canadiens. Il s'agit sans doute d'une très bonne analogie pour illustrer bien des choses que le gouvernement libéral a faites. Grosso modo, le gouvernement tient de beaux discours et il vole les idées des conservateurs, mais quand vient le temps de passer de la parole aux actes, il agit comme une poule sans tête. Au fond, il avance cahin-caha d'une crise à l'autre.

Je veux aussi parler d'une autre bonne idée conservatrice: vendre des édifices publics à convertir en logements. Nous commencerions par le bureau principal de CBC, après avoir fermé la société d'État. Nous vendrions l'édifice pour qu'il soit transformé en logements.

Je l'ignorais, mais il semble qu'il y ait une société, la Société immobilière du Canada, qui se consacre exclusivement à la vente de biens fonciers fédéraux et à la gestion de certains actifs fédéraux

partout au pays. Elle gère le Centre des sciences de Montréal, la tour CN et deux autres biens immobiliers. Elle finance ces activités en vendant d'autres terres publiques dont le gouvernement veut se départir.

C'est un programme que nous avons proposé dans notre plateforme. Nous allions vendre des terres et des édifices publics. Les libéraux ont repris cette idée.

• (1225)

Je présume que la vente de terrains et de bâtiments représenterait un revenu net positif pour le gouvernement, alors je trouve très étrange que celui-ci alloue 1,5 milliard de dollars à cette société. D'une part, le gouvernement dit qu'il va vendre des terrains et des bâtiments pour augmenter le nombre de logements et, d'autre part, il dit qu'il va financer la société à hauteur de 1,5 milliard de dollars.

Je ne comprends pas la logique là-dedans, et le projet de loi n'explique pas pourquoi il est nécessaire d'y affecter autant d'argent. Il dit simplement que le gouvernement allouera ces fonds pour construire plus de logements au pays. Je ne comprends pas. C'est illogique. J'espère que le gouvernement pourra me fournir une explication à ce sujet pendant la période des questions et observations. Cet élément du projet de loi me semble très étrange.

De façon plus générale — je ne parle pas du projet de loi C-15 en particulier, mais du budget en général —, les libéraux semblent avancer à tâtons, d'une crise à l'autre, comme je l'ai dit plus tôt. Ils ne semblent pas trop savoir où ils s'en vont. On dirait que les ministères font chacun leurs propres affaires et que, dans bien des cas, ils ne sont même pas gérés par leur ministre. Le cas le plus évident, c'est probablement celui d'Algoma Steel ou encore de l'industrie du bois d'œuvre. Ces deux dossiers traînent depuis très longtemps.

Le Canada produit de l'acier depuis très longtemps; pourtant, on accumule les règlements et les contestations des accords commerciaux du Canada avec des pays du monde entier. Qu'il s'agisse d'instaurer de nouvelles normes environnementales, d'imposer aux entreprises une taxe sur le carbone — alors qu'aucun de nos concurrents n'en a une — ou de leur faire abandonner le charbon — alors que tous nos concurrents l'utilisent pour produire de l'acier —, voilà autant de mesures qui font mourir nos industries à petit feu.

J'ai eu le privilège de visiter l'usine de canalisations de Sault Ste Marie il y a un certain nombre d'années. L'industrie fait la fierté de Sault Ste Marie. Je ne sais pas si les députés le savent, mais une partie de l'acier produit à Sault Ste Marie est destiné à l'usine de canalisations. Cette usine fabrique les canalisations qui seront installées dans les champs pétrolifères; 95 % de sa production est expédiée à Grande Prairie, en Alberta. Les liens entre Sault Ste Marie et le Nord de l'Alberta sont donc très étroits.

Cela m'amène à l'autre sujet, celui du bois d'œuvre. Le bois d'œuvre est un autre dossier où le fait que les libéraux avancent à tâtons sans jamais parvenir à conclure un accord n'est que la partie visible de l'iceberg en ce qui concerne les problèmes auxquels sont confrontées les industries canadiennes. L'accès à la fibre est une préoccupation majeure. L'accès à la capacité de transport ferroviaire est aussi un problème majeur.

Toutes ces questions nécessitent une attention particulière et exigent que le gouvernement se demande comment il peut donner un coup de pouce à l'industrie, d'autant plus qu'il s'agit d'un sujet de discorde commerciale avec les États-Unis. Nous devrions nous efforcer de faire le nécessaire pour que les entreprises restent rentables malgré les droits de douane et pour conclure un accord. Le premier ministre a dit qu'il conclurait un accord avant le 21 juillet. S'il ne pensait pas pouvoir y arriver, il n'aurait pas dû faire cette promesse. Il n'aurait pas dû faire cette promesse, mais il l'a faite pendant la campagne électorale.

Je veux terminer mes observations en parlant du niveau de vie au Canada. Il y a 10 ans, le Canada occupait la 5^e place dans le classement mondial du niveau de vie. C'était l'un des endroits les plus agréables au monde où vivre. Aujourd'hui, nous occupons la 27^e place dans le classement mondial du niveau de vie. Il nous a fallu 10 ans pour dégringoler de la 5^e à la 27^e place en matière de niveau de vie. C'est un constat accablant pour les libéraux.

Les libéraux répètent continuellement que la vie n'a jamais été aussi belle, sauf que leurs propres politiques témoignent du contraire. Le fait même qu'ils vantent leur programme d'alimentation scolaire est un constat accablant à leur égard. Après tout, le fait que les Canadiens dépendent plus que jamais des banques alimentaires pour se nourrir prouve que notre niveau de vie s'est considérablement dégradé.

• (1230)

L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, je voudrais revenir sur la dernière remarque du député concernant le programme national d'alimentation scolaire. Nous avons entendu les conservateurs dire que ce programme était de la « foutaise ». Il est vraiment regrettable qu'ils aient adopté cette approche. Je suis parlementaire depuis de nombreuses années. À la fin des années 1980, dans la province du Manitoba, je me souviens d'avoir parlé des enfants qui allaient à l'école le ventre vide. Nous avons maintenant un programme national qui garantit que les enfants auront bien mangé avant d'aller en classe.

Le député croit-il, comme plusieurs de ses collègues, que ce programme est de la « foutaise » qui n'apporte rien aux contribuables?

Arnold Viersen: Monsieur le Président, à vrai dire, les programmes d'alimentation scolaire d'autrefois avaient pour but de combler les lacunes, de répondre aux cas exceptionnels. Les Canadiens ne comptaient pas sur eux pour nourrir leurs enfants. Ils avaient des emplois bien rémunérés dans les industries d'extraction des ressources qui faisaient tourner l'économie du pays.

Après une décennie au pouvoir, les libéraux proposent maintenant des programmes pour régler les problèmes qu'ils ont eux-mêmes créés.

• (1235)

Warren Steinley (Regina—Lewvan, PCC): Monsieur le Président, le gouvernement parle de tout ce qu'il pense faire dans le budget et il demande où se trouve le gaspillage. Dans un budget affichant un déficit de plus de 78 milliards de dollars, qu'est-ce qui peut bien être du gaspillage?

J'ai fait quelques recherches. Le gouvernement a prévu entre 4 et 8 millions de dollars pour la construction d'une patinoire à Rideau Hall. J'ai une excellente nouvelle: j'ai construit une patinoire pour mes enfants dans ma cour cette fin de semaine. Je pourrais faire économiser 8 millions de dollars au gouvernement. Je vais réunir

Ordres émanant du gouvernement

quelques copains de la Saskatchewan, nous irons chercher un conteneur de matériau de remblai et nous construirons une patinoire à Rideau Hall pour moins de 100 \$.

Le député pense-t-il que le gouvernement pourrait trouver d'autres gaspillages dans le budget?

Arnold Viersen: Monsieur le Président, je suis certain que le gouvernement gaspille de l'argent. Ça ne fait aucun doute. Pour les libéraux, la mesure du succès, c'est le montant dépensé. Chaque fois qu'ils ont une solution, ils se contentent de dire combien ils ont dépensé.

J'ai souligné dans mon discours que la somme de 1,5 milliard de dollars serait versée à la Société immobilière du Canada, qui se consacre à la vente d'actifs fédéraux. Je ne comprends pas pourquoi une société qui se consacre à vendre des actifs a besoin d'une injection de 1,5 milliard de dollars.

Alex Ruff (Bruce—Grey—Owen Sound, PCC): Monsieur le Président, mon collègue pourrait-il nous faire part de l'opinion de ses concitoyens au sujet du déficit de plus de 78 milliards de dollars pour l'exercice en cours?

Je crois que la dette du Canada s'élève maintenant à plus de 1,3 billion de dollars. Seulement en intérêts sur cette dette, nous payons 55 milliards de dollars par année, ce qui dépasse les transferts en santé aux provinces et aux territoires.

Voilà ce dont mes concitoyens me parlent tous les jours. Le député reçoit-il des commentaires dans sa circonscription?

Arnold Viersen: Monsieur le Président, j'entends exactement la même chose de la part de mes concitoyens dans le Nord de l'Alberta. La vie est de plus en plus inabordable sous la gouverne des libéraux.

Je trouve déconcertant que, même après avoir éliminé la taxe sur le carbone, une mesure complètement inflationniste, les libéraux aient présenté un budget hautement déficitaire, qui va à la fois contribuer à stimuler l'inflation et à faire chuter la valeur de notre dollar, ce qui maintiendra l'inflation à la hausse.

La plupart des aliments que nous consommons sont importés de nos partenaires commerciaux à l'échelle mondiale. Nous devons veiller à ne pas imposer une taxe supplémentaire aux transporteurs qui assurent l'accès à ces aliments au Canada. Nous devons veiller à ce que la valeur de notre dollar soit suffisamment élevée pour pouvoir subvenir à nos besoins. Les bananes que nous mangeons ne viennent pas du Canada; elles viennent de très loin et c'est la valeur de notre dollar qui contribue à ce qu'elles se retrouvent à l'épicerie.

L'hon. Kevin Lamoureux: Monsieur le Président, le député trouve-t-il qu'il y a de l'hypocrisie au sein du Parti conservateur, étant donné que le chef du Parti conservateur faisait partie du caucus conservateur en 2009, quand les conservateurs ont accusé le déficit le plus élevé par rapport à la valeur du dollar?

Le député voit-il de l'hypocrisie dans les discours des conservateurs?

Arnold Viersen: Monsieur le Président, je rejette catégoriquement la prémisse de la question. Néanmoins, je tiens à souligner que je pense que la valeur du dollar quand M. Harper était au pouvoir a atteint 1,13 dollar américain, ce qui a augmenté le pouvoir d'achat des Canadiens. C'était une époque où il faisait bon vivre au Canada parce que nous en avions les moyens.

Ordres émanant du gouvernement

Kevin Waugh (Saskatoon-Sud, PCC): Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui pour parler du dernier budget libéral, qui a été présenté tardivement cette année, le 4 novembre, ainsi que du projet de loi C-15, la loi d'exécution du budget.

Les libéraux avaient promis de maintenir le déficit à environ 62 milliards de dollars. Ils ont perdu un ministre des Finances en décembre dernier à cause de ce chiffre, qui atteint maintenant 78 milliards de dollars. Ils avaient promis de réduire le ratio dette-PIB, mais celui-ci a augmenté, tout comme l'inflation. Ils avaient promis de réduire les dépenses, mais ils dépensent 90 milliards de dollars de plus, ce qui représente 5 400 \$ de dépenses inflationnistes supplémentaires par famille canadienne.

Nous entendons tous les jours nos collègues de l'autre côté de la Chambre nous décrire les programmes qu'ils créent pour aider les Canadiens en difficulté d'un bout à l'autre du pays. Cependant, ce que les Canadiens veulent, ce sont des emplois bien rémunérés et la sécurité financière, mais certainement pas des déficits plus élevés, des impôts plus élevés. Ils ne demandent certainement pas des mesures d'aide sociale. Les travailleurs et les entreprises du Canada paient le prix des dépenses incontrôlées du gouvernement libéral.

En fait, le directeur parlementaire du budget nous a indiqué que les dépenses des libéraux n'étaient pas viables. Il a étayé ce constat dans son dernier rapport, qui constate que le gouvernement a même dépassé les limites budgétaires fixées par M. Trudeau puisque le déficit atteint 68,5 milliards de dollars. Des dépenses supplémentaires totalisant environ 20 milliards de dollars ne figuraient même pas dans le programme électoral des libéraux. Il ne fait aucun doute que ce n'est pas viable.

Ceux d'entre nous qui gèrent un budget familial savent très bien ce que veulent dire les deux colonnes de chiffres. Le gouvernement, lui, utilise simplement la carte de crédit au maximum. Il laisse le soin aux générations futures de rembourser la dette avec les intérêts. Ce budget coûteux, financé à crédit, compromet l'avenir de notre pays. Cela signifie que les Canadiens dépenseront désormais plus d'argent pour rembourser la dette que pour faire fonctionner le système de santé dans chaque province et territoire du pays.

La dette est tellement élevée qu'elle éclipse les dépenses consacrées aux grands programmes gouvernementaux. Au moins 10 ¢, sur chaque dollar envoyé à Ottawa, sont désormais consacrés au service de la dette incontrôlable contractée par le gouvernement libéral. Les paiements d'intérêts atteindront 54 milliards de dollars, soit 10,8 % des recettes fédérales totales.

Les conservateurs ont présenté des amendements visant à augmenter le salaire net et à fournir des logements et des aliments abordables en mettant fin aux taxes cachées, en réduisant les dépenses inutiles, en créant des conditions favorables à la croissance économique et en éliminant enfin les lourdeurs administratives afin de construire des logements abordables. Nous invitons le premier ministre à collaborer avec nous, qui formons l'opposition officielle, afin que tous les Canadiens puissent envisager un bel avenir, prometteur et abordable.

Nous savons que les Canadiens sont travailleurs et très généreux. Ils méritent mieux que ce que le gouvernement leur offre. Aujourd'hui, c'est la journée nationale du don dans notre pays. Je ne sais pas si les députés le savent, mais elle a été créée en 2012. L'idée est simple: il s'agit d'une journée qui encourage les gens, au Canada, à faire de bonnes actions dans leur milieu.

Alors que je travaillais dans une station de radio à Saskatoon, l'animateur du matin, Denny Carr, a lancé, dans notre ville, un programme qui se nomme « Secret Santa Campaign ». C'était en 1983. Il voulait que tous les enfants de Saskatoon reçoivent un nouveau jouet à Noël. Chaque semaine avant Noël, les gens venaient à notre station déposer des jouets non emballés. Puis la mairie de Saskatoon s'est impliquée. Elle a réservé un espace aux dons de jouets non emballés. Ensuite, les pompiers de Saskatoon, dont certains se trouvent à Ottawa aujourd'hui, parcouraient la ville en chantant des chants de Noël, juste pour mettre la population dans l'ambiance.

• (1240)

Hier, les gens se sont réunis dans ma ville pour le traditionnel déjeuner de saucisses et haricots qui marque le début de la campagne du père Noël secret. Je tiens à remercier Rachael Steinke et son équipe de la Saskatoon Community Foundation pour leur contribution à cette tradition. Je me souviens du moment où Denny Carr a créé cette campagne, en 1983. L'événement d'hier était la 41^e édition de la campagne du père Noël secret. Des milliers de personnes de notre collectivité ont donné de leur temps et fait des dons à la campagne du père Noël secret, en souvenir de Denny Carr. Aujourd'hui, dans ma ville, plus de 100 000 enfants et 55 000 familles dans le besoin ont reçu des jouets, des livres et des paniers de nourriture.

J'ajouterais qu'en 1999, Denny Carr a reçu la plus haute distinction du Canada: il a été élevé à l'Ordre du Canada. Il était convaincu qu'une personne pouvait faire bouger les choses.

Saskatoon s'est toujours surpassée en matière de philanthropie. En 1997, un membre du Saskatoon Progress Club du nom de Ted Merriman a lancé, avec le président de B'nai Brith de l'époque, Sid Katzman, un programme d'aide et de partage pour nourrir les élèves des écoles du centre-ville. Je tiens à remercier la directrice générale, Sandi Meldru, qui a organisé cet événement. Les participants se rendent dans plus de 20 écoles en décembre. Ils s'associent à différentes entreprises de Saskatoon pour servir un repas de Noël avec de la dinde et toutes les garnitures. Des employés de chacune des entreprises donatrices viennent également servir les repas et nettoyer la place après l'événement, afin que les enseignants puissent aussi s'asseoir avec leurs élèves et profiter du repas.

Lorsque je siégeais au conseil scolaire de Saskatoon en tant que commissaire d'écoles, faire du bénévolat dans ces écoles à l'heure du midi était toujours un moment fort. Les conseils scolaires favorisent les activités de Noël dans ma ville et ailleurs, mais l'initiative a été lancée dans ma ville par le journal *Star Phoenix* de Saskatoon, qui recueille des fonds indispensables au programme de paniers de Noël de l'Armée du Salut. Chaque semaine, le *Star Phoenix* publie la liste des donateurs qui sont mis à l'honneur dans le journal.

Quelle merveilleuse façon de se souvenir de nos proches, dont beaucoup nous ont procuré beaucoup de joie sur nos terrains de baseball, nos patinoires, nos terrains de football et nos autres installations sportives. C'est une idée formidable de Kevin Mitchell, et je remercie le *Star Phoenix* de Saskatoon de perpétuer cette tradition.

Je salue Rawlco Radio, qui mène une campagne pour adopter une famille et qui aide également l'Armée du Salut. La campagne a été lancée en 1988. Grâce au programme de paniers de Noël, les familles reçoivent de la nourriture et des cartes-cadeaux pour faire leurs courses, afin qu'aucun enfant ne soit privé du repas de Noël. Je remercie Derek et Angela Kerr, de l'Armée du Salut, ainsi que leur équipe dévouée.

Ordres émanant du gouvernement

Je tiens également à mentionner la campagne des marmites de Noël, à laquelle participent de nombreux bénévoles à la grandeur du pays. Ils sont là, sonnent la cloche et espèrent récolter des dons.

Le YMCA de Saskatoon collecte des fonds tout au long du mois pour ses camps d'été et ses places en garderie. Le YMCA est le plus grand prestataire de services de garde d'enfants de notre ville. Nous remercions Tina et Jerry Grandey d'avoir doublé les dons de ce mois-ci, jusqu'à concurrence de 40 000 dollars.

Je tiens également à mentionner notre banque alimentaire qui a reçu de nombreux dons pendant une période très chargée, ainsi que Laurie O'Connor, sa directrice générale. La banque alimentaire de Saskatoon a reçu 23 000 visites par mois. Il s'agit d'une demande record dans une province réputée pour nourrir le monde grâce à son secteur agricole.

Je tiens à saluer l'Association des jeunes musulmans ahmadis. Je me suis joint à eux il y a deux semaines, lors d'une collecte pour la banque alimentaire dans ma circonscription, Rosewood. Nous avons fait du porte-à-porte pour recueillir des dons pour la banque alimentaire. Les besoins sont grands dans notre milieu. Les dons pour le Friendship Inn affluent également. Cet établissement est ouvert 365 jours par an et sert plus de 500 000 repas. La campagne s'intitule « Hunger is happening. Fill the Plate », ou « La faim est une réalité. Remplissez l'assiette ».

Les Blades organiseront une soirée de lancer de toutous. Les partisans sont invités à apporter une peluche et à la lancer sur la glace lorsque l'équipe marque un but. Ces toutous seront ensuite collectés et apportés à l'hôpital pour enfants Jim Pattison.

Les Canadiens sont généreux. Le gouvernement doit cesser de nuire et laisser les Canadiens faire le travail.

• (1245)

L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, je suis d'accord avec le député pour dire que les Canadiens sont généreux. Ils ont une attitude bienveillante et sont pleins d'amour. On voit beaucoup cette générosité se manifester en décembre, et même dans les mois qui suivent. Il convient de remercier tous les bénévoles et les organismes qui font un travail admirable en offrant de merveilleux repas à Noël et, parfois, tout au long de l'année. Je remercie le député de son discours à cet égard.

Le député ne convient-il pas que, dans l'esprit de Noël, nous devrions peut-être adopter un projet de loi comme celui sur la réforme de la mise en liberté sous caution, conformément aux souhaits des Canadiens?

• (1250)

Kevin Waugh: Monsieur le Président, aujourd'hui, c'est le Mardi je donne. Pensons-y d'un bout à l'autre du pays. Ceux qui en ont les moyens redonnent à leurs collectivités. Voilà ce qui cimente nos collectivités. Je suis mieux placé que le gouvernement pour savoir ce qui se passe dans ma collectivité. Chaque député a une assez bonne idée de ce qui se passe dans sa circonscription parce qu'il participe à des activités et écoute ses concitoyens.

C'est une façon de tasser le gouvernement du chemin. Lorsque le gouvernement et l'appareil bureaucratique nous laisseront le champ libre, nous pourrions réellement changer les choses dans nos collectivités.

Fraser Tolmie (Moose Jaw—Lake Centre—Lanigan, PCC): Monsieur le Président, le député représente une collectivité généreuse et on sent dans sa voix toute l'affection qu'il lui porte.

Que ressent-il lorsqu'il entend que 150 millions de dollars seront consacrés au concours Eurovision, ce qui est un véritable gaspillage à un moment où des gens meurent de faim et n'auront pas de cadeaux de Noël sous leur sapin? Que pense-t-il de cela?

Kevin Waugh: Monsieur le Président, il ne s'agit pas seulement de ces 150 millions de dollars. Que dire des 150 millions de dollars que le gouvernement accorde au réseau public CBC/Radio-Canada sans aucune raison? Les entreprises privées du pays sont en difficulté, mais un montant de 1,4 milliard de dollars est versé à CBC/Radio-Canada. La société fait désormais partie de Google, ce qui lui est profitable. Pourtant, le premier ministre a décidé pendant la campagne électorale que cela ne suffisait pas et que le gouvernement allait donner 150 millions de dollars supplémentaires à CBC/Radio-Canada. Cet argent serait mieux dépensé dans les collectivités.

Les Canadiens se mobilisent aujourd'hui, en ce Mardi je donne, pour prendre les décisions qu'ils jugent les meilleures pour leurs collectivités.

Warren Steinley (Regina—Lewvan, PCC): Monsieur le Président, je remercie mon collègue et ami de souligner l'esprit de générosité qui règne à Saskatoon et de démontrer que, si le gouvernement se tassait du chemin, de nombreuses entreprises privées et bienfaiteurs combleraient le vide et viendraient en aide aux plus démunis de la société.

Avec tout l'argent que le gouvernement libéral dépense et donne à ses amis, aux initiés, à Brookfield, aux détenteurs d'obligations et aux banquiers, le député croit-il qu'il a réduit de 98 millions de dollars le budget de la Gendarmerie royale du Canada dans le cadre du présent cycle budgétaire?

Kevin Waugh: Monsieur le Président, le député de Regina—Lewvan et moi adorons la Division Dépôt de Regina. Le gouvernement a parlé de déménager cette division de la Saskatchewan au Québec. C'est plutôt absurde. Nous avons travaillé fort pour que le musée de la GRC obtienne un financement responsable afin de pouvoir combiner l'histoire des Autochtones et celle de la GRC.

Dans notre province, on a lancé un programme pour former des agents parce que les effectifs de la GRC sont en baisse. Les libéraux n'ont fait aucun recrutement. Ils font de beaux discours en disant qu'ils vont prendre telle ou telle mesure et qu'ils vont assurer la sécurité à la frontière, mais où en sont les effectifs? Le nombre d'agents est en baisse à la Division Dépôt de la GRC et aux services de sécurité frontalière. Le gouvernement tient de beaux discours, mais il ne fait pas grand-chose.

Michael Ma (Markham—Unionville, PCC): Monsieur le Président, alors que nous entrons dans les détails de la loi d'exécution du budget, il est important de prendre un peu de recul pour évaluer la philosophie qui sous-tend le budget. Le budget nous amène à nous poser une grande question: le gouvernement est-il un joueur ou un arbitre dans le jeu économique canadien? Bien sûr, ce n'est pas un jeu comme partie de hockey ou de soccer. C'est plutôt un jeu opposant des factions ou des intérêts privés qui sont en concurrence les uns avec les autres.

Ordres émanant du gouvernement

Normalement, le gouvernement devrait jouer le rôle d'arbitre et ne pas prendre parti. L'arbitre laisse les joueurs jouer. Il tient compte des lignes sur le terrain de jeu et fait respecter les règles, de manière à ce que les meilleurs joueurs ou les meilleures équipes gagnent. Cette conception du rôle du gouvernement est fondamentale pour les conservateurs. Malheureusement, le gouvernement rouge libéral se voit comme un joueur. Il choisit les gagnants et les perdants au moyen de l'ennemi séculaire du progrès humain qu'est la planification centrale interventionniste.

Les libéraux se considèrent comme des joueurs et ils ont toujours pipé les dés en leur faveur. Ils forment l'équipe de la bulle spéculative. L'équipe de l'économie de rentiers. L'équipe pro-féodalisme. Les libéraux ne croient pas en une économie productive qui est bénéfique pour les Canadiens qui travaillent fort. Si l'équipe pro-féodalisme a permis à l'économie de rentiers de se développer, c'est en bonne partie grâce à l'interminable bulle spéculative causée par l'immigration. Puisque le dossier de l'immigration a été visiblement absent du débat sur le budget et son exécution, je demanderais aux députés de bien vouloir m'accorder un peu de temps pour en parler.

Rendre la vie abordable pour les Canadiens est une priorité fondamentale des conservateurs. En tant que membre du Comité permanent de la citoyenneté et de l'immigration, j'ai appris au cours des derniers mois que le dossier de l'immigration a une incidence profonde sur le logement, le système de santé et l'emploi. Les Canadiens en subissent de lourdes conséquences. Les libéraux admettent, à la page 112 du budget, que « le rythme des arrivées a commencé à dépasser la capacité habituelle du Canada à absorber et à soutenir les nouveaux arrivants ». À la même page, les libéraux admettent également ce qui suit: « En 2018, les résidents temporaires représentaient 3,3 % de la population canadienne. En 2024, ce chiffre avait plus que doublé, atteignant 7,5 %, soit un taux de croissance sans précédent qui a exercé des pressions sur l'offre de logements, le système de santé et les écoles ».

Ces pourcentages illustrent mal les chiffres bruts. Je vais reprendre les chiffres de l'une des années les plus dévastatrices jamais enregistrées, à savoir 2023. Nous avons délivré plus de 681 000 permis d'études à des étudiants étrangers, 761 000 permis de travail dans le programme de mobilité internationale et plus de 183 000 permis de travail dans le programme des travailleurs étrangers temporaires.

Je reconnais qu'il y a du chevauchement entre ces catégories, car une même personne peut être comptabilisée dans deux catégories. Néanmoins, nous sommes dans une situation où notre économie a été submergée par l'arrivée d'au moins un million d'étrangers chaque année. La croissance rapide du nombre total de résidents temporaires en 2022 et 2023 a contribué à faire du Canada le pays ayant le taux de croissance démographique annuel le plus élevé depuis 1957. Ces chiffres sont impressionnants lorsque l'on sait qu'il y a seulement 30 ans, nous accueillions environ 30 000 étudiants étrangers par an.

L'équipe pro-féodalisme d'en face sait très bien à quel jeu elle joue. Alors qu'elle s'engage dans des dépenses déficitaires pour attribuer davantage d'unités monétaires à un ensemble stagnant de biens et de services, l'équipe pro-féodalisme a fait entrer à grands flots au Canada un nombre croissant de personnes dans un contexte où le logement et l'emploi sont relativement stables. À quoi parvient l'équipe pro-féodalisme dans ces deux situations? Elle parvient à son bon vieil objectif de bulle spéculative selon un modèle de rentiers.

• (1255)

Les libéraux ont utilisé à la fois le programme des travailleurs étrangers temporaires et le programme de mobilité internationale comme modèle d'affaires pour maintenir les salaires artificiellement bas et les profits comptables élevés et pour exclure les Canadiens du marché du travail. Les libéraux interventionnistes choisissent leurs gagnants, et ils ont décidé d'accorder une subvention gouvernementale discrétionnaire aux entreprises de rentiers improductives qui ne peuvent fonctionner qu'avec l'équivalent moderne d'une main-d'œuvre esclave.

J'aimerais que ma critique de l'immigration s'arrête là, mais il y a un autre aspect regrettable. Je ne saurais dire s'il faut en rire ou en pleurer. Nous savons, par exemple, que près de 50 000 titulaires de visas d'étudiants étrangers n'étudiaient pas dans une université ou un collège canadien, mais travaillaient et tentaient de s'installer ici. Cette constatation est déroutante, à moins de réaliser que nous n'avons pas adapté notre accueil des étudiants étrangers aux besoins de notre marché du travail.

Le domaine de prédilection des étudiants étrangers est celui des études commerciales et, au niveau collégial, près de 50 % de tous les étudiants étrangers sont inscrits dans ce genre de programmes. Au cours de l'année universitaire 2022-2023, plus de 90 000 étudiants étrangers étaient inscrits dans des programmes d'études commerciales au niveau collégial et près de 60 000 étudiants étrangers l'étaient au niveau universitaire. Ce n'est pas la main-d'œuvre dont nous avons besoin pour bâtir un Canada fort. On a promis à bon nombre de ces étudiants que cela leur permettrait d'immigrer au Canada, alors qu'en réalité, il n'y avait pas suffisamment de places de résidents permanents pour répondre aux besoins du nombre considérable d'étudiants que nous avons laissés entrer au pays.

Que doit-on en conclure? L'équipe pro-féodalisme s'est servie des étudiants étrangers non pas pour mieux tirer parti de diverses compétences, mais pour bénéficier d'une forme d'assouplissement quantitatif afin de faire gonfler la valeur des actifs au sein de son économie de rentiers. Elle avait simplement besoin de faire venir plus de gens au pays pour faire grimper les loyers et le prix des logements, tout en faisant baisser les salaires des travailleurs canadiens. Les libéraux ne représentent pas Équipe Canada. Ils ne représentent pas le travailleur canadien moyen. Ils représentent la plus ancienne forme de féodalisme en favorisant une fausse économie comptable soutenue par un système qui ressemble beaucoup à de l'esclavage.

Alors que plus de 2 millions de Canadiens, dont 700 000 enfants, ont recours aux banques alimentaires chaque mois, les libéraux travaillent tous les jours à faire gonfler la valeur des actifs, que ce soit en accumulant des déficits ou en laissant n'importe qui entrer au pays afin que le prix des loyers demeure exorbitant. L'équipe pro-féodalisme a l'audace de faire un déficit de 78 milliards de dollars en proposant plus de 90 milliards de dollars de nouvelles dépenses, ce qui équivaut à plus de 5 000 \$ par ménage canadien, tout en disant vouloir bâtir un Canada fort.

La question qui se pose est la suivante: un Canada fort pour qui? Les libéraux n'ont pas joué le rôle de l'arbitre dans le grand jeu qui oppose diverses factions. Ils ont choisi de jouer pour l'équipe de la bulle spéculative, et cette décision nous a tous appauvris. Les jeunes Canadiens n'arrivent pas à obtenir les emplois dont ils ont besoin, les logements qu'ils méritent ou les services de santé auxquels ils ont droit. Étant donné que la planche à billets tourne au ralenti, quel avenir attend le Canada sous le régime féodal des libéraux? Je n'y vois rien de prometteur, et cela m'inquiète.

• (1300)

L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, pour revenir sur les propos du député au sujet de l'immigration, je me demande s'il est conscient que le chef du Parti conservateur faisait partie de l'équipe Harper qui, en janvier 2014, a proposé et mis en place un système visant à accueillir 450 000 chercheurs et étudiants étrangers par année avant 2022. Le député estime-t-il que le gouvernement Harper et son chef actuel ont eu tort d'augmenter les quotas dans les proportions qu'ils ont proposées? Rappelons qu'après 2021, nous avons été frappés par la pandémie.

Le chef du député a-t-il fait fausse route?

Michael Ma: Monsieur le Président, je rappelle au gouvernement libéral qu'il a eu 10 ans pour régler tout problème de ce genre. Il a eu 10 ans pour s'en occuper. Regardons où nous en sommes aujourd'hui. Comme je l'ai mentionné dans mon discours, les chiffres que j'ai fournis montrent qu'en réalité, la situation s'est aggravée. Ne revenons pas sur l'histoire pour déterminer qui a fait quoi et quand. Nous parlons de l'incapacité du gouvernement libéral actuel à résoudre ce problème afin de bâtir un Canada plus fort et meilleur.

Anna Roberts (King—Vaughan, PCC): Monsieur le Président, nous sommes très heureux que le député de Markham—Unionville fasse partie de notre équipe.

J'ai récemment parlé avec Carole, de l'organisme Seniors Tin Cup, qui m'a fourni des statistiques. Elle a dit que le seul de pauvreté au Canada se situe à 25 252 \$, et que 28 % des femmes âgées vivent dans la pauvreté alors qu'elles n'y sont pour rien. Le gouvernement n'a rien prévu dans le budget pour les aînés. Les aînés vivant seuls en arrachent tous les jours.

Qu'auriez-vous à dire au gouvernement, qui n'a pas de respect pour les gens qui ont bâti ce pays?

• (1305)

Le vice-président: Avant de donner la parole au député, je rappelle que les questions doivent être adressées à la présidence.

Je n'ai rien à dire à ce sujet, mais j'invite le député de Markham—Unionville à donner son avis.

Michael Ma: Monsieur le Président, avec ce budget, nous n'allons pas aider les Canadiens qui ont contribué à l'économie canadienne et à bâtir un Canada fort tout au long de leur vie. On ne s'occupe pas d'eux, alors qu'ils ont besoin d'aide en ce moment. Il est honteux, par exemple, que de nombreux aînés doivent faire la file devant les banques alimentaires. Nous devons en faire plus pour les aînés qui ont contribué à faire du Canada ce qu'il est aujourd'hui. Nous devons leur permettre de vivre dans la dignité.

L'hon. Kevin Lamoureux: Monsieur le Président, en ce qui concerne les personnes âgées, je signale que son chef a fait partie d'un gouvernement qui n'a accordé aucune augmentation. Quant à

Ordres émanant du gouvernement

nous, nous avons accordé la plus forte augmentation aux personnes âgées touchant le Supplément de revenu garanti et augmenté de 10 % les prestations de la Sécurité de la vieillesse pour les aînés âgés de 75 ans et plus. De plus, ces programmes ont bénéficié d'augmentations annuelles en fonction de l'inflation.

Si on pense uniquement à ces programmes prévus dans le budget afin de soutenir les aînés, le député ne pense-t-il pas que c'est ce qu'il faut faire? Ne devrait-on pas voter en faveur de ce genre de programmes?

Michael Ma: Monsieur le Président, le fait est que, comme je l'ai dit, il y a plus d'aînés qui font la queue devant les banques alimentaires que par les années passées. Cela signifie que, quelles que soient les mesures prises par le gouvernement libéral, elles ne suffisent pas à aplanir les difficultés qui se posent aux aînés.

Après la pandémie, l'inflation et le prix des aliments ont augmenté considérablement, mais le gouvernement n'a pas vraiment pris de mesures pour lutter contre l'inflation et aider les aînés à vivre dans la dignité.

Branden Leslie (Portage—Lisgar, PCC): C'est toujours un honneur de m'adresser à cette assemblée au nom des résidents de Portage—Lisgar, fiers habitants de la partie sud de la région centrale du Manitoba.

Tout d'abord, j'aimerais parler d'un exemple flagrant d'incompétence de la part du gouvernement libéral, dissimulé dans le projet de loi d'exécution du budget. En effet, le gouvernement fait discrètement marche arrière relativement à ses règlements qui, dans la Loi sur la concurrence, visent prétendument à lutter contre l'éco-blanchiment, règlements qu'il a fait adopter de force par la Chambre, l'an dernier à peine, au moyen du projet de loi C-59. Les députés s'en souviennent-ils?

Dans leur volonté empreinte de zèle et d'idéologie de contrôler toutes les allégations relatives à l'environnement, les libéraux ont exigé que les entreprises justifient leurs déclarations au moyen d'une « méthode reconnue à l'échelle internationale », imposant des critères rigides propices à des poursuites judiciaires frivoles. Qu'est-il arrivé? La réalité est venue frapper à la porte et elle a frappé fort.

L'Office d'investissement du Régime de pensions du Canada a annulé son propre engagement à carboneutraliser son portefeuille, une décision que les experts associent aux modifications législatives. La Banque Royale du Canada a abandonné sa promesse de 500 milliards de dollars à l'égard du financement durable et elle a cessé de divulguer ses principales mesures écologiques par crainte de sanctions. Les règles ont eu un effet dissuasif, puisqu'elles ont incité les entreprises à ne plus formuler d'allégations légitimes relatives à l'environnement afin de s'éviter un fardeau bureaucratique. Même les lignes directrices du Bureau de la concurrence n'ont pas pu remédier à ce gâchis face à l'afflux de commentaires de l'industrie sur ce fardeau intenable.

Maintenant, le gouvernement assouplit discrètement les règles: il n'exige plus que des « éléments corroboratifs suffisants et appropriés » et il interdit les poursuites privées, reconnaissant ainsi son excès de zèle sans toutefois présenter d'excuses. Il s'agissait une fois de plus d'une politique directement issue de la tour d'ivoire militante qui était tellement déconnectée de ses conséquences pratiques que ce projet de loi s'en débarrasse discrètement.

Ordres émanant du gouvernement

Le plus regrettable, c'est que ce genre d'utopies n'est pas sans conséquences. Chaque fois que le gouvernement poursuit l'une des chimères concoctées par des militants, ce sont M. et Mme Tout-le-monde qui en paient le prix. Pendant que les militants se félicitent de leur succès, les Canadiens sont contraints de subir une augmentation de leurs dépenses, une diminution du choix et un gouvernement qui semble hautement allergique au gros bon sens.

À titre personnel, en tant que fervent défenseur de la réalisation de projets d'envergure au pays, même s'il est malheureusement devenu quasi impossible d'y concrétiser quoi que ce soit, je suis très contrarié par l'absence de modifications, dans ce projet de loi, au processus d'évaluation environnementale dysfonctionnel que les libéraux ont eux-mêmes institué. Au lieu de réparer leur gâchis, les libéraux ont créé une nouvelle entité bureaucratique, le Bureau des grands projets. Il est encore trop tôt pour déterminer si ce bureau aura accompli quoi que ce soit. Jusqu'à présent, il n'a annoncé que des projets qui, pour tout dire, avaient déjà été approuvés ou étaient déjà en chantier. Sur ces 11 projets, le bureau estime que seuls 2 d'entre eux seront considérés comme des projets d'intérêt national.

À la base, ce bureau offre un service de « conciergerie » pour une brochette de projets que le premier ministre a personnellement décidé de faire progresser. Le simple fait que les libéraux aient besoin de dépenser des centaines de millions de dollars pour embaucher d'innombrables nouveaux fonctionnaires et, probablement, pour retenir les services d'un tas de consultants afin de guider les projets à travers le labyrinthe réglementaire témoigne du piteux état de notre pays.

Il ne faut pas se méprendre: le gouvernement choisit les gagnants et les perdants. Les projets de ceux qui ont les meilleurs lobbyistes ou qui sont des amis du Cabinet du premier ministre sont soumis au Bureau des grands projets, où ils sont traités en priorité. Il s'agit, au fond, du programme Super Élite d'Air Canada, où quelques privilégiés empruntent le tapis rouge, ont leur propre file prioritaire pour les contrôles de sécurité et passent l'enregistrement à toute vitesse, tandis que tous les autres sont refoulés, bloqués dans l'aérogare et mis en attente pendant des heures dans l'espoir que quelqu'un, n'importe qui, s'occupe de leur cas. S'il en est ainsi, c'est parce que les libéraux ont fait en sorte qu'il est rendu pratiquement impossible de réaliser des projets.

En prenant un peu de recul, on peut rapidement constater que plus d'un demi-billion de dollars d'investissements ont quitté le pays au cours des 10 dernières années. La fuite des capitaux est aussi remarquable que regrettable. Nous avons vu comment le plafonnement des émissions par les libéraux, une initiative malavisée qui était en réalité un plafonnement de la production, a été abandonné. Nous avons vu comment leur obligation relative aux véhicules électriques, une autre initiative ridicule, a été mise en veilleuse pour leur laisser le temps de trouver comment se sortir de ce gâchis. Nous avons vu à maintes reprises l'idéologie l'emporter sur la réalité.

Nous voyons maintenant un caucus libéral qui semble se déchi-rer, ses députés ayant du mal à trouver leurs marques. Je reconnais que ça a été quelque chose de voir d'anciens ministres de l'Environnement libéraux se hérissier et s'énervier en voyant leurs politiques phares, autrefois sacrées, être jetées par-dessus bord. En toute équité, celui qui vient de démissionner a au moins eu la décence de renoncer à sa voiture avec chauffeur et à sa prime salariale plutôt que de se contorsionner pour essayer de défendre tous les revirements récents.

Hier encore, j'ai posé une question directe à la nouvelle ministre de l'Environnement. Je lui ai demandé si le gouvernement a renoncé à atteindre son objectif de réduction des émissions. Sa réponse était un pur charabia bureaucratique si alambiqué que les députés auraient besoin d'une carte et d'une boussole pour s'y retrouver. Elle n'a pas pu se résoudre à dire ce que tout le monde sait déjà: après une décennie de politiques ratées, le gouvernement est loin d'atteindre ces objectifs. Tous ces sacrifices ont été faits en vain.

• (1310)

Les députés n'ont pas à me croire sur parole. Le commissaire à l'environnement lui-même a déclaré que les libéraux affichent désormais le pire bilan de tout le G7. Les politiques ont continué d'échouer de manière spectaculaire, même après avoir fait fuir des centaines de milliards de dollars d'investissements et grappillé chaque sou aux familles qui veulent chauffer leur maison et mettre de l'essence dans leur voiture.

À présent, la nouvelle ministre nous informe qu'elle dévoilera, le mois prochain, de nouvelles mesures pour atteindre les objectifs fixés. On m'excusera de ne pas sabler le champagne tout de suite. Nous avons déjà vu ce spectacle auparavant, et la reprise n'est jamais meilleure que l'original. Il y a de fortes chances que ce soit une nouvelle série de politiques environnementales destinées à finir sur la même tablette que toutes leurs autres initiatives infructueuses. Soyons honnêtes. Lorsqu'un gouvernement aussi en retard insiste soudainement sur le fait qu'il est toujours sur la bonne voie, ce qu'il annonce en réalité, c'est une multitude de nouvelles réglementations et de taxes si lourdes qu'elles risquent de paralyser l'économie.

Nous connaissons une des propositions que les libéraux soutiennent: la nouvelle taxe de l'ONU pour la carboneutralité du transport maritime. Pas plus tard qu'hier, la ministre de l'Environnement libérale insistait pour dire que cette taxe soutenue par les Nations unies, qui pourrait atteindre 500 \$ la tonne, n'entraînerait pas une augmentation du coût des produits de consommation courants pour les Canadiens. Réfléchissons-y dans le contexte de ce qui s'est passé au Canada, où la taxe n'atteignait même pas 100 \$ par tonne. Je vis dans le monde réel, où les entreprises ne se contentent pas d'absorber ces taxes par pure générosité. Elles en re-filent le coût directement aux Canadiens.

Si je devais croire la ministre lorsqu'elle affirme que les libéraux n'ont pas abandonné leurs objectifs pour 2030, ce qu'ils préparent doit être absolument incroyable, car ils ont vraiment beaucoup de retard à rattraper. Je pose cette question non pas pour la forme, mais sincèrement: à quoi sert la Loi canadienne sur la responsabilité en matière de carboneutralité si aucun ministre, ministère ou gouvernement n'est tenu responsable de ses échecs?

Oublions les échecs du gouvernement en matière d'environnement, et passons à ce qui ne figure pas dans le projet de loi. C'est tout aussi important. Heureusement, le gouvernement libéral a renoncé à son idée désastreuse de révoquer le statut d'organisme de bienfaisance des organisations confessionnelles. Le simple fait d'avoir envisagé une telle mesure est extrêmement inquiétant. Des centaines de mes concitoyens m'ont écrit pour me dire que le gouvernement ne devrait jamais retirer le statut d'organisme de bienfaisance aux organisations confessionnelles. Ces organismes aident les personnes les plus vulnérables de notre société, comblant ainsi un vide crucial que l'État ne peut tout simplement pas combler. Les avantages économiques sont évidents. Une étude du Cardus Institute montre que, pour chaque dollar dépensé par une assemblée de fidèles, la communauté locale reçoit 3,39 \$ en avantages économiques. Pourquoi a-t-on même envisagé de révoquer leur statut d'organisme de bienfaisance? Ce n'est manifestement pas pour des raisons fiscales.

L'explication la plus plausible semble être que les libéraux veulent diviser les Canadiens à des fins politiques. C'est devenu une tendance très marquée du gouvernement actuel et elle se manifeste en temps réel. Cette semaine encore, nous avons appris que les libéraux ont obtenu l'appui du Bloc pour leur projet de loi visant à lutter contre la haine, qui constitue une nouvelle tentative de contrôler les opinions des Canadiens. Quel marché ont-ils conclu pour modifier la loi afin de criminaliser certaines parties de textes sacrés? C'est tout à fait inutile. Le gouvernement dispose déjà des outils nécessaires pour poursuivre ceux qui font la promotion de la violence et du génocide. Pour comble, le député qui a proposé de contrôler les versets bibliques vient d'être nommé ministre de l'Identité et de la Culture canadiennes.

Je dis ceci à mes collègues libéraux: il faut cesser d'attaquer l'héritage de nos ancêtres pour marquer des points politiques. Les Canadiens en ont assez. Qu'il s'agisse de l'appui tacite des libéraux à la destruction de statues et au dénigrement de symboles d'importance nationale, ou de la volonté générale de discréditer notre patrimoine, les Canadiens ne veulent pas d'un gouvernement qui s'en prend à leurs valeurs, à leur foi et à leur patrimoine. Ils veulent un gouvernement qui aide les personnes vulnérables, respecte les contributions des organismes de bienfaisance et unit les Canadiens au lieu de les diviser. Ils veulent un gouvernement responsable qui agit avec bon sens. Ce n'est pas ce qu'ils obtiennent avec le gouvernement libéral. Les Canadiens méritent mieux.

• (1315)

Will Greaves (Victoria, Lib.): Monsieur le Président, j'ai trouvé très encourageant d'entendre le député parler de la nécessité d'avoir des politiques climatiques et environnementales solides et efficaces dans notre pays. Je suis tout à fait d'accord avec lui. Je pense qu'il est juste de dire que, depuis au moins 35 ans, rares sont les Canadiens qui associent le Parti conservateur à un solide bilan environnemental, bien qu'il y ait eu une longue tradition en matière de politique environnementale conservatrice à une époque antérieure.

Le député pourrait-il décrire à la Chambre les mesures précises que son parti préconise pour favoriser un environnement sain, réduire nos émissions et améliorer la santé des Canadiens?

Branden Leslie: Monsieur le Président, examinons le sens premier du mot « conservateur »: « conserver ». Nous sommes fondamentalement pour la conservation de l'environnement. Nous croyons qu'il faut prendre soin des paysages naturels. Les sondages montrent que la qualité de l'air, la propreté de l'eau et la protection

Ordres émanant du gouvernement

des paysages naturels sont des préoccupations constantes pour la population. Je représente plein de gens qui vivent, travaillent et se divertissent sur le territoire. Ce sont les meilleurs défenseurs de l'environnement et les véritables écologistes, et je lutterai toujours contre les idées politiques que tentent d'imposer aux gens de ma région des personnes vivant dans des tours d'ivoire dans les grands centres urbains. Il s'avère, comme le montre le rapport du commissaire à l'environnement, que ces idées ne fonctionnent pas.

Les politiques du gouvernement libéral ont été un échec total. Elles n'ont apporté que des souffrances et absolument aucun avantage.

[Français]

Jean-Denis Garon (Mirabel, BQ): Monsieur le Président, le ministre des Finances se vantait d'investir 115 milliards de dollars sur cinq ans dans son budget. Cependant, lorsqu'on regarde les chiffres soigneusement, on se rend compte que, d'un océan à l'autre pour l'ensemble des provinces, il y aura finalement seulement 9 milliards de dollars de nouveaux fonds sur cinq ans, dont 5 milliards de dollars serviront à la construction d'hôpitaux et de cliniques. Ce sont donc 4 milliards de dollars sur cinq ans qui seront versés pour les infrastructures des 10 provinces et des trois territoires.

J'aimerais savoir si mon collègue juge que c'est suffisant ou s'il appuie la demande des provinces d'investir 100 milliards de dollars sur 10 ans. Par ailleurs, j'aimerais qu'il me dise pourquoi, selon lui, il y a une différence aussi importante entre les chiffres inventés du ministère des Finances et la réalité sur terre.

[Traduction]

Branden Leslie: Monsieur le Président, un déficit de près de 80 milliards de dollars est certainement suffisant. Je me pose également de sérieuses questions sur la manière dont le gouvernement dépense son argent, car il est clair que cet argent ne se rend pas aux personnes qui en ont besoin.

Je crois fermement à l'importance d'investir dans les infrastructures locales. Dans les collectivités rurales de ma région, de nombreuses infrastructures sont vieillissantes et doivent être rénovées. Or, comme c'est souvent le cas avec le gouvernement libéral, les libéraux préfèrent choisir les gagnants et les perdants. Ce sont souvent les collectivités rurales oubliées, que représentent des gens comme moi et beaucoup d'autres collègues de ce côté-ci de la Chambre, qui sont frustrées quand le gouvernement décide d'imposer des conditions farfelues à tout financement.

Au bout du compte, nous devons laisser les pouvoirs locaux décider de la meilleure façon de dépenser l'argent. Le gouvernement fédéral doit se retirer et laisser les collectivités décider.

• (1320)

Cathay Wagantall (Yorkton—Melville, PCC): Monsieur le Président, j'aimerais que mon collègue réponde à ceci: le gouvernement a indiqué qu'il allait augmenter les dépenses consacrées à la défense nationale et nous donner les forces armées que nous méritons.

Ordres émanant du gouvernement

Toutefois, parallèlement, il procède à des réductions budgétaires dans tous les ministères. À l'heure actuelle, ceux d'entre nous qui étudient le suicide chez les anciens combattants ont constaté que ces derniers sont extrêmement stressés, car ils craignaient que les libéraux agissent de la sorte. Effectivement, les anciens combattants canadiens doivent subir la plus importante réduction budgétaire: 4 milliards de dollars, soit plus que tout autre ministère.

Considérez-vous cela comme une méthode efficace pour augmenter le recrutement?

Le vice-président: Avant de donner la parole au député de Portage—Lisgar, je rappelle qu'un député ne peut s'adresser directement à un autre député à la deuxième personne. Il faut s'adresser à la présidence. La présidence n'a pas d'opinion à ce sujet.

Le député de Portage—Lisgar a la parole pour répondre à la question.

Branden Leslie: Monsieur le Président, j'ai récemment eu plusieurs conversations avec des gens de ma région. Nous avons là-bas un centre de formation pour pilotes d'hélicoptère, ainsi que des anciens combattants. Les gens sont contents de la majoration salariale, mais ils s'inquiètent des compressions budgétaires et de leurs répercussions sur les services offerts aux anciens combattants.

Encore une fois, l'idée d'investir dans les forces armées est tout à fait judicieuse, mais il existe des problèmes structurels et fondamentaux dans la manière dont nous procédons aux approvisionnements au sein de ce gouvernement et dans ce pays, en particulier en ce qui concerne nos forces armées. Nous devons nous efforcer non seulement de trouver des moyens d'améliorer les résultats, mais aussi, de toutes les manières possibles et chaque jour, de soutenir et de remercier ceux qui ont porté l'uniforme pour protéger notre pays.

Cathay Wagantall (Yorkton—Melville, PCC): Monsieur le Président, je suis heureuse de prendre la parole aujourd'hui pour expliquer pourquoi, à titre personnel et avec un certain nombre de mes collègues, j'ai voté contre le budget. Le premier ministre a conseillé à Justin Trudeau et à son gouvernement libéral actuel de maintenir les obstacles et les formalités administratives qui ont anéanti la capacité du Canada à attirer les investissements. À titre d'exemple, la récente annonce de Nutrien porte un coup dur aux exportations de potasse de la Saskatchewan, considérée comme la meilleure au monde. Mon collègue de Prince Albert a bien résumé la situation: « Nutrien n'a pas choisi les États-Unis parce qu'elle le voulait, mais parce que le Canada a rendu la construction trop lente, trop coûteuse et trop imprévisible. Les États-Unis ont facilité les choses. C'est tout. »

Il y a des obstacles structurels sur la côte Ouest canadienne. La rive Nord de Vancouver est desservie par un seul pont ferroviaire, qui constitue un point de congestion majeur. Longview dispose déjà d'une voie ferrée, d'un quai réaménagé et d'une capacité d'expansion immédiate. Nutrien a examiné 30 critères. La société a comparé les tarifs de transport ferroviaire, les frais de transport, les coûts de construction et les risques réglementaires. Longview, dans l'État de Washington, a surpassé tous les ports canadiens.

Le système d'autorisation canadien torpille les projets. L'approbation des ports de la Colombie-Britannique prend de 5 à 10 ans, et les exigences ne sont pas définies. Aux États-Unis, le processus se déroule selon des échéanciers fixes et se calcule en mois. Le transport coûte désormais plus cher que l'exploitation minière. Une analyse du secteur montre que le transport représente le coût le plus important dans le domaine de la potasse.

Nutrien s'est implantée là où la logistique est moins coûteuse et plus rapide, et cet endroit n'est pas au Canada. La main-d'œuvre, la politique sur le carbone et la réglementation poussent les investissements vers le Sud. Les États-Unis offrent une main-d'œuvre prévisible, des coûts de construction moins élevés et aucune taxe sur le carbone de 170 \$ par tonne pour les industries. Les investisseurs recherchent la certitude, et le Canada ne l'offre pas sous le gouvernement actuel. Les gouvernements ont réagi après la décision; Ottawa et la Colombie-Britannique se sont dites déçues que Nutrien ait choisi Longview, tandis que la Saskatchewan a rappelé à tous qu'il s'agit du deuxième terminal potassier que perd le pays depuis 2016 à cause de la lenteur du système de la Colombie-Britannique et de l'inaction du gouvernement.

En fin de compte, Nutrien n'a pas abandonné le Canada. Les politiques libérales ont fait fuir les investissements, et les États-Unis ont simplement ouvert la porte. Si nous ne pouvons même pas garantir un port pour exporter les ressources dont nous sommes le principal producteur mondial, que perdrons-nous d'autre?

Le projet de loi C-5 accorde une exemption totale relativement à cette réglementation uniquement pour les projets d'intérêt national. Le premier ministre n'a donc aucune excuse pour ne pas faire construire de pipeline entre l'Alberta et la côte Nord-Ouest de la Colombie-Britannique, bien que ces mêmes lois gardent toujours hors de portée d'autres investissements privés et d'autres projets d'édification nationale, tandis que les tarifs douaniers américains continuent de causer des pertes d'emplois. Algoma Steel en est un exemple. Quelque 1 000 travailleurs ont perdu leur emploi cette semaine. Cependant, le premier ministre a clairement indiqué qu'il n'agira pas pour éliminer la possibilité d'un veto, ce qui consacre l'échec d'éventuels promoteurs souhaitant construire un pipeline.

Le premier ministre a maintenu une politique d'immigration élevée, ce qui exacerbe la pénurie de logements abordables, le manque d'accès aux soins de santé et la difficulté de trouver un emploi pour les immigrants respectueux des règles qui sont venus au Canada pour travailler dur et être des membres productifs de la société ainsi que pour les jeunes Canadiens qui n'auront jamais accès à la propriété et ne pourront jamais mettre de l'argent de côté pour leur avenir.

Une réduction d'impôt minime pour 20 millions de Canadiens est insuffisante pour compenser l'effet de l'inflation sur le coût de la vie au quotidien, sans parler du fardeau que représentent les paiements des intérêts de la dette. Les familles canadiennes perdront 5 000 \$ cette année. Le gouvernement se sert de cette réduction d'impôt minime pour déformer la réalité et mettre un diachylon sur la plaie béante que constituent la perte de pouvoir d'achat et le fardeau des taxes cachées, dont le gouvernement veut faire croire aux Canadiens qu'elles n'existent que dans leur imagination, comme la taxe sur le carbone pour les industries, la taxe de 17 ¢ le litre liée à la norme sur les carburants propres, la taxe de 1 milliard de dollars sur les emballages alimentaires et la taxe de l'inflation créée par trop d'argent imaginaire et trop peu de biens à acheter.

Le budget ne fait rien pour éliminer les taxes sur le travail, sur la construction de logements, sur l'investissement et sur l'énergie. Il n'allège pas l'impôt sur le revenu des travailleurs à faible revenu, n'encourage pas l'investissement au Canada en réduisant l'impôt sur les gains en capital et ne diminue pas les taxes sur la construction de logements telles que les permis et la TPS applicable à tous les nouveaux logements. Il ne fait rien non plus pour freiner la taxe de l'inflation en favorisant l'exploitation des ressources et la création de richesse. Ce que le gouvernement devrait faire, c'est réduire les dépenses inutiles liées à la bureaucratie, aux consultants, aux subventions aux entreprises parasites, à l'aide étrangère et aux fausses demandes de statut de réfugié.

Les programmes censés être destinés aux gens à qui on avait promis de l'aide ne sont que des aumônes temporaires et hétéroclites de la part d'un gouvernement qui devrait plutôt s'employer à libérer le plein potentiel de notre économie et ramener le coût de la vie à un niveau raisonnable au lieu de faire en sorte que de plus en plus de Canadiens ne peuvent pas se payer des produits de première nécessité. Il choisit d'offrir à ces gens-là ce qu'il appelle des mesures d'aide, qui ne sont en réalité que des solutions de fortune qui ne font rien pour assurer l'indépendance financière et la prospérité à long terme des Canadiens.

• (1325)

Le gouvernement affirme sans cesse qu'il investit dans les Canadiens, alors qu'en réalité, il crée des problèmes qui rendent leur vie très difficile, puis fournit des aides d'urgence provisoires qui n'apportent pas à ce pays la richesse dont les Canadiens ont besoin et qu'ils souhaitent pour être autonomes. Le gouvernement libéral a créé la crise qu'il prétend, à tort, résoudre.

La semaine dernière, l'Association dentaire canadienne a eu sa journée sur la Colline et a soulevé certains problèmes concernant le Régime canadien de soins dentaires, qui sont source de confusion et de déception pour les patients et les médecins, notamment en raison de délais trompeurs. Une dame âgée s'est fait faire des prothèses dentaires. Elles étaient censées être couvertes à 100 %. Elle a renouvelé son adhésion au programme au début du mois et disposait encore de 30 jours pour faire une demande de remboursement, mais, comme elle a renouvelé son adhésion à la date prévue, le montant qui lui a été remboursé n'était que de 40 \$. Qu'arrive-t-il ensuite?

Le gouvernement a procédé à des ajustements inattendus des indemnités et rejette certaines demandes sans transparence. Les dentistes se retrouvent avec des factures impayées pour les personnes qui n'ont pas les moyens de payer d'avance ce qu'elles pensaient qui serait couvert. Neuf millions de Canadiens sont inscrits au programme et découvrent à leurs dépens qu'il présente des problèmes.

Le gouvernement fédéral devrait cesser de nuire aux investissements et, ce qui est essentiel, veiller à ce que les travailleurs canadiens participent directement à la construction des projets d'infrastructure nationaux, sans que Brookfield et d'autres acteurs bénéficient de subventions provenant de nos impôts pour embaucher des Canadiens dans notre propre pays. Les contribuables canadiens se font vraiment escroquer.

Duff Conacher, de *Democracy Watch*, a bien dit que notre premier ministre pourrait tirer un profit personnel des dépenses fédérales massives en infrastructures liées à ses investissements substantiels, notamment dans Brookfield. C'est ce qui m'amène à examiner ce que fait le gouvernement et à affirmer qu'il ne devrait en

Ordres émanant du gouvernement

aucun cas avoir le privilège de présenter à l'avenir des budgets qui favorisent ce genre d'autosuffisance pour des personnes qui s'enrichissent aux dépens des Canadiens.

Nous savons que le premier ministre a omis d'inclure dans son filtre anti-conflits d'intérêts 1 900 éléments d'actifs de Brookfield. Ils sont nombreux, mais voici au moins trois grands projets libéraux dans le budget de 2025 du Canada impliquant Brookfield. L'initiative Maisons Canada lie 36 milliards de dollars à Brookfield pour la construction de logements modulaires. Ce sont des logements que le premier ministre avait annoncés le 8 avril 2025, il y a plus de sept mois, en tant que chef du Parti libéral du Canada, en déclarant que les logements préfabriqués et modulaires étaient la voie de l'avenir.

Un électeur de 19 ans, qui participait pour la première fois à un scrutin, m'a confié que ses amis et lui étaient enthousiastes à l'idée de voter pour le chef de l'opposition afin qu'il devienne le prochain premier ministre. Cependant, il m'a ultérieurement informé, via un échange de messages, qu'ils avaient changé d'avis. Je l'ai encouragé à solliciter les raisons de ce revirement. Ses amis ont expliqué que, durant la campagne électorale, le premier ministre s'était directement engagé auprès des jeunes Canadiens à ce que les libéraux construisent des logements abordables.

Je lui ai conseillé d'expliquer à ses amis qu'il s'agissait d'une formulation ouverte, susceptible d'interprétations diverses. Je lui ai demandé s'ils avaient bien saisi si le gouvernement entendait construire des logements accessibles à la location ou à l'achat. Manifestement surpris et perplexes, ils avaient présumé que l'objectif était de leur permettre d'acquérir une propriété. La question se pose donc de savoir qui bénéficiera de l'investissement dans le logement: les jeunes Canadiens ou des entités telles que Brookfield et le premier ministre.

Brookfield a de nombreux intérêts et contrats dans des projets libéraux d'édification nationale, ce qui génère des milliards de dollars de dividendes. Cet arrangement constitue un conflit d'intérêts, surtout compte tenu des importants actifs financiers du premier ministre dans Brookfield. Les Canadiens méritent de tout savoir sur la façon dont le premier ministre utilise son poste pour favoriser les profits de Brookfield et ses profits personnels au détriment de la confiance des Canadiens. La prémisse de ce budget, c'est de limiter les options des Canadiens pour leur avenir, alors que lui et ses amis continuent de s'enrichir tout en saignant notre pays à blanc.

• (1330)

L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, nous comprenons la situation: attaques personnelles, diffamation et mésinformation.

C'est intéressant. La députée a posé la question précédente, au sujet des anciens combattants. Les conservateurs essaient de donner l'impression que le gouvernement réduit les dépenses de 4 milliards de dollars. Ce qu'ils ne nous disent pas, c'est qu'il s'agit d'économies de 4 milliards de dollars, puisque nous payons 8 \$ le gramme pour le cannabis à des fins médicales, mais que ce montant est maintenant réduit à 6 \$ le gramme. Seuls les conservateurs soutiendraient qu'il faudrait continuer à payer plus que le prix courant.

Ordres émanant du gouvernement

Voilà où sont passés les 4 milliards de dollars, mais les conservateurs essaient de donner l'impression que nous réduisons le budget consacré aux anciens combattants. Les conservateurs savent que ce n'est pas vrai. Il y a eu de véritables compressions quand leur chef a fermé neuf bureaux d'Anciens Combattants Canada au pays.

Cathay Wagantall: Monsieur le Président, je me ferai un plaisir d'envoyer un article qui décrit exactement où ces 4 milliards de dollars sont supprimés. Une partie de cette somme provient du cannabis, mais je garantis qu'elle est loin de représenter le montant total de 4 milliards de dollars.

Parlons des bureaux qui ont été fermés. Ils ont été fermés sur recommandation des bureaucrates, qui ont affirmé qu'ils n'étaient pas beaucoup utilisés. Avons-nous supprimé les services? Non. Ils ont été relocalisés. À Regina, dans ma circonscription, les services ont été transférés au centre de services dans l'un des centres commerciaux. Lorsqu'ils ont été ramenés au centre-ville, les anciens combattants ont dû monter quatre étages dans un immeuble où il y avait des vitres pare-balles et où il était difficile de se stationner. Ils m'ont dit: « Pourquoi ont-ils fait cela, Cathay? Nous adorions aller au centre commercial où nous pouvions aller chercher notre courrier, prendre un café, faire notre épicerie et nous rendre au bureau du ministère des Anciens Combattants. »

Warren Steinley (Regina—Lewvan, PCC): Monsieur le Président, dans le budget, les libéraux parlent d'investissements dans l'avenir. Il y a un budget de fonctionnement et un budget d'investissement. Le directeur parlementaire du budget, que les libéraux n'aiment pas, a dit que 90 milliards de dollars du budget d'investissement devraient en fait se trouver dans le budget de fonctionnement. À vrai dire, le déficit monte en flèche et passe de 78 à 90 milliards de dollars. C'est ce que le directeur parlementaire du budget a dit.

Que pense ma collègue de la désinformation diffusée par les libéraux sur la nature réelle de cet investissement, compte tenu du fait que ces 90 milliards de dollars devraient faire partie du budget de fonctionnement et non du budget d'investissement?

Cathay Wagantall: Monsieur le Président, il est évident que le gouvernement ne veut pas parler aux Canadiens de l'état réel de notre démocratie et de notre économie.

De plus, il semble que les libéraux cherchent délibérément à induire les Canadiens en erreur. C'est pourquoi nous devons défaire le gouvernement actuel; de cette façon, les Canadiens auront un premier ministre qui est vraiment au service de la population.

L'hon. Kevin Lamoureux: Monsieur le Président, vérifions à nouveau les faits. Plus tôt, un député conservateur a affirmé avoir entendu dire que le gouvernement allait fermer la Division Dépôt de la GRC. Je n'ai rien entendu de tel. Je me demande si la députée pourrait donner la moindre preuve à la disposition du Parti conservateur selon laquelle la Division Dépôt de la GRC à Regina fermera ses portes.

• (1335)

Cathay Wagantall: Monsieur le Président, c'est une mesure qui a été envisagée, absolument.

Chaque fois que les Canadiens sont mécontents — et je dois dire que, dans ma province, ils se sont bien fait entendre tout au long de la décennie que j'ai passée ici —, le gouvernement libéral leur fait miroiter des possibilités, mais il doit ensuite revenir sur sa position. C'était le cas avec les couronnes du jour du Souvenir et avec la pos-

sibilité pour les aumôniers de prier lors des cérémonies du jour du Souvenir de la Légion.

[Français]

Andréanne Larouche (Shefford, BQ): Monsieur le Président, ma question sera simple et courte. Ma collègue a beaucoup parlé de Brookfield. Sur le plan éthique, en quoi le fait qu'un premier ministre fasse passer ses intérêts avant ceux de ses concitoyens est-il dangereux et inquiétant?

[Traduction]

Cathay Wagantall: Monsieur le Président, c'est là le cœur du problème sur lequel je me suis presque entièrement concentrée pour parler de mes préoccupations à l'égard de ce budget. Lorsque nous avons un premier ministre qui place ouvertement son argent dans des comptes à l'étranger et qui refuse carrément d'admettre qu'il réalise des profits grâce à 1 900 organisations différentes, nous savons qu'il n'a pas les intérêts des Canadiens à cœur.

Amarjeet Gill (Brampton-Ouest, PCC): Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui pour discuter du projet de loi C-15, la loi d'exécution du budget, et pour me faire le porte-parole des résidents de Brampton-Ouest ainsi que de tous les Canadiens qui estiment que le gouvernement les a oubliés. Les familles sont laissées pour compte, les personnes âgées éprouvent des difficultés et les jeunes Canadiens voient leurs rêves d'accession à la propriété compromis par la mauvaise gestion du gouvernement libéral.

Le gouvernement libéral en est maintenant à sa 10^e année à enfoncer notre pays dans l'endettement et à aggraver la crise du logement et la crise de l'accessibilité financière à un niveau sans précédent depuis des générations. Le projet de loi C-15, première loi d'exécution du budget de 2025, n'apportera aucun changement à la situation; il prévoit davantage de dépenses, d'impôts et de bureaucratie, pour des résultats moindres. Le budget n'accorde pas la priorité aux Canadiens; il accorde la priorité aux consultants, aux initiés et à Brookfield — bref, à tous sauf aux familles canadiennes.

À Brampton-Ouest et à Peel, j'en constate les effets au quotidien. Les jeunes familles de mes collectivités sont poussées à bout, les coûts du logement sont écrasants et les loyers ne cessent d'augmenter. De nombreux habitants de Peel qui rêvaient autrefois d'accéder à la propriété me disent aujourd'hui que ce rêve leur semble hors de portée ou trop coûteux pour prendre le risque. Les salaires ne suivent pas le rythme, le recours aux banques alimentaires atteint des sommets, la criminalité, l'extorsion et les fusillades sont en hausse, les petites entreprises sont étouffées par les impôts et les formalités administratives, et les jeunes perdent espoir.

Les entreprises de Brampton, en particulier les petites, sont sous pression. Elles n'ont pas besoin de plus de réglementation ou de programmes gouvernementaux, mais de stabilité et de certitude pour investir, embaucher et se développer. Le budget ne fait absolument rien pour remédier à cette situation. Ce n'est pas un plan de croissance, c'est un piège pour notre avenir, en particulier pour les jeunes Canadiens. Les habitants de Brampton méritent un gouvernement qui travaille pour eux, et non contre eux.

Le budget repose sur le même fantasme qui oriente les libéraux depuis 2015: la conviction qu'ils peuvent dépenser sans fin et sans conséquences, mais les Canadiens ne connaissent que trop bien les conséquences. Les libéraux avaient promis de réduire le ratio dette-PIB, ils l'ont augmenté. Ils ont promis de réduire les dépenses; ils ont ajouté 90 milliards de dollars supplémentaires, ce qui coûtera 5 400 \$ à chaque famille. Le premier ministre affiche un déficit de 78,3 milliards de dollars, non pas pour construire des logements, réduire les coûts et aider les familles, mais pour masquer neuf années d'échec économique. Ce n'est pas un budget, c'est un avertissement, un voyant rouge clignotant sur le tableau de bord de l'économie canadienne.

La dette nationale du Canada dépasse désormais 1,3 billion de dollars. Les coûts du service de la dette sont plus élevés que le total des transferts fédéraux aux provinces en matière de santé; nous payons plus pour le service de la dette que nous ne dépensons pour les soins de santé dont dépendent les Canadiens. En 2025-2026, le service de la dette atteindra 55,6 milliards de dollars, soit plus que le Transfert canadien en matière de santé. Il s'agit là de négligence financière, d'imprudence économique et de vol de portée historique.

Qui paie la note? Ce ne sont pas les ministres qui prennent les décisions ni les bureaucrates qui font les calculs. C'est la prochaine génération qui va la payer: les étudiants, les jeunes familles et les travailleurs de Brampton et de partout au pays. C'est l'héritage que leur laissent les libéraux, et le projet de loi C-15 le coulerait dans le béton.

Je représente la circonscription de Brampton-Ouest; c'est une collectivité jeune et diversifiée, pleine de vaillantes familles, d'ainés, de nouveaux Canadiens et de petits entrepreneurs. Ces gens ne demandent pas la charité; ils demandent l'équité, la stabilité et la possibilité d'améliorer leur sort. Cependant, aujourd'hui, les paiements hypothécaires ont augmenté, les aliments coûtent 25 % de plus qu'en 2019, les prix de l'assurance automobile et de l'essence pénalisent les familles de travailleurs, le recours aux banques alimentaires bat des records dans la région de Peel, qui affiche le taux de fréquentation le plus élevé en Ontario, les familles occupent de multiples emplois pour arriver à payer leur loyer, et les jeunes Canadiens perdent espoir de pouvoir un jour acheter une maison.

Néanmoins, le projet de loi C-15 ne contient aucun véritable plan pour réduire l'inflation, les taxes ou le coût de la vie; il propose d'autres dépenses, des séances de photo et encore plus de bureaucratie.

● (1340)

L'échec du gouvernement est particulièrement évident lorsqu'il s'agit du logement. Les libéraux ont promis de rendre le logement abordable de nouveau, mais ils ont plutôt doublé le coût du logement, réduit le nombre de mises en chantier et plongé le pays dans la pire crise du logement de son histoire. Ils veulent maintenant que les Canadiens croient que le prétendu plan du premier ministre réglerait le problème, bien que le budget même prouve le contraire.

Le premier ministre a promis de construire « à une vitesse et à une échelle jamais vues depuis des générations », mais qu'a-t-il produit? Sa quatrième instance bureaucratique chargée du logement n'est financée qu'à la moitié du montant promis. Il a refusé de réduire les droits d'aménagement bien qu'ayant promis de les réduire de moitié immédiatement. Les responsables du logement qu'il a nommés ont accru antérieurement ces droits de 700 % et, selon la

Ordres émanant du gouvernement

Building Industry and Land Development Association, ce plan éliminera 100 000 emplois dans le secteur de la construction.

Même les experts du logement ont été stupéfaits. Mike Moffatt, de l'initiative Missing Middle, a déclaré: « Je suis allé à la réunion à huis clos sur le budget en m'attendant à être déçu, mais je ne m'étais pas bien préparé à l'ampleur de ma déception. » La Large Urban Centre Alliance a dit: « Ce budget repose sur des données rétrospectives qui donnent de fausses assurances. » Quand les propres experts, économistes et constructeurs de quelqu'un rejettent son plan, cette personne n'a pas de plan.

À Brampton et dans la région de Peel, le prix des logements a plus que doublé depuis 2015. De jeunes familles vivent dans des sous-sols parce que les maisons pour accédants à la propriété sont hors de prix. Les nouveaux arrivants doivent attendre des années avant de trouver des logements locatifs abordables. Le marché de l'habitation est devenu le théâtre d'une crise, causée par les politiques libérales qui sont caractérisées par le recours excessif à la planche à billets, par des pressions effrénées sur la demande et par des tracasseries administratives interminables. Le projet de loi C-15 poursuit dans la même veine infructueuse.

Je veux être bien clair. L'immigration est une force pour le Canada, mais elle doit être planifiée, gérée et soutenue par des investissements dans le logement, les infrastructures et le transport en commun. Sous le gouvernement actuel, les cibles en matière d'immigration ont été augmentées radicalement sans qu'on augmente pour autant l'offre de logements, sans qu'on investisse dans les infrastructures et sans qu'on offre d'aide aux municipalités comme Brampton, une des villes canadiennes qui connaît la croissance la plus rapide. Le projet de loi C-15 ne tient pas compte de cette réalité. Il ne propose aucun plan pour les infrastructures, pour le transport en commun et pour le soutien aux municipalités. Il se contente d'alourdir la bureaucratie et de faire plus de promesses.

Les conservateurs ont un véritable plan pour rendre la vie abordable et permettre aux Canadiens d'accéder à la propriété. Nous proposons les mesures suivantes: éliminer la TPS sur toutes les maisons neuves de moins de 1,3 million de dollars, ce qui permettra aux familles d'économiser jusqu'à 65 000 \$ et de lancer des chantiers partout au pays; assujettir le financement fédéral des infrastructures à la construction de maisons, en exigeant que les municipalités délivrent des permis pour construire au moins 15 % de plus de maisons chaque année; réduire les droits d'aménagement de 50 %, promesse que les libéraux ont faite lors de la dernière campagne électorale, mais qu'ils n'ont pas tenue; éliminer l'impôt sur les gains en capital pour les réinvestissements dans le logement neuf au Canada; débloquer des milliards de dollars en investissements du secteur privé pour accélérer la construction; réduire les impôts et l'inflation et équilibrer les budgets. Les Canadiens auraient alors de nouveau les moyens de subvenir à leurs besoins essentiels.

Ordres émanant du gouvernement

Le projet de loi C-15 demande aux Canadiens de faire confiance au même gouvernement qui a provoqué la crise du coût de la vie, la crise du logement et la crise de l'endettement. Il demande aux Canadiens de faire confiance aux mêmes politiques qui ont échoué, aux mêmes promesses creuses et aux mêmes dirigeants déconnectés de la réalité qui ont rendu la vie inabordable. Cependant, les Canadiens sont plus intelligents que cela. Ils savent que ce budget ne permettra ni de construire des logements, ni de faire baisser les prix, ni de redresser l'économie. Les Canadiens méritent un gouvernement qui respecte leur argent, soutient leurs rêves et construit des habitations plutôt que d'agrandir la bureaucratie.

Le projet de loi C-15 n'est pas un budget qui aiderait les Canadiens. C'est un budget qui assurerait la survie politique des libéraux et non la survie économique du Canada. Les Canadiens méritent mieux que cela. Brampton mérite mieux que cela. Les jeunes familles méritent mieux que cela. Les aînés méritent mieux que cela. Ils méritent un gouvernement qui redonnera espoir aux Canadiens, qui rétablira l'accès à la propriété, qui rendra la vie de nouveau abordable et qui ramènera un peu de bon sens dans notre pays.

Les conservateurs rendront la vie plus abordable, amélioreront la reddition de comptes et créeront davantage de possibilités. Nous rétablirons le rêve canadien.

• (1345)

L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, le député a parlé du logement, et nous convenons qu'il y a des problèmes à ce chapitre. C'est pour cette raison que le nouveau premier ministre et 60 députés libéraux ont été élus il y a quelques mois à peine. Nous nous sommes engagés à faire construire des logements. Nous travaillons de concert avec les municipalités et les provinces. Nous avons créé des programmes pour que notre investissement générationnel dans le logement double le nombre de maisons neuves. Allons-y maintenant d'une comparaison avec l'époque où le chef du Parti conservateur était ministre du Logement: 6 maisons avaient alors été construites. J'ignore où elles se trouvent, mais apparemment, il y en a 6.

Comment le député peut-il croire que la politique des conservateurs, qui, à mon avis, n'est rien d'autre qu'un pétard mouillé, contribuerait de près ou de loin à faire baisser le prix du logement, alors que nous avons un premier ministre et un gouvernement qui sont résolus à accroître l'offre de logements?

Amarjeet Gill: Monsieur le Président, les libéraux parlent sans relâche d'investissement générationnel. J'ai dit dans mon discours qu'il s'agit plutôt d'un vol générationnel. C'est un amortissement générationnel qui pèsera lourdement sur nos familles et nos jeunes enfants. Ce sont eux qui seront contraints de payer la dette que les libéraux auront accumulée.

En ce qui concerne le logement, je suis très heureux d'apprendre que le député est d'accord avec moi. Cependant, il est incapable de mettre le doigt sur le problème, qui doit être réglé efficacement afin de contrôler le prix des logements de manière à ce que les gens qui rêvent d'une habitation arrivent à l'obtenir.

[Français]

Andréanne Larouche (Shefford, BQ): Monsieur le Président, dans son discours, mon collègue a abordé rapidement la question des soins de santé. Le Bloc québécois avait fait la demande de s'assurer d'augmenter les transferts en santé pour donner plus de

moyens au système de santé au Québec et dans les provinces qui en ont vraiment besoin.

Encore ce matin, au Comité permanent de la santé, dans le cadre de notre étude sur les antimicrobiens, un témoin a terminé son allocution en disant qu'on a besoin de plus de moyens, de plus de ressources, ce qui passe par plus de transferts en santé. Nous demandions 11,6 milliards de dollars sur cinq ans.

Qu'en pense mon collègue?

[Traduction]

Amarjeet Gill: Monsieur le Président, nous savons tous que les Canadiens doivent compter sur les soins de santé et, aujourd'hui, il est vrai que le service de la dette est beaucoup plus élevé que les transferts en santé aux provinces. Nous voulons un gouvernement qui examine les détails et qui fait ce qui est nécessaire pour que nous puissions offrir une vie meilleure aux Canadiens partout au pays.

Jasraj Hallan (Calgary-Est, PCC): Monsieur le Président, le député de Brampton-Ouest a abordé un sujet qui, je le sais, lui tient beaucoup à cœur, à savoir l'extorsion. Sous les politiques laxistes du gouvernement libéral en matière de criminalité, le taux d'extorsion a bondi de 330 %. C'est parce que les criminels ont aujourd'hui plus de droits que les victimes à cause de ces politiques laxistes en matière de criminalité. Je me demande si le député pourrait décrire un peu plus ce que les habitants de Brampton disent au sujet des politiques laxistes des libéraux en matière de criminalité et des extorsions.

• (1350)

Amarjeet Gill: C'est une excellente question, monsieur le Président. Ma collectivité, Brampton, souffre énormément de l'extorsion, des fusillades et des activités criminelles. Il ne se passe pas un jour sans qu'un habitant de Brampton me parle d'une fusillade ou d'un appel d'extorsion. Récemment, j'ai reçu un appel d'un concitoyen qui m'a dit avoir reçu un appel lui demandant une rançon de 1 million de dollars. C'est inacceptable dans ce pays.

Les politiques libérales laxistes en matière de criminalité ont créé ce gâchis. Nous proposons le projet de loi C-242 pour régler tous ces problèmes. Il s'intitule « Loi favorisant la détention au lieu de la liberté sous caution ». Je demande à tous les députés d'appuyer ce projet de loi afin que nous puissions contrôler la criminalité à Brampton et dans tout le pays.

Le vice-président: Avant que nous reprenions le débat, je dois informer le député de Kamloops—Thompson—Nicola que son intervention sera interrompue par les déclarations de députés et la période des questions. Il pourra continuer après la période des questions.

Nous reprenons le débat. Le député de Kamloops—Thompson—Nicola a la parole.

Frank Caputo (Kamloops—Thompson—Nicola, PCC): Monsieur le Président, je passais une si belle journée avant que vous me disiez que je serais interrompu pour la période des questions, mais la démocratie ne peut pas attendre.

C'est toujours un plaisir de prendre la parole au nom des habitants de Kamloops—Thompson—Nicola. Comme je me trouve à la Chambre, je peux voir de nombreuses personnes à la tribune. Je n'ai pas le droit de nommer les pompiers et les chefs de pompiers qui sont présents, alors je les remercie simplement d'être venus à Ottawa. Je pense notamment au chef des pompiers de ma ville, bien que je ne puisse pas dire si je le vois. J'ai rencontré M. Ken Uzeloc tout à l'heure. Qu'il nous regarde ou non, je le remercie et je remercie tous les chefs de pompiers qui assurent courageusement notre sécurité.

Aujourd'hui, nous parlons du projet de loi C-15, le projet de loi d'exécution du budget. Si on me demandait quelle est la différence entre la loi d'exécution du budget et le budget, je répondrais que le budget est une prévision, mais qu'il faut ensuite le mettre en œuvre. Fait intéressant, je siège au Comité permanent de la sécurité publique et nationale, qu'on appelle communément le comité de la sécurité publique. Là, nous avons parlé des agents de l'Agence des services frontaliers du Canada parce que le gouvernement a promis d'en embaucher 1 000 nouveaux en avril. Les libéraux ont dit qu'ils allaient jouer du coude et embaucher ces agents.

J'ai demandé de nombreuses fois où étaient ces agents. Les libéraux en ont-ils embauché? La réponse est toujours non. Aujourd'hui, on nous a dit que 57 agents ont été embauchés. J'ai demandé combien de ces 57 agents ont été embauchés pour faire suite à cette promesse, et on m'a répondu de regarder dans le budget. Étant donné que le projet de loi d'exécution du budget n'a pas encore été adopté, si les fonds ont été réservés à cette fin et que le gouvernement n'a pas demandé d'autorisation de dépenser, je ne sais pas si des agents ont été embauchés. C'est manifestement quelque chose à vérifier. En général, quand la présidente de l'Agence des services frontaliers du Canada ou la commissaire du Service correctionnel du Canada comparaît devant le Comité, on s'attend à obtenir les chiffres. J'ai trouvé cela décevant.

J'ai aussi été déçu quand le premier ministre a dit aux jeunes qu'ils allaient devoir faire des sacrifices. J'ai des enfants. Ils sont encore jeunes; ce ne sont pas encore des adultes. Je m'inquiète pour leur avenir. Je me souviens encore du moment où j'ai acheté ma première maison et où je me suis demandé à quel point je serais pris à la gorge pour la payer. Ma femme et moi venions tout juste d'obtenir notre diplôme de droit. Nous touchions un revenu d'avocat de première année. Beaucoup de gens ne se rendent pas compte que ce revenu n'est pas aussi élevé qu'on pourrait s'y attendre. Nous gagnions suffisamment d'argent pour payer nos factures et nous avons acheté notre première maison en 2008. Elle a maintenant doublé de valeur comme première maison.

Lorsque le premier ministre parle des jeunes qui doivent faire des sacrifices, je me dis qu'il est très facile pour quelqu'un qui a la chance d'être député, d'être très riche ou même légèrement riche de dire qu'ils doivent faire des sacrifices. Ça me rappelle quand l'ancien premier ministre, Justin Trudeau, a dit que les anciens combattants demandaient plus que ce que nous pouvions leur donner. C'était terrible. Nous devons prendre soin des gens qui prennent soin de nous. Je ne suis pas sans savoir qu'il y a des premiers intervenants parmi nous, mais que nous envoyons malgré tout notre argent partout sauf aux gens sur le terrain.

Où sont les maisons? Il y a deux jours, des résidents de ma circonscription, Kamloops—Thompson—Nicola, m'ont interpellé à l'aéroport et m'ont dit à quel point les mises en chantier sont peu nombreuses. Si on écoutait les ministres, on ferait la roue devant la

Ordres émanant du gouvernement

vigueur de l'économie, mais ce ne sont pas les députés qui siègent sur les banquettes ministérielles que j'écoute. Ce sont les gens de ma circonscription que j'écoute. Si on veut savoir si quelque chose fonctionne, on parle aux gens sur le terrain. Franchement, je pense que je peux parler au nom de mes collègues conservateurs quand je dis que nous en avons assez que des gens nous disent, du haut de leur tour d'ivoire, que la vie n'a jamais été aussi belle. Les gens de ma circonscription font la file devant les banques alimentaires.

Une voix: Oh, oh!

Frank Caputo: Monsieur le Président, le ministre a dit que notre chef vit dans une tour d'ivoire.

• (1355)

Le Président: Pardon, mais nous sommes en plein débat, alors une seule personne devrait parler à la fois. Je comprends qu'il puisse y avoir du chahut de temps à autre, ce qui est normal dans le cadre des affaires de la Chambre, mais c'était un peu plus que du chahut, et cela relevait du débat.

Nous allons laisser le député de Kamloops—Thompson—Nicola poursuivre.

Frank Caputo: Monsieur le Président, s'il y a quelqu'un qui vit dans une tour d'ivoire, c'est bien le ministre du Nord de la Saskatchewan, qui ne veut même pas écouter ce que mes concitoyens me disent.

Les libéraux disent que les Canadiens n'ont jamais eu la vie aussi belle. Je dirais que les jeunes n'ont jamais eu la vie aussi difficile. Certaines personnes n'ont pas de maison.

Mes parents sont arrivés au Canada sans un sou en poche. Leur fils est maintenant député. Ils ont vécu le rêve canadien. Ils ont travaillé fort et en ont récolté les fruits, mais je ne vois pas ce rêve se réaliser pour d'autres. En fait, je vois que c'est tout le contraire pour les nouveaux Canadiens et les jeunes, parce que le premier ministre nous dit que nous devons faire plus de sacrifices.

Je vais porter une attention particulière pendant la période des questions, car nous allons probablement entendre, pour la énième fois, que le Canada a le ratio dette-PIB le plus bas des pays du G7.

Une voix: Bravo!

Frank Caputo: Monsieur le Président, le député du Nord de la Saskatchewan a dit: « Bravo! » Je me demande si le député va se lever, prononcer un discours et parler de la dette provinciale, de la dette fédérale et de la question de savoir si la dette provinciale et la dette fédérale, combinées...

Des voix: Oh, oh!

Frank Caputo: Je vois que je touche une corde sensible, monsieur le Président. C'est bien...

• (1400)

Le Président: C'est ce qu'on appelle être au bord du désordre. Je vais laisser le député poursuivre, mais tâchons de ne pas faire de provocation. C'est la clé. Tâchons de ne pas faire de provocation d'un côté comme de l'autre, car cela ne fait que semer le désordre.

Frank Caputo: Monsieur le Président, nous entendons parler du ratio dette-PIB, et nous avons un ratio dette-PIB, mais nous avons aussi deux ordres de gouvernement dans ce pays. Quand le gouvernement dit que nous avons le ratio dette-PIB le plus bas, tient-il compte de la dette provinciale? Qu'en est-il des créances de l'État? Est-ce qu'il en tient compte?

Déclarations de députés

Je vais être honnête avec les députés. Je n'ai pas fait les calculs, alors je suis peut-être complètement dans le champ. Si je suis dans le champ, les libéraux peuvent me le faire savoir. Cependant, j'aimerais qu'un des députés libéraux, qui sont toujours ravis de nous parler de notre ratio dette-PIB, nous dise si cela tient compte de la dette provinciale, des créances de l'État et de la dette fédérale, et non seulement de la dette nationale des pays qui n'ont pas un système avec deux ordres de gouvernement comme le Canada. Je mets au défi n'importe quel député de ce parti de nous l'indiquer. Encore une fois, on nous dira probablement que la vie n'a jamais été aussi belle.

Le budget me désole. Dans ma circonscription, il y avait un certain nombre de demandes. Le district de Clearwater prévoit une explosion démographique, avec une hausse de la population de 60 à 80 % dans les 6 à 10 prochaines années, si un projet de mine va de l'avant.

J'espère que j'aurai plus de précisions et une meilleure idée de la réalité après la période des questions.

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

[Traduction]

MARDI JE DONNE

Chi Nguyen (Spadina—Harbourfront, Lib.): Monsieur le Président, aujourd'hui, nous célébrons Mardi je donne, une journée mondiale consacrée à la générosité et à l'esprit communautaire. C'est une occasion de réfléchir aux besoins locaux, de soutenir des causes importantes et de faire des dons ou du bénévolat. Le bénévolat nous permet d'apprendre à nous connaître et à connaître le monde. Il fait partie intégrante de notre identité en tant que Canadiens, et nous sommes des gens qui se soucient des autres.

Selon l'indice mondial de la philanthropie, le Canada se classe au 11^e rang en matière de générosité, mais Bénévoles Canada et Statistique Canada font état d'une baisse des heures de bénévolat et de la participation à ce type d'activités depuis des dizaines d'années. C'est important parce que les organismes comme Centraide du Grand Toronto, The Neighbourhood Group, le Scadding Court Community Centre et Carrefour International comptent sur des bénévoles pour fournir un soutien essentiel aux personnes les plus vulnérables.

Le bénévolat renforce le sentiment d'appartenance, réduit l'isolement social, permet d'acquérir des compétences utiles tout au long de la vie et tisse des liens plus solides au sein de la collectivité. Il nous rappelle que nous coexistons et que nous prospérons ensemble. Même quelques heures peuvent vraiment changer la donne pour les bénévoles, ainsi que pour les organismes qui bénéficient de leur soutien.

En ce Mardi je donne, et tout au long de la période des Fêtes, j'encourage les Canadiens à donner ce qu'ils peuvent, et surtout, à donner de leur temps, lorsque c'est possible.

* * *

LE SERVICE TÉLÉPHONIQUE NATIONAL POUR LA PRÉVENTION DU SUICIDE

Todd Doherty (Cariboo—Prince George, PCC): Monsieur le Président, il y a cinq ans, en décembre 2020, la Chambre a appuyé ma motion visant à présenter une idée simple pour sauver des vies

au Canada: une ligne d'écoute téléphonique à trois chiffres pour la prévention du suicide, le 988.

Mille jours plus tard, le 988 a été lancé en novembre 2023. Depuis, plus de 1 million d'appels et de textos ont été reçus au 988. Chacun de ces appels et de ces textos représente quelqu'un qui demande de l'aide au lieu d'abandonner, mais, malheureusement, chaque jour, 12 Canadiens se suicident et 200 autres font une tentative de suicide. Cela représente 73 000 Canadiens.

C'est pourquoi le 988 doit être le début, et non la fin. À l'approche de la période des Fêtes, nous devons nous rappeler que de nombreux Canadiens souffrent en silence et sont laissés pour compte.

Si une personne est en difficulté, je la prie de demander de l'aide en appelant ou en envoyant un texto, peu importe où elle se trouve. On peut composer le 988 ou envoyer un texto 24 heures sur 24, sept jours sur sept. Je lui demande de se rappeler qu'on a besoin d'elle, qu'elle est aimée et que notre monde est meilleur grâce à elle.

* * *

LES ÉLÈVES DE WINNIPEG-CENTRE-SUD

Ben Carr (Winnipeg-Centre-Sud, Lib.): Monsieur le Président, le mois dernier, j'ai eu l'occasion de visiter trois écoles de ma circonscription où les élèves apportent des changements positifs à la société.

À l'école Robert H. Smith, les élèves ont recueilli des milliers de dollars pour CancerCare Manitoba en organisant des ventes de boissons, ce qui les a amenés à travailler tôt le matin en plus de leurs responsabilités scolaires habituelles. Ils ont fait passer les besoins des autres avant les leurs.

À l'école Earl Grey, près de 50 élèves, guidés par l'éducatrice Lily Godinez Goodman, ont formé un club d'éducation aux médias et lancé un journal étudiant. Leur engagement citoyen peut être considéré comme un modèle à suivre pour tous. J'ai moi-même fait l'expérience éprouvante de me retrouver dans la fosse aux lions lors d'une de leurs mêlées de presse.

À l'école Linden Meadows, sous la direction des enseignants Colleen Nelson et Alex McGavin, les élèves se livrent régulièrement à des débats d'idées. Ils se montrent engagés par rapport au monde qui les entoure, et ils le font dans le respect.

Je suis très fier de représenter ces jeunes gens brillants, qui ouvrent la voie à un avenir plein de bienveillance, de compassion et d'espoir.

* * *

LES ORGANISMES DE BIENFAISANCE LOCAUX

Doug Shipley (Barrie—Springwater—Oro-Medonte, PCC): Monsieur le Président, Noël approche à grands pas et, dans Barrie—Springwater—Oro-Medonte, les festivités battent déjà leur plein avec des défilés du père Noël, des marchés de Noël et, surtout, un esprit de partage.

Chaque année, dans ma collectivité, les organismes de bienfaisance font un travail exceptionnel pour aider les résidents, en particulier pendant la période des Fêtes. Les organismes de bienfaisance locaux, comme la banque alimentaire de Barrie, la banque alimentaire d'Elmvalle et du district, Christmas Cheer, la Senior Wish Association, l'Armée du Salut et la Barrie Families Unite, travaillent sans relâche pour aider les familles à mettre du pain sur la table et des cadeaux sous le sapin.

À l'approche de la saison du partage, j'encourage tous ceux qui le peuvent à faire un don à une banque alimentaire ou à un refuge local. À ceux qui ont besoin d'aide en ces temps difficiles, sachez que des organismes locaux sont là pour vous soutenir. Je remercie les employés, les bénévoles et les donateurs qui soutiennent le travail essentiel de ces organismes de bienfaisance.

De ma famille aux familles de tous les députés, je souhaite à tous un très joyeux Noël, de joyeuses Fêtes et une bonne année. Je souhaite aussi joyeux Noël aux élèves de Barrie qui sont ici aujourd'hui.

[Français]

L'EXPOSITION *GRANDIR CHEZ LES URSULINES*

L'hon. Jean-Yves Duclos (Québec-Centre, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais saluer aujourd'hui toutes celles et tous ceux qui ont rendu possible la nouvelle exposition permanente *Grandir chez les Ursulines* du Pôle culturel du monastère des Ursulines de Québec, dans la belle circonscription de Québec-Centre.

Fruit de plus de quatre années de travail, cette exposition rend hommage à 400 ans d'engagement éducatif et social des sœurs ursulines, des femmes qui ont profondément marqué le développement social, culturel et intellectuel de la grande région de Québec et de partout au pays. À travers six salles thématiques et plus de 180 objets et archives, dont le document fondateur signé par le roi Louis XIII, l'exposition *Grandir chez les Ursulines* invite les visiteurs à découvrir comment ces femmes visionnaires ont contribué à l'avancement de la condition des femmes à Québec et au Québec.

J'invite tous les députés de la Chambre, ainsi que toutes celles et tous ceux qui nous écoutent, à venir visiter cette exposition et à goûter à l'héritage exceptionnel des sœurs ursulines.

● (1405)

[Traduction]

LA COMMUNAUTÉ PHILIPPINO-CANADIENNE

Blake Richards (Airdrie—Cochrane, PCC): Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui pour souligner les contributions extraordinaires de la communauté philippino-canadienne d'un océan à l'autre. La culture philippine valorise la foi, la famille, la communauté, le travail assidu et la loyauté. De Vancouver à St. John's, en passant par Whitehorse, les familles philippines ont apporté une grande contribution à la société canadienne grâce à leur dur labeur et à leur engagement communautaire. Il est rare que je trouve une église ou un groupe communautaire sans pancit, sans tagalog et sans sourire amical.

J'ai moi-même l'honneur d'être marié à une Canadienne d'origine philippine, et j'ai eu le privilège de rencontrer des dirigeants philippins d'un bout à l'autre de notre grand pays. Aujourd'hui, je tiens à rendre hommage en particulier à l'un de ces dirigeants communau-

Déclarations de députés

taires: Carlos Cabaneros, qui est sur la Colline du Parlement aujourd'hui. Carlos est le génie créatif derrière *Filipinos in the 6ix*, la plus grande page Web nord-américaine consacrée à la promotion de la culture et des valeurs philippines.

J'invite les députés à se joindre à moi pour souligner les contributions extraordinaires des Philippines de partout au Canada. Célébrons nos valeurs communes que sont la famille, la liberté, la communauté et le travail assidu.

Maraming Salamat Po. Tara Na.

L'EMPLOI CHEZ LES JEUNES

L'hon. Jenna Sudds (Kanata, Lib.): Monsieur le Président, grâce au programme Emplois d'été Canada, les jeunes de ma région acquièrent une expérience professionnelle précieuse, développent de nouvelles compétences et gagnent un revenu tout en contribuant à la vie de notre collectivité. L'été dernier, notre gouvernement a engagé plus de 1,3 million de dollars pour les jeunes de ma collectivité. Ce financement a permis de créer plus de 320 emplois étudiants exceptionnels. Ces occasions aident les jeunes à s'épanouir grâce à des expériences pratiques au sein d'organismes tels que le Centre de traitement pour jeunes Dave Smith, le YMCA, le STEM Camp, le Diefenbunker et la banque alimentaire Kanata Food Cupboard.

Ces occasions permettent non seulement de renforcer la confiance et les compétences, mais aussi de soutenir les organismes communautaires qui servent les résidents au quotidien. Les employeurs peuvent présenter leur demande jusqu'au 11 décembre pour la saison de 2026. J'encourage les organismes et les petites entreprises à participer et à donner à un jeune la chance d'apprendre et de contribuer à sa collectivité.

LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Jim Bélanger (Sudbury-Est—Manitoulin—Nickel Belt, PCC): Monsieur le Président, après 10 ans de mauvaise gestion financière de la part des libéraux, de nombreux Ontariens n'arrivent pas à subvenir à leurs besoins quotidiens. Selon le « Rapport sur la faim » de 2025 publié par Feed Ontario, plus de 1 million d'Ontariens ont eu recours à une banque alimentaire cette année, ce qui représente un nombre record de 8,7 millions de visites. À Chelmsford, 1 300 personnes se rendent régulièrement à la banque alimentaire chaque mois.

Cette situation est en grande partie attribuable aux mauvaises décisions du gouvernement libéral, qui font grimper l'inflation et le coût des produits de première nécessité pour tous les Canadiens.

Aujourd'hui, en ce Mardi je donne, je donnerai de la nourriture et d'autres articles pour une campagne du Grand Sudbury qui vise à remplir un lit à barreaux avec des dons. À un moment où un nombre sans précédent de Canadiens ont de la difficulté à boucler les fins de mois, j'encourage les gens partout au pays à faire de même s'ils en sont capables.

Déclarations de députés

[Français]

JEAN-CLAUDE GERMAIN

Gabriel Ste-Marie (Joliette—Manawan, BQ): Monsieur le Président, Jean-Claude Germain nous a quittés plus tôt cette année, laissant derrière lui un vacarme de mots, d'histoires et de rires qui résonnent encore dans nos oreilles. Il y a deux semaines, on lui a rendu un hommage chaleureux et coloré au Centre du Théâtre d'aujourd'hui. Dramaturge, scénariste, écrivain, journaliste, parolier, historien, et j'en passe, parce qu'avec Germain, les étiquettes se bousculaient comme des comédiens en coulisse. Plus grand que nature, il avait le don de faire entrer tout le Québec dans une phrase bien tournée.

Du *Petit Journal* à la présidence d'honneur du Salon du livre de Montréal, il a brassé le théâtre québécois jusqu'à ce qu'il parle en joual et qu'il marche sur ses deux pieds. Je l'ai connu à *L'aut'journal*. Travailler à ses côtés, c'était comme suivre un cours où le professeur riait plus fort que tout le monde dans la classe. Toute son œuvre est un miroir qui nous renvoie nos rides et nos sourires, et nous nous disons que, oui, c'est nous autres, et que nous pouvons en être fiers en maudit.

Je salue Jean-Claude et je lui dis merci.

* * *

● (1410)

[Traduction]

LE CHAMPIONNAT PANAMÉRICAIN D'OPTIMIST

Jessica Fancy (South Shore—St. Margarets, Lib.): Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui pour parler d'Asher Davis, un jeune athlète exceptionnel de Hubbards âgé de 13 ans. Asher a été choisi pour représenter le Canada lors du premier championnat panaméricain d'Optimist, qui aura lieu à Buenos Aires le mois prochain. Parmi les 15 Canadiens qui ont été choisis, il est le seul marin originaire du Canada atlantique, ce qui est une réalisation incroyable et une fierté pour notre collectivité.

Fier membre du club de voile de Hubbards, Asher s'entraîne sans relâche pour relever le défi. Sa famille et ses voisins lui ont apporté leur soutien, ce qui montre une fois de plus à quel point les communautés peuvent se mobiliser pour soutenir les jeunes et les aider à saisir de grandes occasions et à vivre de merveilleuses expériences.

Je demande à tous les députés de se joindre à moi pour féliciter Asher aujourd'hui et lui souhaiter la meilleure des chances le mois prochain alors qu'il représentera le Canada et la région de South Shore sur la scène mondiale. Je félicite Asher. Nous l'encourageons tous.

* * *

LES RESSOURCES NATURELLES

Cheryl Gallant (Algonquin—Renfrew—Pembroke, PCC): Monsieur le Président, les scientifiques, les ingénieurs et les techniciens talentueux de Chalk River effectuent de la recherche nucléaire de pointe tout en produisant des isotopes médicaux qui sauvent des vies. Maintenant, le gouvernement au service de Brookfield, qui baisse les bras au lieu de jouer du coude, veut verser 1,2 milliard de dollars par année à un consortium entièrement étatsunien pour qu'il gère les Laboratoires nucléaires canadiens. Nous savons que le premier ministre a des intérêts financiers dans le consortium. Les Canadiens craignent qu'un monopole étatsunien exerce un contrôle sur

les isotopes médicaux et les capacités d'analyse nucléaire exceptionnelles du Canada.

Le Bureau de la concurrence a lancé trois enquêtes, mais il a dû obtenir des ordonnances des tribunaux pour obtenir les renseignements dont il a besoin auprès de ce gouvernement cachottier et égoïste au service de Brookfield. Les Canadiens veulent que les libéraux cessent d'entraver l'enquête sur cette transaction. La propriété intellectuelle canadienne et les emplois créés grâce à la technologie seront perdus si le premier ministre qui gouverne pour Brookfield obtient ce qu'il veut.

* * *

LE PRIX QUEENS OF HARMONY 2025

Braedon Clark (Sackville—Bedford—Preston, Lib.): Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui pour souligner une réalisation extraordinaire de Synergy, un quatuor local de chanteuses a cappella de la Nouvelle-Écosse.

Plus tôt ce mois-ci, à Hershey, en Pennsylvanie, les chanteuses du quatuor Synergy ont été couronnées Queens of Harmony 2025 au concours international d'harmonie, alors qu'elles représentaient l'Est du Canada sur la scène mondiale et qu'elles se mesuraient aux meilleurs quatuors de toute l'Amérique du Nord. C'est la première fois depuis 1993 et la troisième fois dans l'histoire qu'un quatuor de la région 1, qui comprend neuf sections dans les quatre provinces de l'Atlantique, obtient ce titre. Le quatuor comprend Sue Kember et Jennifer Cleveland, du ScotianAires Chorus, de la Municipalité régionale d'Halifax, ainsi qu'Adèle Merrit et Corinna Garriock, des Valley Voices.

Leur victoire reflète l'excellence musicale qui existe dans notre province ainsi que la force de nos communautés artistiques dirigées par des femmes. Elle montre également à quel point il est important de soutenir le secteur des arts du Canada afin que des talents comme ceux-là puissent continuer de réussir.

Félicitations au quatuor Synergy et à toutes les personnes qui ont permis de ramener chez nous cet honneur international bien mérité.

* * *

LE LOGEMENT

Jacob Mantle (York—Durham, PCC): Monsieur le Président, d'un côté, il y a les promesses et, de l'autre, la réalité. La promesse du premier ministre était de faire des investissements soi-disant historiques pour accélérer la construction de logements afin d'atteindre rapidement sa cible d'un demi-million de logements par année. En réalité, comme l'a dit ce matin le gardien de la rigueur budgétaire, la mise sur pied de la nouvelle agence se traduira par la construction d'à peine 5 200 logements par an. Cela signifie que les libéraux manqueront leur cible à raison de plus de 1 million de logements au cours des cinq prochaines années et qu'ils ne combleront que 4 % de l'écart en matière de logement au Canada. L'avenir n'est pas plus prometteur.

Hier, l'initiative Missing Middle a signalé que les mises en chantier sont en baisse dans presque toutes les municipalités de la région du Grand Toronto, mais les conservateurs n'ont pas abandonné le rêve canadien d'avoir un gagne-pain, d'épargner et de s'acheter une maison. C'est pourquoi les conservateurs mettront en place des mesures pour inciter les municipalités à réduire les taxes sur la construction, à dépenser moins et à maintenir les taux d'intérêt le plus bas possible, afin que les hypothèques puissent être abordables, et à abolir la taxe sur le carbone pour les industries dans les secteurs de l'acier et du bois d'œuvre et tout ce qui entre dans la construction d'une maison au Canada.

* * *

[Français]

L'ENTOURELLE

Sophie Chatel (Pontiac—Kitigan Zibi, Lib.): Monsieur le Président, aujourd'hui, en cette semaine de commémoration et d'action contre la violence faite aux femmes, je me permets de féliciter et de démontrer tout mon soutien à un organisme essentiel dans ma circonscription: l'EntourElle.

Je remercie Gisèle, Ashley, Christie, Ollisha, Cassey, Chantal, ainsi que tous les intervenants qui les accompagnent et qui les soutiennent dans cette démarche essentielle.

Elles améliorent les choses dans la circonscription par leur courage, leur détermination, leur professionnalisme. Elles sont porteuses d'espoir pour toutes les femmes survivantes et les victimes de violence conjugale.

Aujourd'hui, nous les honorons et nous les soutenons dans toutes leurs démarches. Nous sommes à leurs côtés et je les remercie.

* * *

• (1415)

[Traduction]

L'ÉTHIQUE

Branden Leslie (Portage—Lisgar, PCC): Monsieur le Président, le premier ministre est submergé de conflits d'intérêts, et les entreprises telles que Brookfield empochent une fortune pendant qu'il est aux commandes. Non seulement le premier ministre a aidé son entreprise à éviter de payer 6,5 milliards de dollars d'impôts, mais celle-ci est désormais la plus grande spécialiste de l'évasion fiscale au Canada. Un magasin de vélos aux Bermudes? Pas de problème. Quelques paradis fiscaux aux îles Caïmans? Pourquoi pas? Il utilisera tous les moyens pour maintenir Brookfield à l'abri de l'Agence du revenu du Canada.

Les Canadiens ordinaires ont du mal à se nourrir et à se loger, tandis que les amis privilégiés du premier ministre continuent d'empocher les profits. Son soi-disant filtre anti-conflit d'intérêts est, pour l'essentiel, une farce. En effet, le comité de l'éthique a constaté que 95 % des entreprises de Brookfield, soit près de 1 900 d'entre elles, n'étaient pas incluses dans ce filtre. Si elles obtiennent de bons résultats, le premier ministre en récoltera les fruits. Il n'est donc pas étonnant qu'il veuille les aider. Au lieu d'esquiver les questions, comme il l'a fait en aidant Brookfield à éviter de payer des impôts, le premier ministre doit être franc.

Le premier ministre est-il là pour servir les intérêts des Canadiens ou ceux de Brookfield et les siens? Les conservateurs ne cessent de poser des questions. Nous dénoncerons cette malhonnêteté et nous nous battons pour y mettre fin.

Questions orales

UN LAURÉAT DES PRIX POUR LE BÉNÉVOLAT DU CANADA

David Myles (Fredericton—Oromocto, Lib.): Monsieur le Président, je tiens à féliciter Constantine Passaris, un habitant de Fredericton—Oromocto qui a récemment reçu le Prix pour l'Atlantique aux Prix pour le bénévolat du Canada de 2024 pour sa contribution exceptionnelle à un Nouveau-Brunswick accueillant et inclusif. Depuis plus de 50 ans, M. Passaris consacre bénévolement des milliers d'heures à réunir des gens de cultures différentes et à promouvoir la collaboration.

[Français]

En tant que fondateur du Conseil multiculturel du Nouveau-Brunswick, son expertise a guidé la politique d'immigration dans toute la région atlantique.

[Traduction]

M. Passaris est une source d'inspiration et un modèle pour la communauté multiculturelle du Nouveau-Brunswick, et son engagement indéfectible envers la diversité et l'inclusion continue d'enrichir notre province.

J'invite les députés à se joindre à moi pour féliciter M. Passaris et le remercier de défendre le multiculturalisme au Nouveau-Brunswick.

QUESTIONS ORALES

[Français]

LES LANGUES OFFICIELLES

L'hon. Pierre Poilievre (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, déjà que le premier ministre vient de nommer un autre ministre des années Trudeau qui a détruit notre système d'immigration et aidé à gonfler le coût de la vie, ce même ministre, qui est responsable du patrimoine, vient de dire ce matin qu'il est tanné du débat sur le déclin de la langue française.

Nous, les conservateurs, ne sommes pas tannés. Nous défendrons la langue française.

De tous les députés libéraux qu'il aurait pu nommer, pourquoi a-t-il nommé quelqu'un qui est tanné de défendre la langue française et la culture québécoise?

Le très hon. Mark Carney (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, le gouvernement garde le contrôle du taux d'immigration. Le nombre de demandeurs d'asile...

Des voix: Oh, oh!

Le très hon. Mark Carney: Monsieur le Président, je voudrais qu'on me laisse continuer. Le nombre de demandeurs d'asile a fortement baissé, soit d'un tiers. Le nombre de demandeurs étudiants a fortement baissé.

Nous allons défendre la langue française avec les plus grands investissements dans le secteur culturel de l'histoire du Canada.

L'hon. Pierre Poilievre (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, ma question portait sur la déclaration de son nouveau ministre, qui s'est dit tanné du débat sur le déclin de la langue française. La réponse du premier ministre montre que nous devrions tous être inquiets au sujet de la question du déclin de la langue française.

Questions orales

De tous les députés libéraux, pourquoi a-t-il choisi de nommer quelqu'un qui est tanné de défendre la langue française et la culture québécoise?

Le très hon. Mark Carney (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, je suis en faveur de mon nouveau ministre et je suis contre le chef de l'opposition, qui est contre le plan d'action pour la langue française de 4 milliards de dollars. Il est contre les investissements dans le secteur culturel québécois. Il est contre l'augmentation de l'immigration des francophones au Canada.

Nous défendons la langue française. Nous défendons le grand Canada.

* * *

• (1420)

[Traduction]

LES RESSOURCES NATURELLES

L'hon. Pierre Poilievre (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, nous avons appris aujourd'hui que, huit mois après que le premier ministre a été élu sur la promesse de réaliser des projets d'intérêt national à une vitesse jamais vue depuis des générations, il n'a même pas commencé à consulter les Premières Nations au sujet du pipeline qu'il promet vers le Pacifique.

Maintenant, l'Assemblée des Premières Nations a condamné son plan parce qu'il ne l'a pas consultée. Aujourd'hui, il s'adressera à elle.

Pour une fois, fera-t-il une seule et même déclaration, peu importe le groupe à qui il s'adresse, et dira-t-il clairement qu'il veut que le pipeline soit construit et qu'il mènera les consultations nécessaires?

Le très hon. Mark Carney (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, la beauté du hansard, c'est qu'on peut le consulter pour savoir ce que le député d'en face a dit la semaine dernière. Au fond, imposerions-nous un pipeline de force? Non, jamais.

Nous consulterons les Premières Nations afin d'obtenir leur consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause. Nous travaillerons main dans la main avec le gouvernement de la Colombie-Britannique. Le protocole d'entente conclu avec l'Alberta fixe des conditions. Nous savons comment travailler avec les provinces. Nous savons comment mener des consultations. Nous savons comment faire preuve de respect. Qu'en est-il du député d'en face?

L'hon. Pierre Poilievre (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, les transcriptions sont très commodes.

Le premier ministre vient de renommer au Cabinet le ministre de l'Immigration de Justin Trudeau, le gars qui a détruit le système d'immigration canadien et qui a contribué à faire doubler le prix du logement au pays. Le ministre s'est maintenant prononcé sur l'incapacité du premier ministre de mener des consultations au sujet des pipelines. Il a dit que les consultations auraient dû commencer hier et qu'elles ne peuvent pas se dérouler à l'ordinateur. Il faisait ici référence à la promesse de son collègue ministre de tenir des consultations par Zoom.

Comment se fait-il que le premier ministre n'ait pas commencé à consulter les Premières Nations il y a huit mois? Est-ce parce qu'il se fiche de ce qu'elles ont à dire ou est-ce parce qu'il ne veut tout simplement pas que le pipeline soit construit?

Le très hon. Mark Carney (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, je vois bien que c'est très compliqué à comprendre pour le député d'en face.

Tout d'abord, il faut un projet de pipeline et il faut un promoteur privé, alors nous avons dû créer les conditions préalables. Or, parce que nous avons parlé aux provinces et que nous avons travaillé avec les provinces, c'est maintenant chose faite.

Dans la Loi visant à bâtir le Canada, qui a été adoptée avant le retour à la Chambre du député d'en face, nous avons défini le processus de consultation pour les projets d'intérêt national.

* * *

LE LOGEMENT

L'hon. Pierre Poilievre (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, il a manqué à sa promesse de réaliser de grands projets, et nous apprenons maintenant qu'il a manqué à sa promesse de faire construire des logements. Pendant la campagne électorale, il avait promis de doubler le nombre de logements construits pour le porter à 500 000 par année. Or, aujourd'hui, le directeur parlementaire du budget a révélé que la toute nouvelle structure bureaucratique du premier ministre ne fera construire que 5 000 logements par année, soit 99 % moins que ce que celui-ci avait promis.

Étant donné que les conservateurs ont fait construire largement plus de 200 000 logements à la moitié du coût actuel, pourquoi le premier ministre ne suit-il pas nos conseils en cessant de bâtir de la bureaucratie afin que l'on commence à bâtir des logements?

Le très hon. Mark Carney (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, ce qui est merveilleux lorsque quelqu'un a été député toute sa vie, c'est qu'il n'a jamais rien construit et qu'il ne connaît pas les chiffres. Les députés d'en face ne lisent même pas le rapport du directeur parlementaire du budget, qui indique que nous contribuons à des projets totalisant 86 868 logements, à raison de 130 000 \$ l'unité. Voilà ce que nous accomplissons.

L'hon. Pierre Poilievre (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, la seule chose que le député a créée lorsqu'il était gouverneur de la Banque d'Angleterre, c'est la crise du logement dans ce pays-là. Il a ensuite créé un paradis fiscal dans les Caraïbes afin de ne pas avoir à payer autant d'impôts que ce qu'il impose aux Canadiens.

Les jeunes Canadiens ont besoin de logements, d'emplois et d'espoir. Le premier ministre ne leur offre que des promesses rompues et toujours plus de sacrifices. Il a même tenu une séance de photos devant une maison qui a été démantelée après son départ. Nous avons ici un premier ministre dont les maisons disparaissent après qu'il les a annoncées et dont les promesses disparaissent après qu'il les a faites.

Le très hon. Mark Carney (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, la maison dont il était question dans cette annonce a été envoyée au Nunavut. Le Nunavut est l'un des territoires de notre grand pays. Le Nunavut est bien plus qu'un simple endroit où l'on se rend en avion pour faire une séance de photos sans parler au premier ministre du Nunavut. C'est au Nunavut que l'on construit 700 maisons grâce à Maisons Canada, des maisons moins chères, des maisons plus écoénergétiques, des maisons qui contribueront à faire tourner l'économie.

• (1425)

[Français]

LES RELATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

Yves-François Blanchet (Beloeil—Chambly, BQ): Monsieur le Président, jeudi dernier, le premier ministre faisait l'annonce d'une entente signée avec l'Alberta, qui étonne à de nombreux égards. Je pense notamment au fait que, la veille, j'avais demandé au gouvernement s'il s'engageait de façon irrévocable à ne pas faire en sorte que le pipeline traverse le territoire de la Colombie-Britannique sans l'accord exprès du gouvernement de la Colombie-Britannique et des Premières Nations. Le leader s'était levé et m'avait dit qu'on ne ferait pas ça sans leur accord. Le lendemain, l'annonce était faite.

Est-ce que j'ai raison de penser que c'était déjà réglé et qu'on nous a menti?

Le Président: Il faut faire attention au langage qu'on utilise. Le langage utilisé ne contrevient pas aux règles, mais ça peut provoquer une réaction, et une réaction, ça provoque une autre réaction. Les deux réactions ensemble, ça provoque le désordre.

Le très honorable premier ministre a la parole.

Le très hon. Mark Carney (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, oui, nous respectons les droits des provinces. Nous respectons les droits de la Colombie-Britannique. Il est indiqué très clairement dans le protocole d'entente que le gouvernement du Canada et la province d'Alberta vont travailler ensemble avec la Colombie-Britannique. Il faut un accord pour qu'il y ait un oléoduc.

Yves-François Blanchet (Beloeil—Chambly, BQ): Monsieur le Président, quand on veut avoir l'accord d'une partie dans une entente, on l'invite à participer d'emblée à l'entente. Le contrat que le premier ministre a signé s'applique de toute façon, et même sans la Colombie-Britannique.

Est-ce que le premier ministre reconnaît qu'il n'a pas respecté ce qui a été dit à la Chambre et qu'il n'y a pas eu un grand respect de la vérité lorsqu'on a signé cette entente, qui était complétée au moment même où on nous répondait ici?

Le très hon. Mark Carney (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, d'abord, ce n'est pas un contrat, c'est un protocole d'entente. Ensuite, ce ne sont pas des conditions suffisantes, mais des conditions nécessaires. Ce n'est pas la fin d'un processus, c'est le début d'un processus: un processus avec l'Alberta, un processus avec la Colombie-Britannique et, surtout, un processus avec les peuples autochtones.

Yves-François Blanchet (Beloeil—Chambly, BQ): Monsieur le Président, c'est un papier qu'il a signé et qui lui crée des obligations. C'est un contrat. Il appellera ça comme il le voudra, dans la langue de son choix.

Compte tenu des enjeux du moratoire sur la circulation des pétroliers, compte tenu des enjeux sur le plafond des émissions de gaz à effet de serre, compte tenu de l'absence d'accord de la Colombie-Britannique, compte tenu de l'absence d'accord des Premières Nations qui ont voté contre son entente ce matin, est-ce que le premier ministre ne considère pas qu'il devrait rouvrir l'entente et s'assurer que les parties prenantes sont signataires de façon librement consentie?

Le très hon. Mark Carney (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, d'abord, c'est un protocole d'accord avec des engagements, des grands investissements de la province d'Alberta en ce qui a trait au stockage des gaz à effet de serre.

Questions orales

Ensuite, c'est le resserrement du tarif industriel du carbone, six fois plus grand que maintenant, d'une manière efficace. C'est aussi le resserrement des règles sur le méthane.

Des voix: Oh, oh!

* * *

[Traduction]

LE LOGEMENT

L'hon. Pierre Poilievre (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, s'ils se précipitent à l'extérieur de la Chambre, ils ne pourront pas bâtir de maisons. C'est ce que le premier ministre est en train de faire.

Des voix: Oh, oh!

Le Président: Le chef de l'opposition sait qu'il frise les limites de l'acceptable, et ses collègues savent qu'on ne chante pas à la Chambre.

Le chef de l'opposition a la parole.

• (1430)

L'hon. Pierre Poilievre: Monsieur le Président, il est regrettable que le premier ministre ne veuille pas débattre de la manière d'offrir des logements aux jeunes. Les jeunes méritent d'avoir un logement, un emploi et de l'espoir. Il se sentait très sûr de lui-même il y a quelques minutes, jusqu'à ce qu'il redoute que je lui présente les faits. Le directeur parlementaire du budget a révélé aujourd'hui que la nouvelle bureaucratie du premier ministre en matière de logement mènera à la construction de 5 000 logements par an seulement, soit à peine 1 % des 500 000 logements que celui-ci avait promis pendant la campagne électorale. La construction est en chute libre.

Pourquoi le premier ministre ne prend-il pas la parole à la Chambre pour en débattre?

L'hon. Steven Mackinnon (ministre des Transports et leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, aux fins du compte-rendu, je précise que le premier ministre fait son travail, puisqu'il s'apprête maintenant à s'entretenir avec l'Assemblée des Premières Nations. Il s'acquitte des fonctions de premier ministre du Canada, plutôt que de lancer à la Chambre des traits d'esprit malicieux destinés à Twitter...

Des voix: Oh, oh!

Le Président: Nous ne savons pas de quel « maintenant » il s'agit, car il n'est pas nécessairement question du moment présent, mais d'un moment dans le futur. Le mot « maintenant » est un vaste concept.

Le chef de l'opposition a la parole.

L'hon. Pierre Poilievre: Monsieur le Président, le premier ministre pourrait participer au débat. Il a tout le temps de...

Le Président: Je croyais que le député avait terminé, mais ce n'était pas le cas. Toutes mes excuses.

Questions orales

L'hon. Steven MacKinnon: Monsieur le Président, comme je le disais, le premier ministre fait son travail. Il est parti donner un discours et consulter l'Assemblée des Premières Nations plutôt que de lancer des traits d'esprit malicieux destinés à Twitter en compagnie du chef de l'opposition. Je sais que le chef de l'opposition en aurait très envie, car il aime faire de l'obstruction, semer la confusion et, comme il l'a montré tout à l'heure, pendant la période des questions, ne pas comprendre le moindre indicateur que ce soit sur la vie au pays.

L'hon. Pierre Poilievre (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, parlons des indicateurs, dans ce cas. Je vais citer le directeur parlementaire du budget:

Maisons Canada [le programme du premier ministre] s'inscrit dans le cadre des initiatives déployées par le gouvernement pour doubler le rythme de construction de logements au cours des 10 prochaines années. Le gouvernement n'a toutefois pas encore établi de plan d'ensemble pour atteindre cet objectif. Nous prévoyons que la contribution de Maisons Canada sera probablement modeste, et nous estimons qu'elle permettra de créer environ 26 000 logements sur cinq ans, ce qui représente une augmentation de 2,1 % du nombre net d'habitations achevées [...]

Ce n'est pas la hausse de 100 % promise par le premier ministre. S'agissait-il d'un autre leurre?

L'hon. Gregor Robertson (ministre du Logement et de l'Infrastructure et ministre responsable de Développement économique Canada pour le Pacifique, Lib.): Monsieur le Président, si le député d'en face prenait le temps de lire le rapport, il verrait que le directeur parlementaire du budget a indiqué que cette mesure permettra de construire 86 000 logements abordables au Canada. C'est un investissement initial. Je sais que c'est difficile à comprendre pour les conservateurs. Nous procédons par étapes. Le budget prévoit 13 milliards de dollars pour la première étape, mais les conservateurs ont voté contre. Ils ne font rien pour construire des habitations, ce qui cadre bien avec le bilan de six logements du chef de l'opposition.

L'hon. Pierre Poilievre (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, le ministre était littéralement le maire de la ville où le marché immobilier est devenu le plus cher de toute l'Amérique du Nord, plus cher qu'à New York, Los Angeles ou Chicago. Il se félicite maintenant que, en plus de ne construire qu'environ 2 % des logements promis pendant la campagne électorale, le gouvernement dont il fait partie dépensera 13 milliards de dollars pour le faire. Un échec, c'est grave. Un échec coûteux, c'est encore pire.

Plutôt que de laisser le coûteux maire se lever et répondre à sa place, le premier ministre aura-t-il le courage de répondre lui-même? Où sont les logements qu'il a promis?

L'hon. Patty Hajdu (ministre de l'Emploi et des Familles et ministre responsable de l'Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario, Lib.): Monsieur le Président, je suis vraiment fière de la Ville de Thunder Bay, dont le conseil vient d'adopter...

Des voix: Oh, oh!

Le Président: La ministre peut reprendre son intervention depuis le début.

L'hon. Patty Hajdu: Monsieur le Président, partout au pays, les municipalités se mobilisent pour offrir de nouveaux logements à certaines des personnes les plus vulnérables de notre société. Prenons l'exemple de la Ville de Thunder Bay. Pas plus tard qu'hier soir, son conseil municipal a approuvé une motion visant à libérer des terrains municipaux excédentaires pour construire 1 400 logements. Cette mesure a été facilitée par le Fonds pour accélérer la

construction de logements. C'est là l'œuvre d'un gouvernement qui soutient les collectivités et qui soutient les gens.

Voici ce qu'on peut dire au sujet des conservateurs: ils votent contre les gens qui ont justement besoin de cette aide. Nous bâtissons un Canada fort dans des municipalités comme celle de Marathon, dont des habitants sont présents ici aujourd'hui.

● (1435)

L'hon. Pierre Poilievre (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, je remercie la députée d'avoir souligné que nous avons voté contre tous les programmes qui ont fait doubler le coût du logement au Canada.

Le premier ministre a provoqué la plus grande crise du logement de tous les pays du G7 quand il était gouverneur de la Banque d'Angleterre. Maintenant, il est venu au Canada pour adopter les mêmes politiques que celles de l'époque Trudeau, qui consistent à développer la bureaucratie plutôt qu'à construire des logements. Il avait promis que tout allait changer et que la nouvelle instance bureaucratique allait tout transformer, mais aujourd'hui, le directeur parlementaire du budget a démontré que le gouvernement ne construira que 2 % des logements qu'il avait promis.

Pourquoi le premier ministre entrave-t-il la construction de logements et manque-t-il à ses engagements?

L'hon. Gregor Robertson (ministre du Logement et de l'Infrastructure et ministre responsable de Développement économique Canada pour le Pacifique, Lib.): Monsieur le Président, il est intéressant que le chef de l'opposition aborde ce sujet. Comme nous le savons tous, quand il était ministre du Logement et que j'étais maire de Vancouver, il a fait construire six logements. C'est un bilan déplorable. Il est déplorable que les députés d'en face ne soutiennent pas un budget qui prévoit 13 milliards de dollars pour le logement abordable, ce qui, selon le directeur parlementaire du budget, permettra de construire 86 000 logements abordables.

Vous refusez de voter pour cette mesure. Vous refusez de soutenir le logement abordable, et cela correspond à votre bilan historique.

Le Président: Je prie les députés d'adresser leurs questions et observations à la présidence.

Le chef de l'opposition a la parole.

L'hon. Pierre Poilievre (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, il s'agissait de 200 000 logements dont le coût moyen était de 450 000 \$. Le loyer moyen d'un appartement d'une chambre à coucher était de 900 \$. Le gouvernement s'est alors mis à alourdir la bureaucratie, à faire obstruction à la construction de logements et à faire tourner la planche à billets pour faire gonfler les coûts. Il a permis une immigration massive qui est devenue hors de contrôle, ce qui a fait bondir la demande et nous a laissés avec les logements les plus chers et les plus rares du G7.

Aujourd'hui, le directeur parlementaire du budget a balayé du revers de la main les dernières promesses du gouvernement qui, selon lui, ne construira presque aucun des logements qu'il avait promis lors des dernières élections. Pourquoi le premier ministre ne prend-il pas la parole à la Chambre pour rendre des comptes aux Canadiens?

Questions orales

L'hon. Steven MacKinnon (ministre des Transports et leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, ce qu'on balaie du revers de la main, ce sont les vieilles rengaines que le chef de l'opposition répète depuis deux ans. Tout au long de ses 20 années de carrière exclusivement à la Chambre des communes, il a systématiquement fait obstacle aux investissements dans les logements sociaux et abordables destinés aux Canadiens à faible revenu. Il a systématiquement fait obstacle à des mesures de soutien comme les soins dentaires, les garderies, l'Allocation canadienne pour enfants et l'alimentation en milieu scolaire, des mesures dont il prétend se soucier à la Chambre, mais contre lesquelles il vote. Les Canadiens savent qu'il voterait contre tout ce qui contient le mot « soins ».

Il doit...

Le Président: Le chef de l'opposition a la parole.

L'hon. Pierre Poilievre (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, il nous est impossible de voter contre le logement abordable, puisqu'il n'y en a plus après 10 ans de gouvernement libéral. Une idée, une bonne idée, sur laquelle nous pourrions tous nous entendre, consiste à réduire le coût de l'acier, du béton, du ciment et du verre utilisés dans la construction des habitations. Malheureusement, le gouvernement libéral a instauré une taxe sur le carbone pour les industries dont l'objectif déclaré est d'augmenter le coût de tous ces matériaux.

Pourquoi les libéraux n'acceptent-ils pas cette bonne idée qui consiste à supprimer les taxes sur la construction immobilière afin que les jeunes puissent enfin avoir un logement, un emploi et de l'espoir, comme ils le méritent?

L'hon. Patty Hajdu (ministre de l'Emploi et des Familles et ministre responsable de l'Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario, Lib.): Monsieur le Président, hier, il était affligeant de voir les députés conservateurs s'opposer les uns après les autres à la mesure visant à alléger le fardeau financier lié à la tarification du carbone pour les consommateurs, mesure que nous nous sommes engagés à mettre en œuvre dans le projet de loi dont la Chambre est saisie. Ils ont voté contre. Ils voteront contre une réduction d'impôt pour 22 millions de Canadiens. Encore une fois, les conservateurs aiment parler de réduction d'impôt, mais, en réalité, ils s'y opposent.

Pour qui se battent-ils vraiment? Ce n'est certainement pas pour les Canadiens ou les conservateurs avec qui je parle dans Thunder Bay—Supérieur-Nord.

* * *

LA TARIFICATION DU CARBONE

L'hon. Pierre Poilievre (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, la taxe sur le carbone pour les industries n'est pas seulement une taxe sur les maisons; c'est aussi une taxe sur la nourriture. En effet, lorsque nous taxons l'acier qui entre dans la fabrication de l'équipement agricole ainsi que les engrais nécessaires à la culture d'aliments, et lorsque nous taxons les entreprises de transformation des aliments, nous taxons la nourriture. Il n'est pas étonnant que, depuis l'arrivée au pouvoir du premier ministre, le prix des aliments ait augmenté environ 40 % plus rapidement au Canada qu'aux États-Unis. Les Canadiens méritent d'avoir dans leur assiette des aliments abordables, nutritifs et délicieux.

Le premier ministre acceptera-t-il dès maintenant d'abolir la taxe sur le carbone pour les industries afin que les Canadiens aient les moyens de se nourrir?

L'hon. Steven MacKinnon (ministre des Transports et leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, c'est reparti avec les taxes imaginaires. Comme ma collègue vient de le dire, lorsque les conservateurs ont l'occasion de voter en faveur d'un allègement fiscal pour tous les contribuables du pays, ils refusent. Quand ils ont l'occasion de voter en faveur de l'élimination de la TPS pour les acheteurs d'une première habitation, ils refusent. Quand ils ont l'occasion de voter en faveur de la suppression de la taxe sur le carbone pour les consommateurs, que font les conservateurs? Ils refusent.

Quand vient le temps de voter pour donner un répit aux Canadiens, que font-ils?

Des voix: Ils refusent.

* * *

• (1440)

[Français]

LES LANGUES OFFICIELLES

Mario Beaulieu (La Pointe-de-l'Île, BQ): Monsieur le Président, le nouveau ministre responsable des Langues officielles est déjà tanné de son mandat. Il trouve ça électoraliste, lui, dire que le français est en déclin. Il trouve ça identitaire, lui, dire que Montréal s'anglicise. C'est comme ça qu'il commence son mandat. Pour lui, c'est très clair dans son esprit: la défense du français, c'est un dossier plate qui permet aux séparatistes xénophobes et racistes de se plaindre.

Pourquoi le premier ministre a-t-il nommé un opposant à la protection de la langue française comme ministre des Langues officielles?

L'hon. Marc Miller (ministre de l'Identité et de la Culture canadiennes et ministre responsable des Langues officielles, Lib.): Monsieur le Président, j'ai fait mes études primaires et secondaires en français. J'ai fait mes études au cégep en français, j'ai fait un baccalauréat en français, une maîtrise en français et j'ai élevé mes enfants dans trois langues, dont le français. J'adore le français et je défendrai notre belle langue jusqu'à la fin de mes jours.

Martin Champoux (Drummond, BQ): Monsieur le Président, je sais de quoi il devrait être tanné, le ministre de l'Identité et de la Culture canadiennes. Il devrait être tanné qu'Ottawa se tourne les pouces devant le déclin du français. Il devrait être tanné qu'Ottawa continue de financer l'anglais au Québec pendant que le français est menacé. Il devrait être tanné que de moins en moins de Québécois puissent écouter de la musique en français, que de moins en moins de Québécois puissent lire en français et que de moins en moins de Québécois puissent voir des spectacles en français, parce que notre langue est menacée partout.

En commençant son mandat, le ministre aurait-il envie d'être tanné pour les bonnes raisons?

Questions orales

L'hon. Marc Miller (ministre de l'Identité et de la Culture canadiennes et ministre responsable des Langues officielles, Lib.): Monsieur le Président, ce que je déplore, c'est cette politisation de notre belle langue, que nous voulons promouvoir partout au pays. Je sais que les députés du Bloc québécois ont le français à cœur. Ce que je leur demande, c'est de se joindre à nous et à tous les autres députés qui ont le français à cœur pour utiliser notre belle stratégie francophone qui, pour la première fois de notre histoire, a 4,1 milliards de dollars à déployer pour soutenir le français. Nous le ferons au cours de notre mandat et nous défendrons le français. Pour ma part, je défendrai jusqu'à la fin de mes jours le français dans notre pays.

* * *

[Traduction]

LE LOGEMENT

Scott Aitchison (Parry Sound—Muskoka, PCC): Monsieur le Président, CTV rapporte que 35 000 ménages ont quitté la région du Grand Toronto l'année dernière parce que le coût du logement est tout simplement trop élevé. L'initiative Missing Middle a rapporté hier que « le moteur immobilier de l'Ontario est au point mort ». Dans la région du Grand Toronto, les ventes avant construction de copropriétés ont chuté de 89 %, et celles de maisons individuelles, de 65 %. Cela signifie que les mises en chantier ont chuté de manière spectaculaire et que la situation va empirer en 2026.

Ma question est la suivante: quand le premier ministre a dit aux jeunes Canadiens qu'ils devraient faire des sacrifices, faisait-il vraiment référence au rêve d'accéder à la propriété?

L'hon. Gregor Robertson (ministre du Logement et de l'Infrastructure et ministre responsable de Développement économique Canada pour le Pacifique, Lib.): Monsieur le Président, nous sommes évidemment confrontés à des défis en Ontario, en particulier dans la région du Grand Toronto, en ce qui concerne les mises en chantier. C'est précisément pour cette raison que nous avons lancé le programme Maisons Canada. C'est précisément pour cette raison que nous investissons des sommes sans précédent dans le logement abordable. C'est précisément pour cette raison que nous avons proposé l'élimination de la TPS pour les acheteurs d'une première maison, une mesure que les députés d'en face bloquent depuis juin.

Nous devons agir. Nous le faisons ici, à la Chambre. Les conservateurs votent contre les mesures visant à favoriser l'accès à un logement abordable.

Scott Aitchison (Parry Sound—Muskoka, PCC): Monsieur le Président, la quatrième instance bureaucratique chargée du logement du premier ministre, Maisons Canada, remplace la Stratégie nationale sur le logement de Justin Trudeau, qui a changé des vies, par moins d'argent et des promesses encore plus grandes.

Nous avons besoin de 480 000 logements par année au cours des 10 prochaines années pour rétablir l'abordabilité, mais le directeur parlementaire du budget signale que Maisons Canada n'en construira qu'environ 26 000 au cours des cinq prochaines années. Pourquoi le premier ministre n'écoute-t-il donc pas les constructeurs d'habitations, les experts en logement et le chef de l'opposition et n'abolit-il pas la taxe sur toutes les maisons de moins de 1,3 million de dollars?

• (1445)

L'hon. Gregor Robertson (ministre du Logement et de l'Infrastructure et ministre responsable de Développement écono-

mique Canada pour le Pacifique, Lib.): Monsieur le Président, nous avons beaucoup discuté avec l'industrie de la construction résidentielle, les maires et les ministres. Nous avons déployé énormément d'efforts. Les députés d'en face peuvent aller parler aux gens de la collectivité et aux constructeurs d'habitations avec lesquels nous travaillons et qui soutiennent Maisons Canada. Nous venons de lancer et d'ouvrir le portail à cette fin. Selon le directeur parlementaire du budget, 87 000 logements seront construits dans le cadre de cet effort initial. La Stratégie nationale sur le logement reprendra dans les années qui suivent. C'est une combinaison qui permettra d'offrir des logements abordables à une échelle sans précédent.

Jonathan Rowe (Terra Nova—Les Péninsules, PCC): Monsieur le Président, le gouvernement libéral a promis des milliards de dollars pour le logement, mais aujourd'hui, le directeur parlementaire du budget a révélé que ce programme est exactement comme les quatre derniers: un échec total. Encore une fois, les libéraux promettent les mêmes choses, mais ne livrent pas les résultats promis. Leur nouveau programme de logement ne devrait permettre de construire que 26 000 logements en cinq ans, ce qui n'est qu'une fraction des 2,5 millions promis.

Comment le premier ministre va-t-il informer les jeunes de cette horrible nouvelle? Leur demandera-t-il simplement de faire plus de sacrifices?

L'hon. Joanne Thompson (ministre des Pêches, Lib.): Monsieur le Président, je pense qu'il est très important de souligner que mon collègue de l'opposition de Terre-Neuve-et-Labrador a voté contre toutes les occasions d'aider les Canadiens: les programmes pour le logement, le programme d'alimentation en milieu scolaire, les garderies à 10 \$ par jour, les soins dentaires, et j'en passe. Ce n'est qu'un enchaînement de lamentations.

Nous devons travailler ensemble. Les Canadiens veulent que nous travaillions ensemble. Je répondrai à mon collègue que les Terre-Neuviens et les Labradoriens veulent voir des résultats.

Vincent Ho (Richmond Hill-Sud, PCC): Monsieur le Président, les gens devraient pouvoir travailler fort, mettre de l'argent de côté et acheter une maison à un prix raisonnable, dans un délai raisonnable. C'était la promesse canadienne. Cependant, aujourd'hui, le gardien de la rigueur budgétaire parlementaire a confirmé que le premier ministre libéral a rompu cette promesse. Selon le rapport, la plus récente structure bureaucratique libérale en matière de logement n'est rien d'autre qu'une rutilante machine à relations publiques à 1 milliard de dollars qui permettra de construire seulement 26 000 logements en 5 ans. C'est à peine 2 % du 1,25 million d'habitations promises. Pire encore, le rapport indique que le gouvernement libéral n'a absolument aucun plan pour atteindre sa propre cible.

Au lieu de donner des leçons de sacrifice aux jeunes Canadiens, pourquoi le premier ministre libéral n'admet-il tout simplement pas qu'il a passé le rêve de l'accession à la propriété au rouleau compresseur pour l'enterrer sous une structure bureaucratique avant de repartir avec la pelle?

Questions orales

L'hon. John Zerucelli (secrétaire d'État (Travail), Lib.): Monsieur le Président, le député parlait très vite, alors je n'ai pas pu suivre sa question, mais je tiens à dire une chose: les Canadiens nous ont élus pour accomplir de grandes choses. Nous allons bâtir une économie plus forte et un pays plus fort. Nous effectuons le plus important investissement dans les infrastructures de l'histoire du Canada. Ce parti-là a voté contre. Nous allons construire des routes et des ponts, des centres communautaires, des hôpitaux et des infrastructures de transport en commun avec de l'acier canadien et du bois d'œuvre canadien. Pour leur part, les conservateurs ont voté contre tout cela, contre absolument tout. Ils ont voté contre le logement et contre les grands projets, qui offrent pourtant des débouchés aux travailleurs canadiens.

De ce côté-ci de la Chambre, nous allons continuer à bâtir. Contrairement aux conservateurs, nous allons défendre les travailleurs canadiens.

[Français]

Gabriel Hardy (Montmorency—Charlevoix, PCC): Monsieur le Président, ce matin, le Regroupement des offices d'habitation du Québec et l'Alliance des corporations d'habitations abordables du territoire du Québec ont partagé leur inquiétude profonde: la demande en logements sociaux et abordables explose, mais, la réponse libérale, c'est plus de bureaucratie.

Le directeur parlementaire du budget confirme lui aussi que la grande promesse libérale de 250 000 maisons va en réalité en produire seulement 26 000, soit 10 fois moins. Dans Montmorency—Charlevoix, le prix moyen des maisons est passé de 205 000 \$ à 400 000 \$ sous ce gouvernement libéral. Le premier ministre a dit que nos jeunes devaient faire des sacrifices.

Est-ce qu'en réalité, ce qu'il leur demande, c'est de sacrifier leur rêve d'avoir un jour une maison?

L'hon. Joël Lightbound (ministre de la Transformation du gouvernement, des Travaux publics et de l'Approvisionnement, Lib.): Monsieur le Président, c'est quand même tout un grand écart pour un député conservateur de parler de logement abordable. En 10 ans de vie politique, je n'ai jamais rencontré un organisme qui s'intéresse à la question du logement qui m'a vanté les mérites du Parti conservateur. À chaque détour, ce parti a toujours voté contre les investissements en logement abordable et social. Ça, c'est quand ils ne dénigrent pas carrément le concept.

De ce côté-ci de la Chambre, nous investissons 13 milliards de dollars pour bâtir du logement abordable comme on n'en a jamais bâti au pays.

[Traduction]

LA JUSTICE

Wade Chang (Burnaby Central, Lib.): Monsieur le Président, les groupes de victimes, les chefs de police, les associations de policiers, les provinces, les territoires et les municipalités réclament tous l'adoption rapide du projet de loi C-14, Loi sur les mesures de réforme concernant la mise en liberté sous caution et la détermination de la peine. Alors que les crimes haineux continuent d'augmenter, des communautés de partout au Canada nous exhortent à adopter le projet de loi C-9, Loi visant à lutter contre la haine. Cependant, au lieu de contribuer à faire avancer ce travail important, les conservateurs font de l'obstruction au sein du comité de la justice, bloquent la comparution de témoins et retardent les travaux.

La secrétaire d'État peut-elle informer la Chambre des répercussions des retards causés par les conservateurs et nous dire ce qu'il faut faire pour que nous puissions adopter ces projets de loi dans l'intérêt des Canadiens?

• (1450)

L'hon. Ruby Sahota (secrétaire d'État (Lutte contre la criminalité), Lib.): Monsieur le Président, les députés savent-ils qui paie le prix des manœuvres conservatrices? Ce sont les Canadiens. Alors que les groupes de victimes et les policiers sur le terrain nous demandent d'agir de toute urgence pour faire face à la crise, les conservateurs passent leur temps à faire de l'obstruction avec des discours insensés sur les chats et les chiens. Les députés ont bien entendu: les chats et les chiens. Ils se livrent à ces manœuvres procédurales pour empêcher que ces projets de loi ne soient adoptés par le comité. Ils empêchent le comité de faire son travail. Quand il est question de sécurité publique, les conservateurs aboient beaucoup, mais ils ne mordent pas. Ils nous mettent des bâtons dans les roues...

Le Président: La députée de Kildonan—St. Paul a la parole.

LE SECTEUR DE L'ACIER ET DE L'ALUMINIUM

Raquel Dancho (Kildonan—St. Paul, PCC): Monsieur le Président, hier, Algoma Steel a mis à pied 1 000 travailleurs. Ces travailleurs se souviennent que, quelques jours à peine avant les dernières élections, le premier ministre libéral s'est rendu à l'usine de Sault Ste. Marie pour leur promettre qu'il protégerait leurs emplois. Aujourd'hui, leur secteur est soumis aux droits de douane des États-Unis, il n'y a pas d'accord, et ils n'ont désormais plus d'emploi. Pour ajouter l'insulte à l'injure, le gouvernement libéral vient de donner 400 millions de dollars à Algoma Steel, apparemment sans obtenir de garanties quant aux emplois, puisque 1 000 travailleurs canadiens ont été mis à pied à la veille de Noël.

Quand le gouvernement libéral honorera-t-il sa promesse de protéger les emplois des métallurgistes?

L'hon. Mélanie Joly (ministre de l'Industrie et ministre responsable de Développement économique Canada pour les régions du Québec, Lib.): Monsieur le Président, nos pensées accompagnent les travailleurs d'Algoma Steel. J'ai été en contact avec l'entreprise et avec le syndicat. Nous savons que tout le modèle d'affaires du secteur de l'acier au Canada repose sur les constructeurs automobiles américains. Malheureusement, compte tenu des droits de douane injustifiables de 50 % imposés par les États-Unis à notre secteur de l'acier, ce genre de situation peut se produire. Nous avons collaboré avec l'entreprise en lui offrant 400 millions de dollars pour l'aider à traverser cette période difficile pendant qu'elle se tourne vers de nouveaux produits et de nouveaux marchés.

*Questions orales***LE COMMERCE INTERNATIONAL**

Raquel Dancho (Kildonan—St. Paul, PCC): Monsieur le Président, les libéraux ont promis de protéger les emplois des Canadiens, mais la réalité, c'est que des milliers de familles canadiennes sont maintenant privées de leur principale source de revenus parce que les libéraux n'ont pas tenu leurs promesses. Des scieries ferment leurs portes, des constructeurs automobiles annulent des projets au Canada pour les déménager aux États-Unis, et maintenant, à Sault Ste. Marie, 1 000 travailleurs d'une aciérie viennent de perdre leur emploi. Les travailleurs n'ont pas besoin que les libéraux leur servent d'autres platitudes, offrent d'autres cadeaux aux entreprises ou continuent de ne pas tenir leurs promesses. Ils ont besoin de retrouver leur emploi. Ils ont besoin de résultats.

Quand les Canadiens obtiendront-ils l'accord commercial qu'on leur a promis?

L'hon. Mélanie Joly (ministre de l'Industrie et ministre responsable de Développement économique Canada pour les régions du Québec, Lib.): Monsieur le Président, j'ai des petites nouvelles pour la députée: nous sommes au beau milieu d'une guerre commerciale. Par conséquent, en raison de ce qui se passe en ce moment, nous nous battons pour les emplois d'Algoma Steel et de tout le secteur de l'acier canadien. C'est pourquoi nous sommes là pour...

Des voix: Oh, oh!

Le Président: À l'ordre. La ministre peut poursuivre.

L'hon. Mélanie Joly: Monsieur le Président, ce que je veux dire, c'est que nous continuerons à nous battre pour ces emplois. L'entreprise a été claire aujourd'hui: sans ces 400 millions de dollars et les 100 millions de dollars de l'Ontario, l'existence même d'Algoma Steel serait en péril.

Kerry Diotte (Edmonton Griesbach, PCC): Monsieur le Président, j'offre mes condoléances aux 1 000 travailleurs d'Algoma Steel mis à pied dans ma ville, Sault Ste. Marie. Mon père, Tony, a travaillé pour Algoma pendant plus de 30 ans. Le premier ministre est directement responsable de ces mises à pied. Pendant la campagne électorale, le premier ministre affirmait qu'il jouerait du coude en disant que lui seul pourrait conclure un accord commercial gagnant avec Donald Trump. Au lieu de conclure un accord, le premier ministre a dit: « On s'en fout. » Ensuite, on a écopé d'une autre hausse des droits de douane sur les produits canadiens. Ces mises à pied en sont la conséquence directe, et d'autres viendront.

Quand le premier ministre conclura-t-il enfin un accord avec Trump?

L'hon. Mélanie Joly (ministre de l'Industrie et ministre responsable de Développement économique Canada pour les régions du Québec, Lib.): Monsieur le Président, j'ai beaucoup de respect pour mon collègue et son père ainsi que pour tous les travailleurs, actuels ou anciens, de l'entreprise Algoma Steel. C'est pourquoi ma priorité, qui est aussi celle du gouvernement, est de veiller à ce qu'ils puissent continuer de gagner un excellent salaire chez Algoma Steel pendant que l'entreprise s'adapte à de nouveaux types d'acier pour les secteurs de la défense et du logement.

De plus, je dois dire que notre politique d'achat au Canada aide Algoma et d'autres aciéries pendant que nous continuons de nous battre pour maintenir ces emplois partout au pays.

• (1455)

[Français]

L'EMPLOI

Dominique Vien (Bellechasse—Les Etchemins—Lévis, PCC): Monsieur le Président, ça prend un sacré talent pour dépenser 15 milliards de dollars et réussir, pendant ce temps-là, à créer du chômage.

Les banques alimentaires débordent, mais le premier ministre préfère jouer au guichet automatique pour les multinationales: 15 milliards de dollars à Stellantis et 400 millions de dollars à Algoma Steel. Pourtant, le résultat, ce sont des pertes d'emploi.

Le premier ministre peut-il nous expliquer sa stratégie géniale qui consiste à payer des grandes entreprises pour qu'elles mettent notre monde à la porte?

L'hon. Anna Gainey (secrétaire d'État (Enfance et Jeunesse), Lib.): Monsieur le Président, de ce côté-ci de la Chambre, nous protégeons les programmes essentiels sur lesquels comptent des millions de Canadiens. En effet, 6 millions d'enfants comptent sur l'Allocation canadienne pour enfants et 5 millions de personnes comptent sur le Régime canadien de soins dentaires.

De ce côté-ci de la Chambre, nous sommes occupés à aider et à appuyer les familles, alors que, de l'autre côté de la Chambre, ils s'opposent à toutes ces mesures et votent contre.

Dominique Vien (Bellechasse—Les Etchemins—Lévis, PCC): Monsieur le Président, j'ai l'impression qu'elle n'a pas compris ma question. Je vais donc la répéter.

Les Canadiens n'arrivent plus à se nourrir à cause du coût de la vie, et ce gouvernement continue de vider leurs poches et de remplir celles de nos grandes entreprises. Ce premier ministre trouve 72 millions de dollars pour Nokia, 400 millions de dollars pour Algoma Steel et 15 milliards de dollars pour Stellantis. Qu'ont-ils en échange? Ils ont des pertes de jobs.

Est-ce cela, la nouvelle stratégie libérale: appauvrir les Canadiens pour enrichir les grandes entreprises?

L'hon. Joël Lightbound (ministre de la Transformation du gouvernement, des Travaux publics et de l'Approvisionnement, Lib.): Monsieur le Président, il est essentiel de ce côté-ci de la Chambre de soutenir les secteurs qui ont été touchés par la guerre tarifaire avec les États-Unis.

Je noterais toutefois que ma collègue a voté contre une baisse d'impôt qui représente à peu près 800 \$ par famille au Canada et au Québec. Elle a voté contre le Programme national d'alimentation scolaire du Canada, qui fait économiser aux familles les plus vulnérables à peu près 800 \$ par famille. Elle a voté contre le Régime canadien de soins dentaires qui aide au bas mot au moins 10 000 personnes dans sa circonscription, Bellechasse—Les Etchemins—Lévis. Elle a voté contre des investissements, par exemple, au chantier Davie, qui peine à recruter le personnel dont il a besoin. Ce sont de bons emplois pour notre monde. J'espère qu'elle va se ressaisir et appuyer l'action du gouvernement.

*Questions orales**[Traduction]*

Harb Gill (Windsor-Ouest, PCC): Monsieur le Président, selon le rapport sur la faim de Feed Ontario, au cours de la dernière année, plus de 1 million d'Ontariens ont eu recours aux banques alimentaires, pour un total de 8,7 millions de visites. C'est du jamais vu. Pendant que les Canadiens ont du mal à joindre les deux bouts, le premier ministre libéral a donné des milliards de dollars aux grandes sociétés sans la moindre garantie concernant les emplois: 400 millions de dollars à Algoma pour 1 000 emplois en moins et 15 milliards de dollars à Stellantis pour abolir 3 000 emplois.

Pourquoi le premier ministre fait-il toujours payer les contribuables pour les ententes de faveur avec des entreprises alors que les Canadiens ont faim?

L'hon. Adam van Koeverden (secrétaire d'État (Sports), Lib.): Monsieur le Président, les experts en sécurité alimentaire et les entreprises d'élimination de la pauvreté font un excellent travail pour militer directement auprès du gouvernement, et ce qu'ils disent, c'est qu'il faut plus de logements abordables. Au cours des deux dernières semaines seulement, nous avons annoncé 857 nouveaux logements coopératifs. Cette question me va droit au cœur parce que je suis fier d'avoir grandi dans une coopérative d'habitation, contrairement à certains conservateurs qui aiment parler de logements à la soviétique ou les dénigrer en les qualifiant de taudis ou d'autres qualificatifs du genre.

Nous créons des emplois et des débouchés pour les Canadiens, mais chaque fois que nous présentons une motion à la Chambre pour aider les Canadiens, que ce soit des services de garde, des soins dentaires ou des aliments abordables dans les écoles, les conservateurs votent contre.

Lianne Rood (Middlesex—London, PCC): Monsieur le Président, les banques alimentaires connaissent une fréquentation record, tandis que le premier ministre continue de distribuer l'argent des contribuables à des multinationales sans aucune garantie concernant les emplois. À quelques semaines de Noël, les lettres de licenciement arrivent sur les tables de cuisine des familles de travailleurs de l'usine CAMI. Des familles de Middlesex—London perdent leur salaire et n'ont plus les moyens de faire l'épicerie. La ministre a dit qu'elle obtiendrait des nouvelles de GM, mais elle n'a toujours rien après 40 jours: aucun plan, aucune transparence et aucun emploi.

Pourquoi le premier ministre continue-t-il de faire payer aux Canadiens le prix de son incompétence financière?

[Français]

L'hon. Stephanie McLean (secrétaire d'État (Aînés), Lib.): Monsieur le Président, lorsque les conservateurs ont voté contre le budget de 2025, ils ont voté contre la Sécurité de la vieillesse et le Supplément de revenu garanti. Ils ont voté contre le programme Nouveaux Horizons pour les aînés. Ils ont voté contre un crédit d'impôt pour les préposés aux services de soutien à la personne. Ils ont voté contre les soins dentaires pour plus de 6 millions de Canadiens âgés.

Les Canadiens veulent savoir pour qui...

Le Président: L'honorable député d'Edmonton-Nord-Ouest a la parole.

*[Traduction]***LES RESSOURCES NATURELLES**

Billy Morin (Edmonton-Nord-Ouest, PCC): Monsieur le Président, huit mois se sont écoulés depuis l'élection du premier ministre, qui avait promis de réaliser des projets d'intérêt national à une vitesse jamais vue depuis des générations.

Voilà que nous apprenons que les consultations ne sont même pas entamées. Le premier ministre aurait pu les commencer dans les semaines qui ont suivi les dernières élections, compte tenu de la crise existentielle qu'il a invoquée. Le nouveau ministre du Patrimoine choisi par le premier ministre a déclaré que les consultations auraient dû être lancées hier, critiquant ainsi le premier ministre, et qu'on ne peut pas mener des consultations depuis son bureau, critiquant ainsi le ministre des Ressources naturelles, qui affirme qu'elles peuvent être menées via Zoom.

Le premier ministre a-t-il évité de consulter les Premières Nations parce qu'il ne se soucie pas d'elles ou parce qu'il ne veut pas qu'un pipeline soit construit?

• (1500)

L'hon. Rebecca Alty (ministre des Relations Couronne-Autochtones, Lib.): Monsieur le Président, nos relations avec nos partenaires, les Premières Nations, les Métis et les titulaires de droits inuits sont d'une importance capitale.

Dans le cas de projets d'envergure, l'obligation de consultation et d'accommodement sera respectée. Il n'y a pas de projets d'envergure à l'heure actuelle; il n'y a qu'un protocole d'entente, qui définit les conditions à remplir. Les projets d'envergure nécessiteront la tenue de consultation.

Tako Van Popta (Langley Township—Fraser Heights, PCC): Monsieur le Président, le caucus libéral, qui prône la non-exploitation des hydrocarbures, affirme que le protocole d'entente conclu avec l'Alberta ne constitue pas l'autorisation de construire un pipeline. Il n'y a pas de projet, pas de tracé, certainement pas de consensus et aucun promoteur du secteur privé.

À présent, les libéraux se réfugient derrière l'interdiction des pétroliers, qui nous empêche d'acheminer nos ressources vers les marchés, et cela fait leur affaire. Pendant ce temps, les pétroliers américains continuent de circuler librement entre l'Alaska et les 48 États au sud de la frontière canadienne.

J'ai une question simple: le premier ministre lèvera-t-il l'interdiction des pétroliers afin que nous puissions construire un pipeline, ou est-ce qu'on rêve en couleur?

L'hon. Tim Hodgson (ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles, Lib.): Monsieur le Président, nous sommes en pleine guerre commerciale. Il est temps de le reconnaître. Notre accord avec l'Alberta s'inscrit dans une stratégie « Équipe Canada » qui vise à renforcer notre position, et à faire en sorte que le Canada soit en mesure de remporter cette guerre commerciale. Nous y parviendrons en développant nos exportations au-delà d'un seul client et en réduisant nos émissions. Nous proposons une tarification du carbone robuste pour les industries ainsi qu'un engagement en faveur de grands projets de décarbonation, en partenariat avec les instances compétentes et les Premières Nations.

*Questions orales***LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**

Gurbux Saini (Fleetwood—Port Kells, Lib.): Monsieur le Président, la fin de semaine dernière, d'importantes discussions ont eu lieu à Surrey, en Colombie-Britannique, au sujet du soutien à offrir aux organismes d'application de la loi et de renseignement pour lutter contre l'extorsion.

Il est plus que jamais crucial d'assurer la protection des Canadiens, mais les conservateurs, qui se livrent à des jeux politiques et retardent l'adoption de mesures comme celles du projet de loi C-2, empêchent les forces de l'ordre d'obtenir les ressources essentielles dont elles ont besoin pour protéger les Canadiens.

Le ministre de la Sécurité publique peut-il décrire les mesures que le gouvernement...

Le Président: Le ministre de la Sécurité publique a la parole.

L'hon. Gary Anandasangaree (ministre de la Sécurité publique, Lib.): Monsieur le Président, tout d'abord, je tiens à remercier le député de Fleetwood—Port Kells de son excellent travail.

Nous prenons des mesures concrètes pour lutter contre l'extorsion. La semaine dernière, à Surrey, en Colombie-Britannique, nous avons tenu un sommet qui réunissait des représentants du gouvernement de la Colombie-Britannique, des forces de l'ordre et du groupe de travail sur l'extorsion, ainsi que des dirigeants municipaux, afin que nous puissions tous nous concerter et mener cette lutte ensemble.

Malheureusement, les conservateurs continuent de se livrer à de petits jeux. Ils s'opposent à des projets de loi essentiels qui renforceraient les mesures d'application de la loi. J'exhorte le Parti conservateur à se joindre à nous et à appuyer...

Le Président: Le député de Saskatoon-Ouest a la parole.

* * *

L'IMMIGRATION, LES RÉFUGIÉS ET LA CITOYENNETÉ

Brad Redekopp (Saskatoon-Ouest, PCC): Monsieur le Président, lorsqu'il était ministre de l'Immigration, le nouveau ministre de la Culture a déclaré, en parlant des objectifs d'immigration: « Je ne vois pas de monde dans lequel nous pourrions [les] abaisser [...] La question de savoir si nous les révisons à la hausse ou non est quelque chose que je dois examiner. Mais certainement, je ne pense pas que nous [...] voudrions les abaisser [...] ». Puis, en 2024, il est marqué l'histoire en accueillant près de 500 000 résidents permanents au pays, le nombre le plus élevé jamais atteint en une seule année.

Aujourd'hui, nous sommes aux prises avec une crise nationale du logement, des urgences qui débordent et une crise de l'emploi chez les jeunes.

Que pense l'actuelle ministre de l'Immigration du fait de devoir assumer les conséquences des erreurs commises par un collègue de l'époque de Trudeau qui vient d'être promu pour avoir causé un énorme gâchis?

Des voix: Oh, oh!

Le Président: Nous allons devoir attendre un peu, car tout le monde s'agite chaque fois que le secrétaire d'État se lève.

Le secrétaire d'État au Développement rural a la parole.

L'hon. Buckley Belanger (secrétaire d'État (Développement rural), Lib.): Monsieur le Président, je tiens à dire au caucus

conservateur de la Saskatchewan que 14 de ses membres ont été élus sur une période de 10 ans. Cela représente 140 années cumulées pendant lesquelles nous avons eu une représentation conservatrice de la Saskatchewan.

Qu'ont-ils accompli au cours de ces 10 années en matière de logement, de commerce et d'infrastructures? Ils n'ont rien accompli.

● (1505)

L'hon. Michelle Rempel Garner (Calgary Nose Hill, PCC): Monsieur le Président, le fait que les libéraux ne laissent même pas la ministre de l'Immigration répondre à une question sur l'immigration en dit long. Dans une entrevue accordée à la CBC à l'époque où il était ministre de l'Immigration...

Des voix: Oh, oh!

Le Président: La députée de Calgary Nose Hill a la parole.

L'hon. Michelle Rempel Garner: Monsieur le Président, dans une entrevue accordée à la CBC à l'époque où il était ministre de l'Immigration, le nouveau ministre de la Culture a balayé du revers de la main les appels à l'aide des premiers ministres provinciaux qui étaient engloutis sous des flots de demandes d'asile frauduleuses imputables aux libéraux en disant: « Je pense que ce qu'ils [les premiers ministres provinciaux] affirment [...] est tout un tas de [bip]. » En réalité, il a supervisé le transfert de milliards de dollars qui ont servi à héberger de faux demandeurs d'asile pendant que les salles d'urgence débordaient.

Ma question est la suivante: si l'ancien ministre de l'Immigration évincé peut obtenir une promotion, est-ce que cela signifie que l'actuel premier ministre accordera également une promotion à la ministre actuelle de l'Immigration?

L'hon. Lena Metlege Diab (ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté, Lib.): Monsieur le Président, je remercie ma collègue de m'accorder sa confiance et d'accorder sa confiance au gouvernement.

Je dois vous dire une chose: les Canadiens ont élu le gouvernement en lui donnant un mandat de taille. Le gouvernement a présenté un budget de portée historique comprenant un plan d'immigration durable qui porte sur l'immigration permanente et l'immigration temporaire, et qui fera venir des talents du monde entier.

Pourquoi la députée et son parti continuent-ils de faire systématiquement de l'obstruction? Ralliez-vous à nous.

Le Président: Les députés doivent adresser leurs observations à la présidence.

La députée de Calgary Nose Hill a la parole.

L'hon. Michelle Rempel Garner (Calgary Nose Hill, PCC): Monsieur le Président, en 2022, un ressortissant jamaïcain a été reconnu coupable aux États-Unis d'une infraction sexuelle grave à l'égard d'un mineur, mais, en 2023, les libéraux l'ont accueilli au Canada. Pire encore, ils lui ont permis de demander l'asile et, aujourd'hui, cet agresseur sexuel d'enfants est toujours au Canada. Les libéraux ont voté contre les mesures des conservateurs visant à empêcher les non-citoyens ayant agressé des enfants d'entrer au Canada, d'abuser de notre système d'immigration et d'éviter l'expulsion.

Pourquoi les libéraux protègent-ils les agresseurs sexuels d'enfants qui ne sont pas des citoyens canadiens? Pourquoi n'ont-ils pas appuyé nos politiques?

L'hon. Gary Anandasangaree (ministre de la Sécurité publique, Lib.): Monsieur le Président, le Canada dispose d'un système rigoureux d'interdiction de territoire qui garantit que les personnes n'ayant pas le droit de demeurer ici seront expulsées. Cette année, nous sommes en voie d'expulser plus de 20 000 personnes qui ne sont pas admissibles à rester au Canada, y compris celles qui ont commis des infractions criminelles.

Je tiens à dire très clairement aux députés de l'opposition qu'ils devraient se retenir d'adopter un ton moralisateur quand ils parlent d'enjeux de sécurité publique, vu qu'ils s'opposent aux outils mêmes dont les agents de sécurité publique ont besoin pour faire leur travail efficacement.

* * *

LES AFFAIRES AUTOCHTONES

Philip Earle (Labrador, Lib.): Monsieur le Président, 19 années se sont écoulées depuis l'entrée en vigueur de la Loi sur la gestion financière des premières nations, grâce au leadership et à la détermination des Premières Nations partout au Canada. Depuis, la Loi est devenue un système solide et très efficace qui soutient les Premières Nations en matière de gestion financière, de fiscalité locale et d'accès à l'emprunt sur les débetures collectives.

La ministre peut-elle informer la Chambre de l'important travail en cours pour favoriser la prospérité économique des Autochtones?

L'hon. Rebecca Alty (ministre des Relations Couronne-Autochtones, Lib.): Monsieur le Président, le budget de 2025 propose d'importantes mises à jour de la Loi sur la gestion financière des premières nations qui permettront à l'Administration financière des Premières nations de prêter à des entités ad hoc. Pour les communautés autochtones, il est ainsi plus facile pour plusieurs nations de travailler ensemble, d'emprunter en groupe et de réduire les coûts administratifs. Le budget donne également accès à de meilleurs taux d'emprunt et à plus d'occasions de prendre des participations dans de grands projets et dans des infrastructures.

Grâce à un meilleur accès au financement, les communautés peuvent créer de bons emplois, faire croître les entreprises locales et assurer une prospérité durable pour les générations futures.

* * *

[Français]

LES LANGUES OFFICIELLES

Joël Godin (Portneuf—Jacques-Cartier, PCC): Monsieur le Président, c'est assez incroyable qu'on ait trouvé ce député pour qu'il devienne le nouveau ministre responsable des Langues officielles. Ce député a répété ce matin qu'il est tanné de défendre le déclin du français. J'ai des petites nouvelles pour lui. Nous, au Parti conservateur du Canada, allons nous battre pour les francophones de partout au Canada. Même le premier ministre du Québec dit que c'est honteux d'avoir nommé cette personne comme ministre responsable des Langues officielles.

Est-ce que le nouveau lieutenant du Québec est aussi tanné de débattre du déclin du français, comme le dit son collègue le ministre du Patrimoine canadien?

• (1510)

L'hon. Marc Miller (ministre de l'Identité et de la Culture canadiennes et ministre responsable des Langues officielles, Lib.): Monsieur le Président, effectivement, le français est en déclin partout au Canada. Toutefois, ce que je déplore, c'est l'hypocrisie des

conservateurs qui votent contre notre plan sur le français qui compte investir 4,1 milliards de dollars partout au Canada pour rendre le français plus fort dans notre pays. Comme ministre de l'Immigration, j'ai doublé l'immigration francophone en dehors du Québec. C'est un bon résultat même si les conservateurs ont voté contre notre plan de 4,1 milliards de dollars.

Ce qui est honteux, c'est leur hypocrisie.

* * *

[Traduction]

L'ENVIRONNEMENT

Lori Idlout (Nunavut, NPD): *Uqaqtittiji*, parce qu'elle vit en aval des sables bitumineux, la Première Nation crie Mikisew présente des taux de cancer plus élevés, mais le gouvernement élabore actuellement des règlements visant à autoriser le rejet des eaux contaminées dans la rivière Athabasca. La Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones et la loi sur le racisme environnemental doivent être mises en œuvre afin de protéger la santé des Premières Nations.

Comment les libéraux peuvent-ils procéder à l'élaboration des règlements alors qu'ils savent que la Première Nation crie Mikisew n'a pas donné son consentement parce que ses habitants meurent du cancer?

L'hon. Julie Dabrusin (ministre de l'Environnement, du Changement climatique et de la Nature, Lib.): Monsieur le Président, la pollution causée par les bassins de résidus des sables bitumineux est un problème grave. Nous sommes conscients des préoccupations soulevées par les communautés autochtones à proximité et nous les prenons au sérieux. Nous soutenons actuellement une étude au sujet des répercussions sur la santé des communautés avoisinantes, et un groupe de travail Couronne-Autochtones travaille sur les normes en matière de rejet des effluents. Nous sommes déterminés à protéger l'environnement du Canada, la santé des collectivités, et bien sûr, des communautés autochtones avoisinantes.

* * *

LA SANTÉ

Gord Johns (Courtenay—Alberni, NPD): Monsieur le Président, notre système de santé est déjà surchargé et le gouvernement fédéral rajoute du travail inutile. Selon le Collège des médecins de famille du Canada, le formulaire du crédit d'impôt pour personnes handicapées alourdit encore le fardeau et empêche des patients d'obtenir aux soins. Au lieu de corriger la situation, le budget de 2025 prévoit 10 millions de dollars pour aider les gens à s'y retrouver dans le même système défaillant.

Les provinces déterminent déjà qui est admissible au crédit d'impôt pour personnes handicapées. Pourquoi la ministre n'accepte-t-elle pas automatiquement l'approbation des provinces, ce qui éliminerait les obstacles et permettrait aux médecins de famille de se concentrer sur les soins aux patients?

L'hon. Patty Hajdu (ministre de l'Emploi et des Familles et ministre responsable de l'Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario, Lib.): Monsieur le Président, c'est une première au Canada. Il n'y a jamais eu de prestation fiscale pour les personnes handicapées auparavant, et je tiens à remercier tous les parlementaires qui ont appuyé cette mesure. Malheureusement, encore une fois, les conservateurs ont voté contre les personnes mêmes qu'ils disent vouloir aider.

Ordres émanant du gouvernement

Le budget de 2025 va même plus loin en indemnisant les gens pour le fardeau financier associé à l'exigence de faire remplir le formulaire par leur médecin pour demander le crédit d'impôt. Nous continuerons de travailler avec les personnes en situation de handicap pour qu'elles aient toutes les chances de s'épanouir dans la société canadienne.

LA PROCÉDURE ET LES USAGES DE LA CHAMBRE DES COMMUNES

Le Président: J'ai le plaisir de déposer devant la Chambre, dans les deux langues officielles, la quatrième édition de *La procédure et les usages de la Chambre des communes*.

Comme nombre de députés le savent, les trois premières éditions ont été publiées en 2000, 2009 et 2017 respectivement. Chacune d'elles est rapidement devenue un ouvrage de référence indispensable, non seulement pour le personnel de la Colline du Parlement, mais aussi pour ceux qui, de l'extérieur de l'enceinte parlementaire, s'intéressent aux activités de la Chambre des communes.

Je suis convaincu que cette quatrième édition deviendra à son tour rapidement l'ouvrage faisant autorité en matière de procédure parlementaire qui saura nous guider dans la conduite de nos travaux.

Cette nouvelle édition, établie par Eric Janse, greffier de la Chambre, et Jeffrey LeBlanc, sous-greffier à la procédure, reflète nos plus récentes pratiques et procédures. Se déployant sur plus de 1 300 pages et plus de 5 500 notes en bas de page, ce texte rend compte de la profondeur et de la complexité du cadre procédural de la Chambre.

Il n'est pas anodin de préciser que cette nouvelle édition reflète nos règles et pratiques en usage jusqu'à une période aussi rapprochée que le printemps 2025.

• (1515)

[Français]

Pour la commodité de tous, cette nouvelle édition est également mise à disposition sur le site Web de la Chambre des communes dans un format électronique accessible.

J'aimerais exprimer toute ma gratitude aux nombreux employés dévoués de l'Administration de la Chambre qui ont participé à la rédaction, à la révision, à la conception et à la publication de cet ouvrage. Tout ce processus a été un remarquable travail d'équipe qui témoigne du professionnalisme et de l'expertise incomparable des employés de la Chambre.

J'encourage les députés à ne pas consulter cet ouvrage qu'au besoin, mais à l'exploiter comme une ressource fondamentale qui leur permettra de bonifier leurs connaissances procédurales, essentielles à leurs fonctions parlementaires. Il ne s'agit assurément pas d'une lecture légère, mais je suis convaincu que vous la trouverez très instructive et extrêmement utile.

J'invite tous les députés à se joindre à moi au salon du Président pour une réception visant à souligner cet événement très spécial.

ORDRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

[Traduction]

LOI N^O 1 D'EXÉCUTION DU BUDGET DE 2025

La Chambre reprend l'étude de la motion portant que le projet de loi C-15, Loi portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 4 novembre 2025, soit lu pour la deuxième fois et renvoyé à un comité, ainsi que de l'amendement.

Frank Caputo (Kamloops—Thompson—Nicola, PCC): Monsieur le Président, je suis heureux de prendre à nouveau la parole au nom des habitants de Kamloops—Thompson—Nicola.

Quand je me suis arrêté, je parlais des choses que les gens et les collectivités de ma circonscription avaient demandées. Par exemple, l'une des choses au sujet desquelles j'ai écrit au ministre des Finances et qui, à mon avis, n'a pas été abordée, à l'instar de toutes les autres questions, c'est le village de Clinton, qui est aux prises avec des problèmes de logement. C'est incroyable. Le gouvernement nous dit qu'il construit beaucoup de logements, mais le village de Clinton continue d'éprouver des difficultés à cet égard. Quelle aide lui apporte-t-on? Absolument aucune.

Qu'en est-il des consultations pour le village d'Ashcroft, aux prises avec de graves problèmes d'infrastructures? La collectivité dessert un certain nombre de régions périphériques, en plus de répondre à ses propres besoins, et l'assiette fiscale ne peut pas couvrir les infrastructures essentielles. Le village a besoin de moderniser son usine de traitement des eaux usées et son réservoir d'eau pour assurer un avenir durable. J'ai écrit au ministre de la Justice à ce sujet. On verra bien. C'est le silence radio jusqu'à présent.

Le district régional Thompson-Nicola a plusieurs besoins, en particulier pour ce qui est du logement. Il a aussi des besoins en matière d'infrastructures d'approvisionnement en eau et de traitement des eaux usées pour les collectivités rurales, qui sont essentielles à la construction de maisons et au sujet desquelles le gouvernement reste silencieux. Il a aussi besoin de financement permanent pour la protection civile et pour soutenir les opérations d'urgence, les casernes de pompiers et ce genre de choses. Ce budget ne soutient pas les petites collectivités.

La First Nations' Emergency Services Society of British Columbia a également présenté des demandes. Je n'ai reçu aucune réponse à ce sujet.

Qu'en est-il de Merritt? J'ai été plus que ravi de me rendre à Merritt récemment. Le gouvernement a promis de l'argent à Merritt pour lutter contre les inondations et aménager des digues. La ville n'a rien obtenu. La province a contribué, mais le gouvernement fédéral était là pour les séances photo et n'a rien fait.

L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, comme il est question de parler sans agir, examinons l'obstruction du Parti conservateur et son refus d'adopter des projets de loi. Par exemple, il y a le projet de loi sur la réforme de la mise en liberté sous caution, qui était une promesse électorale, dont les conservateurs continuent de retarder l'adoption. Il y a le projet de loi C-15, que les conservateurs ne veulent même pas renvoyer au comité. Voilà un parti d'opposition déterminé à agir comme une force destructrice à la Chambre des communes.

Les conservateurs devraient avoir honte. Voici ma question: quand vont-ils se remuer et commencer à permettre l'adoption de projets de loi à la Chambre des communes?

● (1520)

Frank Caputo: Monsieur le Président, je vois tellement de députés libéraux d'arrière-ban qui ne sont pas autorisés à prendre la parole parce que ce député veut porter des accusations sans fondement. Pourquoi un autre député ne prend-il pas la parole maintenant?

La ville de Merritt s'est vu promettre des fonds pour faire face aux inondations. Tout ce dont parlent ces libéraux, c'est de défendre nos intérêts. Le premier ministre et les ministres du Cabinet se sont rendus en Colombie-Britannique et ont déclaré qu'ils défendraient les intérêts de la province. Ils n'ont rien fait. Ce député peut prendre la parole ici, tandis que les députés d'arrière-ban ne peuvent rien dire. Qu'a-t-il fait pour les habitants de Merritt? Qu'ont fait ces libéraux pour la ville de Merritt? Où sont-ils lorsque les Canadiens ont le plus besoin d'eux?

[Français]

Maxime Blanchette-Joncas (Rimouski—La Matapédia, BQ): Monsieur le Président, j'ai bien entendu le discours de mon collègue et j'aimerais l'entendre parler du déficit record dans lequel le gouvernement libéral actuel nous enfonce. Il dit que c'est un budget intergénérationnel. Moi, j'ai plus envie de dire que c'est une catastrophe intergénérationnelle: 78 milliards de dollars de déficit. Justin Trudeau était une bonne sœur économe à côté du premier ministre, le banquier expert, qui nous enfonce dans les déficits.

Il y a encore une chose aussi grave: il dit que, dans les 78 milliards de dollars, il y a 45 milliards qui sont des investissements. Le directeur parlementaire du budget nous dit que, la façon dont on maquille le budget avec la nouvelle comptabilité, ce n'est pas vraiment des investissements. Là, on dit que ce n'est pas la vraie vérité du budget.

J'aimerais que mon collègue me dise ce qu'il pense de ce déficit et de la façon dont le gouvernement trafique et maquille les chiffres pour que ça l'avantage.

[Traduction]

Frank Caputo: Monsieur le Président, absolument. Nous ne sommes pas toujours d'accord avec le Bloc, mais dans ce cas-ci, je suis tout à fait d'accord. Ce n'est pas un budget générationnel. Ce sont des dépenses générationnelles, où 5 400 dollars sont ajoutés pour chaque famille. C'est le montant de notre déficit. C'est pourquoi certaines personnes s'enrichissent, comme les consultants, les actionnaires de Brookfield et probablement quelques autres. Dans ma circonscription, un nombre record de personnes font la queue devant les banques alimentaires. Je suis d'accord avec le député.

Brad Vis (Mission—Matsqui—Abbotsford, PCC): Monsieur le Président, je suis honoré d'avoir représenté plusieurs des régions que le député représente aujourd'hui dans le canyon du Fraser. En effet, en 2021, le gouvernement fédéral a promis des milliards de dollars pour contribuer à reconstruire la Colombie-Britannique. Le gouvernement a parlé des répercussions des changements climatiques, qui nous touchent particulièrement, plus que dans toute autre région du Canada.

Pourquoi le gouvernement ne croit-il pas aux changements climatiques? Pourquoi parle-t-il sans cesse de lutter contre les change-

Ordres émanant du gouvernement

ments climatiques sans agir là où on en constate les effets les plus importants au Canada?

Frank Caputo: Monsieur le Président, la réponse est simple: les libéraux sont de grands parleurs, mais de petits faiseurs.

Gord Johns (Courtenay—Alberni, NPd): Monsieur le Président, les collectivités côtières sont à court de temps. Les principaux programmes fédéraux qui protègent le saumon sauvage et en restaurent l'habitat essentiel viennent à échéance en mars, et ils ne figurent pas dans le budget. Le gouvernement fédéral n'a pas confirmé leur renouvellement, et les collectivités ne peuvent pas attendre l'énoncé économique du printemps. Sur la côte Ouest, le saumon sauvage est essentiel à la sécurité alimentaire, à la culture, à l'écosystème et à l'économie. Les Premières Nations, les éclosiers et les groupes de restauration de l'habitat font le travail, mais ils ne peuvent pas planifier sans certitude de la part du fédéral. Il est essentiel de ne pas relâcher l'accélérateur.

Le député convient-il de l'importance cruciale de ces programmes et de la nécessité pour le gouvernement fédéral d'en rétablir immédiatement le financement?

Frank Caputo: Monsieur le Président, si j'ai répondu aussi brièvement à mon collègue de Mission, c'est parce que je tenais à écouter mon collègue en lui consacrant un maximum de temps.

Je suis loin d'être un expert en matière de pêches, mais il y a 29 Premières Nations dans ma circonscription. J'ai conscience de l'importance de la pêche, surtout pour les économies de l'île et, par le fait même, pour les économies des Premières Nations. D'après ce que j'ai pu constater, le gouvernement manque de sérieux dans ce dossier, si l'on se fie à son discours et aux personnes qu'il nomme. Je pourrais continuer, mais j'espère parler plus longuement à mon collègue à l'avenir.

Dean Allison (Niagara-Ouest, PCC): Monsieur le Président, comme toujours, je tiens à remercier les électeurs de Niagara-Ouest de m'avoir accordé leur confiance pour les représenter à Ottawa. C'est un honneur et un privilège de les servir. Je les représente à la Chambre depuis 2004 et je continuerai de défendre leurs intérêts sans relâche, jour après jour.

Malheureusement, le gouvernement libéral a présenté 10 budgets consécutifs qui vont à l'encontre des intérêts de mes concitoyens. En fait, je crois qu'il agit à l'encontre des intérêts des Canadiens en général. Sous Justin Trudeau, le bilan des libéraux était catastrophique, et c'est encore la même clique qui s'occupe de tout pour le nouveau premier ministre. Il n'est donc pas surprenant que les choses empirent.

N'oublions pas que le premier ministre était le conseiller économique de Justin Trudeau depuis 2020. De nombreux enjeux se sont aggravés de façon exponentielle depuis son arrivée au pouvoir en avril dernier. Il a promis de régler les problèmes. Eh bien, il n'a pas réglé grand-chose, mais il voyage assurément beaucoup. Il a fait le tour du monde quatre fois et a obtenu des résultats extrêmement mauvais. En fait, il n'a fait que brûler du carburant et contribuer aux émissions mondiales de gaz à effet de serre.

Ordres émanant du gouvernement

Le premier ministre a d'abord promis de conclure une entente avec les États-Unis avant le 21 juillet, puis il a repoussé l'échéance au 1^{er} août. Il s'est rendu aux États-Unis à quelques reprises, alors où est l'entente? Nous sommes le 2 décembre et il n'y a pas d'entente et aucune n'est en cours d'élaboration en ce moment. Les choses vont tellement mal sur le plan des négociations que les Canadiens finissent par payer plus de droits de douane chaque fois que le premier ministre se rend quelque part, y compris aux États-Unis.

Les échecs se succèdent, mais si l'on en croit les discours des libéraux à la Chambre, les Canadiens n'ont jamais eu la vie aussi belle. Parfois, je pense qu'ils vivent dans un univers parallèle. Ils disent même que nous imaginons les taxes que nous payons sur la nourriture et le carburant. Les gens n'ont qu'à regarder la période des questions et ils l'entendront eux-mêmes. Les discours ne correspondent pas aux faits. C'est ce qui est le plus frustrant pour les Canadiens.

Chaque jour, des travailleurs canadiens perdent leur emploi. Récapitulons la situation. Stellantis a annoncé que 3 000 emplois canadiens seront transférés dans l'Illinois. Une semaine plus tard, General Motors a annoncé qu'elle mettait fin à la production de fourgonnettes électriques à l'usine de montage CAMI, mettant ainsi au chômage 1 200 personnes à son usine d'Ingersoll. Le fabricant québécois de camions Paccar a été contraint de mettre à pied 300 travailleurs à cause des droits de douane étatsuniens supplémentaires sur les camions commerciaux, ce qui a porté à 725 le nombre total d'emplois supprimés à son usine de Sainte-Thérèse. Ces suppressions d'emplois s'ajoutent à la mise à pied de 425 travailleurs par TFT Global, à Oshawa, et de 49 travailleurs par Magna, à London. À Ear Falls, 150 travailleurs syndiqués ont été mis à pied lorsque la scierie de la ville a fermé ses portes. En Colombie-Britannique, Western Forest Products a mis à pied 150 travailleurs, et en Ontario, Interfor a mis à pied 150 autres travailleurs de ses usines. Pas plus tard qu'hier, nous avons appris qu'Algoma Steel mettra à pied 1 000 travailleurs.

Tous ces gens ont des familles, des hypothèques, des factures et des enfants dont ils doivent s'occuper. Ces gens se demandent maintenant ce qui les attend et ce que l'avenir leur réserve. Le premier ministre s'en soucie-t-il? C'est discutable.

Récemment, le premier ministre a dit qu'il ne se préoccupe pas des négociations avec les Américains qui ont mené aux mises à pied dont je viens de parler. Lorsqu'on lui a posé une question sur les négociations commerciales, le premier ministre a répondu d'un air suffisant qu'il s'en fout et qu'il n'a pas de question urgente à aborder avec le président, alors que les familles et les entreprises canadiennes souffrent. Rappelons que c'est lui qui avait promis de négocier un accord avantageux et de se tenir debout devant Donald Trump.

Les Canadiens attendent toujours cet accord et la situation ne cesse d'empirer. Le déficit libéral s'élève à près de 80 milliards de dollars, seulement pour l'exercice en cours. La dette nationale atteint la somme astronomique de 1,3 billion de dollars. Disons-le ainsi: pour chaque personne qui nous regarde à la maison aujourd'hui, pour chaque Canadien, la part de cette dette est de 33 000 \$. C'est le montant que chaque Canadien devra rembourser, c'est-à-dire autant les nouveau-nés que les aînés dans les établissements de soins de longue durée. Aucun Canadien n'y échappera. Ils doivent 33 000 \$ et ce montant continue d'augmenter.

Pourquoi est-ce que ce montant augmente? À eux seuls, les intérêts à payer s'élèvent à environ 60 milliards de dollars par année,

car les déficits durent année après année. C'est ce que les experts appellent une bombe à retardement économique. Un analyste de Reuters a lancé une mise en garde: la trajectoire du déficit risque d'éroder la confiance dans la stabilité financière à long terme du Canada. Je vais reformuler ce que je viens de dire pour que mes collègues libéraux comprennent: l'analyste de Reuters a essentiellement dit que les libéraux gèrent le pays comme un adolescent gère sa première carte Visa: acheter maintenant, pleurer plus tard.

Nous savons tous que le slogan actuel des libéraux est grosso modo le même que celui de Justin Trudeau. Le slogan du premier ministre, « nous dépensons moins et nous investissons davantage » n'est qu'une variation sur cette ânerie de Justin Trudeau selon laquelle le budget s'équilibrerait de lui-même.

• (1525)

Quels résultats peuvent-ils présenter après tous ces déficits accumulés au cours des 10 dernières années? Comme on pouvait s'y attendre, les résultats sont désastreux. Nous avons des problèmes de dépression, de faim, d'itinérance, de toxicomanie et de criminalité. Nous sommes confrontés à une crise du coût de la vie comme nous n'en avons pas connue depuis des générations. Les jeunes n'ont pas les moyens d'acheter une maison. Ils reportent leur décision de fonder une famille. Ils vivent dans le sous-sol de leurs parents et ils ne voient pas d'issue. Le taux de chômage global est de 7 %. Il est deux fois plus élevé chez les jeunes. Qu'en est-il de l'attraction des investissements au Canada? Il n'y en a pas beaucoup non plus. Les investissements des entreprises sont en chute libre. Pour les gens qui nous écoutent à la maison, quand les entreprises décident de ne pas investir au Canada, cela veut dire qu'il n'y a pas de création d'emplois au Canada.

Comme je le souligne depuis de nombreuses années, la bureaucratie et la surréglementation des libéraux nuisent considérablement aux entreprises canadiennes et aux investissements étrangers. Selon plusieurs sondages, la confiance des entreprises au Canada est déjà faible et proche des niveaux de récession.

Pas de panique, les libéraux ont un plan: se croiser les doigts, fermer les yeux et chuchoter des affirmations positives. En ce qui concerne le budget, RBC a poliment qualifié les attentes des libéraux d'excessivement optimistes. En clair, un banquier dit que les libéraux rêvent en couleur.

Qu'en est-il du bilan des libéraux en matière d'abordabilité? Je pense que tout le monde sait désormais que les dépenses incontrôlées et les ponctions fiscales à répétition des libéraux sont à l'origine de la faim, de la pauvreté et de l'itinérance dans notre société. En 2023, le ménage moyen paie 41 % plus d'impôts sur le revenu qu'en 2010. Je vais le répéter, car la plupart des Canadiens seront choqués de l'entendre. En 2023, le ménage moyen a payé 41 % plus d'impôts sur le revenu qu'en 2010. Je me demande qui était au pouvoir à l'époque.

Ordres émanant du gouvernement

Plus d'un Canadien sur quatre a dû puiser dans ses économies ou emprunter de l'argent pour acheter de la nourriture. Plus d'un Canadien sur quatre est en situation d'insécurité alimentaire. Une famille moyenne de quatre personnes dépensera cette année plus de 800 \$ de plus pour acheter des aliments que l'année dernière. Les files d'attente devant les banques alimentaires rappellent les files d'attente pour le pain dans les régimes communistes. Les visites aux banques alimentaires ont atteint un niveau record. Plus de 1 million de personnes se sont rendues à une banque alimentaire l'année dernière. En Ontario, une personne sur 16 s'est rendue à une banque alimentaire parce qu'elle n'avait pas les moyens de se nourrir. Cela représente 24 000 personnes dans toute la province chaque jour. Il s'agit d'une augmentation stupéfiante de 87 % par rapport à 2020.

À la lumière de ces statistiques, comment peut-on penser qu'on fait du bon travail? Les banques alimentaires du pays peinent à répondre à la demande. C'est le bilan du Parti libéral du Canada au cours des 10 dernières années. C'est le bilan dont les libéraux arrivent à être fiers.

Les politiques qu'ils ont choisi de mettre en œuvre, comme les taxes qui accablent les gens à la pauvreté, les dépenses inflationnistes qui réduisent la valeur des salaires, et la réglementation excessive des entreprises qui les poussent à la faillite ou, pire encore, les incitent à quitter le pays, constituent leur bilan. Ce sont là les grandes réalisations des libéraux. Pendant ce temps, ils s'acoquinent avec des puissances étrangères hostiles comme la Chine, alors qu'ils savent très bien que Pékin s'est livré à de l'espionnage et à de l'ingérence dans les élections canadiennes.

Combien d'exemples d'ingérence de Pékin au Canada faut-il aux libéraux pour comprendre que Pékin est l'adversaire du Canada, et non son ami? Les libéraux ont à peine abordé l'affaire du laboratoire de Winnipeg, dans le cadre de laquelle deux prétendus scientifiques ont été congédiés parce qu'ils travaillaient dans l'intérêt de Pékin.

Malheureusement, cela reflète ce qui se passe actuellement au Canada: une crise de l'abordabilité, une crise du logement, une crise des affaires étrangères, une crise commerciale et probablement bien d'autres crises, vu la façon dont évoluent les choses. C'est ainsi qu'on se souviendra de cette période au Canada.

Or, il y a une lueur d'espoir au bout du tunnel. Les Canadiens peuvent avoir l'assurance qu'un gouvernement conservateur tâchera de remédier à ce genre de situation catastrophique dont les libéraux sont directement responsables. Nous corrigerons la situation en proposant des idées et des politiques pleines de bon sens qui placent les familles canadiennes au centre des priorités. Les Canadiens veulent un allègement du fardeau fiscal, des aliments et des logements abordables, et pouvoir vivre sans craindre pour leur sécurité. Ils veulent que leurs enfants aient un avenir et qu'ils puissent fonder une famille, avoir une maison dans une rue sûre, et être fiers d'être Canadiens. Le plan des conservateurs est pragmatique.

Il est temps que les libéraux admettent qu'ils ont échoué lamentablement au cours des 10 dernières années. Comme le chef du Parti conservateur l'a dit à maintes reprises: s'il vous plaît, copiez notre plan. Nous en parlons constamment à la Chambre. Nous l'avons publié sur le Web pour que les gens puissent le lire, y compris les députés libéraux d'en face.

Les Canadiens ont désespérément besoin d'un changement de cap. Je pense que nous voulons tous ce qu'il y a de mieux pour les Canadiens. Je le crois sincèrement. Faisons en sorte que ce souhait

se réalise. Travaillons ensemble pour bâtir un avenir dont les Canadiens pourront être fiers. Le budget, dans sa forme actuelle, n'est tout simplement pas à la hauteur. Voilà pourquoi je ne peux tout simplement pas appuyer le budget et pourquoi je voterai contre.

• (1530)

L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, le député dit qu'il faut travailler ensemble. Il a parlé de la sécurité dans les rues. D'un autre côté, le premier ministre avait promis, dans son programme électoral, de présenter un projet de loi sur la réforme de la mise en liberté sous caution. Les conservateurs se sont montrés tout sauf coopératifs concernant cette mesure législative, qui aurait déjà dû être adoptée. Les Canadiens méritent une mesure législative sur la réforme de la mise en liberté sous caution. C'est aussi ce que souhaitent les provinces, les agents chargés de l'application de la loi, les parties prenantes et les Canadiens. Ce qui fait obstacle, c'est le Parti conservateur du Canada.

En ce qui concerne le débat sur le budget, une fois de plus, les conservateurs veulent continuer à débattre sans fin au lieu de permettre le renvoi du projet de loi au comité. La seule chose que le Parti conservateur a pu démontrer ces dernières semaines, c'est sa capacité à rester une force destructrice à la Chambre des communes.

Le Parti conservateur n'a-t-il pas un tout petit peu honte et ne reconnaît-il pas que ce qu'il fait n'est pas dans l'intérêt supérieur des Canadiens?

• (1535)

Dean Allison: Monsieur le Président, notre rôle en tant qu'opposition est d'améliorer les projets de loi. Plusieurs projets de loi ont été examinés par notre parti. Il est présentement question du budget, mais il y a aussi le projet de loi C-8, le projet de loi C-9 et un certain nombre d'autres projets de loi qui, très franchement, ne servent pas les intérêts des Canadiens.

Notre travail de parlementaires consiste à améliorer les projets de loi. Je suis tout à fait disposé à le faire. Nous avons été élus pour représenter nos concitoyens, relever les lacunes des projets de loi et essayer de les améliorer. C'est ce que nous ferons. C'est notre travail. C'est notre devoir. C'est ce que nous continuerons de faire.

[Français]

Jean-Denis Garon (Mirabel, BQ): Monsieur le Président, dans son budget, le gouvernement utilise une définition de l'investissement qui n'existe nulle part ailleurs dans le monde. En comité, nous avons souligné cet aspect du projet de loi C-15. Le député de Whitby, qui est le secrétaire parlementaire du ministre des Finances, n'était pas du tout en mesure de dire à quel autre endroit dans le monde on utilisait cette définition. En pleine séance de comité, il a donc consulté ChatGPT. Il a posé la question à ChatGPT, qui a fait une série d'erreurs, et le député a induit le comité en erreur en raison de ces erreurs de ChatGPT. Le député essayait de trouver un seul endroit dans le monde où la définition de l'investissement du gouvernement avait été utilisée.

C'étaient des erreurs, et le Canada est le seul à utiliser cette définition. Le secrétaire parlementaire a été obligé de faire reposer ses réponses ou ses interactions au comité parlementaire sur des erreurs de ChatGPT. J'aimerais que mon collègue me dise ce que cela nous indique sur le sérieux et le niveau de préparation du ministère des Finances et du secrétaire parlementaire.

*Ordres émanant du gouvernement**[Traduction]*

Dean Allison: Monsieur le Président, mon collègue du Bloc soulève un excellent point. Ce que le gouvernement essaie de faire, c'est du jamais vu. Au fond, il essaie de passer un sapin aux Canadiens. Voilà ce qu'il essaie de faire.

Le gouvernement essaie d'expliquer aux Canadiens que les dépenses se divisent, on ne sait trop comment, en deux catégories distinctes, les dépenses de fonctionnement et les investissements, alors que les parlements du monde entier considèrent les dépenses comme une seule catégorie, comme le député l'a si bien fait remarquer. Toutes les dépenses vont dans le même panier. On peut parler des activités. On peut parler du marketing. On peut parler des investissements. Ce sont toutes des dépenses.

La vérité, c'est que le gouvernement dépense de l'argent. Les gouvernements perçoivent des taxes et des impôts, et ils sont essentiellement chargés de redistribuer cet argent. Le député soulève un excellent point. Peu importe comment l'argent est dépensé, il s'agit toujours de dépenses.

Lianne Rood (Middlesex—London, PCC): Monsieur le Président, je voudrais demander à mon collègue ce qu'il pense de toutes les pertes d'emplois qui surviennent en Ontario en ce moment. Nous sommes à quelques semaines de Noël. Dans le Sud-Ouest de la province, CAMI remet des avis de congédiement. Il y a aussi des pertes d'emplois dans le secteur de l'automobile dans toute la région. Je sais que Middlesex—London et tout le Sud-Ouest de l'Ontario sont durement touchés par cette situation.

Je voudrais demander à mon collègue ce que feraient les conservateurs pour lutter contre ces pertes d'emplois, et pourquoi il pense que le gouvernement libéral ne semble pas se soucier des travailleurs en Ontario.

Dean Allison: Monsieur le Président, c'est une excellente question. Je pense sincèrement que le premier ministre et le gouvernement manquent à leurs obligations. Il est tout à fait inacceptable qu'ils tournent le dos à notre plus grand partenaire commercial, notre partenaire commercial le plus important, en disant: « On s'en fout. »

Ils n'y réfléchissent pas vraiment. Ils ne se soucient pas vraiment de l'industrie automobile, puis ils sont choqués lorsqu'ils se retrouvent avec tous ces droits de douane supplémentaires parce qu'ils ne sont pas prêts à s'asseoir à la table de négociations. Ils passent leur temps à se moquer d'autres dirigeants mondiaux en pensant que cela n'aura aucune incidence sur nos relations. La situation était désastreuse sous Justin Trudeau en raison de son incompétence pour nous représenter, mais aujourd'hui, il est absolument inadmissible que le gouvernement continue dans la même voie.

Je suis désolé, triste et très déçu pour tous ces travailleurs qui vont souffrir.

[Français]

Le vice-président adjoint (John Nater): Conformément à l'article 38 du Règlement, je dois faire connaître à la Chambre les questions qu'elle abordera lors de l'ajournement ce soir, à savoir: l'honorable député de Mont-Riding, Les finances; l'honorable député de Mission—Matsqui—Abbotsford, La sécurité publique; l'honorable député de Langley Township—Fraser Heights, L'économie.

• (1540)

Gabriel Ste-Marie (Joliette—Manawan, BQ): Monsieur le Président, il nous faut parler avec franchise et lucidité. Plutôt que de déposer son budget au printemps dernier après les élections, le gouvernement libéral a choisi de le présenter en novembre cet automne. Pourquoi? C'est parce qu'avant, il n'était pas prêt, tout simplement.

Ce budget révèle clairement l'orientation politique du nouveau premier ministre: gros déficit et politique conservatrice. Regardons les faits. Deux mesures dominent ce budget: des dépenses militaires massives et des baisses d'impôts annoncées dès le printemps. Le gouvernement entend consacrer des milliards à la défense pour satisfaire les exigences de Donald Trump, tandis qu'il sabre l'aide étrangère. Voilà la hiérarchie des priorités: les canons avant la solidarité, la soumission avant la coopération.

Avec ce déficit record de 78 milliards de dollars, il y a de quoi faire passer Justin Trudeau pour la sœur économe du couvent, ce qui n'est pas peu dire. Il va être respecté seulement si on coupe dans la fonction publique: 40 000 postes en quatre ans.

Où est le plan? Où est la vision? Ils ne se trouvent nulle part. Ce n'est pas une réforme, c'est une menace.

Sur l'environnement, le recul est dramatique. Les politiques vertes sont abolies. L'industrie des hydrocarbures reçoit un soutien maximal, à tel point que le ministre de l'Identité et de la Culture canadiennes, en désaccord, a choisi de démissionner. Voilà ce qu'il en coûte de défendre la planète dans ce gouvernement: l'isolement, le silence ou la sortie. Pour l'instant, celui-ci demeure député libéral. Il faudra voir comment il gère son choix.

Alors que le premier ministre s'est fait élire en promettant de tenir tête à Trump et de protéger les entreprises, ainsi que les travailleuses et les travailleurs touchés par la crise tarifaire, les mesures de soutien dans ce budget sont maigres, dérisoires.

En ce qui concerne la réforme visant à rendre accessible et fonctionnelle l'assurance-emploi, il faudra encore attendre. Seules certaines mesures temporaires ont été prolongées. Voilà la réalité.

On retrouve dans le budget le soutien annoncé en août dernier à l'industrie forestière, 700 millions de dollars en garanties de prêts, mais présentement, la mesure est toujours inaccessible. Une seule entreprise forestière au Québec en aurait profité jusqu'à maintenant. Nous saluons sa bonification récente, mais nous dénonçons surtout son inaccessibilité près de quatre mois après son annonce, quatre longs mois pour les travailleurs de la Scierie St-Michel qui attendent toujours cette aide.

Une super déduction pour les investissements est offerte aux entreprises. C'est bien, mais c'est insuffisant comme mesure dans le présent contexte de la crise tarifaire.

On nous parle d'un budget générationnel, mais pour les infrastructures, c'est seulement 9 milliards de dollars d'argent frais sur cinq ans, 9 milliards de dollars pour tout le Canada. C'est à peine deux fois la réfection d'un seul hôpital à Montréal, et pendant ce temps, nos routes, nos aqueducs et l'ensemble de nos besoins en infrastructure attendent. Ils attendent quoi? Ils attendent un gouvernement qui croit encore en l'avenir.

En santé, le retour en arrière est brutal: 3 % d'augmentation des transferts en santé alors que les coûts grimpent de 6 %. C'est comme sous Stephen Harper. La part fédérale va continuer à décroître inexorablement, et avec elle, l'accès aux soins. Voilà la logique comptable qui sacrifie la justice sociale.

Sur le logement, le premier ministre réitère dans son budget son engagement dans Maisons Canada, d'abord mal nommé Bâtir Maisons Canada, pour s'attaquer à la pénurie d'habitations sans donner plus de détails sur son plan, sinon l'expression de son désir de centralisation de cette compétence qui relève du Québec et des provinces. On peut s'attendre à des retards importants de plusieurs années avant que l'argent voté soit dépensé. Pendant ce temps, des familles et des personnes seules attendent un toit.

Pour les provinces qui n'avaient pas de système de tarification du carbone — toutes sauf le Québec et la Colombie-Britannique —, le fédéral avait mis en place une taxe sur le carbone qui était compensée par un chèque envoyé aux ménages. Pendant la campagne électorale, les libéraux ont aboli la taxe, mais ont maintenu l'envoi du chèque aux résidents des provinces, sauf à ceux du Québec et de la Colombie-Britannique. C'est un cadeau offert à ces contribuables qui a coûté 814 millions de dollars à ceux du Québec. Le gouvernement refuse toujours de nous dédommager. Avec ce premier ministre, les cancrs en environnement sont récompensés par ceux qui fournissent des efforts.

Ajoutons à cela le refus obstiné de rembourser Québec pour les soins offerts aux demandeurs d'asile, 700 millions de dollars laissés à notre charge. Voilà comment on traite une nation qui agit avec humanité.

Le budget confirme l'abolition de la taxe visant les géants du Web. Puisque les GAFAM ne paient à peu près pas d'impôts, ici comme ailleurs, en utilisant les paradis fiscaux, le Canada avait adopté la mesure législative proposée par l'OCDE pour prélever une taxe qui équivaut à 3 % du chiffre d'affaires réalisé sur son territoire. Cette taxe ne plaisait pas à Donald Trump et à ses amis milliardaires de la technologie. En juin dernier, le premier ministre a choisi de la suspendre, en vue de conclure un accord d'ici le 21 juillet 2025 avec Trump. Aucun accord économique n'a été conclu, mais le budget confirme l'engagement de changer la loi pour ne plus taxer les géants du Web. Les multinationales milliardaires peuvent encore une fois se défilier de leurs responsabilités fiscales. C'est d'autant plus navrant qu'au Bloc québécois, nous proposons depuis plusieurs années qu'une partie de cette taxe serve à soutenir les médias qui peinent à se financer à cause du déplacement des publicités vers les plateformes numériques de ces géants.

• (1545)

Le budget prévoit un financement accru pour Radio-Canada, mais n'alloue rien aux autres médias. Qu'ils se débrouillent.

En matière de paradis fiscaux, il y a un nouveau recul. Le Canada renonce à l'impôt minimum mondial de 15 % pour les entreprises basées aux États-Unis. Rappelons que le Canada l'avait annoncé avec ses partenaires du G7 lors du Sommet dans l'Ouest canadien au mois de juin dernier. C'est un autre recul important dans la lutte contre l'utilisation des paradis fiscaux qui découlait aussi des ententes conclues à l'OCDE, soit l'Organisation de coopération et de développement économiques.

C'est une capitulation. Qui en profite? C'est Brookfield, l'entreprise qui dirigeait le premier ministre avant son entrée en politique il y a moins d'un an. C'est Brookfield, qui a déplacé son siège social

Ordres émanant du gouvernement

à New York pour des raisons fiscales. Brookfield gère plusieurs filiales basées dans des paradis fiscaux. Certaines filiales actives au Canada avaient même bénéficié du programme de subvention salariale lors de la pandémie alors qu'elles déclarent leurs revenus dans les paradis fiscaux pour ne pas payer leurs impôts au Canada. Voici la morale de ce gouvernement: les puissants se servent et les citoyens paient.

Les libéraux forment un gouvernement minoritaire, mais, pour le budget comme pour le reste des initiatives présentées à la Chambre, ils se comportent comme s'ils formaient un gouvernement majoritaire. Ils n'ont négocié aucune entente pour obtenir l'appui d'un parti et ont préféré se comporter en cow-boys. Ils ont misé sur la peur des gens de se retrouver en élection durant les Fêtes pour avancer leur programme politique. Le Bloc québécois, fidèle à ses principes, avait formulé ses demandes budgétaires. Elles sont toutes restées lettre morte. Puisqu'il s'agissait, à notre avis, d'un budget nuisible aux Québécoises et aux Québécois, nous avons voté contre, alors que tous les autres partis d'opposition ont choisi de le laisser passer.

La députée du Parti vert, qui avait d'abord piétiné le budget devant les caméras puisqu'il ne contenait rien pour l'environnement, a choisi de voter en sa faveur. À cet appui se sont ajoutées deux abstentions du NPD pour conférer une majorité aux libéraux, même s'il s'agit d'un budget conservateur qui annonce des coupes massives de 40 000 postes en quatre ans dans la fonction publique. Enfin, les conservateurs ont usé d'une stratégie qui permet de voter après les autres de façon à s'assurer que le budget est adopté. Le leader parlementaire et le président du caucus sont entrés à la Chambre des communes après la tenue du vote, mais avant le dévoilement des résultats, en prétextant qu'ils avaient éprouvé des difficultés techniques relativement au vote à distance. Ils ont joué la comédie, votant contre après coup, une fois la majorité acquise. Voilà la mascarade.

Nous refusons cette vision du gouvernement. Nous refusons la soumission aux puissants, la complaisance envers les milliardaires, l'abandon des travailleuses et des travailleurs, le mépris envers les provinces et le recul écologique. Nous refusons la centralisation, l'arrogance et l'injustice. Nous voulons du respect pour le Québec. Nous voulons poursuivre la lutte contre l'utilisation des paradis fiscaux. Nous voulons soutenir nos médias et nous voulons protéger les travailleuses et les travailleurs. Nous voulons un financement adéquat de la santé. Face à Donald Trump, nous voulons la justice et la dignité. Voilà notre combat, voilà notre devoir. Nous allons le mener de toutes nos forces, parce qu'on sait que l'histoire appartient à celles et à ceux qui refusent la résignation.

Enfin, le Bloc québécois n'appuiera pas le projet de loi C-15. C'est un immense projet de loi omnibus de près de 650 pages. Il contient 80 mesures législatives qui créent ou modifient 49 lois dans une foule de domaines. Certaines sont plutôt bonnes, d'autres relèvent du simple dépoussiérage législatif. Or, en plus de ne contenir presque aucune des priorités que le Bloc avait émises avant le budget, le projet de loi C-15 contient certaines mesures qui nous sont proprement inacceptables.

Ordres émanant du gouvernement

Par exemple, il ajoute des milliards en nouvelles subventions aux énergies fossiles. Il vient amplifier la crise des médias et abolit définitivement la taxe sur les services numériques. Je tiens enfin à dénoncer l'amendement que le gouvernement a caché au milieu de son projet de loi omnibus, qui accorde à tout ministre, pour une durée de trois ans, le pouvoir de soustraire n'importe quelle entreprise de l'application de n'importe quelle loi fédérale, sauf le Code criminel. C'est complètement inacceptable. C'est la raison pour laquelle nous allons voter contre le projet de loi C-15.

Caroline Desrochers (secrétaire parlementaire du ministre du Logement et de l'Infrastructure, Lib.): Monsieur le Président, comme mon collègue le sait très bien, la question du logement et la question du coût de la vie sont au premier plan des inquiétudes des Québécois et des Québécoises. Or, notre gouvernement met en avant un plan bien réfléchi avec des investissements pour doubler le taux de construction de logements, y compris les logements abordables. Le plan prévoit aussi des investissements dans les infrastructures, notamment les infrastructures de santé, et des investissements pour moderniser l'industrie de la construction. Il prévoit également une politique pour acheter canadien afin d'encourager les industries de l'acier et du bois, ainsi que les travailleurs de l'industrie du bois.

Comment mon collègue peut-il, en toute conscience, voter contre ce budget qui aide les Québécois et les Québécoises en répondant à leurs besoins et à leurs demandes?

• (1550)

Gabriel Ste-Marie: Monsieur le Président, je remercie la secrétaire parlementaire de sa question. J'ai le plaisir de travailler avec elle sur les besoins en matière de logement.

Je l'inviterais à relire le rapport du directeur parlementaire du budget publié ce matin. Dans ce rapport, on indique que, au fond, ce qui est présenté jusqu'à maintenant dans Maisons Canada, c'est une coquille vide et ça n'atteindra pas du tout les objectifs. Nous sommes inquiets. Quand nous lisons le budget et quand nous lisons le projet de loi C-15, nous n'avons pas de détails sur Maisons Canada et nous en sommes inquiets.

Encore une fois, nous saluons les belles paroles, mais nous avons peur que cela ne se traduise pas par des gestes concrets. Mon expérience des 10 dernières années à la Chambre m'a appris que, quand un montant est annoncé et qu'il est voté, ça peut prendre plusieurs années avant que l'argent se rende sur le terrain. C'est une inquiétude profonde que j'ai en ce moment.

Jean-Denis Garon (Mirabel, BQ): Monsieur le Président, très justement, mon collègue a fait référence au rapport du directeur parlementaire du budget, un agent indépendant du Parlement, qui a dit effectivement que les programmes du gouvernement fédéral vont lui permettre d'atteindre 2 à 3 % des objectifs.

La semaine dernière, au Comité permanent des finances, le secrétaire parlementaire du ministre des Finances et député de Whitby a décidé de faire obstruction en plein témoignage du directeur parlementaire du budget.

Les libéraux sont tellement averses aux faits, averses à la science et averses aux calculs sérieux que le secrétaire parlementaire du ministre décide de faire taire un agent du Parlement en plein Comité permanent des finances.

J'aimerais vraiment que le collègue me dise ce qu'il pense de ce type de comportement de la part du gouvernement.

Gabriel Ste-Marie: Monsieur le Président, je remercie mon collègue et ami de Mirabel de son intervention.

C'est évidemment déplorable et très inquiétant pour la santé de la démocratie.

Plus tôt, je rappelais que c'est un gouvernement minoritaire. Normalement, un gouvernement minoritaire essaie de parler aux autres partis pour aller chercher une majorité à la Chambre et pour faire avancer les projets de loi et le programme législatif. Ici, on a un gouvernement qui ne fait pas cela, qui se comporte en cowboy comme s'il était seul.

On entend des voix indépendantes qui disent que sa méthode comptable consistant à dire que ses dépenses sont des investissements ne tient pas la route. Cela inquiète le gouvernement, parce que ça ne va pas dans le sens de sa rhétorique. Qu'un des membres du gouvernement vienne museler une de ces voix, c'est très inquiétant, c'est à déplorer.

On a besoin de la démocratie. Ce n'est pas parce qu'il y a des pays dans le monde comme nos voisins du Sud où il y a plus d'autoritarisme qu'on doit verser là-dedans ici aussi.

Caroline Desrochers (secrétaire parlementaire du ministre du Logement et de l'Infrastructure, Lib.): Monsieur le Président, je me demande si le député a vraiment lu le rapport du directeur parlementaire du budget, parce qu'en fait, le nombre mentionné était 86 000. On parle de logements abordables. Maison Canada se concentre sur le logement abordable. Il y a toutes sortes d'autres incitatifs qui vont appuyer la construction partout au pays, mais, ici, on parle vraiment de logement abordable.

J'aimerais entendre mon collègue nous dire s'il a vraiment lu le rapport.

Gabriel Ste-Marie: Monsieur le Président, ce que je retiens du rapport du directeur parlementaire du budget, c'est que cela ne comblera pas les besoins.

Je salue le fait que la secrétaire parlementaire parle de logement abordable. J'aimerais qu'on parle davantage de logement social ou hors marché. Dans les dernières années, on a vu que, quand le gouvernement fait des programmes pour le logement abordable, les fonds souvent sont destinés à du logement qui n'est pas réellement abordable. Je trouve intéressantes les pistes de solutions que le gouvernement étudie pour s'assurer que le logement est réellement abordable, mais, chose certaine, il faut mettre la main à la pâte.

Nous avons hâte d'avoir les détails de tout ce projet.

[Traduction]

Kurt Holman (London—Fanshawe, PCC): Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui au nom des habitants de London—Fanshawe au sujet du projet de loi C-15. Le projet de loi d'exécution du budget vise à mettre en œuvre un budget adopté de justesse que le gouvernement libéral a tenté de présenter comme un projet de loi d'investissement de portée historique. En réalité, il s'agit d'une dette de portée historique qui laissera aux jeunes des prix plus élevés, moins de possibilités et un fardeau financier plus lourd pour les années à venir.

Dans ma collectivité, les gens ne parlent pas de classification de capitaux ou de modélisation financière. Ils parlent de la vie de tous les jours. Ils disent à quel point il est devenu difficile d'étirer un chèque de paie. Ils parlent du fait d'aller à l'épicerie en espérant que le total sera inférieur à ce qui reste dans leur compte et de devoir choisir ce qu'ils doivent remettre sur les tablettes. Ils parlent aussi de la réalité des jeunes de notre région, où le chômage chez les jeunes atteint des niveaux qu'on n'a pas vus depuis des années.

Les parents craignent que leurs enfants n'aient pas les possibilités qu'ils ont eues, et les jeunes craignent de prendre du retard avec chaque mois qui passe. C'est le contexte dans lequel se situe le budget, alors que le budget des familles se trouve déjà à son point de rupture.

Le gouvernement voudrait faire croire aux Canadiens que ses changements comptables ne sont que des ajustements techniques, mais ce n'est pas le cas. Le gouvernement a redéfini les dépenses en capital, mais pas parce qu'il a découvert une nouvelle perspective économique. Il les a redéfinies en faisant passer les dépenses pour des investissements. Or, quand les budgets sont déguisés au lieu d'être disciplinés, les Canadiens finissent par payer plus cher. Quand des cibles budgétaires sont abandonnées ou remplacées discrètement, il n'en résulte pas un débat théorique. On obtient plutôt une dette plus élevée, de frais d'intérêt plus élevés et des prix plus élevés pour les familles que je représente. Ces détails sont importants parce qu'ils permettent d'expliquer pourquoi le coût de la vie ne cesse d'augmenter pour les habitants de collectivités comme celles de London—Fanshawe.

Le directeur parlementaire du budget, qui est indépendant, a exposé ce que le gouvernement a tenté de cacher. En élargissant la définition des dépenses en capital bien au-delà des normes internationales, le gouvernement a considéré les subventions aux entreprises et les allègements fiscaux comme des investissements. En revanche, quand le directeur parlementaire du budget a appliqué la définition appropriée, les prétendus investissements en capital ont chuté de 94 milliards de dollars. Ce n'est pas un petit écart, mais un énorme déficit de crédibilité qui montre aux Canadiens que le gouvernement n'est pas franc avec eux.

Les dirigeants du secteur technologique canadien partagent également ces préoccupations. Tobî Lütke, fondateur et PDG de Shopify, l'une des entreprises technologiques les plus prospères du Canada, a récemment souligné que les subventions financées par les contribuables versées aux succursales d'entreprises étrangères ne renforçaient en rien l'économie canadienne. Il affirme que ces subventions servent à réduire les coûts de base de ces entreprises et sont « toxiques » pour l'économie du secteur technologique, car « les fruits de la main-d'œuvre subventionnée iront enrichir d'autres pays et non le Canada ».

Quand le gouvernement investit dans des subventions qui dénaturent les marchés au lieu de renforcer les fondements de notre économie, les Canadiens paient deux fois: une fois par leurs impôts et une autre fois par les occasions manquées. Et ce n'est pas tout. Même après avoir remanié ses chiffres, le gouvernement ne parviendra pas à équilibrer son budget de fonctionnement au cours des cinq prochaines années. Son ancienne cible budgétaire a disparu. Selon le directeur parlementaire du budget, les chances d'atteindre la nouvelle cible ne sont que de 7,5 %.

Ce n'est pas un plan, ce sont des chimères financées par de l'argent emprunté, et emprunter de l'argent a des conséquences. Le déficit de cette année s'élève à 78 milliards de dollars, soit 16 mil-

liards de plus que ce que le gouvernement avait promis, et le double de celui de son prédécesseur. L'année prochaine, les intérêts sur la dette atteindront 55,6 milliards de dollars. C'est plus que ce que le gouvernement transfèrera aux provinces en matière de santé, et c'est comparable à l'ensemble des recettes de la TPS payées par les Canadiens. Chaque dollar de la TPS sert essentiellement à rembourser la dette au lieu de servir à aider les Canadiens ou à fournir des services essentiels.

L'énorme fardeau de la dette ne reflète que ce qui a déjà été dépensé et accumulé dans le passé. Il ne tient pas compte des pressions futures sur les dépenses que le gouvernement continue de créer avec des budgets qui échappent à tout contrôle comme celui-ci. En l'absence d'un plan crédible visant à limiter les coûts ou à rétablir la discipline, tout indique que ce montant continuera d'augmenter d'année en année. Le niveau d'endettement actuel des Canadiens n'est que le début. Sans un changement de cap, il continuera d'augmenter, ce qui détournera une plus grande partie de chaque dollar versé par les contribuables des services sur lesquels les Canadiens comptent vers le paiement des intérêts sur des décisions passées.

Ce n'est pas de la responsabilité financière; c'est le coût d'une décennie de dépenses excessives, une décennie à repousser les limites de plus en plus loin au lieu de faire preuve de retenue, une décennie à ignorer les conséquences à long terme de ses décisions tout en endettant davantage les générations futures. Le premier ministre a presque doublé le déficit laissé par son prédécesseur.

• (1555)

Rien dans ce budget ne laisse croire que le gouvernement a appris de ses erreurs ou qu'il a l'intention de prendre au sérieux la stabilité économique à long terme. Les conséquences de cet échec ne seront pas payées par les personnes qui prennent ces décisions aujourd'hui, mais par les jeunes Canadiens qui porteront ce fardeau pendant des années. Les familles de London—Fanshawe ne peuvent plus absorber ces coûts et elles ne devraient pas avoir à le faire.

Il n'y a pas si longtemps, un jeune homme m'a dit quelque chose qui m'a marqué. Il a dit qu'il avait arrêté de penser à acheter une maison de la façon habituelle. Au lieu de planifier, d'épargner et de progresser vers cet objectif, il estime maintenant que la seule voie réaliste vers l'accession à la propriété est d'hériter un jour de la maison de ses parents. Il n'a pas dit cette conclusion avec impatience, mais avec découragement. Il travaille fort, il épargne ce qu'il peut et il a encore l'impression de monter un escalier roulant descendant.

C'est ce qu'une décennie de hausse des prix et de manque de débouchés a fait à toute une génération. Le budget ne règle pas ce problème. Il maintient la taxe sur le carbone pour les industries, celle qui rend les matériaux de construction plus chers et qui fait grimper le coût de la construction de logements partout au pays.

Pendant des années, le gouvernement libéral a défendu la taxe inefficace sur le carbone pour les consommateurs. Les Canadiens l'ont rejetée. Ils ont dit clairement qu'ils ne voulaient rien savoir d'elle. Le nouveau premier ministre est arrivé au pouvoir en promettant du changement, mais, au lieu de l'écouter, son gouvernement de statu quo a seulement déplacé les mêmes coûts loin des regards. Les libéraux parlent de tarification industrielle, mais c'est le même programme qui consiste à rendre tout plus cher, à la différence que les coûts sont cachés plus haut dans la chaîne d'approvisionnement.

Ordres émanant du gouvernement

Les familles en font encore les frais en payant des factures d'épicerie et des coûts de construction plus élevés, ainsi que des prix plus élevés pour presque tout ce dont elles ont besoin. Il s'agit de la taxe sur le carbone 2.0, qui est présentée comme une politique responsable, mais elle continue de punir les personnes qui peuvent le moins se le permettre.

Le budget ne règle pas le problème. Il maintient la taxe industrielle sur les matériaux de construction, ce qui rend la construction de logements plus chère. Avec ce budget, le gouvernement revient sur sa promesse d'aider les municipalités à réduire les droits d'aménagement, même si ceux-ci peuvent ajouter des dizaines de milliers de dollars au coût d'un logement. Un gouvernement qui veut faire construire davantage de logements ne devrait pas rendre leur construction plus chère. En outre, un gouvernement qui veut rétablir la promesse canadienne de l'accession à la propriété ne devrait pas augmenter les coûts à chaque étape du processus.

Ce budget ne répond pas non plus à la demande la plus élémentaire en matière de politique publique: rend-il la vie plus abordable? La réponse est non. Le recours aux banques alimentaires atteint des sommets. Le coût du logement au Canada est le plus élevé parmi tous les pays du G7. Les investissements se font de plus en plus rares. Les travailleurs canadiens et leur famille font tout ce qu'il faut: ils se rendent au boulot, ils mettent de l'argent de côté et ils dressent un budget, mais c'est insuffisant. Le gouvernement devait présenter un budget pour les aider, mais il jette plutôt de l'huile sur le feu.

Les conservateurs ne sont pas ici simplement pour dire non. Nous avons proposé une solution de rechange constructive. À l'étape de la deuxième lecture, notre caucus a présenté un amendement sensé qui aurait aidé le Canada à réaliser des progrès vers une vie plus abordable en mettant fin à la taxe sur le carbone pour les industries, en réduisant les dépenses inutiles, en diminuant la dette et l'inflation, en libérant notre potentiel énergétique et en éliminant les formalités administratives qui freinent la construction de logements dans tout le pays.

Nous croyons que les Canadiens méritent un avenir qui leur donne de l'espoir, un avenir où les jeunes peuvent accéder à la propriété, où les aînés peuvent vivre dans la dignité et où chaque personne qui travaille fort peut améliorer son sort. Ce projet de loi d'exécution du budget ne leur offrira pas cet avenir. Ce projet de loi ne fera qu'augmenter les coûts, la dette et le fardeau pour la prochaine génération.

Les conservateurs ne cesseront jamais de se battre pour que tous les Canadiens aient accès à une vie abordable et à un avenir prometteur.

• (1600)

L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, une fois de plus, les conservateurs admettent que là où ils sont le plus productifs à la Chambre, c'est apparemment lorsqu'il s'agit d'empêcher les projets de loi de passer à l'étape suivante. En fin de compte, pour eux, nous devrions tous pouvoir parler indéfiniment du projet de loi.

Le projet de loi C-14, Loi sur des mesures de réforme concernant la mise en liberté sous caution et la détermination de la peine, et le projet de loi C-2 sont de bons exemples. Dans les deux cas, mais en particulier en ce qui concerne la réforme de la mise en liberté sous caution, c'était inscrit dans notre plateforme électorale. Tous les Ca-

nadiens, toutes les provinces et tous les membres des forces de l'ordre souhaitent l'adoption de cette mesure législative de fond, alors pourquoi le Parti conservateur s'obstine-t-il à y faire obstruction au lieu de la laisser être adoptée?

Kurt Holman: Monsieur le Président, nous débattons actuellement du projet de loi C-15, la loi d'exécution du budget. Je suis député de London—Fanshawe et je fais partie de l'opposition officielle. Le processus démocratique consiste à débattre ouvertement des projets de loi au nom de tous les Canadiens.

Je suis ici pour répéter ce que j'entends de la part de mes concitoyens. Ils constatent un déficit de 70 milliards de dollars, une augmentation des coûts du service de la dette et une taxe sur le carbone pour les industries qui rend tout plus cher. Ils voient leurs voisins contraints de se rendre dans des banques alimentaires et les jeunes renoncer à l'accession à la propriété. Ils ne ressentent pas les soi-disant investissements historiques du gouvernement; ils ressentent plutôt une augmentation des factures, des impôts et de l'anxiété face à l'avenir. C'est la réalité que je rapporte à la Chambre.

• (1605)

[Français]

Jean-Denis Garon (Mirabel, BQ): Monsieur le Président, au Comité permanent des finances, lorsque le directeur parlementaire du budget — un officiel indépendant nommé consensuellement par le Parlement — a émis des réserves sur le budget, la réponse du ministre des Finances, qui était devant moi, a été tout simplement de miner la crédibilité de l'institution, de dire que le directeur parlementaire du budget avait droit à son opinion, que c'était une opinion comme une autre, et que, finalement, ce qu'il disait avait peu de valeur.

La même chose s'est produite récemment dans un communiqué de presse où le ministre des Finances continue à miner la crédibilité d'une institution qui est essentielle pour notre travail de parlementaire.

J'aimerais savoir si mon collègue est d'accord avec cette façon de faire du premier ministre, qui est celle de manquer de respect envers les institutions qui relèvent du Parlement.

De plus, mon collègue ne trouve-t-il pas que le ministre, d'une certaine façon, se comporte un peu comme certaines personnes qu'on voit dans l'administration américaine aujourd'hui?

[Traduction]

Kurt Holman: Monsieur le Président, en ce qui concerne le directeur parlementaire du budget, je trouve très préoccupants les problèmes qu'il a relevés dans le budget proposé. Cela dit, je suis ici au nom des habitants de London—Fanshawe. J'ai une responsabilité envers les gens qui ne peuvent pas se permettre une nouvelle série d'expériences gouvernementales.

Ils ne demandent pas de multiplier les structures bureaucratiques ou les annonces pompeuses. Ils demandent un plan qui rend la vie à nouveau abordable. Le résultat final du projet de loi sera une augmentation de la dette, des frais d'intérêts et des prix.

Lianne Rood (Middlesex—London, PCC): Monsieur le Président, partout dans Middlesex—London, des familles me disent que le coût de la vie est une priorité en ce moment.

Les parents craignent que leurs enfants n'aient pas les moyens de quitter la maison. Même si ceux-ci sont à la fin de la vingtaine, qu'ils ont reçu une éducation de qualité et qu'ils ont un emploi bien rémunéré, ils n'ont tout simplement pas les moyens de voler de leurs propres ailes dans le contexte économique actuel. Ils n'ont pas les moyens de payer leur épicerie.

Les parents craignent de perdre leur emploi en ce moment, comme c'est le cas pour un grand nombre de travailleurs du secteur de l'automobile partout en Ontario. Je me demande si le député peut nous parler de ce que lui disent ses concitoyens de London—Fanshawe.

Kurt Holman: Monsieur le Président, ce que je retiens de mes interactions avec les habitants de London—Fanshawe, c'est que les gens ne veulent pas entendre davantage de propagande d'Ottawa. Ils se demandent pourquoi, après 10 ans de dépenses sans précédent, il est plus difficile que jamais d'acheter une maison, de payer le loyer ou de faire l'épicerie.

Lorsque je parle aux familles, elles me disent qu'elles sont épuisées. Des gens me disent que, même après avoir réduit toutes les dépenses possibles, ils n'arrivent toujours pas à se garder à flot. C'est pourquoi je concentre mon attention sur le coût de la vie et les répercussions du projet de loi d'exécution du budget sur les familles, et non sur les discours figiolés que le gouvernement libéral lit à la Chambre.

Doug Shipley (Barrie—Springwater—Oro-Medonte, PCC): Monsieur le Président, avant de commencer, j'aimerais mettre tout le monde dans l'esprit des Fêtes. C'est peut-être la dernière fois que j'interviens avant notre départ prévu la semaine prochaine, et je veux souhaiter à tous un joyeux Noël, un bon temps des Fêtes et une excellente nouvelle année.

Je tiens à rappeler à tous qu'il y a de nombreuses et formidables œuvres caritatives à Barrie—Springwater—Oro-Medonte. Certaines d'entre elles font un travail remarquable pour aider les personnes dans le besoin, et j'invite tout le monde à continuer de les soutenir, ainsi que les bénévoles qui s'y investissent. Je les remercie de leur travail acharné.

Je travaillerai à la marmite de Noël à quelques reprises au cours du temps des Fêtes et je m'en réjouis. C'est toujours amusant, mais c'est aussi gratifiant, car c'est agréable de saluer les gens et de recueillir des dons, qui sont indispensables. L'Armée du Salut fait un travail formidable.

J'informe tous mes collègues et les résidents de la région de Barrie—Springwater—Oro-Medonte qu'il y aura bientôt plusieurs parades auxquelles je prendrai part. Il y en aura une le dimanche 7 décembre à Elmvalle; celle-ci attire toujours beaucoup de monde. De plus, il y en aura une le samedi 13 décembre à Warminster et une autre le dimanche 14 décembre à Anten Mills. Je participerai à toutes ces parades et j'ai hâte d'y être.

C'est toujours agréable de rencontrer les gens et de leur souhaiter un joyeux Noël, et c'est pourquoi j'encourage les gens à venir assister aux festivités. Je vois mon collègue au bout de la rangée qui sourit. On dirait bien qu'il viendra en voiture de la région de Goderich pour se joindre à nous. Je m'en réjouis d'avance. Ce sera très agréable.

Passons aux choses sérieuses. Je suis heureux d'intervenir aujourd'hui, au nom des bonnes gens de Barrie—Springwater—Oro-Medonte, au sujet du dernier budget du gouvernement libéral,

Ordres émanant du gouvernement

un budget qui décevra les Canadiens sur tous les fronts, qu'il s'agisse du coût de la vie, de l'emploi, du logement ou de l'immigration. J'aimerais me concentrer sur la situation financière regrettable de notre pays après 10 ans de budgets déficitaires, et sur les répercussions des politiques inflationnistes du gouvernement libéral sur les familles de ma circonscription.

Commençons par quelques faits. Sous la direction du premier ministre, le budget ajouterait 321,7 milliards de dollars à la dette fédérale au cours des cinq prochaines années. C'est plus que le double du montant que Justin Trudeau aurait ajouté à la dette pendant la même période, et nous savons tous qu'il n'avait pas peur de dépenser. Ce montant sidérant équivaut à ajouter environ 10 millions de dollars par heure à notre dette nationale. Chaque heure qui passe, le premier ministre impose aux habitants de ma circonscription et à toute la population canadienne un montant de dette supplémentaire de 10 millions de dollars.

Aujourd'hui, la dette nationale s'élève à 1,3 billion de dollars. Le service de la dette à lui seul coûtera 55,6 milliards de dollars. C'est plus que ce que le gouvernement dépense dans le cadre du Transfert canadien en matière de santé et plus que ce qu'il perçoit en recettes de la TPS. Cela représente plus de 3 000 \$ par ménage canadien, rien que pour payer les intérêts sur la dette.

De plus, la croissance du PIB stagne à 1,1 %, ce qui place le Canada à l'avant-dernier rang des pays du G7. Les taux de chômage s'élèveront à 6,4 % en moyenne au cours des cinq prochaines années. Les conservateurs ne sont pas les seuls à dénoncer les dépenses déficitaires désastreuses des libéraux. Selon Fitch Ratings, l'augmentation massive des dépenses et le fardeau de la dette dans le budget affaiblissent le crédit du Canada et témoignent de l'érosion des finances du gouvernement fédéral. Dan Kelly, président de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante, a dit que le budget était une occasion ratée d'aider concrètement les employeurs canadiens.

Dans un esprit de collaboration, les conservateurs ont présenté un amendement au budget pour augmenter la paie nette et pour faire en sorte que les logements et la nourriture soient abordables. On aurait pu accomplir cet objectif en supprimant les taxes cachées sur la nourriture, en réduisant les charges fiscales relatives au travail, en construisant des logements, en faisant des investissements, en misant sur l'énergie et en mettant fin à la taxe inflationniste, et ce, en maintenant le déficit sous la barre des 42 milliards de dollars. Malheureusement, le premier ministre et son ministre des Finances ont fait fi de nos demandes visant à réduire le déficit et à baisser les taxes. Ils ont plutôt décidé d'ajouter plus de 90 milliards de dollars de nouvelles dépenses, ce qui maintiendra les taux d'intérêt à un niveau plus élevé que ce que peuvent payer les Canadiens. Résultat: les taxes sont plus élevées, l'inflation est à la hausse et la nourriture coûte plus cher. Les chiffres ne mentent pas. Ce n'est pas de la responsabilité financière. C'est un budget irresponsable.

Ordres émanant du gouvernement

Je vais maintenant parler de la façon dont les habitants de ma collectivité et les Canadiens d'un océan à l'autre paient le prix des dépenses déficitaires irresponsables du gouvernement. Les données les plus récentes de Statistique Canada montrent que les Canadiens paient plus cher pour la nourriture, l'essence et le loyer sous le gouvernement libéral, car l'inflation, en particulier celle qui touche les aliments, continue de dépasser les cibles fixées par le gouvernement. L'inflation alimentaire au Canada correspond à près du double de la cible fixée par la Banque du Canada, et le prix des aliments a augmenté 48 % plus rapidement au Canada qu'aux États-Unis. Le coût des fraises a augmenté de 25 %. Le coût du bœuf à ragoût a augmenté de 20 %. Le coût du café moulu a augmenté de 20 %, et le coût des pilons de poulet a augmenté de 17 %, entre les mois de mars et de septembre.

● (1610)

Banques alimentaires Canada a décerné une mention d'échec au gouvernement libéral en matière de pauvreté et d'insécurité alimentaire, après une hausse de près de 40 % de ces 2 indicateurs en 2 ans. Il y a 10 ans, les travailleurs à temps plein ne dépendaient pas des banques alimentaires pour se nourrir et pour nourrir leur famille. Aujourd'hui, le prix élevé du panier d'épicerie accentue l'insécurité alimentaire, et de nombreux Canadiens se tournent vers les banques alimentaires pour joindre les deux bouts.

Tout récemment, Banques alimentaires Canada a publié un rapport où on peut lire ceci: « L'emploi n'est plus un facteur de protection fiable contre la pauvreté. » Le rapport indique également que le Canada est en train de devenir « un pays où la faim est normalisée ». En octobre, dans ma circonscription, la banque alimentaire de Barrie est venue en aide à 8 100 personnes, dont un nombre record d'enfants et d'ainés. Il s'agit d'une augmentation de 16 % par rapport à la même période l'an dernier, et les dons ne suivent pas le rythme. Karen Shuh, directrice générale de la banque alimentaire de Barrie, a déclaré:

Juste pour répondre à la demande, nous nous efforçons d'acheter le maximum de denrées au meilleur prix possible et de récupérer des aliments qui seraient autrement jetés. Cependant, le fossé entre les besoins et ce que nous sommes en mesure d'offrir ne cesse de se creuser. Quelqu'un qui a donné 1 \$ l'an dernier doit aujourd'hui donner 1,16 \$ si l'on veut garder la cadence de distribution.

Les habitants qui ont un emploi à temps plein, les aînés et les jeunes ne devraient pas avoir à recourir aux banques alimentaires pour arriver à la fin du mois.

En réponse à ces chiffres saisissants, les conservateurs ont présenté une motion demandant au gouvernement libéral de cesser de taxer les aliments en éliminant la taxe sur le carbone pour les industries qui frappe les engrais et le matériel agricole, la taxe de l'inflation, la taxe sur l'emballage des aliments et la norme sur les carburants propres, qui majore de 17 ¢ le prix du litre d'essence. Malheureusement, le gouvernement libéral a voté contre cette motion visant à éliminer les taxes sur les produits d'épicerie, qui continuent de faire augmenter le prix à la caisse.

La situation n'est pas meilleure en ce qui concerne le logement. Le premier ministre a promis que le gouvernement libéral construirait 500 000 logements. Cependant, un rapport de l'industrie du logement indique que le plan du gouvernement libéral en matière de logement est passé d'une promesse de 500 000 logements à un plan qui coûtera 100 000 emplois. Ce rapport a mis en évidence les dernières données sur les ventes de logements avant la construction, qui montrent que, partout au Canada, les ventes se sont effondrées. Dans la région du Grand Toronto, les ventes d'appartements unifamiliaux avant la construction ont chuté de 82 %.

Les libéraux ont également renoncé à leur engagement de réduire les droits d'aménagement, qui peuvent représenter 25 % du coût d'un logement. Ces frais ont grimpé de 700 % en 20 ans, ce qui exclut d'innombrables Canadiens du marché. L'Association canadienne de l'immobilier a déclaré que ce budget propose peu de mesures concrètes pour soutenir les Canadiens qui aspirent à devenir propriétaires à un prix abordable et risque de fermer la porte à l'accession à la propriété pour de nombreuses personnes.

Les conservateurs ont un véritable plan afin de rétablir la promesse d'accession à la propriété pour une génération qui a déjà suffisamment sacrifié. Nous voulons mettre fin à la taxe fédérale sur les ventes de maisons neuves de moins de 1,3 million de dollars, lier à la construction de logements les fonds fédéraux destinés aux infrastructures, réduire de moitié les taxes sur la construction et supprimer l'impôt sur les gains en capital en cas de réinvestissement afin de faire construire les logements dont nous avons besoin.

Le budget du gouvernement libéral est également un échec en matière d'immigration. Au lieu de régler la crise du logement ou de limiter les coûts, les libéraux rendent permanents leurs niveaux d'immigration, maintenant ainsi à plus de 2 millions le nombre de résidents temporaires au Canada d'ici 2027, soit une augmentation de 300 % depuis 2015. Les libéraux n'ont aucun plan pour les 500 000 personnes sans papiers ou les 3 millions de travailleurs temporaires dont le visa expire. Ce manquement érode les salaires, augmente le chômage et réduit l'accès au logement, aux soins de santé et aux services de garde d'enfants pour tous. Les Canadiens méritent un système d'immigration équitable, juste et viable, et non un système qui cache les coûts et ne tient pas compte des risques pour la sécurité.

Le système d'immigration doit donner la priorité au Canada. Cela signifie inviter les bonnes personnes en nombre adéquat pour que l'on puisse les intégrer sur le plan du logement, des soins de santé et de l'emploi. Cela signifie disposer d'un système permettant aux nouveaux arrivants de réussir en tant que membres de la famille canadienne. Cela signifie également restaurer la valeur de la citoyenneté afin que tous ceux qui se disent Canadiens, quelle que soit leur origine, soient avant tout Canadiens. Les conservateurs continueront de se battre pour faire du Canada un endroit où toute personne, peu importe son origine, peut accomplir n'importe quoi en travaillant fort, en respectant les règles et en apportant sa contribution.

Enfin, la crise du coût de la vie et les dépenses déficitaires du gouvernement libéral touchent durement nos jeunes. D'ailleurs, la plus récente Enquête sur la population active menée par Statistique Canada en septembre a révélé que le taux de chômage chez les jeunes atteint désormais 14,7 %, soit le taux le plus élevé depuis septembre 2010. Les étudiants qui tentent de concilier leurs études et leur travail se trouvent dans une situation encore plus désespérée, 17,1 % d'entre eux étant incapables de trouver un emploi. Je dois dire que l'été a été assez difficile pour nos jeunes, car le taux de chômage des étudiants à plein temps retournant aux études était en moyenne de 17,9 %, soit le taux le plus élevé depuis la grande récession, en excluant la première année de la pandémie.

Je vois que mon temps de parole est écoulé. Il me reste quelques points à aborder, mais je pourrai peut-être y revenir pendant la période des questions.

• (1615)

L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, dans mes quelques dernières questions, j'ai essayé d'amener les députés de l'opposition à expliquer aux Canadiens pourquoi ils pensent que les mesures législatives ne devraient pas être adoptées à la Chambre, même des projets de loi de fond comme la réforme de la mise en liberté sous caution. Ils ont répondu qu'ils veulent pouvoir débattre. C'est un peu difficile.

Je n'ai pas peur de travailler tard. Je suis prêt à le faire. Beaucoup de Canadiens d'un océan à l'autre travaillent tard. J'aimerais que la Chambre siège jusqu'à minuit, non seulement ce soir, mais pour le reste de la semaine et la semaine prochaine, si nécessaire, pour que les députés du Parti conservateur puissent continuer de débattre de la réforme de la mise en liberté sous caution ou de la réforme budgétaire. Je suis certain que le député, s'il veut vraiment que les conservateurs puissent débattre, accepterait d'appuyer une motion de consentement unanime à cet effet, ce qui nous permettrait d'avoir un bon débat constructif au cours des prochaines semaines. Assurément, il pourrait le faire pour les Canadiens. Nous pourrions alors débattre plus longuement à la Chambre.

Doug Shipley: Monsieur le Président, je regarde autour de moi en ce moment même et je vois beaucoup de conservateurs de ce côté-ci, prêts à travailler. Le député d'en face parle de travail. Nous sommes ici, nous sommes prêts et nous travaillons.

Les citoyens nous ont élus pour débattre, pas seulement pour adopter des projets de loi sans discussion. J'entends sans cesse dire que les conservateurs font obstruction. Je ne fais pas obstruction, je fais mon travail. Nous sommes bien payés. On nous envoie ici pour faire un travail. Les gens de ma circonscription s'attendent à ce que non seulement moi, mais aussi tous mes collègues, j'en suis sûr, fassions notre travail, et c'est ce que nous faisons.

• (1620)

Terry Dowdall (Simcoe—Grey, PCC): Monsieur le Président, le député représente la circonscription voisine de la mienne. Comme il vient du milieu municipal, tout comme moi, je suis sûr qu'il sait qu'au cours des 10 dernières années, de nombreuses municipalités ont exprimé d'importantes préoccupations. Il y a une augmentation du recours aux banques alimentaires et un énorme problème d'itinérance. Ce sont des problèmes que ma circonscription tente de régler.

Je sais qu'un maire de la circonscription du député a déclaré l'état d'urgence afin de régler certains des problèmes créés par le gouvernement libéral, qui ont placé des gens dans ces situations. Je me demande si le député pourrait nous parler de l'état d'urgence qui a été invoqué à Barrie.

Doug Shipley: Monsieur le Président, je ne savais pas que le député allait en parler, mais je suis ravi de l'entendre. Ce qui s'est passé à Barrie et dans de nombreuses villes, dans la plupart des villes et, bien franchement, dans toutes les villes du Canada, est malheureux. J'en ai récemment discuté avec mes deux jeunes fils, qui sont dans la vingtaine. Je leur ai dit que ce qu'ils voient aujourd'hui, ce n'est pas le Canada dans lequel j'ai grandi ni le Canada dont je me souviens. Ils ne savent pas comment c'était à l'époque. Ils pensent que c'est normal de voir des tentes sur le bord de la route, que c'est normal qu'il y ait des campements de tentes dans toutes les forêts et tous les parcs. Ce n'est pas normal. J'ai fait une tournée du Canada, et ce problème a envahi de nombreuses villes aux quatre coins du pays.

Ordres émanant du gouvernement

Ce qui est bien, c'est qu'à Barrie, notre maire déterminé, Alex Nuttall, a bel et bien déclaré l'état d'urgence et il fait vraiment quelque chose. Il nettoie la ville. Premièrement, il essaie d'offrir aux gens l'aide dont ils ont besoin. Il y a des problèmes de toxicomanie et d'itinérance, mais il y a aussi un problème de criminalité. Beaucoup de gens ont peur de le mentionner en ce moment, mais c'est ce qui se passe. Il essaie de régler ce problème, et je sais qu'il est en train de nettoyer Barrie.

Les résidents me disent exactement le contraire de ce que j'entendais il y a quelques mois. Ils sont heureux de l'orientation que le maire a prise, ils sont heureux qu'il prenne cette initiative et qu'il tente de faire le ménage. Je l'appuie sans réserve. Barrie commence à bien paraître et à redevenir ce qu'elle a déjà été.

[Français]

Gabriel Ste-Marie (Joliette—Manawan, BQ): Monsieur le Président, dans les presque 650 pages du projet de loi C-15, à peu près dans le milieu, on retrouve un amendement caché qui donne le pouvoir à n'importe quel ministre du gouvernement, pour une période de trois ans, de soustraire n'importe quelle entreprise à n'importe quelle loi fédérale autre que le Code criminel. Pour nous, au Bloc québécois, c'est très inquiétant.

Qu'en pense mon honorable collègue?

[Traduction]

Doug Shipley: Monsieur le Président, pour faire court, cela ne me semble pas être une bonne affaire.

Todd Doherty (Cariboo—Prince George, PCC): Monsieur le Président, je commencerai sur une note joyeuse. Il y a cinq ans dimanche, j'ai annoncé à la Chambre et à tout le pays que ma fille avait perdu ses eaux et que j'allais devenir grand-père pour la première fois. La fin de semaine dernière, nous avons célébré le cinquième anniversaire de ma petite-fille Ren. Elle est la lumière de ma vie, et je ne savais pas que l'on pouvait aimer autant. Elle est incroyable. Je sais qu'elle me regarde quand je fais un discours, alors je veux simplement souhaiter un joyeux anniversaire à ma petite-fille Ren et lui dire que grand-papa l'aime beaucoup.

Je suis entouré d'une équipe remarquable qui m'a préparé des notes pour mon allocution, mais je vais m'en écarter, comme je le fais souvent, pour parler de ma région. Les dernières semaines ont été particulièrement difficiles pour ma circonscription, Cariboo—Prince George, avec la fermeture de West Fraser à 100 Mile House et celle de l'usine de granules Drax à Williams Lake. De plus, je sais que d'autres fermetures sont à prévoir dans notre province, la Colombie-Britannique. Je sais qu'une fermeture importante sera annoncée plus tard dans la journée. Je suis sans cesse au téléphone avec des maires et des conseillers municipaux. Je suis sans cesse au téléphone avec des Britanno-Colombiens qui ont perdu leur emploi et qui se retrouvent dans l'incertitude.

Ordres émanant du gouvernement

C'est vraiment frustrant pour moi. Depuis 10 ans, je siège à la Chambre et je collabore avec les autres partis. Depuis 10 ans, les députés d'en face répètent que l'industrie forestière est importante et qu'ils concluront un accord sur le bois d'œuvre, mais ils ne l'ont pas fait. Au cours des trois dernières semaines, j'ai de nouveau soulevé la question. Pour la première fois depuis que je suis député, voire de l'histoire du Canada, nous avons tenu un débat exploratoire sur l'industrie forestière. C'était la toute première fois. Bien que je félicite le Président de nous avoir permis de le faire, c'est honteux, car il s'agit de vrais emplois. Cette situation touche des Canadiens de partout au pays à un moment où nous ne pouvons pas nous permettre de perdre d'autres emplois.

Nous ne pouvons jamais nous permettre de perdre des emplois, mais le premier ministre a fait campagne en promettant d'être l'homme qui a un plan et qui peut accomplir le travail, ce que Trudeau avait dit en 2015. Il a ensuite dit à tous les Canadiens, ainsi qu'aux familles et aux collectivités qui dépendent de l'industrie forestière, qu'il pourrait accomplir le travail dans les 100 jours suivant l'arrivée de la nouvelle administration américaine, mais voici où nous en sommes 10 ans plus tard.

C'est difficile pour moi, car je veux croire que tout le monde a à cœur les meilleurs intérêts de tous. Je veux voir ce qu'il y a de bon chez les gens. Il est vraiment difficile de prendre la parole pour soulever la question et d'entendre les députés d'en face chahuter, dire que nous inventons des histoires ou s'esclaffer de rire en nous accusant de feindre notre colère et notre indignation. Tout est vrai.

La déception est vraie, car les Canadiens ont fait confiance aux députés d'en face. Les appels que j'ai reçus étaient absolument déchirants. Il y a des collectivités, comme 100 Mile House, où la fermeture de West Fraser représente une perte de 1 million de dollars dans l'assiette fiscale. Le budget de cette collectivité est de 3 millions de dollars, ce qui signifie que 30 % de ses recettes ont disparu. Que se passe-t-il quand les familles partent? Elles ne reviennent jamais, ce qui fait que des collectivités s'effritent à petit feu partout dans la province. Ce ne sont pas des foutaises, c'est la vérité. Le budget n'offre rien à ces gens.

• (1625)

Il y a deux semaines, lorsqu'on a demandé au premier ministre à quand remontait sa dernière conversation avec le président Trump, il a haussé les épaules et a répondu qu'il s'en foutait. Il a dit: « On s'en fout. » Selon lui, ce n'est pas une question urgente, et ça n'a pas vraiment d'importance.

C'était une réponse désinvolte et arrogante, mais elle ne devrait surprendre personne. Nous observons cette attitude chaque fois que le premier ministre est ici. C'est tellement frustrant d'entendre les familles à l'autre bout du fil qui pleurent et sont bouleversées, et les maires et les conseils municipaux qui se demandent ce qui va se passer quand le couperet tombera. Les députés devraient me croire: cela va arriver.

Aujourd'hui, Algoma Steel a annoncé 1 000 licenciements. D'autres suivront dans l'industrie forestière. À cette période de l'année, c'est difficile à entendre. Il est difficile de rester assis ici et d'écouter les inepties que nous sert l'autre côté de la Chambre.

Les députés savent que le budget compte 500 pages, mais que la santé mentale n'y est mentionnée qu'une seule fois. Nous sommes confrontés à une crise des opioïdes: plus de 50 000 Canadiens sont morts depuis 2016, soit plus que pendant la Seconde Guerre mondiale, mais le budget n'en fait aucune mention.

Au cours des 10 dernières années, les libéraux ont dépensé 1 milliard de dollars pour assurer un approvisionnement sûr, perpétuant la dépendance et entraînant la mort de personnes, de Canadiens. Les députés peuvent-ils imaginer combien de lits ce milliard de dollars aurait pu créer? Combien de centres de désintoxication aurait-il pu financer?

Je sais que le seul député à qui on permet de prendre la parole, parmi les 171 députés d'en face, va dire qu'il s'agit d'un budget historique et parler de la réforme de la mise en liberté sous caution. Pensons à la violence qui se perpétue chaque jour contre le personnel infirmier, les travailleurs de la santé et les premiers intervenants. Un projet de loi a été adopté au cours de la législature précédente et il devrait déjà être en vigueur. Il aurait assuré la protection de ceux qui nous protègent. Pourtant, à la dissolution de la législature précédente, il est mort au Feuilleton parce que les députés d'en face se livrent à de petits jeux stupides.

Le Sénat a adopté à l'unanimité le projet de loi S-233. Nous en avons été saisis ici il y a trois semaines pour essayer de faire la même chose, pour donner des assurances à ceux qui nous défendent, à nos sentinelles silencieuses, à ceux qui se précipitent dans les bâtiments en feu, à ceux qui nous tiennent la main alors que nous rendons notre dernier souffle. Nous avons essayé de leur dire que nous nous battons pour eux comme ils se battent pour nous, que la violence est inacceptable et qu'elle ne fait pas partie de leur description de tâches. Cependant, les députés d'en face jouent à la patate chaude politique avec eux aussi. Je ne peux pas imaginer qui que ce soit qui voudrait faire partie de cette équipe. Je ne peux pas imaginer faire du porte-à-porte dans leur circonscription pour essayer de défendre leur bilan. Voilà 10 ans qu'on écoute les promesses et les balivernes des députés d'en face. Ils ont échoué sur toute la ligne. On le constate on ne peut mieux dans nos circonscriptions.

La semaine dernière, 300 emplois ont été perdus dans ma circonscription. Cela porte le nombre total d'emplois perdus à plus de 3 000. Aujourd'hui, Algoma Steel a fait plus de 1 000 mises à pied. Je suis certain que, d'ici la fin de la journée, il y aura d'autres pertes d'emplois. C'est entièrement la faute de ceux qui occupent les banquettes ministérielles et du premier ministre. Les libéraux ont fait campagne en disant qu'ils avaient un plan. Encore une fois, ils ont dupé les Canadiens. Aujourd'hui, il n'y a vraiment pas de quoi célébrer. Je sais qu'ils vont dire que les Canadiens n'ont jamais eu la vie aussi belle. Nous dépensons maintenant plus pour le service de la dette que pour les transferts en santé. Il est honteux que nous soyons tombés si bas.

J'aurais aimé avoir 20 minutes, car je pourrais parler encore longtemps des échecs du gouvernement. C'est absolument honteux. Je vais céder la parole à ceux qui veulent poser des questions.

• (1630)

L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, le député a parlé des premiers intervenants. Je voue moi aussi un grand respect aux premiers intervenants à bien des égards, comme, je crois, l'ensemble des députés, y compris le premier ministre. Cela dit, cette question figure également dans le projet de loi C-14.

C'est intéressant. J'ai déjà soulevé cette question. Nous parlons de l'adoption d'importantes mesures législatives que les conservateurs tentent d'empêcher en faisant traîner les choses en longueur ou en recourant à l'obstruction systématique. Je suis particulièrement contrarié par l'obstruction au projet de loi sur la réforme de la mise en liberté sous caution. Je crois qu'il devrait être adopté. Il n'y a aucune raison pour qu'il ne soit pas adopté avant Noël. La seule chose qui empêche cela, y compris en ce qui concerne les mesures relatives aux premiers intervenants, c'est le Parti conservateur du Canada.

Je me demande si le député est d'accord avec moi. Si ce que veulent les conservateurs, c'est débattre, pourquoi le député n'accepterait-il pas de siéger jusqu'à minuit pendant les deux prochaines semaines?

Todd Doherty: Monsieur le Président, cela fait 10 ans que le député ressasse les mêmes rengaines du gouvernement. Pendant 9 ans, il a défendu leur approche, qui consistait à favoriser la mise en liberté sous caution plutôt que l'incarcération. Voilà qu'après 10 ans, c'est soudainement devenu une priorité pour lui de modifier cette approche.

Nous n'avons aucune leçon à recevoir de ce collègue. Il y a 170 autres députés de l'autre côté de la Chambre. Je les mets au défi d'intervenir.

[Français]

Jean-Denis Garon (Mirabel, BQ): Monsieur le Président, on sait que c'est un budget qui a été fait à la va-vite et pour lequel le ministre des Finances n'était pas prêt.

Le déficit va presque atteindre, seulement cette année, 80 milliards de dollars. Maintenant, pour atteindre les objectifs du déficit, les libéraux doivent trouver sur 5 ans 50 milliards de dollars en coupes budgétaires.

Sur les 50 milliards de dollars en coupes budgétaires, ils en ont identifié pour seulement 10 milliards, et, sur les 10 milliards, le directeur parlementaire du budget et d'autres observateurs pensent qu'ils vont avoir de la difficulté à en effectuer la moitié.

J'aimerais savoir si mon collègue pense que le gouvernement va être capable d'atteindre ses cibles de réduction de dépenses. S'il pense que le gouvernement n'en sera pas capable, est-il inquiet que les déficits soient passablement plus élevés que, par exemple, les 78,5 milliards déjà annoncés?

● (1635)

[Traduction]

Todd Doherty: Monsieur le Président, en un mot, oui. Les déficits seront plus élevés qu'annoncé parce que le premier ministre ne rend pas de comptes aux Canadiens; il rend des comptes aux actionnaires de Brookfield. C'est certain que les dépenses vont augmenter. Le premier ministre doit se justifier auprès des actionnaires de Brookfield.

Bob Zimmer (Prince George—Peace River—Northern Rockies, PCC): Monsieur le Président, j'apprécie mon collègue de Prince George. Nous représentons tous les deux la ville de Prince George. Nous avons donc été tous les deux témoins des nombreux coups durs qui ont été portés à nos scieries locales et à nos travailleurs forestiers. Nous avons entendu dire que 10 000 emplois directs et trois à cinq fois plus d'emplois indirects ont été touchés par l'incapacité des libéraux à conclure un accord sur le bois d'œuvre.

Ordres émanant du gouvernement

Nous avons aussi entendu dire que le gouvernement a accordé des prestations d'assurance-emploi supplémentaires aux travailleurs forestiers et à d'autres travailleurs. Est-ce cela que nos amis de Prince George recherchent, des prestations d'assurance-emploi supplémentaires, ou cherchent-ils plutôt à retrouver leurs bons emplois?

Todd Doherty: Monsieur le Président, c'est probablement l'une des choses les plus contrariantes que nous constatons et que nous entendons. Dans nos régions, les travailleurs forestiers sont fiers. Les Canadiens sont fiers. Ils ne veulent pas l'aumône, ni l'assurance-emploi, ni l'aide sociale; ils veulent un emploi. C'est vraiment contrariant.

Imaginons quelqu'un qui a 55 ou 56 ans, qui a travaillé toute sa vie dans un secteur et qui se réveille un beau matin pour apprendre que cet emploi a disparu. Dans bien des cas, dans ma circonscription, un grand nombre de ces personnes ont commencé à travailler juste après leurs études secondaires. C'est le seul emploi qu'elles connaissent et il est possible qu'elles ne puissent pas se recycler. Que vont-elles faire? Il n'y a pas d'autre emploi disponible pour remplacer les emplois perdus. Il n'y a pas d'emploi bien rémunéré qui les attend. Même si les aides sont bienvenues, surtout en cette période, ce qu'elles veulent vraiment, ce sont des emplois.

Je crois sincèrement que si un accord avait été en place il y a longtemps, nous n'en serions pas là où nous en sommes aujourd'hui, devant un nombre incroyable de pertes d'emploi. C'est un échec dont la responsabilité incombe entièrement aux libéraux.

Tamara Jansen (Cloverdale—Langley City, PCC): Monsieur le Président, le projet de loi C-15 est plus qu'un projet de loi d'exécution du budget. Il s'agit d'une tentative du gouvernement pour convaincre les Canadiens qu'il a un plan d'action pour l'avenir. Cependant, quand nous examinons le contenu du projet de loi, nous constatons la même approche qui freine le Canada depuis des années: de grandes promesses, des plans vagues, de nouvelles structures bureaucratiques et aucune véritable stratégie pour construire quoi que ce soit ou pour assurer la sécurité de notre pays.

C'est pourquoi les questions que je m'appête à soulever ne sont pas des détails insignifiants, mais bien des symptômes. Ce que nous voyons dans le projet de loi reflète ce qui se passe avec les grands projets, la défense nationale et nos relations avec les États-Unis. Il y a de la confusion là où nous avons besoin de clarté, plus de bureaucratie là où nous avons besoin d'action et des jeux politiques là où nous avons besoin de bon sens.

Si les Canadiens veulent comprendre l'écart entre les promesses du gouvernement et ses résultats, ils n'ont pas besoin de chercher bien loin. Prenons, par exemple, l'accord très médiatisé entre l'Alberta et Ottawa concernant le pipeline. Il est clair que cet accord sera entravé par la nouvelle bureaucratie créée dans le projet de loi C-15. Si les Canadiens ne lisaient que les gros titres, ils penseraient que le Canada avait déjà commencé les travaux, que l'acier avait été commandé, que les travailleurs avaient été embauchés et que l'avenir prenait enfin forme.

Ordres émanant du gouvernement

Cependant, l'espoir ne constitue pas un plan. Lorsque nous prenons le temps de lire le protocole d'accord de six pages, nous ne sommes pas inspirés. Nous nous demandons comment un document aussi confus pourrait mener à la construction d'un seul centimètre de pipeline. Le protocole d'accord stipule que l'approbation et le début de la construction du pipeline sont des conditions préalables à la poursuite du projet de captage de carbone Pathways. Puis, dans la ligne suivante, il indique que le projet Pathways est une condition préalable à l'approbation et à la construction du pipeline. Deux choses ne peuvent être des conditions préalables l'une pour l'autre. C'est comme essayer de dire aux Canadiens qu'ils ne peuvent pas démarrer la voiture tant que le moteur ne tourne pas, et que le moteur ne tournera pas tant que la voiture n'aura pas démarré.

Il y a ensuite l'échéancier. En vertu de l'accord, l'Alberta et Ottawa, croyez-le ou non, créeront un comité de mise en œuvre. La tâche de ce comité n'est pas de lancer la construction, de simplifier les autorisations ou de mettre les travaux en route. Son rôle est de déterminer les moyens par lesquels l'Alberta peut soumettre une demande de pipeline au nouveau Bureau des grands projets.

Prenons-y un instant. Le Bureau des grands projets a été créé pour approuver les grands projets. Maintenant, on est en train de créer un comité pour déterminer comment présenter une demande à ce bureau. Seul le gouvernement peut concevoir un processus aussi compliqué juste pour déterminer où déposer des documents administratifs. Selon le protocole d'entente, la demande est censée être prête à être soumise d'ici le 1^{er} juillet 2026. Ce n'est que le début. Il faudra peut-être attendre encore quelques années avant que le gouvernement fédéral décide d'approuver ou non le pipeline.

Or, la construction du projet Pathways est censée commencer en 2027. Nous sommes de retour à la case départ. Le pipeline dépend du projet Pathways, et le projet Pathways dépend du pipeline. La promesse faite aux Canadiens est piégée dans un palais des glaces. Que verrait un investisseur s'il examinait la situation? Percevrait-il de la certitude et de la clarté? Verrait-il un pays prêt à construire, ou verrait-il plutôt une multitude d'étapes, de comités et de bureaux sans aucune indication claire quant au moment où les choses bougeront vraiment?

Ensuite, il y a une question plus générale, que les Canadiens commencent à se poser: pourquoi sommes-nous le seul grand producteur de pétrole de la planète à subordonner l'ajout de pipelines à des mégaprojets de captage de carbone hors de prix et non concurrentiels? Parmi les cinq principaux producteurs au monde, c'est-à-dire les États-Unis, l'Arabie saoudite, la Russie, la Chine et le Canada, quatre ne le font pas. Il n'y a que le Canada. Lorsque le Canada est le seul producteur à s'imposer des contraintes alors que ses concurrents font ce qu'ils veulent, il est peut-être temps de prendre un instant pour se demander pourquoi.

Pourquoi met-on en place les modalités de développement les plus complexes, les plus coûteuses et les plus imprévisibles au monde? Pourquoi ajouter des étapes supplémentaires alors qu'il faut des règles plus claires? Pourquoi rend-on la réussite des Canadiens plus difficile alors que d'autres pays se facilitent la tâche? Les Canadiens méritent un pays où les règles sont claires, où les échéanciers sont rigoureux et où, du moment qu'on fait le travail, qu'on consulte la population, qu'on investit et qu'on respecte les normes, on peut réellement bâtir quelque chose.

À l'heure actuelle, ce soi-disant accord sur le pipeline ne donne pas cette assurance aux Canadiens. Il leur offre un protocole d'entente qui ressemble à un casse-tête intellectuel et un processus qui

semble voué à enterrer toute ambition sous une montagne de pape-rasse. Les Canadiens ne demandent pas de miracles. Ils demandent la possibilité de construire, de créer, de croître et de contribuer à un avenir solide et sûr. Ils méritent un gouvernement qui rend cela possible, et non un gouvernement qui bloque tous les grands projets avant même qu'ils ne voient le jour.

Si le gouvernement réussit à s'empêtrer dans un dédale de complications au sujet d'un pipeline, il n'est pas surprenant que la même dérive et la même confusion que celles qui caractérisent le projet de loi C-15 touchent maintenant notre défense nationale. Cela m'amène à la question suivante, celle de notre état de préparation militaire et de la façon dont le gouvernement gère notre partenariat le plus important en matière de défense, celui avec les États-Unis.

● (1640)

Je voudrais commencer par dire que ce n'est pas en passant plus de temps à faire de la politiaillerie qu'à choisir le bon équipement pour les forces armées que nous assurerons la sécurité du pays. Notre relation avec les États-Unis ne ressemble à aucune autre. Il ne s'agit pas simplement de bon voisinage, mais bien de la défense commune d'un continent. Cela comprend le NORAD. Cela comprend l'Arctique. Cela comprend des générations de Canadiens et d'Américains qui ont servi côte à côte. Cette relation représente 45 % de notre économie. Par conséquent, quand le gouvernement fait comme si cette relation n'avait aucune importance, quand le premier ministre lève les bras au ciel et dit « on s'en fout » à propos d'un président en exercice, ça a plus d'impact qu'il ne le pense. Cela fait des vagues à Washington et à l'OTAN, et cela alimente l'idée dangereuse que le Canada est prêt à mettre sa propre sécurité en jeu pour des raisons politiques.

Rien n'illustre mieux cette situation que l'hésitation soudaine du gouvernement concernant le remplacement de nos avions de chasse. Les Canadiens ne s'intéressent pas au jargon technique, mais il y a une chose qu'ils veulent savoir. Allons-nous donner aux hommes et aux femmes qui défendent notre pays les outils dont ils ont besoin? Allons-nous soutenir notre plus proche allié? Allons-nous prendre des décisions fondées sur la sécurité et non sur des sautes d'humeur politiques?

Depuis des années, nos pilotes sont aux commandes d'avions plus âgés que bon nombre des personnes qui les utilisent. Le remplacement de ces avions ne constitue pas un luxe, mais une nécessité. Après de nombreuses études, le Canada a finalement choisi un avion moderne qui répond à nos besoins opérationnels et qui nous permet de nous harmoniser avec nos plus proches partenaires. Aujourd'hui, au lieu de mener à bien ce projet, le gouvernement envisage de prendre un détour, dans le but d'essayer de paraître moins américain en se rapprochant de l'Europe, même si cela signifie qu'il devra acheter des avions qui ne répondent pas à toutes nos exigences ou diviser la flotte d'une manière qui rendra la formation plus difficile, la maintenance plus coûteuse et la préparation plus lente.

On ne renforce pas la souveraineté en affaiblissant notre force aérienne et on ne négocie pas efficacement avec les États-Unis tout en les vexant concernant les problèmes qu'ils nous exhortent à régler depuis des décennies. Nos alliés remarquent ces signaux contradictoires, surtout les Américains, car ce n'est pas une question d'émotion pour eux. Il s'agit de savoir si le Canada entend sérieusement défendre le continent qu'il partage. En ce moment, ils voient un gouvernement qui tente d'envoyer des messages symboliques à l'Europe au détriment d'une coopération pratique avec un partenaire qui protège vraiment notre espace aérien chaque jour.

Cela dit, il importe de mentionner que l'actuelle ministre de l'Industrie, celle qui est en train de magasiner des avions en Suède, ne lit même pas les contrats qu'elle signe. Elle jongle maintenant avec l'idée d'abandonner ou de scinder la flotte de chasseurs, non pas pour accroître la sécurité des Canadiens, ni pour renforcer le NORAD, ni parce que les pilotes le réclament, mais parce que cela pourrait, potentiellement, créer des emplois, à condition que tout se déroule à la perfection. Voilà qui vaudra peut-être une prime de rendement à la ministre, mais les pilotes de chasse et la sécurité de la population, eux, seront relégués au second plan.

En matière de politique étrangère, les Canadiens veulent de la sagesse. Ils veulent de la stabilité. Ils veulent un gouvernement qui sait qu'on ne peut pas négliger ses obligations et insulter son voisin, puis s'attendre à un accueil chaleureux lorsqu'on vient lui demander des concessions commerciales ou des garanties de défense continentale. Les Canadiens suivent la situation de près, car les choix faits à ce chapitre ont des conséquences tangibles. Quand un gouvernement enfouit les projets sous la paperasse, rien ne se construit. Lorsqu'il envoie des signaux contradictoires à nos alliés, la sécurité du pays s'en trouve compromise. Lorsque ses décisions lui sont dictées par ses intérêts politiques plutôt que par la lucidité, les Canadiens en paient le prix: une hausse de leurs dépenses, une croissance au ralenti et un pays qui semble leur échapper.

Avec le projet de loi C-15, le gouvernement demande aux Canadiens d'accepter plus de bureaucratie, plus d'incertitude et plus de risques. Il leur demande de faire confiance à un processus qui n'a rien donné en plus de 10 ans. Les Canadiens sont en droit de s'attendre à mieux. Ils veulent un pays qui peut construire un pipeline sans se livrer à de telles contorsions. Ils veulent une armée qui est équipée pour défendre l'Arctique canadien et pour honorer les engagements du pays. Ils veulent un gouvernement stable, sérieux et axé sur les résultats, pas sur le cinéma.

Faire preuve de leadership, c'est accorder la priorité au pays, pas à l'idéologie politique. Il s'agit de choisir la certitude pour les entreprises, la sécurité pour les citoyens et la fidélité pour nos partenaires. Le projet de loi C-15 ne tient pas compte de ces besoins. Le Canada fonctionne mieux quand il accorde la liberté à ses citoyens, qu'il protège ce qui compte et qu'il établit des partenariats solides avec ses voisins. Voilà comment nous pouvons assurer un avenir meilleur à notre pays. C'est la voie qu'emprunteront toujours les conservateurs.

● (1645)

L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, je n'arrive pas à croire que la députée a utilisé l'armée comme exemple. Lorsqu'il siégeait au caucus conservateur, son chef était le chien de poche de Stephen Harper et, au bout du compte, les conservateurs ont consacré moins de 1 % du PIB du Canada aux dépenses militaires. Le premier ministre actuel, qui a

Ordres émanant du gouvernement

été élu il y a à peine huit mois, y consacre 2 % du PIB, et ce pourcentage ne cesse d'augmenter.

Cependant, ma question porte davantage sur la force destructrice que les conservateurs exercent jour après jour à la Chambre des communes. Je m'en suis rendu compte non seulement dans le cas du présent projet de loi, mais aussi dans le cas d'une mesure législative importante que les Canadiens, les provinces et des intervenants comme les forces de l'ordre veulent voir adoptée, à savoir le projet de loi sur la réforme de la mise en liberté sous caution. La seule chose qui empêche son adoption, c'est le Parti conservateur du Canada. Comme les conservateurs disent vouloir en débattre davantage, je leur ai même fait la suggestion suivante. La députée ne convient-elle pas que, si c'est la seule excuse que les conservateurs peuvent trouver, il est grand temps que nous commençons à siéger jusqu'à minuit afin de permettre...

Le vice-président adjoint (John Nater): À l'ordre.

Je dois donner à la députée le temps de répondre.

La députée de Cloverdale—Langley City a la parole.

Tamara Jansen: Monsieur le Président, le projet de loi C-15 privilégie le théâtre politique au détriment du rendement, il camoufle des changements structurels majeurs dans des centaines de pages, il prévoit de nouveaux pouvoirs sans garde-fous, et il éloigne le Canada de ses partenaires et des systèmes qui assurent sa force. Voilà pourquoi ce débat est crucial. Les Canadiens n'ont vraiment pas besoin d'un autre projet de loi qui fait passer la politique avant les résultats.

[Français]

Maxime Blanchette-Joncas (Rimouski—La Matapédia, BQ):

Monsieur le Président, le gouvernement parle de son nouveau programme, ou la nouvelle entité, Bâtir Maison Canada, qu'on a finalement renommé Maisons Canada. Or, le directeur parlementaire du budget nous apprend ce matin que ce programme va n'ajouter que 26 000 logements sur cinq ans, soit à peine 2 % de plus que la croissance prévue de l'offre, mais que les dépenses fédérales en logement vont chuter de, 56 % d'ici trois ans.

Comment le gouvernement peut-il prétendre vouloir doubler le rythme de construction alors qu'il n'y a aucun plan concret actuellement qui a été présenté et que les investissements annoncés ne vont même pas compenser les programmes qui sont en voie d'expiration?

● (1650)

[Traduction]

Tamara Jansen: Monsieur le Président, le projet de loi C-15 est rempli d'engagements à long terme et de grandes promesses, par exemple la construction de logements en plus grand nombre et d'une façon améliorée. Pourtant, le projet de loi ne propose aucune voie crédible vers l'état de préparation, que ce soit sur le plan économique ou militaire. La manière dont le gouvernement gère les pipelines et l'approvisionnement est la meilleure preuve que les Canadiens doivent se méfier d'un projet de loi qui alourdit la bureaucratie et réduit les services. Ce sont tous des symptômes du même problème.

Ordres émanant du gouvernement

Warren Steinley (Regina—Lewvan, PCC): Monsieur le Président, j'ai été ici pendant la majeure partie de la journée et je trouve très intéressantes les questions du député ministériel de Winnipeg-Nord. Il a cessé de parler du projet de loi C-15, parce qu'il n'a plus de questions à poser, et nous avons fait valoir que le projet de loi n'aiderait vraiment pas les Canadiens ordinaires. Maintenant, je pense qu'il craint un prochain remaniement ministériel et il craint de perdre son emploi, parce que le gouvernement n'est pas à la hauteur. Le gouvernement ne réussit pas à faire adopter ses projets de loi.

J'ai fait partie du gouvernement de la Saskatchewan et j'ai toujours pensé qu'il revenait au gouvernement de faire adopter ses propres projets de loi et de faire mettre en œuvre les mesures qu'il voulait appliquer. Ce n'était pas à l'opposition de faire adopter les projets de loi à l'Assemblée législative de la Saskatchewan, et le député a vraiment des problèmes parce qu'il ne s'acquitte d'aucune de ses tâches et qu'il risque donc de perdre son emploi. Plus il parle fort, plus il se met dans le pétrin, parce qu'il échoue lamentablement dans son rôle de leader parlementaire.

Tamara Jansen: Monsieur le Président, le nœud du problème est que ce même vieux gouvernement libéral qui enterre les pipelines sous davantage de bureaucratie envoie désormais nos militaires vers un avenir incertain, marqué par la dérive et les manœuvres politiques. Qu'il s'agisse de grands projets ou de décisions importantes en matière de défense, les Canadiens obtiennent le même résultat: de la confusion au sommet, de la bureaucratie au milieu et des résultats moins bons pour les personnes qui dépendent quotidiennement de ce système. C'est pourquoi je soulève ces préoccupations, car les enjeux sont tout simplement trop importants pour qu'on accepte une telle confusion de la part de nos dirigeants.

Rhonda Kirkland (Oshawa, PCC): Monsieur le Président, c'est un privilège pour moi de prendre la parole cet après-midi au nom de mes formidables concitoyens d'Oshawa au sujet du récent budget libéral et du projet de loi C-15, la loi d'exécution du budget.

En tant que mère de deux enfants, âgés respectivement de 21 ans et de 15 ans, je ne peux m'empêcher de considérer l'orientation de notre cher pays avec une profonde inquiétude. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle j'ai décidé de me lancer en politique; je suis très préoccupée pour l'avenir de mes enfants et pour celui de la prochaine génération.

Chaque jour, les parents de ma circonscription me font part de ces mêmes préoccupations. Ils élèvent leurs enfants dans un Canada qui leur semble moins sûr, moins abordable et moins prometteur que celui où ils ont grandi. Cette réalité pèse lourdement sur les familles de tout le pays.

Les Canadiens en ont assez de perdre du terrain alors qu'ils travaillent encore plus fort. Ils en ont assez des promesses qui ne se concrétisent jamais, et ils en ont assez qu'on leur dise que tout va bien alors que, quand ils font l'épicerie, ils doivent se demander quels produits ils ne peuvent plus se permettre. Ils en ont assez qu'on leur demande d'attendre, d'être patients, de faire confiance à un gouvernement qui a démontré à maintes reprises qu'il était incapable de répondre aux besoins les plus pressants des Canadiens.

Chaque semaine, mes voisins d'Oshawa me disent la même chose. Ils font tout comme il faut: ils établissent un budget serré. Ils comparent les prix. Ils optent sans doute parfois pour des marques génériques. Ils maximisent chaque dollar. Malgré tout, le coût de la vie continue de grimper plus vite que leur salaire.

Au lieu de leur donner les moyens de souffler, le budget libéral les contraint à payer davantage. Sous les libéraux, le coût de l'alimentation a augmenté de 3,4 % en 1 an. Ils ont eu la possibilité de faire baisser le prix du panier d'alimentation des Canadiens en éliminant la taxe sur le carbone pour les industries, une politique qui fait grimper le prix des engrais, du carburant et de l'équipement agricole. Évidemment, ils ont plutôt choisi d'augmenter la taxe. Résultat: la nourriture coûte encore plus cher, et des familles se retrouvent dans la misère. Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Le prix du bœuf a augmenté de 16,8 %, celui du poulet frais ou congelé, de 6 %, celui du poisson et des fruits de mer a grimpé de 8 %, celui des pommes, de 4 %, celui des oranges, de 7 %, celui du jus de fruits, de 7 %, celui des carottes, de 11 %, et j'en passe. Même la préparation pour nourrissons, dont aucun parent ne peut se passer — et ils ne le font pas —, a vu son prix augmenter de près de 6 %.

Ce ne sont pas que des statistiques. Ce sont les sacrifices silencieux des familles qui reposent les fruits sur les étagères parce que leur budget hebdomadaire ne leur permet plus d'en acheter. Ce sont des parents qui coupent des poitrines de poulet pour qu'elles durent plusieurs repas. Ce sont des personnes âgées qui doivent choisir entre des aliments nutritifs et des médicaments essentiels. Derrière ces chiffres, il y a de vraies personnes qui vivent une anxiété et des difficultés bien réelles.

Lorsque je parle avec des parents de jeunes familles, ils me disent qu'ils achètent moins de fruits, moins de viande et moins d'aliments sains parce qu'ils n'ont tout simplement plus les moyens de se les payer. Des aînés me disent qu'ils sautent des repas pour étirer leur pension. Des parents me disent qu'ils se privent pour que leurs enfants n'aient pas à le faire. Ce n'est pas le Canada dans lequel ces personnes ont grandi et ce n'est pas le Canada qu'elles veulent léguer à leurs enfants et à leurs petits-enfants.

Au lieu de reconnaître ces difficultés et de présenter un véritable plan pour les résoudre, le gouvernement a présenté un autre budget coûteux qui rend la vie encore plus chère. Il dépense plus pour moins de résultats. Il ne tient pas compte de la réalité quotidienne des Canadiens qui doivent déjà faire chaque jour des choix impossibles.

L'abordabilité n'est pas un défi politique abstrait. C'est une crise en temps réel. C'est une mère à l'épicerie qui remet des articles sur les étagères parce que le total de la facture est déjà trop élevé. C'est une personne âgée qui vit dans le froid parce qu'elle a peur du montant que pourrait atteindre sa facture de chauffage. Ce sont des jeunes qui cumulent deux ou trois emplois, non pas pour améliorer leur sort, mais simplement pour garder la tête hors de l'eau.

Malgré ce que certains Canadiens plus âgés m'ont dit, je crois que les jeunes, en particulier ceux de la génération Z, sont probablement l'une des générations qui travaillent le plus fort. Ils veulent simplement de bons emplois et une vie abordable, et ils sont prêts à travailler fort pour y parvenir, mais ils ont besoin d'emplois et de sécurité d'emploi.

À Oshawa, la Simcoe Hall Settlement House m'a récemment fait part d'une nouvelle déchirante. Des familles qui n'avaient jamais eu besoin d'aide auparavant se tournent maintenant vers les banques alimentaires. Même des donateurs de longue date ne peuvent plus faire de dons parce qu'ils ont eux-mêmes du mal à joindre les deux bouts. Une mère a dit que ses enfants manquent parfois l'école parce qu'elle n'a pas les moyens de leur préparer un dîner. Imaginez un parent qui doit faire ce choix dans un pays aussi privilégié que le nôtre.

• (1655)

Le budget était censé aider ces gens, mais, une fois de plus, ils ont été laissés pour compte. Après une décennie au pouvoir, le gouvernement libéral a perfectionné l'art des annonces, mais il a complètement abandonné l'art d'obtenir des résultats. Les libéraux parlent de priorités, mais leurs priorités ne sont pas celles des Canadiens.

Les Canadiens veulent que le prix de la nourriture baisse, ils veulent des impôts moins élevés et ils veulent de la stabilité et de la certitude. Ils veulent un gouvernement qui comprend ce qui est important et qui se concentre sur l'essentiel. Le budget ne fait rien de tout cela. Au lieu d'accorder un véritable répit aux parents pour qu'ils aient les moyens de nourrir leur famille, les libéraux proposent un programme national d'alimentation, qui peut sembler utile sur papier, mais qui ne fait rien pour résoudre la crise du coût de la vie. Les mères et les pères veulent des emplois et ils veulent pouvoir nourrir leurs enfants. Ils ne veulent pas dépendre d'un programme national d'alimentation.

On ne peut pas faire mieux: parmi toutes les taxes que le gouvernement aurait pu réduire ou supprimer dans le budget, il a choisi de supprimer la taxe de luxe sur les yachts et les jets privés. Je suppose que c'est pour les amis élitistes des libéraux. Au lieu de cela, la taxe de luxe ne s'applique plus qu'aux véhicules. Ça pourrait tout aussi bien s'appeler une taxe sur les voitures ou une taxe sur les véhicules. Certains de ces véhicules sont nécessaires aux exploitations agricoles et aux travailleurs. Ils ont besoin de leurs camions, et ces camions font désormais partie de la catégorie des produits de luxe, mais ils ont laissé la taxe en place.

La crise du coût de la vie n'est pas un accident. C'est le résultat prévisible de politiques qui ont rendu tout plus cher. La taxe sur le carbone pour les industries augmente le prix...

Des voix: Oh, oh!

Rhonda Kirkland: Monsieur le Président, je constate que je me fais chahuter. C'est signe que j'aborde des points qui ne leur plaisent pas beaucoup.

La taxe sur le carbone pour les industries augmente le coût du transport, de la production et de la transformation des aliments. Elle augmente le coût du chauffage des granges, de l'utilisation des tracteurs et du fonctionnement des installations de production alimentaire. Les agriculteurs, les camionneurs et les transformateurs alimentaires en ressentent les effets, tout comme les familles chaque fois qu'elles vont à l'épicerie. Quand on augmente les taxes que doivent payer ceux qui produisent des aliments, le coût de ces derniers augmente, point final. C'est aussi simple que cela, mais le gouvernement refuse toujours de l'accepter et continue d'essayer de faire croire aux Canadiens que la hausse des prix des aliments n'a rien à voir avec la taxe sur le carbone pour les industries et la taxe sur l'emballage des aliments qui, de toute évidence, font grimper le coût des aliments.

Ordres émanant du gouvernement

Les Canadiens attendent de leur gouvernement qu'il fasse des choix responsables. Ils s'attendent à ce que les dépenses soient ciblées et non inutiles. Ils s'attendent à ce que l'argent public soit respecté et non tenu pour acquis. Ils s'attendent à du leadership et non à des excuses. Or, rien dans ce budget ne reflète ces attentes. Au lieu d'offrir du répit, le gouvernement continue de suivre une voie qui a affaibli l'économie et pénalisé les personnes mêmes qu'il prétend aider.

Plus le gouvernement dépense, plus l'inflation augmente. Plus le gouvernement augmente le fardeau fiscal, plus les familles ont du mal à joindre les deux bouts. Plus le gouvernement intervient, plus la situation se détériore. Les Canadiens veulent simplement un gouvernement qui comprend leur réalité, qui sait faire la différence entre un communiqué de presse et un plan, et qui mesure le succès non pas en fonction de ce qu'il peut dépenser, mais en fonction de l'amélioration des conditions de vie des gens qu'il est censé servir.

Les Canadiens méritent mieux. Ils méritent un gouvernement qui cherche à réduire les coûts, et non à les augmenter. Ils méritent un gouvernement qui respecte les contribuables, et non un gouvernement qui les traite comme une source infinie de revenus. Ils méritent un gouvernement qui les écoute, qui les comprend et qui agit.

Les budgets sont plus que des documents financiers; ce sont des documents moraux. Ils indiquent ce qui importe pour le gouvernement et à qui il choisit d'accorder la priorité. Les familles veulent de l'abordabilité, de la stabilité et des débouchés, mais elles se retrouvent plutôt avec des prix plus élevés, une hausse du fardeau fiscal et moins de chances d'améliorer leur sort.

Les Canadiens en ont assez d'avoir du mal à joindre les deux bouts. Ils en ont assez d'être laissés pour compte. Ils en ont assez des promesses brisées et des politiques inefficaces. Ils veulent un plan, et le budget ne leur en offre aucun. Les Canadiens méritent un plan pour réduire les coûts, soutenir les travailleurs, renforcer les collectivités et redonner de l'espoir. Ils méritent un gouvernement qui comprend leurs difficultés et qui propose de vraies solutions. Ce n'est pas ce que leur offre le gouvernement libéral et son budget.

Les Canadiens méritent mieux. Il est temps que nous ayons un gouvernement qui valorise les gens qui ont bâti ce pays, qui nourrissent ce pays et qui l'aident à fonctionner. Il est temps que nous ayons un gouvernement qui se concentre sur les résultats et non sur les beaux discours. Il est temps que nous ayons un gouvernement qui fait passer les intérêts des Canadiens en premier.

• (1700)

Ben Carr (Winnipeg-Centre-Sud, Lib.): Monsieur le Président, en ce qui concerne l'observation de la députée dans son discours au sujet de la taxe de luxe, je crois comprendre que la taxe coûte plus cher à percevoir que ce qu'elle rapporte au ministère. Cette mesure permettrait de réduire les coûts tout en réduisant les formalités administratives au sein du gouvernement.

La députée est certainement favorable à cette mesure, n'est-ce pas?

Rhonda Kirkland: Monsieur le Président, je ne suis pas certaine que ce soit vrai. Je demande au député de me fournir, peut-être à une date ultérieure, des preuves à cet effet. J'aimerais bien les voir.

Ordres émanant du gouvernement

Cependant, là n'est toujours pas la question. Les Canadiens en ont assez des belles paroles. Ils ont besoin de mesures qui changeront vraiment les choses pour eux. Mon nom de famille est Kirkland, ce qui signifie que les actions comptent plus que les mots: *facta, non verba*. Je serais certainement ravie que le gouvernement présente une stratégie où nous aurions affaire à des actions et non à des mots. Les annonces ne veulent rien dire.

[Français]

Jean-Denis Garon (Mirabel, BQ): Monsieur le Président, au Comité permanent des finances, nous avons reçu le gouverneur de la banque centrale, M. Macklem. Les conservateurs lui ont demandé si, selon lui, la taxe industrielle sur le carbone générerait de l'inflation. Le gouverneur de la Banque du Canada leur a confirmé que, contrairement à la taxe sur le carbone pour les consommateurs, la taxe sur le carbone pour les grands émetteurs ne générerait aucune forme d'inflation, comme c'était des produits de base souvent exportés.

Quand les conservateurs ont continué à taper sur le clou et ont réessayé de faire dire au gouverneur de la banque centrale que cela générerait de l'inflation, il leur a répondu en anglais que, s'ils cherchaient de l'inflation, ils devaient chercher ailleurs. Il y a des tonnes de raisons d'être contre ce budget-là, mais, à un certain moment, dans le débat, quand on en vient à contredire le gouverneur de la banque centrale, est-ce qu'on n'est pas un petit peu, de temps à autre, dans la désinformation, du côté conservateur?

• (1705)

[Traduction]

Rhonda Kirkland: Monsieur le Président, eh bien, je suis heureuse de contredire parfois le gouverneur de la banque centrale, surtout s'il finit par devenir notre premier ministre, comme le titulaire actuel du poste. Les Canadiens ne sont pas stupides, et ils commencent à en avoir assez d'être traités comme tels. Voici la vérité: nous savons que si on impose une taxe sur le carbone aux grands émetteurs, ce coût sera transféré au consommateur. Ce n'était qu'un leurre. Les Canadiens ne se laisseront plus manipuler. Nous avons simplement transformé la taxe sur le carbone pour les consommateurs en une taxe cachée, que nous payons de toute façon. Elle est simplement refilée aux consommateurs, et les Canadiens en ont assez. C'est ce que j'entends tous les jours.

Lianne Rood (Middlesex—London, PCC): Monsieur le Président, je sais que ma collègue habite à Oshawa, et mes concitoyens me disent qu'ils ont peur de perdre leur emploi. Cette semaine, on apprend que l'usine CAMI licencie des travailleurs, juste avant Noël. Je sais qu'elle représente une collectivité qui compte également beaucoup de travailleurs de l'automobile, alors je me demande si elle veut bien dire à la Chambre ce que ses concitoyens lui disent au sujet des pertes d'emploi et de leurs craintes à cet égard.

Rhonda Kirkland: Monsieur le Président, je suis très reconnaissante à ma collègue d'avoir soulevé cette question, qui me tient particulièrement à cœur. Je crois qu'Oshawa est le cœur de l'industrie de l'automobile au Canada. Je crois que les gens d'Oshawa craignent fort de perdre leur emploi. Environ 1 000 emplois dans le secteur de l'automobile, et possiblement 2 000 de plus au sein de la chaîne d'approvisionnement, disparaîtront le mois prochain, pendant la période des Fêtes. Tout le monde est inquiet. Tout le monde a peur. Les gens ne savent pas si le gouvernement se soucie vraiment d'eux, et ça n'aide pas quand le premier ministre dit des choses comme « On s'en fout » et qu'il discutera d'échanges commerciaux avec le président « quand ce sera important ». Aujourd'hui,

quelqu'un a dit: « Saviez-vous qu'on est au beau milieu d'une guerre commerciale? » Je me suis dit qu'on ne l'imaginerait pas à entendre le premier ministre, qui dit qu'il s'en fout et qu'il parlera au président « quand ce sera important ». Maintenant, c'est important. Les emplois dans le secteur de l'automobile sont importants. Les emplois dans ma ville sont importants.

Ben Carr: Monsieur le Président, la députée a parlé d'une augmentation de la tarification du carbone pour les industries. La première ministre de l'Alberta est d'accord.

La députée croit-elle que la première ministre de l'Alberta a tort?

Rhonda Kirkland: Monsieur le Président, il ne m'appartient pas de prendre la parole à la Chambre pour décider si la personne qui dirige une province a tort ou raison, sauf s'il est question de ma propre province. Mon rôle ici consiste à dire au gouvernement ce que nous pensons de sa loi d'exécution du budget. C'est ce dont nous débattons ici aujourd'hui.

[Français]

Gabriel Hardy (Montmorency—Charlevoix, PCC): Monsieur le Président, aujourd'hui, nous allons analyser ensemble le 10^e budget libéral, le budget le plus coûteux de l'histoire du Canada, soit 16 milliards de dollars de plus que la promesse du premier ministre durant sa campagne électorale.

Je commencerai en disant qu'il n'y a rien dans ce budget qui règle les problèmes aujourd'hui pour les familles qui ont déjà de la misère à joindre les deux bouts, rien pour les jeunes qui envisagent l'avenir en étant complètement démolis, convaincus qu'ils n'auront jamais accès à la propriété. Même qu'aujourd'hui, le directeur parlementaire du budget disait que la promesse libérale de construire 250 000 maisons en cinq ans ne se réaliserait pas. En réalité, ce sera 26 000, soit 10 fois moins.

Il n'y a rien pour les PME. Je tiens à rappeler qu'au Canada, 99 % des entreprises sont des PME. Il n'y a rien là-dedans pour eux. Ce sont 10 années de promesses brisées. Lors de ma campagne électorale, j'ai dit que l'histoire ne s'écrivait qu'une seule fois. Eh bien, j'aimerais qu'on regarde ensemble le constat actuel de la situation après 10 ans de gouvernance libérale pour que ça nous donne une petite idée du futur. Quand on regarde ce qui s'est passé, quand on regarde notre histoire, on est capable de prévoir vers où on s'en va. Année après année, on fait des déficits. On privilégie l'idéologie avant les faits et c'est une tendance très inquiétante de toujours vouloir plaire à tout le monde, comme s'il n'y avait jamais de fond dans le compte de banque et dans le seul but de rendre les gens heureux aujourd'hui afin d'obtenir leur vote à l'avenir. Cela mine fortement, je crois, l'économie du Canada et notre futur.

C'est tellement vrai que, récemment, dans le cadre du budget, les libéraux n'ont pas négocié avec nous, ne se sont pas assis avec nous, alors qu'ils forment un gouvernement minoritaire. Ils ont complètement ignoré les demandes et les propositions des partis de l'opposition. Ils étaient prêts à dépenser plus de 600 millions de dollars pour déclencher des élections afin de gagner quelques sièges et obtenir la majorité. C'est ça, les libéraux. C'est dépenser pour faire valoir leurs idées, leurs points de vue, avant de respecter la population. Évidemment, ça aurait été la faute des conservateurs. On aurait raconté que c'étaient les conservateurs qui voulaient déclencher les élections avant Noël. Or, tout ce que nous demandions, c'était un budget abordable pour permettre aux Canadiens d'avoir accès à un futur prometteur, non pas à un futur endetté pour des générations à venir. On nous a répondu que la situation dans laquelle on était, c'était la faute des États-Unis et de Donald Trump.

Lorsqu'on n'est pas prêt, qu'on s'endette année après année, qu'on dépense sans compter et qu'on se retrouve dans une mauvaise situation et dans une mauvaise posture, peut-on vraiment dire que c'est la faute des autres? Ne faudrait-il pas plutôt se regarder un peu dans le miroir et admettre qu'on aurait dû mieux prévenir? La réalité, c'est qu'il n'existe pas de monde où il n'y aura jamais de temps difficiles. Or on semble croire que c'est le cas. On veut vivre dans un monde de licornes et de lutins. Est-ce qu'un fumeur peut vraiment être étonné d'avoir un cancer des poumons? Je ne le penserais pas. Est-ce qu'une personne qui est complètement inactive physiquement, qui mange plus qu'à sa faim, qui ne bouge jamais et qui fait une crise cardiaque peut se dire qu'elle ne l'a pas vue venir? Je pense que l'on connaît la réponse: c'est non. Lorsqu'un gouvernement s'appuie sur une idéologie qui suppose qu'il peut dépenser comme s'il n'y avait jamais de fond et vivre dans un monde déconnecté de la réalité des contribuables, il se place dans une position où, lorsque surviennent les moments difficiles, il n'a pas de coussin financier et la situation est précaire.

Comme je l'ai dit plus tôt, l'histoire s'écrit juste une fois. J'aimerais qu'on regarde celle de notre premier ministre. Avant de devenir premier ministre, il était à la tête de Brookfield, une entreprise canadienne. Quand ça s'est mis à brasser avec les États-Unis, il a déménagé le siège social de cette entreprise à New York pour s'avantager. Durant la campagne électorale, on a posé une question à ce premier ministre potentiel. On lui a dit que Brookfield était l'entreprise canadienne qui faisait le plus d'évitement fiscal, avec 6,5 milliards de dollars non payés au Canada. On lui a demandé si, en devenant premier ministre, il allait résoudre ce problème. Il a répondu qu'il allait s'assurer que les taxes et impôts seront payés justement au Canada par les entreprises. Jusqu'à présent, il n'a rien fait.

Quand il est devenu premier ministre, on lui a demandé de couper ses liens avec Brookfield. Eh bien, la semaine dernière, le directeur de l'exploitation de Brookfield est venu nous dire qu'il n'avait aucun problème à se présenter au pays pour prendre un café avec le premier ministre et passer une demi-journée dans son bureau. Lorsqu'il fait des annonces d'investissements canadiens à l'étranger, Brookfield est toujours là une journée avant ou une journée après, dans les mêmes secteurs.

• (1710)

La semaine dernière, notre premier ministre était en Alberta et il a annoncé des projets de pipeline, de capture de carbone, d'énergie nucléaire, de centres de données et de lignes de transmission d'énergie. Quand on fait quelques petites recherches, on se rend compte que ce sont tous des secteurs dans lesquels Brookfield est fortement

Ordres émanant du gouvernement

impliqué. C'est la réalité aujourd'hui et les Canadiens se posent des questions sur le fameux budget, dans lequel on dépense leur argent dans des secteurs qui semblent fortement avantager notre premier ministre. Ici, on crie au scandale, on va nous dire que nous sommes des complotistes. Je vais donc regarder d'autres faits.

On avait notamment promis de maintenir le déficit à 62 milliards de dollars, ce qui est déjà beaucoup trop. Or, dans le budget, on prévoit un déficit de 78 milliards de dollars. On avait dit qu'on allait réduire le ratio de la dette au PIB, soit le produit intérieur brut, mais ce ratio a augmenté. On avait promis de faire baisser l'inflation, mais elle a monté. On avait promis de réduire les dépenses, mais elles ont augmenté de 90 milliards de dollars. On avait promis d'aider les municipalités en coupant de moitié leurs taxes sur la construction de logements neufs, mais c'est une autre promesse brisée.

Le budget demande aux Canadiens de dépenser plus pour les intérêts sur la dette que pour les transferts en santé dans les provinces. C'est énorme. On s'endette tellement qu'on finit par payer plus pour les intérêts que ce qu'on investit dans la santé, un élément crucial. On se félicite de créer plus de programmes sociaux en se disant qu'on répond à la demande et que les Canadiens en ont besoin. Le problème, c'est justement ça: la demande est croissante et on se félicite parce qu'elle est croissante.

Il y a des besoins dans la population et il y a des enfants qui ne mangent pas. Tout le monde est d'accord pour dire qu'un enfant devrait manger à sa faim. Il n'y a personne qui est contre cela. Cependant, on ne peut pas se féliciter parce que cette tendance augmente, parce qu'il y a de plus en plus d'enfants dans les banques alimentaires et de plus en plus de familles qui n'arrivent pas. Je parlais avec des représentants de banques alimentaires, qui me disaient récemment que le visage de la pauvreté avait changé. Avant, on voyait des gens sans emploi, peut-être même des immigrants qui arrivaient au pays. Aujourd'hui, ce sont des familles canadiennes et québécoises. Les parents, qui ont tous les deux un emploi, doivent faire un choix entre se nourrir, se loger et avoir une voiture pour aller au travail. Voilà la réalité, mais on s'applaudit en disant qu'on fait bien de créer de plus en plus de programmes année après année. C'est le problème.

Einstein disait que, si on répète la même équation encore et encore et qu'on espère obtenir un résultat différent, c'est qu'on est fou. Je laisse mes collègues décider par eux-mêmes si cela décrit bien la situation.

Plus tôt, j'ai mentionné les transferts en santé. Je peux dire que quelque chose m'a marqué fortement dans le budget. C'est l'absence totale d'investissements en prévention et l'absence totale d'investissements dans le sport et l'activité physique.

Parlons des principales causes de mortalité au pays et voyons ce que disent les associations qui les traitent et qui y font face. L'association du cancer dit que le pilier de la prévention d'un cancer, c'est d'encourager l'activité physique, de réduire le temps assis et d'éduquer sur les bienfaits de bouger. Les maladies cardiaques sont la deuxième principale cause de mortalité au pays. L'activité physique, pratiquée de manière régulière, diminue drastiquement les risques d'AVC. De plus, 90 % des cas de diabète de type 2 peuvent être éliminés par l'activité physique. L'activité physique fait aussi diminuer la dégénérescence et les risques liés à la maladie d'Alzheimer.

Ordres émanant du gouvernement

La prévention des maladies est un axe majeur sur lequel on devrait mettre l'accent au niveau municipal, provincial et fédéral. Pour améliorer la santé, il faut reconnaître que la solution n'est pas d'attendre sans cesse d'être malade avant d'agir. Un budget réactionnaire, c'est un budget qui va toujours être déficitaire.

La semaine dernière, mon collègue a posé une question sur les investissements de 500 millions de dollars du gouvernement dans le site de l'Agence spatiale européenne. La réponse m'a frappé: on a dit que 1 \$ investi rapportait 3 \$ au Canada. J'aime ce genre de réponse, parce que, quand on investit dans l'activité physique, chaque dollar investi génère un rendement de 3 à 20 \$, avec une moyenne reconnue de 13 \$. C'est l'investissement le plus payant pour la santé physique, la santé mentale et la santé communautaire. C'est un investissement générationnel qui ne se retrouve aucunement dans le budget. Il n'est nulle part et cela fait que notre population s'appauvrit en matière de santé, et qu'on est obligé d'en payer le prix.

Le gouvernement libéral a divisé son budget en deux catégories: les investissements et les dépenses. J'aimerais qu'il fasse pareil pour la santé des Canadiens en investissant dans la prévention et en mettant l'accent sur la guérison, puisqu'il doit investir plus d'argent là-dedans.

• (1715)

[Traduction]

L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, les conservateurs ont pris une décision, et cette décision, c'est de faire obstruction chaque fois qu'ils le peuvent afin d'empêcher les projets de loi d'avancer, qu'il s'agisse du projet de loi d'exécution du budget ou de celui sur la réforme de la mise en liberté sous caution. Je trouve que c'est dommage.

Si tout ce que veulent les conservateurs, c'est davantage de temps pour débattre, je me permets de faire une suggestion. Je n'ai absolument rien contre l'idée de travailler jusqu'à minuit pour les habitants de Winnipeg-Nord. Les députés libéraux sont prêts à travailler. Le budget reflète les intérêts des Canadiens. Il contribue à bâtir un Canada fort et à faire du Canada le pays le plus fort du G7. Nous sommes prêts à nous retrousser les manches.

Le député n'est-il pas d'accord avec moi pour dire que les conservateurs sont prêts à travailler jusqu'à minuit pour que nous puissions débattre davantage, que ce soit du projet de loi C-15 ou du projet de loi sur la réforme de la mise en liberté sous caution? Le député va-t-il accepter mon invitation?

[Français]

Gabriel Hardy: Monsieur le Président, c'est très drôle d'entendre mon collègue dire qu'il veut passer plus de temps ici. Je pense que c'est la personne qui en passe le plus, dans l'histoire de l'humanité.

Ce budget-là est inacceptable. Ce que je soulignais, c'est qu'il faut investir plus dans la santé des Canadiens, investir plus dans la prévention. Je ne dis pas d'investir plus dans le sens de dépenser, je dis d'investir plus dans le sens de mettre particulièrement l'accent sur ces éléments.

Quand je regarde les dépenses de mon collègue et de son gouvernement, je vois 19,2 millions de dollars qui seront versés pour des systèmes agroalimentaires inclusifs au Nigeria, 29 millions de dollars investis en Corée du Sud, 123 millions de dollars en Chine,

10 millions de dollars pour l'adaptation au changement climatique inclusif et sensible au Ghana.

Est-ce ça, pour eux, investir correctement dans les Canadiens? Pour moi, c'est de l'argent garroché par les fenêtres. On devrait le mettre ailleurs.

• (1720)

Jean-Denis Garon (Mirabel, BQ): Monsieur le Président, je remercie le collègue de son discours fort instructif. Ce qu'il a oublié de mentionner, c'est que quand ce fut le temps de voter sur le budget, les conservateurs voulaient tellement être sûrs de ne pas se retrouver en élection qu'ils ont caché des députés, dont leur leader parlementaire, derrière les rideaux.

Le jour du vote, ils étaient cachés derrière les rideaux et dans les toilettes pour s'abstenir de voter et s'assurer ainsi qu'on adopte le budget. C'est quand ils se sont rendu compte que le NPD et le Parti vert avaient plié qu'ils sont venus voter. Au Bloc québécois, nous étions 22 députés à voter contre.

J'aimerais que mon collègue réponde à la question suivante. Si le budget est si abject que ça, que faisait son leader parlementaire à se cacher dans les toilettes le jour du vote?

Gabriel Hardy: Monsieur le Président, c'est toujours très spécial de voir mes amis bloquistes faire de telles allusions alors qu'ils ont voté contre le budget en disant qu'il était dépensier et que, le lendemain, à la Chambre, ils ont demandé au gouvernement d'investir de l'argent dans une entreprise privée au Québec.

Un jour, ils disent que c'est épouvantable de dépenser autant. Le lendemain, ils disent que le gouvernement ne dépense pas suffisamment pour leurs collègues de TVA, qu'ils aiment beaucoup, et qu'il devrait leur donner de l'argent. C'est exactement ce qui se passe avec le Bloc québécois: c'est deux poids, deux mesures, et c'est ce que nous voyons constamment ici.

[Traduction]

Steven Bonk (Souris—Moose Mountain, PCC): Monsieur le Président, mon collègue a prononcé un excellent discours. Je sais qu'il représente très bien ses concitoyens et sa circonscription. Je sais aussi qu'il a été propriétaire d'une entreprise dans le secteur de la santé et qu'il sait que, dans une entreprise, on ne peut pas dépenser plus que ce qu'on gagne. On sait tous quels sont les résultats à long terme.

Le député peut-il nous en dire plus sur ce que cela signifie pour ses concitoyens lorsque le gouvernement dépense plus d'argent que ce qu'il a?

[Français]

Gabriel Hardy: Monsieur le Président, c'est une excellente question et j'aime le comparatif. Dans le secteur privé, il peut arriver certaines années qu'on fasse des déficits parce qu'on investit dans l'avenir et qu'on est dans un processus de développement. Dans le secteur privé, on ne passera cependant jamais 10, 11, 12, 15 ans à perdre de l'argent chaque année et à s'en féliciter.

C'est une erreur majeure de ne jamais être capable de revenir à un équilibre et à la responsabilité. C'est l'argent des gens qui est dépensé. C'est l'argent de ceux qui sont sur le terrain à travailler fort.

Ordres émanant du gouvernement

Je disais tantôt que 98 % des entreprises canadiennes sont des PME. Au Québec, c'est 99 %. Ces gens travaillent fort chaque jour, paient leurs impôts et leurs taxes, ont de la misère à joindre les deux bouts. Pendant ce temps, les libéraux dépensent leur argent sans compter. C'est un manque de respect et ce n'est certainement pas la manière de gérer à laquelle s'attend la population.

[Traduction]

Brad Redekopp (Saskatoon-Ouest, PCC): Monsieur le Président, c'est toujours un honneur pour moi de prendre la parole à la Chambre au nom des habitants de Saskatoon-Ouest, la meilleure circonscription du Canada, je dois dire. Je sais que certains députés ne sont peut-être pas tout à fait d'accord avec moi, en particulier celui qui est assis à côté de moi, mais je suis très fier de représenter Saskatoon dans son ensemble et Saskatoon-Ouest en particulier.

Nous discutons aujourd'hui du budget, et je dois dire que la loi d'exécution du budget est un document très volumineux. Il s'agit d'un projet de loi omnibus de plus de 600 pages, qui traite de toutes sortes de sujets. Je peux dire d'emblée que je n'appuierai pas le budget.

Je concède qu'il y a quelques éléments positifs dans le budget. Il y a une petite réduction d'impôt, ce qui est toujours une bonne chose, mais comme l'a dit le directeur parlementaire du budget, cela représentera environ 280 \$ par an pour une famille moyenne au Canada. C'est formidable, et je ne refuserais jamais cela aux Canadiens, mais honnêtement, il n'y a là rien d'historique, de massif, d'extraordinaire ou d'incroyable. C'est juste une très petite somme, mais chaque petit geste compte. Le budget prévoit également le plus important déficit que nous ayons connu en dehors de la pandémie, soit 78 milliards de dollars, alors que sévit une crise du coût de la vie bien réelle à Saskatoon et dans tout le pays.

Je voudrais tout d'abord parler de la dette. Il s'agit d'un problème très grave pour notre pays. Le montant de la dette accumulée est vraiment intolérable. Je pense que certains Canadiens, aux dernières élections, pensaient avoir trouvé un bon gestionnaire financier, un banquier, quelqu'un qui sait vraiment comment gérer l'argent. N'oublions pas que le travail principal d'un banquier, c'est de faire de l'argent, et j'entends par là en imprimer physiquement. Les banquiers font réellement de l'argent. Ils veulent que l'argent soit prêté et qu'il circule, et je pense que c'est exactement cette mentalité qui guide le premier ministre en ce moment.

Regardons les chiffres. Le déficit laissé par l'ancien premier ministre Trudeau, que nous trouvons tous carrément démesuré, s'élevait à 36 milliards de dollars. C'était énorme, surtout comparé aux déficits antérieurs, du moins en temps normal. Bien sûr, pendant la pandémie, la situation était un peu différente. Tout le monde parle du fait que Stephen Harper avait dû enregistrer de légers déficits. Il a été vertement critiqué pour un déficit de 10 milliards de dollars. Nous parlons ici de 36 milliards de dollars. Pourtant, le nouveau premier ministre n'hésite pas à doubler ce chiffre pour atteindre les 78 milliards de dollars.

Le déficit est gigantesque. Certes, il va diminuer légèrement au cours des 5 années prévues dans le budget qui a été présenté, mais il s'établira à 57 milliards de dollars, ce qui reste nettement supérieur aux 36 milliards de dollars, eux-mêmes nettement supérieurs à tous les chiffres que nous avons connus jusqu'alors.

Quand on additionne le tout pour la période de 6 ans qui figure dans le document budgétaire, cela représente 360 milliards de dollars de déficits en seulement 6 ans. Quand on examine les paie-

ments d'intérêt sur cette dette, on constate qu'ils s'élèvent actuellement à environ 53 milliards de dollars par an. Dans 5 ans, ils atteindront 76 milliards de dollars. Quand on fait le calcul, on a 382 milliards de dollars en 6 ans, rien qu'en intérêts. C'est de l'argent gaspillé, donné aux banquiers. C'est le même montant que celui des dépenses en santé ou que ce que nous payons tous en TPS. Chaque fois que nous achetons quelque chose, nous pouvons nous dire que la TPS de 5 % que nous payons sert expressément à payer les intérêts sur la dette. C'est terrible.

À propos de la dette, en 2015, la dette totale du pays s'élevait à 600 milliards de dollars, et j'entends par là qu'il a fallu littéralement 150 ans, toute la durée de la Confédération, pour que cette dette atteigne 600 milliards de dollars. D'ici la fin de l'horizon temporel, dans 5 ans, elle s'élèvera à 1,6 billion de dollars. Elle sera passée de 0,6 billion de dollars à 1,6 billion de dollars. Le gouvernement alourdira la dette de 1 billion de dollars s'il continue sur sa lancée pendant les 5 ans. C'est tout à fait incroyable et c'est scandaleux.

Je vais parler un instant du prix du logement, car il a considérablement augmenté. Les prix ont grimpé et ils sont très élevés. Même à Saskatoon, où le logement n'est pas aussi cher qu'à Toronto ou à Vancouver, les loyers ont bondi d'environ 25 % au cours des 5 dernières années. Au lieu de payer 1 000 \$, les gens paient désormais 1 200 \$ ou 1 300 \$. C'est vraiment fou. Parallèlement, au cours des 3 dernières années, le revenu médian à Saskatoon a baissé — oui, j'ai bien dit qu'il a diminué —, alors pendant que les loyers augmentent, les revenus diminuent. Il est donc très difficile pour les gens de joindre les deux bouts. Avec une augmentation de 25 % des loyers contre une augmentation de 9 % des salaires sur une période de 5 ans, c'est très difficile. Il devient impossible de s'acheter des vêtements ou des aliments.

En parlant d'acheter des aliments, l'inflation alimentaire est actuellement très élevée: 34 % sur 5 ans. Les banques alimentaires de la Saskatchewan viennent en aide à 55 000 personnes par mois. À Saskatoon, 23 000 personnes ont recours à la banque alimentaire chaque mois, contre environ 17 000 par mois en 2019. C'est une augmentation d'environ 35 % en 5 ans.

● (1725)

Le souper de Noël va coûter plus cher à tout le monde cette année. Ce qui est formidable à Noël, c'est de pouvoir se réunir en famille et entre amis pour manger de la dinde, de la farce, des pommes de terre, des carottes, du jambon, des choux de Bruxelles, de la tarte à la citrouille, des pirojkis, des saucisses et une foule d'autres mets délicieux qui nous apportent beaucoup de joie. À bien y penser, les choux de Bruxelles devraient être rayés de la liste.

Je vais rapidement passer en revue une liste des augmentations que l'on observe en ce moment. Le prix des côtes de bœuf a augmenté de 114 %, le prix du contre-filet de bœuf a augmenté de 74 %, le prix de la surlonge de bœuf a augmenté de 62 %, le prix des poitrines de poulet a augmenté de 52 %, le prix de la douzaine d'œufs a augmenté de 54 %, le prix du café préféré de mon épouse a augmenté de 76 %, le prix de l'huile d'olive a augmenté de 120 %, le prix de la margarine a augmenté de 67 %, le prix du cheddar a augmenté de 59 %, le prix du beurre a augmenté de 57 %, le prix des pâtes alimentaires a augmenté de 50 % et le prix du lait maternisé a augmenté de 71 %. Le lait maternisé est presque toujours le produit le plus volé dans les magasins parce que les jeunes mères et les jeunes pères n'ont pas les moyens d'en acheter. Cela cause des difficultés à tout le monde. Les parents ne devraient pas être stressés à l'idée d'avoir à acheter de la nourriture pour leurs enfants.

Affaires émanant des députés

Je ne peux pas appuyer le budget. Les Canadiens ont besoin de vraies solutions pour faire face à la crise du coût de la vie qu'ils traversent en ce moment. Ils ne peuvent plus se permettre un gouvernement qui prend de mauvaises décisions. Nous devons prendre des mesures concrètes pour augmenter les salaires de nos concitoyens. Nous avons besoin de projets importants qui créent des emplois et augmentent les salaires et les revenus de nos concitoyens, afin que les Canadiens aient les moyens de se nourrir, de se vêtir, d'acheter une maison et de vivre comme ils sont censés le faire.

AFFAIRES ÉMANANT DES DÉPUTÉS

● (1730)

*[Traduction]***LOI RELATIVE À LA STRATÉGIE NATIONALE SUR LA PRÉVISION DES INONDATIONS ET DES SÉCHERESSES**

La Chambre reprend l'étude, interrompue le 28 octobre, de la motion portant que le projet de loi C-241, Loi prévoyant l'élaboration d'une stratégie nationale sur la prévision des inondations et des sécheresses, soit lu pour la deuxième fois et renvoyé à un comité.

Jacques Ramsay (secrétaire parlementaire du ministre de la Sécurité publique, Lib.): Madame la Présidente, j'ai l'honneur de prendre la parole aujourd'hui au sujet du projet de loi C-241, Loi prévoyant l'élaboration d'une stratégie nationale sur la prévision des inondations et des sécheresses, un projet de loi d'initiative parlementaire présenté par la députée de Terrebonne.

[Français]

Je prends la parole avec plaisir, comme toujours, au nom des citoyens et des citoyennes de La Prairie—Atateken.

[Traduction]

Le projet de loi C-241 propose l'élaboration d'une stratégie nationale visant à fournir aux partenaires et aux intervenants les renseignements dont ils ont besoin pour prévoir les inondations et les sécheresses.

Les Canadiens sont en première ligne des changements climatiques. Ils en subissent de plus en plus les effets dévastateurs, qui prennent la forme de phénomènes météorologiques extrêmes tels que des vagues de chaleur, des sécheresses, des feux de forêt, des pluies abondantes, des inondations et de puissantes tempêtes d'un océan à l'autre. Les inondations sont les catastrophes les plus courantes et les plus coûteuses au Canada. Au cours de la dernière décennie, elles ont coûté en moyenne près de 800 millions de dollars par année en pertes assurées. De même, les sécheresses nuisent à la viabilité économique de secteurs qui dépendent de l'eau, comme l'agriculture, et augmentent le risque de feux de forêt coûteux et destructeurs.

L'année 2025 a été une année de sécheresse importante partout au Canada, et les conditions de sécheresse se sont aggravées et se sont répandues dans une grande partie du pays. L'absence de précipitations et la chaleur intense ont contribué à l'une des pires saisons d'incendies de forêt jamais enregistrées au Canada, en particulier dans les Prairies et en Colombie-Britannique. Au Manitoba et dans d'autres provinces, les agriculteurs ont dû composer avec des champs desséchés et des cultures soumises à un stress, car la sécheresse prolongée menaçait les rendements et mettait à rude épreuve les réserves d'eau. Comme l'indique le projet de loi, les dommages causés par les inondations et les sécheresses ont augmenté au

Canada et devraient encore augmenter en raison des phénomènes météorologiques et hydrographiques extrêmes liés aux changements climatiques.

L'accès à des données et à des renseignements exhaustifs et de grande qualité est essentiel pour soutenir les prévisions sur la quantité d'eau, d'autant plus que de plus en plus de Canadiens sont exposés à des phénomènes météorologiques et hydrographiques extrêmes. Une stratégie nationale sur la prévision des sécheresses et des inondations permettrait aux Canadiens de mieux réagir aux phénomènes météorologiques violents et de réduire les répercussions des changements climatiques en ayant accès aux renseignements nécessaires pour prendre des décisions permettant, dans certains cas, de sauver des vies.

Le gouvernement du Canada mène déjà des activités clés en matière de prévision des inondations et des sécheresses. Par exemple, les Services hydrologiques nationaux, qui relèvent du Service météorologique du Canada d'Environnement et Changement climatique Canada, est l'autorité fédérale responsable de la collecte, de l'interprétation et de la diffusion de données et de renseignements normalisés sur la quantité d'eau au Canada. Le Service administre un programme hydrométrique national dans le cadre d'un partenariat de collaboration à frais partagés avec les provinces et les territoires.

Grâce à ce partenariat, les Services hydrologiques nationaux exploitent 2 300 stations de surveillance de la quantité d'eau dans les lacs et les rivières d'un bout à l'autre du Canada. Cela représente 77 % du programme national de relevés hydrométriques, les autres activités étant gérées par des partenaires provinciaux et territoriaux. Les données fournies par ce réseau de stations de surveillance sont rendues publiques en ligne presque en temps réel. Cette information fournit un angle de vue intégré des eaux de surface au Canada à tous les gouvernements ainsi qu'aux milieux universitaires et scientifiques, aux industries et à la population canadienne, afin de mieux prévenir les inondations et les sécheresses, d'assurer une saine gestion de l'eau et de préparer les interventions d'urgence dans tout le pays.

Ces données hydrométriques, combinées à d'autres données météorologiques et environnementales et à des produits d'analyse générés à l'aide d'Environnement et Changement climatique Canada, plus particulièrement au moyen de la modélisation météorologique et environnementale et de systèmes informatiques de haute performance, sont essentielles aux programmes de prévision des provinces et des territoires. Les données sont également utilisées pour alimenter des modèles de prédiction hydrologique qui fournissent de l'information sur la quantité d'eau et des produits utilisés pour prédire le débit d'eau. Ces ressources sont partagées avec les gouvernements provinciaux et territoriaux afin de les aider dans leurs responsabilités liées aux prévisions hydrologiques, aux accords de partage des eaux limitrophes et à la planification de la réglementation des ressources hydriques.

Dans le budget de 2025, le gouvernement propose d'investir 2,7 milliards de dollars sur neuf ans pour moderniser la capacité informatique de haute performance du Service météorologique du Canada. Ce système fait fonctionner le modèle nécessaire pour produire des prévisions météorologiques, des alertes, des avertissements et des projections climatiques fiables, ainsi que les réanalyses de données environnementales et les modèles de prédiction hydrologique.

Les prévisions météorologiques précises faites en temps utile sont essentielles pour des secteurs clés de l'économie, comme l'agriculture, le transport et le transport maritime. De plus, elles aident les Canadiens à prendre des décisions pour se protéger contre les effets néfastes des phénomènes météorologiques extrêmes, comme les inondations. Bien que la prévision des inondations et les avertissements relèvent des provinces et des territoires, Environnement et Changement climatique Canada collabore avec eux au quotidien pour offrir des renseignements intégrés sur les conditions météorologiques qui peuvent représenter une menace pour les Canadiens. De plus, les ministères et les organismes fédéraux travaillent ensemble pour fournir des services essentiels aux Canadiens en matière de prévision des inondations et des sécheresses.

● (1735)

[Français]

Par exemple, Agriculture et Agroalimentaire Canada, le ministère responsable de la surveillance des sécheresses, utilise les prévisions météorologiques d'Environnement et Changement climatique Canada pour publier des prévisions sur les sécheresses. Ressources naturelles Canada dirige les travaux de cartographie des inondations pour fournir à la population canadienne des renseignements cruciaux sur leurs risques d'inondation. Ce ministère produit également des données géospatiales essentielles qui permettent de produire d'urgence des cartes et d'autres données en temps quasi réel qui sont transmises à Sécurité publique Canada et aux intervenants lors de débâcles ou d'inondations. Sécurité publique Canada joue un rôle central dans la coordination des efforts de gestion des inondations des ministères et des organismes fédéraux lorsqu'il y a urgence.

Malgré tous les programmes et toutes les initiatives du gouvernement fédéral, nous savons que la prévision des inondations et des sécheresses pourrait être mieux coordonnée au pays. Une stratégie nationale efficace permettrait de faire fructifier les programmes qui fonctionnent bien, comme ceux d'Environnement et Changement climatique Canada. Elle permettrait également de cerner les mesures à prendre pour combler les lacunes existantes. Nous connaissons déjà certaines de ces lacunes. Il suffit de penser au manque de sensibilisation de la population canadienne aux données sur les risques d'inondations, à l'insuffisance de renseignements pour identifier et atténuer les risques d'inondations ainsi qu'aux possibles lacunes dans la coordination entre les gouvernements entourant la prévision des inondations et des sécheresses.

Dans les cinq ans suivant le dépôt de la stratégie, le ministre responsable devrait présenter un rapport d'évaluation de son efficacité. Ce travail se fera en collaboration avec d'autres ministères concernés et en consultation avec les provinces, les municipalités, les corps dirigeants autochtones, les experts et les intervenants

Le climat mondial change et continuera de changer, et le Canada n'y fera pas exception. Les phénomènes météorologiques extrêmes vont continuer de se produire, ce qui entraînera des coûts de plus en plus élevés pour notre société. L'importance d'une stratégie nationale de prévision des inondations et des sécheresses n'a jamais été aussi grande.

C'est pourquoi je dis fièrement que le gouvernement appuie le projet de loi C-241. Bien que nous appuyons le projet de loi, certaines dispositions devront être modifiées. Nous encouragerons le comité à lire attentivement les dispositions du projet de loi pour veiller à ce que la stratégie ne fasse pas un double emploi de me-

Affaires émanant des députés

sures déjà en cours et qu'elle soit plus efficace pour atteindre ses objectifs. Néanmoins, j'annonce avec un grand plaisir que le gouvernement appuiera le projet C-241.

● (1740)

[Traduction]

L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Madame la Présidente, je suis heureux de prendre la parole au sujet du projet de loi C-241.

Fondamentalement, il importe que nous reconnaissons tous la nécessité absolue de nous doter d'une stratégie nationale sur la prévision des inondations et des sécheresses. Cela dit, je reconnais évidemment le rôle de premier plan que jouent les provinces et les municipalités dans la gestion des inondations sur leur territoire et ainsi de suite.

Je vais donner l'exemple du Manitoba pour illustrer toute l'importance d'avoir une stratégie. Le Manitoba a connu toutes sortes de catastrophes. Les inondations arrivent probablement au premier rang. D'ailleurs, il y a un premier ministre provincial, M. Duff, dont on parle encore aujourd'hui en raison des inondations. C'est lui qui a fait construire le canal de Duff. Ce premier ministre voulait prévenir les inondations dévastatrices, en particulier à Winnipeg. Le gouvernement de l'époque a donc décidé de dériver l'eau qui arrivait au Manitoba pour lui faire contourner Winnipeg. Avant la construction du canal de Duff, il y avait tout le temps des inondations à Winnipeg.

Au Manitoba, chaque fois qu'il y a une inondation ou un problème lié aux changements climatiques, c'est souvent la province qui prend les devants. Les municipalités jouent aussi un rôle très actif, car ce sont les collectivités qui sont les plus directement touchées, et elles se tournent vers la province pour obtenir des conseils, tout comme les communautés autochtones. Dans ces régions, les inondations ont des répercussions très importantes.

Lorsque nous parlons de la stratégie proposée dans le projet de loi, nous reconnaissons qu'Ottawa ne peut pas agir seul. Nous devons être en mesure de travailler avec les différentes parties prenantes, en particulier les différents ordres de gouvernement. C'est absolument crucial. Par contre, pour ce qui est d'élaborer cette stratégie, il est aussi important de reconnaître que le gouvernement fédéral joue déjà un rôle, directement et indirectement.

Mon collègue a parlé de choses comme Environnement Canada, qui, de façon générale, fait un travail remarquable pour réussir à prévoir et à prédire les conditions météorologiques à court et à long terme. Lorsque des problèmes de sécheresse ou d'inondation surviennent, Environnement Canada travaille avec les différentes administrations. Il y a aussi d'autres ministères. Lorsqu'il y a une inondation, un ministère s'occupe des services d'urgence, qu'il s'agisse des secours en cas de catastrophe ou de la sécurité publique.

Ottawa joue un rôle en ce qui concerne les répercussions des inondations et des sécheresses. Je dirais que, dans cette mesure, nous avons besoin d'une coordination nationale. Finalement, en travaillant avec les différents ordres de gouvernement, nous pourrions élaborer une stratégie qui pourrait aider à long terme. C'est ce que nous devrions espérer accomplir.

Affaires émanant des députés

● (1745)

D'après ce que je comprends, le projet de loi prévoit le dépôt d'un document. Si le projet de loi était adopté, ce document serait déposé dans les deux ans. Je pense que ce dernier pourrait contribuer à établir un cadre fondé sur la coopération. C'est ce qui se passerait, à mon avis. Comme l'ont montré le premier ministre et les discussions que nous avons eues sur des sujets comme l'unité de l'économie canadienne, les Canadiens réagissent de façon très positive lorsqu'ils voient les différents ordres de gouvernement travailler ensemble.

Le problème est grave. J'en ai fait personnellement l'expérience. Il y a quelques années, je suis allé visiter une exploitation bovine au nord de la magnifique collectivité de Gimli. L'agriculteur m'a parlé de la sécheresse et du besoin d'avoir plus d'eau au sol. Au contraire, d'autres régions de la province faisaient face à des inondations: elles recevaient trop d'eau.

Je crois sincèrement que notre société peut en faire plus pour mieux gérer l'eau provenant de la neige et de la pluie, entre autres. C'est quelque chose d'une importance cruciale. C'est pourquoi j'ai été si heureux lorsque le gouvernement de l'époque a pris la décision d'établir l'Agence de l'eau du Canada au Manitoba, et plus précisément à Winnipeg afin de trouver des moyens d'améliorer non seulement la qualité de l'eau, mais aussi, je dirais même, sa gestion.

Dans les provinces des Prairies, je peux dire aux députés qu'il s'agit d'un problème très grave. J'en entends parler en Saskatchewan. Je connais les préoccupations de l'Alberta, qui souhaite pouvoir récupérer l'eau et l'utiliser pour l'irrigation et autre chose.

Quoi qu'il en soit, au Manitoba, nous sommes très préoccupés par la quantité et la qualité de l'eau qui arrive dans notre province. Or, cette question ne concerne pas seulement le Manitoba. Nous avons besoin d'une solution plus large, qui dépasse les frontières de la province. En ce qui concerne le projet de loi, je félicite ma collègue de l'avoir présenté. En effet, nous avons reconnu que le gouvernement fédéral pouvait et devait jouer un rôle plus important.

Aujourd'hui, nous constatons que les changements climatiques sont de plus en plus extrêmes. Les inondations sont de plus en plus fréquentes. Nous sommes témoins de catastrophes, qu'il s'agisse d'incendies, de sécheresses ou d'autres désastres. Je pense que cela nous amène à nous interroger sur ce que nous faisons, en tant que députés, pour répondre à ce problème qui ne cesse d'empirer. Pour cette raison, je considère que ce projet de loi est une idée visionnaire.

J'ai parlé du délai de deux ans. Non seulement il y a un mandat de deux ans, mais le projet de loi prévoit aussi, je crois, une évaluation cinq ans après le dépôt de la stratégie. Nous ne nous contentons pas de dire que nous voulons créer un comité et que ses membres se réuniront et fourniront un rapport après avoir mené de nombreuses consultations, travaillé ensemble et élaboré la stratégie. Nous voulons également examiner celle-ci quelques années plus tard, officiellement — la stratégie est d'abord présentée ici, à la Chambre, et le deuxième dépôt est une évaluation de la manière dont la stratégie s'est déroulée ou de ce qui s'est réellement passé au fil des ans. Dans quelle mesure la stratégie a-t-elle été efficace? Y a-t-il des moyens d'améliorer la situation? Je pense que c'est là un élément très positif du projet de loi.

L'une des raisons pour lesquelles je pense que la députée a consacré beaucoup d'énergie à présenter le projet de loi dont nous sommes saisis aujourd'hui est que, comme il s'agit d'un projet de loi

d'initiative parlementaire, il y a un échéancier. Nous savons qu'après deux heures de débat, le projet de loi sera renvoyé au comité. C'est ce qui est bien avec les projets de loi d'initiative parlementaire. Je pense que nous devrions avoir un échéancier plus précis pour les projets de loi d'initiative ministérielle, mais il s'agit là d'un autre débat.

Ce qu'il faut retenir, c'est qu'il s'agit d'un projet de loi substantiel. Il est sensible à notre environnement. Il aide toutes les parties concernées, les nombreux intervenants. C'est un projet de loi que nous devrions tous appuyer et je félicite la députée de l'avoir présenté.

● (1750)

Brad Vis (Mission—Matsqui—Abbotsford, PCC): Madame la Présidente, je prends la parole aujourd'hui au sujet du projet de loi C-241, qui propose la création d'une stratégie nationale sur la prévision des inondations et des sécheresses.

Bien que l'intention d'améliorer la coordination et l'échange de données soit louable, le projet de loi risque de devenir un autre exercice de paperasserie piloté par Ottawa au lieu de fournir de véritables solutions. Les Canadiens ont vu de leurs propres yeux la dévastation causée par les inondations et les sécheresses, qu'il s'agisse des terres agricoles submergées d'Abbotsford ou des catastrophes aggravées que représentent les incendies, les glissements de terrain et ainsi de suite à Lytton. Ils savent que les prévisions ne sauvent pas à elles seules des vies ou des maisons.

Nos collectivités ont besoin d'un financement rapide, d'approbations simplifiées et d'une collaboration régionale pour transformer les avertissements en mesures concrètes. Le projet de loi C-241 offre des promesses sur papier alors que les familles dans ma circonscription et dans mon ancienne circonscription demeurent vulnérables sur le terrain.

En novembre 2021, une rivière atmosphérique s'est abattue sur la Colombie-Britannique et a ravagé des collectivités de la vallée du Fraser et de l'intérieur de la province. La prairie Sumas d'Abbotsford a été submergée, des autoroutes et des voies ferrées ont été emportées et le village de Lytton, déjà marqué par des feux de forêt, s'est heurté à des obstacles impossibles à surmonter pour se rétablir. Ce ne sont pas des événements isolés. Ils ont perturbé les chaînes d'approvisionnement nationales et coûté des millions de dollars en pertes commerciales et autres dommages connexes.

Les échecs dont nous avons été témoins ne sont pas dus à un manque de modèles de prévision. Environnement Canada et l'organisme provincial avaient déjà émis des avertissements d'inondation. Nous savions que nous risquions une autre inondation. La véritable défaillance a eu lieu dans la préparation, le financement et l'exécution. Les collectivités disposaient de données, mais n'avaient pas les ressources ni les pouvoirs nécessaires pour agir en conséquence.

L'ironie est frappante. Alors qu'Ottawa élabore des stratégies de prévision des catastrophes, la Colombie-Britannique en a vécu une, armée de prévisions, mais abandonnée en matière d'action et de financement. Aujourd'hui, nous n'avons toujours pas reçu de fonds d'infrastructure pour améliorer les infrastructures des régions où nous savons que d'autres catastrophes sont prévisibles.

Même si je reconnais l'intention positive du projet de loi et du projet de loi précédent qui a été présenté au cours de la dernière législature, je continue de me demander pourquoi le gouvernement fédéral ne tient pas compte des besoins essentiels de la Colombie-Britannique en matière d'infrastructure. À Lytton, après le feu de forêt, puis les glissements de terrain et les inondations qui ont suivi, le village ne pouvait pas accéder aux programmes fédéraux d'atténuation comme le Fonds d'atténuation et d'adaptation en matière de catastrophes, parce qu'il fallait inclure dans la demande une analyse technique approfondie, ce qu'une ville comptant un seul employé des travaux publics ne pouvait tout simplement pas fournir. Le projet de loi C-241 ne fait rien pour remédier à ces lacunes en matière de capacité ou à la réalité des collectivités éloignées et autochtones.

À Abbotsford en novembre 2021, quand la prairie de Sumas a été inondée, les dégâts ont été sans précédent. Des milliers de personnes ont été évacuées, des dizaines de milliers de têtes de bétail ont été perdues et l'autoroute 1, qui est l'épine dorsale de la chaîne d'approvisionnement du Canada, a été fermée pendant neuf jours. La Ville a réagi rapidement en élaborant un plan de prévention des inondations de 2 milliards de dollars en six mois, comprenant de nouvelles digues, la modernisation des stations de pompage et la création de voies d'évacuation des crues.

Cependant, malgré l'urgence, le Fonds d'atténuation et d'adaptation en matière de catastrophes a cessé d'accepter les demandes de financement fédéral. Le temps que les demandes soient de nouveau acceptées, des mois décisifs s'étaient écoulés, laissant Abbotsford vulnérable et obligeant la Ville à assumer seule de nombreux coûts provisoires.

Le maire Ross Siemens n'a pas mâché ses mots pour exprimer sa frustration:

Apprendre que notre demande a été rejetée, que la Ville d'Abbotsford ne recevra pas le soutien financier dont elle a besoin pour protéger ses habitants contre de futures inondations catastrophiques, c'est une nouvelle terriblement dévastatrice [...] Nous nous sentons complètement abandonnés par le gouvernement fédéral.

Selon un article, il a ajouté qu'on leur avait dit que, si la province collaborait, ils obtiendraient probablement un financement du fonds. Il a déclaré ceci:

C'est une nouvelle terriblement dévastatrice qui témoigne d'un mépris flagrant pour notre ville, notre région et notre économie et, très franchement, d'un manque de respect pour la procédure équitable.

Après cette nouvelle dévastatrice pour ma région, j'ai demandé aux fonctionnaires fédéraux s'ils avaient au moins communiqué avec la Ville d'Abbotsford après la séance de photos et le départ des gens. La réponse a été non.

Quatre ans plus tard, les travaux de rétablissement sont presque terminés, mais Abbotsford est encore loin d'être à l'abri des inondations. Merritt et Princeton sont encore loin d'être à l'abri des inondations. Lytton commence à peine la reconstruction.

• (1755)

Cette expérience met en lumière une faille fondamentale dans le projet de loi C-241 et dans l'approche globale à l'égard des catastrophes majeures au Canada. À elle seule, la prévision ne permet pas de protéger les collectivités. Abbotsford est une ville de taille moyenne. Elle disposait de données et de plans, mais pas d'un financement rapide ni de processus d'approbation simplifiés. En l'absence de fonds pour atténuer l'effet des changements climatiques et sans modèle de gouvernance qui mise sur l'action locale, les fa-

Affaires émanant des députés

milles qui vivent dans des plaines inondables courront toujours le risque de se faire inonder, et pas juste à Abbotsford, mais aussi dans d'autres régions du pays. Ce n'est pas parce que nous ne pouvons pas prévoir la prochaine inondation, mais parce que nous n'avons pas investi dans l'adaptation aux changements climatiques et dans les infrastructures en tenant compte de la croissance démographique et d'autres facteurs, comme les répercussions du secteur forestier sur les cours d'eau.

J'ai un autre exemple, rapidement. Après les inondations, le District de Kent a renforcé ses digues, mais le risque d'inondation s'est déplacé en aval, vers la Première Nation de Seabird Island, qui était peu protégée. Encore une fois, j'en parle dans le contexte des régions éloignées et des communautés autochtones, dont le projet de loi ne semble pas tenir compte comme il se doit.

À mon avis, au-delà de la mise en commun des données avec le gouvernement fédéral, le projet de loi C-241 néglige la nécessité d'une coordination et d'infrastructures régionales. Bref, nous devons nous pencher sur l'empiètement sur les champs de compétence. Le projet de loi centralise les prévisions sous la responsabilité d'Ottawa, sauf que les provinces gèrent déjà le système. Ce qu'il faut aux collectivités, c'est du financement pour les mesures d'atténuation, pas un énième rapport fédéral.

Deuxièmement, il n'y a pas de mécanisme de financement. Je comprends qu'il s'agit d'un projet de loi d'initiative parlementaire, mais le besoin de la Colombie-Britannique pour des infrastructures de prévention des inondations a été exprimé haut et fort.

Troisièmement, les échéanciers accusent des retards. Le projet de loi prévoit deux ans pour déposer une stratégie et cinq ans pour un rapport d'efficacité. Nous avons tous vu ce type de documents déposés au Parlement. Franchement, pourquoi les fonctionnaires ne peuvent-ils pas déjà les préparer? Pourquoi le sous-ministre ne peut-il pas faire rapport au Parlement? Pourquoi avons-nous besoin d'une telle mesure législative en premier lieu? Cela alourdit encore plus la bureaucratie.

Quatrièmement, j'aurais espéré qu'un projet de loi comme celui-ci s'attaque à la crise des assurances. L'assurance contre les inondations demeure inaccessible pour de nombreux propriétaires. À défaut de procéder à des réformes visant à rendre la couverture obligatoire et à élargir nos politiques fédérales en matière d'assurance, nous allons encore nous heurter à bon nombre des problèmes comme ceux qui ont touché la Colombie-Britannique parce que les changements nécessaires n'auront pas été apportés.

Qu'avons-nous appris en 2021? Nous avons appris que les catastrophes exigent de la rapidité d'intervention, des mesures souples et une prise en charge à l'échelle locale. Les gouvernements locaux ont besoin d'un accès continu aux fonds d'atténuation des risques. Nous avons besoin de meilleurs modèles de partage des coûts pour les collectivités rurales et autochtones qui n'ont pas la capacité des villes de moyenne ou grande taille. Le financement des infrastructures publiques doit être assorti de normes plus élevées pour également tenir compte des inondations.

Affaires émanant des députés

Nous avons également besoin d'un modèle régional intégré. Par exemple, les maires de la région métropolitaine de Vancouver viennent à Ottawa pour demander certains projets d'infrastructure, mais, dans la vallée du Fraser, à quelques kilomètres de là, les demandes sont différentes. Il n'y a jamais eu de coordination entre les deux. Ce projet de loi ne tient pas compte de l'éléphant dans la pièce, c'est-à-dire des problèmes que nous devons régler en Colombie-Britannique.

En conclusion, les Canadiens méritent davantage que des prévisions. Ils méritent des mesures concrètes. Nous avons besoin d'un plan qui prévoit des fonds réels pour l'atténuation des risques, la coordination régionale et la réforme de l'assurance. Nous n'avons pas besoin d'un autre rapport rédigé par Ottawa et présenté au Parlement. Tirons des leçons de ce qui s'est passé en Colombie-Britannique. Les prévisions seules ne sauveront personne. Nous savions que les inondations allaient se produire en 2021. Ce sont les investissements et les mesures concrètes qui permettent de sauver des vies.

Je supplie les ministres libéraux qui ne m'ont pas écouté et qui n'ont pas écouté ma circonscription de bien vouloir prêter attention. Je les supplie de nous aider, d'aider Abbotsford, d'aider Lytton et d'aider le canyon du Fraser. Tout le commerce canadien à destination du port métropolitain de Vancouver passe par ma circonscription. Ils font la sourde oreille. Si nous étions à Montréal ou à Toronto, les fonds auraient déjà été dépensés. Les travaux de modernisation auraient déjà été réalisés. Malheureusement, la Colombie-Britannique n'est pas traitée de la même manière, et cela n'est pas acceptable.

[Français]

Maxime Blanchette-Joncas (Rimouski—La Matapédia, BQ): Madame la Présidente, je prends la parole aujourd'hui au sujet du projet de loi C-241, qui vise à créer une nouvelle structure fédérale pour améliorer la prévision des inondations et des sécheresses.

Nous partageons tous l'objectif: mieux anticiper des phénomènes climatiques qui deviennent plus fréquents, plus sévères et plus coûteux. Par contre, la solution proposée, elle, n'est pas la bonne. Lorsqu'on lit ce projet de loi attentivement, une chose saute aux yeux. Il n'accorde aucun pouvoir nouveau, n'impose aucune obligation au gouvernement et ne prévoit aucun moyen réel. Le projet de loi C-241 ne règle aucun problème concret. Il contourne surtout l'inaction fédérale.

Le Service météorologique du Canada possède déjà le mandat nécessaire pour produire les prévisions, les avertissements et les modèles hydrométéorologiques. Environnement et Changement climatique Canada possède déjà, dans sa propre loi, tous les outils pour moderniser ses capacités, collaborer avec le Québec et les provinces et soutenir les systèmes existants. Si ces outils étaient insuffisants, le gouvernement aurait dû commencer par modifier la loi et renforcer ce qui existe déjà. Or, le projet de loi C-241 ne touche à rien. On n'améliore pas un système simplement en annonçant une nouvelle structure sur papier.

Le projet évoque des superordinateurs, des modèles sophistiqués et un service national coopératif, mais les questions les plus fondamentales demeurent. Qui décide? Qui gouverne? Avec quels moyens le fait-on? Le texte ne précise aucune direction, aucune responsabilité scientifique ou aucun mécanisme clair de coordination. En situation d'urgence, l'ambiguïté est dangereuse.

Quand une rivière déborde ou quand la mer franchit les digues, la dernière chose dont nos municipalités ont besoin, c'est d'une structure additionnelle qui fait double emploi. La clarté sauve des vies; la duplication crée de la confusion. Créer une nouvelle structure fédérale, c'est créer des postes, des bureaux et des procédures pendant que les municipalités, elles, attendent déjà depuis longtemps le soutien annoncé. Chez nous, dans le Bas-du-Fleuve, les gens le savent. Pendant que les formulaires voyagent d'un ministère à l'autre, les vagues, elles, n'attendent pas.

Pendant ce temps, le Québec, lui, a avancé. Nous avons une expertise scientifique de calibre international, adaptée à notre territoire et à nos réalités hydrographiques. CEQUEAU, auquel je pense notamment, est un modèle hydrologique développé par l'Institut national de recherche scientifique qui simule l'écoulement de l'eau dans les rivières et les bassins versants et qui sert à prévoir les crues. Ouranos, un autre exemple, est un consortium québécois reconnu pour la précision de ses modèles climatiques régionaux. Un autre exemple, dont je suis très fier, est l'Institut des sciences de la mer de Rimouski, dans ma circonscription, qui modélise les tempêtes côtières, l'érosion, la glace et les particularités du fleuve Saint-Laurent. Ce ne sont pas des concepts abstraits, ce sont des outils qui protègent des communautés bien réelles.

Dans ma région, le Bas-Saint-Laurent, nous n'avons pas oublié les grandes marées de décembre 2010. Ce soir-là, des vagues de plusieurs mètres ont frappé Sainte-Flavie et Sainte-Luce avec une violence exceptionnelle. Des résidences ont été endommagées ou déplacées. La route principale a été arrachée par la mer et le littoral a reculé en une seule nuit. Pour nous, ce n'était pas anodin. C'était un signal clair de ce que les changements climatiques allaient provoquer chez nous.

Depuis, les experts le confirment. La montée du niveau de la mer, la disparition de la glace qui protégeait autrefois nos côtes et l'intensification des tempêtes accélèrent l'érosion dans l'Est du Québec. Ce que nous vivions autrefois, une fois par génération, survient désormais beaucoup plus souvent. Nos municipalités côtières se battent depuis trop longtemps, presque seules. Elles n'ont pas besoin d'un nouveau bureau à Ottawa. Elles ont besoin d'un partenaire fiable, présent et cohérent.

Le Québec, de son côté, s'est doté d'un cadre juridique moderne avec la Loi affirmant le caractère collectif des ressources en eau et favorisant une meilleure gouvernance de l'eau et des milieux associés et la Loi concernant la conservation des milieux humides et hydriques. Nous planifions nos interventions à l'échelle des bassins versants, comme le recommandent les meilleures pratiques internationales, et nous partageons déjà nos données hydrologiques avec nos partenaires, ce qui serait souhaitable également du côté fédéral.

Il faut aussi rappeler une vérité constitutionnelle simple: la gestion des cours d'eau, de l'aménagement du territoire et de la protection civile relèvent du Québec et des provinces. Le Canada est un pays plurinational. Imaginer qu'un seul modèle centralisé puisse suffire pour des réalités aussi différentes, c'est méconnaître la diversité des risques, des territoires et des compétences.

• (1800)

N'oublions pas le fleuve Saint-Laurent, un fleuve vivant et complexe qui exige une expertise fine, locale, enracinée dans le terrain. Alors que le gouvernement tente de régler le coût de la facture climatique qui explose, il ne fait rien pour en réduire les causes. Depuis 10 ans, les catastrophes naturelles coûtent plus de 2,5 milliards de dollars par année au pays. Au Québec, les indemnités augmentent d'année en année et les primes d'assurance suivent. Ce sont souvent les ménages les moins fortunés qui vivent dans les zones les plus vulnérables. L'adaptation, ce n'est pas seulement une question d'infrastructure, c'est une question de justice sociale. Chez nous, dans le Bas-du-Fleuve, les producteurs agricoles voient leur sol s'assécher, leurs récoltes se fragiliser et leurs coûts augmenter. La prévision hydrologique n'est pas un luxe, c'est une question de sécurité alimentaire.

Il y a une incohérence fondamentale. Le gouvernement propose aujourd'hui une nouvelle structure pour prévoir les catastrophes climatiques, mais il continue en parallèle de soutenir des projets pétroliers et gaziers qui aggravent ces mêmes changements climatiques. On ne peut pas vouloir mieux prévoir les tempêtes tout en finançant ce qui les rend plus violentes.

C'est pourquoi le Bloc québécois propose des mesures concrètes: renforcer le fonds d'atténuation et d'adaptation en matière de catastrophes; soutenir davantage la lutte contre l'érosion des berges; mettre en place un programme de coassurance pour protéger les ménages situés dans les zones les plus à risque. Ce ne sont pas de simples suggestions. Ce sont des solutions réalistes, applicables et attendues sur le terrain.

Le projet de loi C-241 ne renforce aucune capacité réelle. Il ne corrige aucune faiblesse du Service météorologique du Canada. Il ne respecte pas les compétences du Québec et des provinces et il n'aide pas les municipalités, qui affrontent déjà la crise climatique chaque jour.

L'urgence climatique exige du courage politique, pas des structures imaginaires. Elle exige des résultats, pas des intentions. Le Québec n'a pas besoin d'une nouvelle structure fédérale. Il a besoin que le fédéral fournisse enfin sa part d'efforts. Ce qui manque aujourd'hui, ce n'est pas une stratégie nationale. Ce qui manque, c'est la volonté d'agir.

• (1805)

[Traduction]

Tamara Kronis (Nanaimo—Ladysmith, PCC): Madame la Présidente, c'est toujours un honneur de prendre la parole à la Chambre pour représenter ma magnifique circonscription, Nanaimo—Ladysmith, une région de notre pays qui est façonnée à bien des égards par les eaux. Nos milieux marins, nos rivières, nos lieux de baignade, nos ruisseaux et nos terres humides font partie intégrante de notre identité. C'est là que nous pêchons, que nous pratiquons l'agriculture et que nous jouons; c'est là que nos enfants se baignent en été; et c'est là que beaucoup d'entre nous sont tombés amoureux des grands espaces.

Sur l'île de Vancouver, les eaux sont non seulement magnifiques, mais elles sont d'une utilité vitale. Si on l'exploite comme il faut, l'eau fournit de l'énergie propre et renouvelable. Elle alimente les cultures qui nourrissent nos familles. Elle sert de milieu d'incubation au saumon, et c'est une source d'inspiration pour nos traditions culturelles. Sur l'île de Vancouver, l'eau est un élément fondamental de nos vies. Qu'il s'agisse de la rivière Nanaimo, du ruisseau Has-

Affaires émanant des députés

lam, du lac Westwood ou du barrage Colliery, notre collectivité entretient des liens étroits avec ces endroits. Comme tout ce qui est puissant, l'eau doit être respectée, vénérée et conservée. Quand il pleut, il pleut à verse pendant des jours sur l'île de Vancouver, et lorsqu'il ne pleut pas, l'herbe brunit, la terre se fissure, et les milieux naturels sont si secs qu'ils risquent de s'enflammer à tout moment.

Le chaos qu'entraînent les conditions météorologiques extrêmes en Colombie-Britannique menace non seulement nos moyens de subsistance, mais aussi nos vies mêmes. Les inondations, les tremblements de terre, les alertes au tsunami, les sécheresses et les incendies de forêt bouleversent nos vies et menacent de nous disperser. Les agriculteurs locaux nous parlent de la sécheresse et de l'insécurité hydrique, qui menacent le bétail, mettent à rude épreuve les systèmes d'irrigation et créent les conditions propices à des incendies de forêt meurtriers. D'un autre côté, les inondations peuvent contaminer les sols, éroder les côtes, couper l'électricité et emporter des routes. L'eau est au centre de presque tous les calculs de risque que nous effectuons. L'eau fait partie de notre identité, mais elle peut être erratique: trop ou trop peu d'eau peut mettre nos vies en danger.

Cela m'amène au projet de loi C-241, dont nous discutons aujourd'hui. S'il y a bien une chose qui unit tout le monde, c'est notre désir de connaître les prévisions météorologiques tout en sachant que, dans les faits, elles sont généralement fausses. Cependant, nous tentons encore de prédire la météo et, au Canada, pour y arriver, comme pour bien d'autres choses, il faut naviguer dans le réseau complexe des pouvoirs fédéraux et provinciaux énoncés dans la Constitution.

Le gouvernement fédéral fournit une bonne part de nos prévisions météorologiques par l'entremise du Service météorologique du Canada, mais les provinces et les territoires sont responsables de la prévision des crues et de l'émission des avertissements en ce qui concerne les inondations. Des applications précises et des activités de gestion des urgences sur le territoire relèvent également des provinces et des territoires. Le gouvernement fédéral prévoit la météo, tandis que les provinces et les territoires gèrent les interventions sur le terrain en réaction aux répercussions des conditions météorologiques. Qu'est-ce qui pourrait mal tourner?

Le projet de loi C-241 tente, en quelque sorte, de regrouper les 13 stratégies sur la prévision des inondations et des sécheresses en une seule. Il exigerait que trois ministres fédéraux collaborent avec les provinces et les territoires afin d'élaborer une stratégie nationale sur la prévision des inondations et des sécheresses, dans l'espoir de générer l'information dont nous avons besoin pour mieux planifier en vue de ces phénomènes. Il s'agit d'une noble cause, et, dans le but de renforcer la collaboration, j'appuie le renvoi du projet de loi au comité. Je félicite ma collègue d'en face d'avoir soulevé ces questions et d'avoir facilité cet important débat. Cependant, comme nous le savons tous, l'espoir n'est pas une stratégie, et en tant que fin en soi, le projet de loi dont nous sommes saisis est nettement insuffisant.

Affaires émanant des députés

Les dernières années ont montré à quel point la Colombie-Britannique est vulnérable aux conditions météorologiques extrêmes, mais le gouvernement fédéral n'a pas fourni le soutien dont les agriculteurs, les propriétaires et les petites entreprises ont besoin pour se préparer à ces phénomènes et s'en remettre. Les inondations en Colombie-Britannique et ailleurs au pays ont détruit des fermes et du bétail, et elles ont laissé aux familles des factures de réparation colossales. Or, les programmes fédéraux sont lents, complexes, inadéquats et sous-financés. De nombreuses collectivités, y compris celles dont mes collègues ont parlé aujourd'hui, attendent toujours l'aide promise ou ont appris qu'elles n'étaient pas admissibles parce que les programmes n'étaient pas conçus pour des catastrophes de ce type, de cette ampleur, de cette portée ou quelque chose du genre.

• (1810)

Au lieu de collaborer avec la province pour mettre en place un système d'intervention plus rapide et plus fiable, le gouvernement a laissé les gens se débattre avec les formalités administratives alors qu'ils sont déjà soumis à d'énormes pressions financières et émotionnelles. Le modèle actuel d'indemnisation en cas de catastrophe du Canada est un modèle qui prévoit que les contribuables assument une grande partie des coûts des inondations majeures. Ce modèle est de moins en moins viable, car de plus en plus de compagnies d'assurance incluent dans leurs contrats des exceptions qui excluent expressément l'indemnisation.

De meilleures prévisions et une meilleure cartographie pourraient accroître la valeur des assurances privées, ce qui réduirait le fardeau pour le trésor public. C'est un point qui mérite d'être étudié davantage en comité. Si une meilleure modélisation peut réduire les risques et améliorer la prévisibilité, les familles et les petites entreprises pourraient bénéficier d'options d'assurance plus abordables, tandis que les contribuables pourraient voir les coûts diminuer après des tempêtes majeures, mais tout est une question de mise en œuvre et d'exécution.

Il faut aussi respecter les compétences provinciales. La gestion de l'eau est principalement une responsabilité provinciale, et les collectivités de l'île de Vancouver s'attendent à juste titre à une collaboration, et non à une intrusion, de la part d'Ottawa. Il incombe au gouvernement de veiller à ce que la coordination ne se transforme pas en ingérence excessive du gouvernement fédéral, comme c'est souvent le cas. Pour ce faire, il faut s'assurer que les provinces peuvent avoir accès à des outils et à des données partagés lorsqu'elles en ont besoin. Nous devons aussi garantir que les modèles élaborés à l'aide de fonds publics sont accessibles, normalisés et utilisables partout au pays.

Cette normalisation est cruciale. À l'heure actuelle, les données sur les précipitations, les sols, l'humidité, le niveau des lacs, l'enneigement et le débit des cours d'eau sont recueillies différemment selon les régions. Cette situation rend les prévisions plus difficiles et ralentit les interventions d'urgence. Toute stratégie nationale doit faire en sorte que les provinces, les municipalités, les gouvernements autochtones et les industries puissent tous partager et interpréter les données de manière cohérente et fiable.

Je tiens à rappeler au gouvernement la nécessité d'investir dans les infrastructures vieillissantes afin de faire face aux événements météorologiques extrêmes comme les inondations. Dans ma collectivité, l'Hôpital régional général de Nanaimo est le pilier des soins d'urgence, non seulement pour Nanaimo, mais aussi pour une grande partie de l'île, notamment en cas d'inondations et de tsuna-

mis susceptibles de se produire à la suite d'un tremblement de terre. Quand les routes sont emportées et que les collectivités sont coupées du reste du monde, cet hôpital devient le centre névralgique pour les soins, l'évacuation et la coordination. Cependant, la tour réservée aux patients de cet hôpital a été construite en 1963, ce qui en fait la plus ancienne de l'île et l'une des plus anciennes de ce type encore en service au pays. L'hôpital n'est pas à l'épreuve des tremblements de terre et, en cas de catastrophe, qu'il s'agisse d'une onde de tempête côtière, d'une inondation généralisée ou d'un événement sismique, nous pourrions ne plus pouvoir compter sur lui.

Les intervenants locaux ont fait un travail remarquable pour alerter les autorités, mais le dernier budget du gouvernement libéral ne réserve que 5 milliards de dollars sur 3 ans pour les infrastructures de santé, y compris les facultés de médecine, dans tout le pays. C'est loin d'être suffisant pour aider les provinces à moderniser les hôpitaux vieillissants, à raccourcir les listes d'attente ou à doter chaque Canadien d'un médecin de famille. Le gouvernement ne peut pas, d'un côté, convaincre les Canadiens que 5 milliards de dollars, c'est un gros montant, et de l'autre, essayer de nous faire croire qu'un déficit de 78,3 milliards de dollars, ce n'est rien. Cette contradiction nous montre que le gouvernement n'accorde pas l'importance voulue à la construction des infrastructures nécessaires pour résister aux inondations, aux tremblements de terre et aux tsunamis.

Si nous voulons que l'Hôpital général régional de Nanaimo joue un rôle vital au moment de la prochaine urgence ou inondation majeure tout en continuant d'offrir le reste du temps des soins de pointe, en toute sécurité, le gouvernement fédéral doit reconnaître que bâtir le pays, c'est aussi construire des hôpitaux avec du bois d'œuvre canadien, de l'acier canadien et le savoir-faire canadien.

Que je rencontre des familles qui sont attachées au petit coin où ils se baignent, des agriculteurs qui comptent sur la prévisibilité de leur approvisionnement en eau ou des bénévoles qui restaurent des ruisseaux, le message est le même: les réseaux hydrographiques changent, et il faut des outils pour comprendre ces changements et mieux coordonner les moyens mis en œuvre pour en tenir compte.

J'appuierai le projet de loi C-241 à l'étape de la deuxième lecture afin que le comité puisse l'étudier en profondeur, l'améliorer et veiller à ce qu'il demeure une solution pragmatique et efficace qui n'empiète pas sur les champs de compétence.

• (1815)

[Français]

Mario Beaulieu (La Pointe-de-l'Île, BQ): Madame la Présidente, le projet de loi C-241 soulève un enjeu majeur: la prévention des inondations et des sécheresses. Ces phénomènes ne sont plus des accidents isolés. Ils sont devenus des réalités récurrentes qui bouleversent nos communautés, fragilisent nos infrastructures et menacent notre économie.

Les chiffres sont implacables. Au cours des 10 dernières années, le coût moyen des catastrophes assurées au Canada s'élève à 2,5 milliards de dollars par année. L'an dernier, nous avons atteint un sommet historique: 8,5 milliards de dollars en pertes assurables liées aux intempéries. C'est ça, le coût des changements climatiques.

Au Québec, c'est en moyenne 428 millions de dollars par an en indemnisation pour des catastrophes climatiques. Ces montants ne sont pas abstraits, mais bien réels. Ils représentent des maisons détruites, des entreprises fermées, des familles déplacées. Ils représentent des vies bouleversées.

Ce n'est pas tout. Les sécheresses prolongées affectent nos producteurs agricoles. Selon l'Association des producteurs maraîchers du Québec, la moitié des maraîchers n'ont aucune assurance contre les pertes liées à la sécheresse, faute de coûts abordables. Pendant ce temps, des municipalités imposent des restrictions d'eau, et certaines doivent même importer de l'eau potable.

Nous avons vu des feux de forêt ravager nos forêts, et des inondations catastrophiques, comme celles du lac des Deux-Montagnes en 2019, forcer 6 000 personnes à quitter leur domicile. Dans la circonscription de La Pointe-de-l'île, nous ressentons aussi ces effets. Nous devons dépenser des millions de dollars pour lutter contre l'érosion des berges, et il y a des pannes d'électricité de plus en plus fréquentes.

Ces phénomènes sont tous amplifiés par les changements climatiques, que le gouvernement libéral a décidé d'oublier en faisant semblant que cela n'existe pas, sinon même en les amplifiant par des investissements dans le pétrole.

Le Bloc québécois reconnaît l'importance d'améliorer la prévision et la coordination, mais pourquoi créer une nouvelle structure fédérale alors que le Service météorologique du Canada existe déjà et que le ministère de l'Environnement du Québec dispose d'une expertise reconnue, avec 230 stations hydrométriques qui collectent, analysent et diffusent des données sur les niveaux d'eau, les débits et les zones inondables?

Le projet de loi C-241 est une forme de diversion. Il ne modifie aucune disposition de la Loi canadienne sur la protection de l'environnement. Il n'explique pas du tout pour quelle raison ces services ne peuvent être assumés par les services météorologiques actuels du ministère de l'Environnement. D'ailleurs, je suis un peu étonné que mes collègues conservateurs semblent vouloir appuyer ce projet de loi en deuxième lecture, parce que ça me paraît être surtout un ajout de bureaucratie.

Pourquoi serait-il utile ou nécessaire de créer une nouvelle organisation gouvernementale, parallèle au Service météorologique du Canada? Il n'apporte pas de financement. Il ne propose pas de mesures concrètes pour soutenir les provinces et les municipalités. Il se limite à annoncer une stratégie et à prévoir un rapport dans deux ans. Pendant ce temps, les catastrophes continuent, et les coûts explosent.

Est-ce que le projet de loi est une réponse à la crise ou un exercice de communication? Est-ce un outil pour agir ou un écran de fumée pour donner l'impression qu'on agit? Poser la question, c'est y répondre. C'est de la poudre aux yeux.

Le Bloc québécois est clair: nous voulons des actions concrètes. Nous voulons des investissements immédiats pour renforcer la résilience des infrastructures, soutenir les agriculteurs, protéger les citoyens et réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Or, que voyons-nous? Nous voyons des reculs inquiétants: abolition de la tarification du carbone pour les consommateurs proposée par les conservateurs et soutenue par les libéraux; suspension des incitatifs pour les véhicules électriques; abandon de la stratégie pour les véhicules zéro émission. Pendant que le gouvernement

Affaires émanant des députés

parle d'adaptation, il tourne le dos à la lutte contre les causes du problème. C'est incohérent.

Nous proposons des demandes claires et chiffrées: bonifier le Fonds d'atténuation et d'adaptation en matière de catastrophes de 875 millions de dollars; créer un programme de coassurance pour les zones inondables, afin de protéger les ménages vulnérables; investir 500 millions de dollars pour lutter contre l'érosion des berges; transférer des fonds aux municipalités, qui sont les mieux placées pour gérer les conséquences des changements climatiques.

• (1820)

Ces mesures sont concrètes. Elles répondent aux besoins réels des communautés. Elles auraient un impact immédiat. Si nous voulons améliorer la prévision des inondations et des sécheresses, il faut miser plutôt sur la coordination intelligente, pas sur la centralisation bureaucratique que les libéraux tentent une fois de plus d'imposer.

Le gouvernement du Québec fournit déjà au public des prévisions météorologiques, hydrologiques et hydrauliques. Par exemple, l'application Web Vigilance présente des prévisions d'inondations sur un horizon de 48 heures pour de nombreuses rivières dans le Sud du Québec. Pour prévenir les inondations, le Québec a recours à la prévision numérique environnementale, qui repose sur la collecte des données météorologiques et hydrologiques récentes, notamment la température, les précipitations, l'accumulation de la neige au sol, ainsi que sur des modèles numériques. Ces modèles numériques simulent les processus environnementaux, c'est-à-dire les interactions entre les différentes composantes de l'environnement, telles que l'atmosphère, l'eau, le sol, la végétation et les écosystèmes, afin de prévoir leur évolution.

Le rôle du fédéral devrait plutôt être de faciliter l'échange d'informations, de financer la recherche et la modélisation avancées, de soutenir les provinces et les municipalités dans leur effort d'adaptation.

Les Québécois ne veulent pas d'un site Internet fédéral qui leur annonce qu'il pleut; ils veulent des routes qui ne s'effondrent pas, des maisons qui ne sont pas inondées, des fermes qui survivent aux sécheresses. Ils veulent un gouvernement qui agit, pas des rapports qui s'empilent.

Cela représente notre position. Je pense que c'est déplorable de voir le gouvernement libéral abandonner la lutte contre les changements climatiques, à tel point qu'un environnementaliste, l'ancien président d'Équiterre, a démissionné de son poste de ministre. C'est très symbolique. On va voir la suite, mais, si on ne se ressaisit pas, on va dans une direction où il y aura de plus en plus de catastrophes écologiques, et ce n'est pas de la bureaucratie qui va régler le problème.

• (1825)

La vice-présidente adjointe (Alexandra Mendès): Je cède la parole à l'honorable députée de Terrebonne pour qu'elle exerce son droit de réplique.

Tatiana Auguste (Terrebonne, Lib.): Madame la Présidente, avant d'entamer mon propos, je souhaite reconnaître que nous sommes réunis sur le territoire traditionnel non cédé de la nation anishinabe algonquine.

Motion d'ajournement

Nous avons débattu du projet de loi C-241, qui porte sur la stratégie nationale de prévention des inondations et des sécheresses. Il me semble essentiel de parler à la Chambre du fait que ce texte porte sur un enjeu qui touche directement la sécurité, le bien-être et la résilience de nos communautés. Les phénomènes climatiques extrêmes font désormais partie de la réalité quotidienne de nombreuses régions. Chaque année, des municipalités de partout au pays voient leurs infrastructures fragilisées, leurs routes submergées, leur sol asséché ou leurs résidences inondées.

Je pense particulièrement à Terrebonne, ma propre circonscription, où j'ai vu de près les effets bien réels des pluies intenses. Ici, les épisodes de précipitations soudaines, les débordements imprévus et les risques d'érosion ne sont pas simplement des phénomènes météorologiques. Ils font partie de notre quotidien. Lorsque la rivière Mascouche ou la rivière des Mille Îles menacent de déborder, ce ne sont pas que des données hydrologiques. Ce sont des familles qui craignent de perdre leur maison, des commerçants qui risquent de voir tout disparaître et des infrastructures qui sont mises à rude épreuve. C'est précisément pour cela que le projet de loi C-241 est indispensable. Il propose d'établir une stratégie nationale de prévention des inondations et des sécheresses fondée sur la coordination et la transparence.

Pour que cette stratégie fonctionne réellement, elle doit s'appuyer sur la qualité et sur la cohérence de nos données. Aujourd'hui, chaque province, chaque territoire et chaque gouvernement autochtone recueille ses propres informations hydrologiques à l'aide d'instruments différents, de réseaux d'observation qui varient d'une région à l'autre et de méthodes d'analyse qui ne sont pas toujours compatibles. Ces différences créent des cloisonnements qui limitent notre capacité commune à anticiper efficacement les inondations et les sécheresses. Pour avancer ensemble, nous devons réduire ces écarts et renforcer l'interopérabilité. Le projet de loi C-241 ne vise pas à centraliser ou à retirer ces compétences, mais plutôt à réunir ces connaissances et ces outils autour d'un objectif partagé : renforcer notre capacité d'anticipation et de prévention face aux catastrophes hydrologiques.

Les experts de partout au Canada, notamment de l'UQAM, de l'Université de la Saskatchewan et de partout au Québec, nous disent à quel point une bonne coordination des données est importante. Ainsi, dans ce contexte, la souveraineté des données devient essentielle si nous voulons maîtriser pleinement nos capacités de prévision. Aujourd'hui, notre pays dépend encore des données fournies par des organismes étrangers, notamment la NASA, aux États-Unis. Ce sont des données qui, bien qu'utiles, se sont parfois révélées inexactes ou mal adaptées aux réalités propres du Canada. Le projet de loi C-241 vise justement à corriger cette dépendance en renforçant notre autonomie et en garantissant que nos décisions reposent sur des données produites ici pour nos besoins.

Il propose un modèle de coopération où les informations recueillies par les différentes administrations peuvent être interconnectées et analysées conjointement. C'est ainsi que nous pourrions offrir à toutes les municipalités, d'un océan à l'autre, les moyens de réagir plus vite, de planifier plus intelligemment et de protéger leur population. Les coûts de l'inaction sont déjà immenses. En 2024 seulement, les pertes assurées liées aux événements climatiques ont atteint 8,5 milliards de dollars au Canada. La tempête *Debbie* a causé 2,7 milliards de dollars en dommages assurés au Québec, et des milliers de résidents ont dû être relogés temporairement.

Le projet de loi C-241 offre un cadre national qui permettra de planifier les infrastructures, d'améliorer les accès aux données, de coordonner les interventions et, ultimement, de sauver des vies. Nous devons choisir la prévention plutôt que la réaction, la coordination plutôt que l'isolement et la résilience plutôt que la vulnérabilité parce qu'il s'agit de bien plus que des dommages matériels. Ce sont des visages, ce sont des noms, ce sont des adresses et ce sont des membres de nos communautés. J'invite mes collègues à appuyer ce projet de loi afin que nous puissions travailler ensemble pour bâtir un Canada mieux préparé aux défis climatiques.

La vice-présidente adjointe (Alexandra Mendès): Le vote porte sur la motion.

• (1830)

[Traduction]

Si un député participant en personne désire que la motion soit adoptée ou adoptée avec dissidence ou si un député d'un parti reconnu participant en personne désire demander un vote par appel nominal, je l'invite à se lever et à l'indiquer à la présidence.

[Français]

Tatiana Auguste: Madame la Présidente, je demande un vote par appel nominal.

La vice-présidente adjointe (Alexandra Mendès): Conformément à l'article 93 du Règlement, le vote par appel nominal est reporté au mercredi 3 décembre, à la fin de la période prévue pour les questions orales.

MOTION D'AJOURNEMENT

L'ajournement de la Chambre est proposé d'office conformément à l'article 38 du Règlement.

[Traduction]

LES FINANCES

Dan Mazier (Mont-Riding, PCC): Madame la Présidente, le budget prévoit 97 millions de dollars pour la création d'un fonds d'action pour la reconnaissance des titres de compétences étrangers. Selon le budget, ce fonds contribuerait à remédier aux pénuries de médecins en favorisant la reconnaissance des titres de compétences des médecins formés à l'étranger. Étant donné qu'il y a actuellement au moins 13 000 médecins formés à l'étranger qui se trouvent au Canada, mais qui n'exercent pas la médecine, le gouvernement peut-il nous dire exactement à combien de médecins ce fonds de 97 millions de dollars permettrait de donner l'autorisation d'exercer?

[Français]

Jacques Ramsay (secrétaire parlementaire du ministre de la Sécurité publique, Lib.): Madame la Présidente, la question qui avait été soumise concernait les dépenses faites au détriment des générations futures. On s'inquiétait de savoir si le premier ministre se rend compte que ces dépenses enrichissent ses amis banquiers et obligataires au lieu de financer nos médecins et nos infirmières.

Le budget de 2025 prévoit des investissements générationnels tout en maintenant le solide avantage fiscal du Canada. Cette base nous permet d'investir de façon ambitieuse et responsable et de bâtir une économie canadienne la plus forte du G7.

Nous changeons le fonctionnement du gouvernement, car, en dépensant moins pour les opérations, nous pouvons investir davantage dans l'avenir du Canada: créer des emplois bien rémunérés, bâtir notre pays et faire croître notre économie.

Le budget de 2025 instaure une nouvelle approche en matière de discipline budgétaire et d'investissement stratégique. Grâce à notre ambitieux plan d'économies, les Canadiens peuvent compter sur un gouvernement plus efficace pour offrir les services essentiels tout en réduisant les coûts de fonctionnement. En fait, nous ralentissons la croissance des dépenses directes des programmes, qui passe de 8 % à 1 %, et nous mettons en place un cadre de budgétisation des investissements qui distingue clairement les dépenses opérationnelles courantes des investissements en capital. Cela renforce et fait croître notre économie pour les Canadiens.

Le résultat, c'est que davantage de fonds publics seront consacrés aux infrastructures nécessaires à la construction du pays, à l'énergie propre, à l'innovation et à la productivité, et que moins de fonds publics seront consacrés aux dépenses de fonctionnement courantes. Une gestion budgétaire adéquate est essentielle pour réorienter les ressources et permettre des investissements intergénérationnels qui consolideront l'avenir du Canada.

En même temps, nous avons été très clairs dans le discours du Trône. Même si le gouvernement dépensera moins, les transferts aux provinces et aux territoires seront maintenus. Cela comprend le Transfert canadien en matière de santé, qui assure aux provinces et aux territoires un financement prévisible pour les soins de santé.

Comme l'honorable député le sait peut-être, ce transfert augmentera d'au moins 5 % par année jusqu'en 2027-2028. De plus, dans le budget de 2025, nous avons annoncé la création du fonds pour les infrastructures dans le domaine de la santé de 5 milliards de dollars. Ce fonds complètera le soutien déjà offert aux provinces et aux territoires dans le domaine de la santé. Cela les aidera à s'assurer que leurs infrastructures de santé, comme les hôpitaux, les services d'urgence, les centres de soins d'urgence et les facultés de médecine, sont en mesure de répondre aux besoins des Canadiens en matière de santé.

Nous avons une approche collaborative avec toutes les provinces et les territoires. Les Canadiens méritent un accès rapide aux services de santé où et quand ils en ont besoin.

• (1835)

[Traduction]

Dan Mazier: Madame la Présidente, de toute évidence, le député n'a pas répondu à ma question. J'ai demandé à combien de médecins ce fonds de 97 millions de dollars pour la reconnaissance des titres de compétences étrangers permettrait de donner l'autorisation d'exercer. Pour 97 millions de dollars, le gouvernement a-t-il une idée du nombre de médecins qui obtiendraient un permis d'exercice de la médecine?

[Français]

Jacques Ramsay: Madame la Présidente, le budget de 2025 repose sur la responsabilité financière. Nous sommes déterminés à faire des choix responsables afin de réduire les dépenses de fonctionnement du gouvernement et les dépenses inutiles, pour que les Canadiens puissent investir davantage dans les travailleurs, les entreprises et les infrastructures qui bâtiront un Canada fort et pour renforcer notre système de santé en collaboration avec les provinces et les territoires.

Motion d'ajournement

[Traduction]

LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

Brad Vis (Mission—Matsqui—Abbotsford, PCC): Madame la Présidente, quelle est la conséquence d'un système d'immigration fragilisé? C'est l'extorsion.

Quelle est la conséquence d'un gouvernement qui estime que les auteurs de crimes sont en réalité les victimes? C'est l'extorsion.

Quelle est la conséquence de l'assouplissement des conditions de libération sous caution et de la réduction des peines pour les crimes violents? C'est l'extorsion.

Nous avons un problème d'extorsion au Canada parce que le gouvernement libéral a affaibli le Code criminel. Les familles et les entreprises subissent toutes les conséquences des décisions prises par les libéraux.

Premièrement, en ce qui concerne la fragilité du système d'immigration, lorsque les contrôles et l'application des lois en matière d'immigration sont laxistes, les gangs transnationaux exploitent ces faiblesses pour recruter des membres, faire passer des personnes à la frontière et établir leurs activités au Canada. Cela crée un environnement propice au crime organisé, facilitant les manœuvres d'intimidation et d'extorsion visant les entreprises vulnérables, en particulier dans des secteurs comme les transports et le commerce de détail. Il est essentiel de renforcer l'application des lois en matière d'immigration et de colmater les brèches du système afin d'empêcher l'infiltration criminelle et de protéger les Canadiens.

Deuxièmement, le fait que le gouvernement traite les auteurs de crimes comme des victimes mine les efforts de dissuasion. Les politiques qui accordent la priorité aux délinquants plutôt qu'à la sécurité publique affaiblissent la responsabilisation. Lorsque les criminels violents sont présentés comme des victimes, les peines prononcées deviennent plus clémentes et les conséquences s'atténuent. Cela enhardit les récidivistes, sape les efforts de dissuasion et envoie aux réseaux criminels le message que le Canada est un environnement à faible risque pour les crimes liés à l'extorsion.

Troisièmement, l'assouplissement des conditions de mise en liberté sous caution et la réduction de la durée des peines augmentent le nombre de crimes violents. Des mesures comme les projets de loi C-5 et C-75 des législatures précédentes ont permis à des délinquants dangereux d'être remis en liberté à répétition. En conséquence, la confiance du public s'est érodée et la criminalité s'est répandue. Résultat: le nombre de cas de menaces d'extorsion en Colombie-Britannique a bondi de 481 % depuis 2015. Le nombre d'infractions liées aux armes à feu a grimpé de 130 % et le nombre d'homicides a augmenté de 29 %. Ces tendances montrent qu'il existe une corrélation directe entre les lois laxistes en matière de criminalité et la montée de la violence et de l'intimidation.

Motion d'ajournement

La crise de l'extorsion qui sévit au Canada n'est pas un phénomène isolé. Elle découle de faiblesses systémiques dans l'application de la loi en matière d'immigration, dans la philosophie de la justice pénale et dans les lois relatives à la liberté sous caution et à la détermination de la peine. Des entreprises et des familles subissent les conséquences de politiques qui ont fait passer les criminels avant les collectivités. Il y a un an, les conservateurs ont présenté un plan pour s'attaquer de front à ce problème. En effet, j'ai parrainé le projet de loi sur la mise en place de peines d'emprisonnement obligatoires pour l'extorsion perpétrée avec une arme à feu et sur l'abolition de la détention à domicile pour ce genre de crime violent. Les libéraux ont voté contre. Ils ont voté contre. Depuis, des milliers d'autres cas d'extorsion se sont produits au Canada.

Le refus d'agir du gouvernement jusqu'à récemment n'a fait qu'encourager les criminels et empêcher les victimes d'obtenir justice. Quand le gouvernement changera-t-il son fusil d'épaule, quand présentera-t-il le projet de loi qui aura un effet réel et quand mettra-t-il fin à cette crise qui ternit la réputation du Canada, qui ruine des entreprises et qui détruit des familles?

[Français]

Jacques Ramsay (secrétaire parlementaire du ministre de la Sécurité publique, Lib.): Madame la Présidente, je remercie l'honorable député de sa question. Je suis heureux d'avoir l'occasion de parler de la question de l'extorsion au Canada, en particulier en Colombie-Britannique. Je peux assurer que le gouvernement du Canada travaille activement sur ce dossier et qu'il s'engage plus que jamais à protéger les Canadiens et les Canadiennes, quelle que soit leur origine et quel que ce soit l'endroit où ils habitent. Il est essentiel que tous les Canadiens ainsi que les intérêts canadiens soient protégés contre toutes les menaces criminelles, y compris l'extorsion et les actes de violence connexes. Cela n'a rien d'une politique clémente envers les délinquants. C'est tout le contraire.

Compte tenu de la complexité du crime organisé grave, une réponse à ces réseaux criminels comportant de multiples stratégies est essentielle. Les événements relatifs aux extorsions sont préoccupants et un soutien est en place pour les personnes touchées. Toute personne qui se sent menacée en ligne ou en personne devrait signaler la situation à la police locale.

Dans le budget de 2025 du gouvernement du Canada, nous avons annoncé un investissement pour embaucher 1 000 nouveaux membres de la GRC afin d'augmenter la capacité de la police fédérale partout au Canada pour combattre les réseaux criminels organisés, qui menacent la sécurité économique et nationale du pays, ainsi que 1 000 nouveaux agents à l'Agence des services frontaliers du Canada pour aider à réprimer le trafic d'armes illégales.

Le gouvernement du Canada a également présenté au Parlement les projets de loi C-2, C-12 et C-14, qui visent à renforcer la sécurité de l'immigration et des frontières, à lutter contre le crime organisé transnational, à resserrer les lois sur la mise en liberté sous caution et à renforcer les peines pour protéger les Canadiens et renforcer la sécurité de nos communautés.

Le projet de loi C-2 propose des outils modernisés pour faciliter l'accès des forces de l'ordre à l'information et aux données de base par un accès légal. Ces mesures sont cruciales pour perturber les réseaux criminels organisés sophistiqués qui utilisent des systèmes modernes d'extorsion. Toutefois, les conservateurs s'y opposent. J'espère qu'ils vont modifier leur vote lorsque nous en discuterons plus amplement la semaine prochaine.

Le projet de loi C-12 vise à sécuriser nos frontières et à renforcer notre système d'immigration en donnant de nouveaux pouvoirs à l'Agence des services frontaliers du Canada et à Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada. Cela améliorera la réponse du Canada à la montée de l'extorsion en renforçant l'administration et l'application de la loi à la frontière et en améliorant le partage d'informations.

Le projet de loi C-14 établit des exigences plus strictes en matière de mise en liberté sous caution et de détermination de la peine en rendant l'obtention d'une mise en liberté sous caution plus difficile pour les infractions violentes et récidivistes ainsi que pour le crime organisé. Il propose également des peines consécutives pour les crimes graves et violents. Ces réformes priorisent la réponse du gouvernement du Canada pour dissuader les activités criminelles organisées graves, y compris l'extorsion, et protéger la sécurité publique des Canadiens. Ces engagements s'appuient sur les efforts continus du gouvernement du Canada pour protéger les Canadiens contre l'extorsion et contre d'autres crimes violents.

En 2023, Sécurité publique Canada a renouvelé l'Initiative de lutte contre la violence liée aux armes à feu et aux gangs, qui fournit 400 millions de dollars sur cinq ans aux provinces et aux territoires. Le gouvernement a également lancé, en 2022, le Fonds pour bâtir des communautés sécuritaires, qui fournit directement 250 millions de dollars aux municipalités et aux communautés autochtones pour renforcer les programmes de prévention des gangs et contrer les conditions sociales qui mènent à la criminalité.

En conclusion, nous savons qu'il reste du travail à faire. Nous prenons les mesures nécessaires pour rendre nos communautés encore plus sûres. Si les conservateurs souhaitent être sérieux dans la lutte contre l'extorsion, qu'ils appuient les projets de loi C-2, C-12 et C-14.

● (1840)

[Traduction]

Brad Vis: Madame la Présidente, les conservateurs ont dit très clairement à la Chambre qu'ils appuient de façon générale un bon nombre des mesures prévues dans les projets de loi C-12 et C-14.

En ce qui concerne le projet de loi C-2 et le fait que le gouvernement libéral le lie maintenant à l'extorsion, le fait est que nous sommes en situation de gouvernement minoritaire et que les libéraux ne travaillent jamais avec nous. Ils n'ont jamais abordé certaines des contestations fondées sur la Charte qui découleront inévitablement de ce projet de loi. Si les libéraux avaient agi de bonne foi, ils auraient constaté une plus grande coopération de la part des conservateurs, comme nous l'avons fait pour de nombreuses initiatives stratégiques majeures que nous avons lancées et qui ont été adoptées par le Parlement.

La réalité, c'est qu'il y a un lien direct entre l'extorsion et les modifications apportées au Code criminel par les libéraux. Une fois que nous avons éliminé toute forme de dissuasion dans notre société, la criminalité est devenue endémique. C'est ce qui s'est passé. J'implore le député d'en face et le gouvernement...

● (1845)

La vice-présidente adjointe (Alexandra Mendès): Le secrétaire parlementaire a la parole.

[Français]

Jacques Ramsay: Madame la Présidente, notre gouvernement est fier du travail qu'il a entrepris pour protéger les Canadiens et les Canadiennes contre l'extorsion et d'autres crimes violents. Nous sommes fiers du travail que nous avons réalisé sur le terrain. Par exemple, depuis février 2024, la Gendarmerie royale du Canada a mis sur pied une équipe nationale de coordination et de soutien, une alliance nationale visant à coordonner et à faire progresser les enquêtes sur l'extorsion partout au Canada. Par l'entremise de cette équipe nationale, la GRC collabore avec les services de police de partout au Canada et à l'international pour traiter les crimes d'extorsion et d'incidents violents.

De plus, depuis septembre dernier, un groupe spécialisé sur l'extorsion en Colombie-Britannique a été constitué et il a déjà identifié 96 personnes...

La vice-présidente adjointe (Alexandra Mendès): La parole est à l'honorable député de Langley Township—Fraser Heights.

[Traduction]

L'ÉCONOMIE

Tako Van Popta (Langley Township—Fraser Heights, PCC): Madame la Présidente, il y a quelque temps, pendant la période des questions, j'ai posé une question sur la hausse constante du prix des aliments. L'inflation alimentaire est environ deux fois supérieure au taux d'inflation moyen dans notre pays, ce qui cause des difficultés réelles, tangibles et, je dirais même, éprouvantes pour de nombreux Canadiens.

Dans les 30 secondes qui m'étaient imparties pour poser ma question, j'ai souligné que l'inflation alimentaire touchait particulièrement les aînés. Beaucoup d'entre eux vivent avec un revenu fixe. Je tiens à préciser que, pour ceux qui ont la chance de bénéficier d'une pension indexée, l'indexation se fait en fonction du taux d'inflation moyen, et non du taux d'inflation alimentaire, de sorte que même ces personnes souffrent de façon très réelle et tangible.

Dans ma question, j'ai cité une dame prénommée Myrna, et il vaut la peine de répéter ce qu'elle m'a dit dans un courriel. Elle a écrit: « J'ai travaillé et j'ai planifié ma retraite toute ma vie, et maintenant, j'arrive à peine à subsister. » Voilà ce qui fait mal avec l'inflation. Elle érode le pouvoir d'achat des gens. Myrna n'a rien fait de mal; elle a fait tout ce qu'il fallait. Elle a économisé pour sa retraite. Cela devait suffire, mais elle a été victime de l'inflation, et c'est une réalité pour beaucoup de gens.

J'aurais pu citer d'autres personnes, mais je ne disposais que de 30 secondes, alors je vais profiter de l'occasion pour lire un commentaire de Darcy, qui habite aussi dans ma circonscription: « Je sais que vous êtes au courant du coût de la vie et que votre parti est conscient de la situation; malheureusement, on ne peut pas en dire autant [du premier ministre libéral] [...] Des milliers d'aînés font la file aux banques alimentaires et cherchent un logement abordable [...] Beaucoup trop d'aînés doivent choisir entre acheter de la nourriture et payer le loyer. »

Voici ce que dit Laine: « [Les aînés] sont aussi aux prises avec la hausse des prix, du coût de la vie et du fardeau fiscal, mais personne ne parle en notre nom et ne se bat pour nous assurer une retraite digne [...] Quand le coût de la vie a-t-il [augmenté] pour la dernière fois? » J'essaie de parler au nom de Laine et d'autres personnes comme elle.

Motion d'ajournement

Ce ne sont là que quelques exemples. Je sais que bon nombre d'aînés sont bien nantis, ont de bonnes pensions, vivent dans des maisons confortables et n'ont pas d'hypothèque à payer, tandis que d'autres peuvent vivre confortablement après avoir vendu leur entreprise, mais je parle au nom de ceux qui ont du mal à joindre les deux bouts, et ils sont nombreux.

C'est pourquoi j'ai été tellement déçu par la réponse que m'a donnée la secrétaire d'État aux Aînés. Voici ce qu'elle a dit: « Je m'entretiens fréquemment avec des aînés de ma circonscription [...] et ils sont fiers de ce que fait le gouvernement. Ils sont fiers que nous prenions des mesures qui aident réellement les aînés canadiens à vieillir dans la dignité ». Je ne sais pas à qui elle parle; probablement à des retraités aisés, mais certainement pas à ceux qui en arrachent.

Elle a ensuite mis en avant certaines des aides accordées par le gouvernement. Je suis sûr que les gens sont toujours heureux de récupérer une partie de leurs impôts, mais cela passe à côté de l'essentiel. La députée a déclaré:

Nous réduisons les tracasseries administratives. Nous accélérons la construction d'habitations. Nous offrons des soins dentaires [...]

De ce côté-ci de la Chambre, nous avons un excellent bilan [...]

C'est son point de vue. Ce n'est pas celui de nombreux aînés qui sont en difficulté.

À mon avis, le problème avec les libéraux, c'est qu'ils pensent avoir toutes les réponses. Ils pensent être la solution aux problèmes, alors qu'en réalité, ils sont la cause de bon nombre des problèmes qui affligent les Canadiens. Cela est particulièrement vrai pour les personnes âgées, qui sont les premières victimes de l'inflation et voient leurs économies fondre à cause de l'inflation causée par les dépenses excessives et les budgets déficitaires du gouvernement. Après 10 ans d'incurie du gouvernement fédéral, l'inflation est profondément ancrée.

Ma question est la suivante: les libéraux reconnaîtront-ils que leurs dépenses déficitaires incessantes et leur utilisation de la planche à billets sont à l'origine d'une inflation qui continue de nuire aux Canadiens?

● (1850)

[Français]

Jacques Ramsay (secrétaire parlementaire du ministre de la Sécurité publique, Lib.): Madame la Présidente, l'honorable député de Langley Township—Fraser Heights soutient que notre gouvernement est la cause d'un cycle interminable de dépenses inflationnistes et de déficits. Je soutiendrai exactement le contraire. Je crois que nous agissons pour justement empêcher ce cycle inflationniste. Nous vivons dans un monde incertain en mutation rapide. Partout dans le monde, les relations commerciales qui contribuent à garantir de bons emplois et des produits abordables sont perturbées. Ici, au pays, la hausse des droits de douane pose des défis importants aux Canadiens et aux Canadiennes, on le sait, en particulier à ceux qui travaillent dans des secteurs exposés au commerce, comme le secteur manufacturier.

Motion d'ajournement

Le gouvernement du Canada est également conscient que le coût de la vie exerce une pression financière sur les familles et les petites entreprises canadiennes. C'est pour cela que nous avons introduit, dans le budget de 2025, de nombreuses mesures pour que les Canadiens puissent vivre avec plus de décence. Nous ne pouvons pas contrôler ce que les autres pays font, mais nous pouvons décider de nos actions sur ce que nous contrôlons. Comme le député d'en face s'en souvient peut-être, dès notre premier jour au pouvoir, nous avons annulé le prix du carbone pour les consommateurs, qui était source de division, ce qui a fait baisser le prix de l'essence de 18 ¢ le litre dans la plupart des provinces et des territoires, sauf la mienne.

Nous accordons maintenant une réduction d'impôt à 22 millions de Canadiens, ce qui permettra à une famille à deux revenus d'économiser jusqu'à 840 \$ par an. Nous supprimons également la TPS pour les acheteurs d'une première maison neuve d'une valeur maximale de 1 million de dollars. Cela représente jusqu'à 50 000 \$ d'économies pour de nombreuses jeunes familles. Cela devrait également stimuler la construction de nouvelles maisons dans tout le pays.

Nous avons déposé le budget de 2025, intitulé « Un Canada fort ». Ce budget est un plan visant à transformer notre économie, qui dépend actuellement d'un seul partenaire commercial, pour en faire une économie plus forte, plus résiliente, plus diversifiée. Il s'agit d'un plan qui donnera plus de pouvoir aux Canadiens et qui réduira le coût de la vie dans ce pays. Par exemple, le budget rend permanent le Programme national d'alimentation scolaire. Ce sont 400 000 enfants supplémentaires qui vont recevoir des repas sains tous les jours et cela va permettre aux familles participantes ayant deux enfants d'économiser 800 \$ par an sur leurs dépenses alimentaires.

Le budget propose également des mesures qui visent à verser automatiquement les prestations fédérales aux Canadiens à faible revenu. L'Agence du revenu du Canada veillera à ce qu'ils reçoivent les prestations fédérales auxquelles ils ont droit, y compris celles dont ils ne sont peut-être pas au courant.

Le budget confirme un certain nombre de prestations. Par exemple, le crédit pour la TPS-TVH, c'est jusqu'à 700 \$ pour un couple cette année, plus 184 \$ supplémentaires pour chaque enfant de moins de 19 ans. L'Allocation canadienne pour enfants, c'est 8 000 \$ cette année pour chaque enfant de moins de 6 ans, et 6 700 \$ pour les enfants entre 6 et 17 ans. Tous ces montants vont suivre le rythme du coût de la vie.

Une autre mesure consiste à renouveler le laissez-passer Un Canada fort, et j'en passe. Nous protégerons également les pro-

grammes sociaux essentiels dont dépendent les Canadiens, qu'il s'agisse des services de garde d'enfants, des soins dentaires, de l'assurance-médicaments. Ce sont des mesures concrètes qui rendent la vie plus abordable pour les Canadiens.

[Traduction]

Tako Van Popta: Madame la Présidente, le député continue d'utiliser les notes d'allocation du Parti libéral: « Nous ne pouvons pas contrôler l'inflation. C'est un phénomène international. L'inflation existe dans d'autres pays, et nous ne pouvons pas être responsables de ce qu'ils font. » Cependant, le gouvernement doit être responsable de sa propre planification budgétaire. Je siége à la Chambre depuis six ans maintenant et j'ai entendu de nombreux ministres des Finances, les uns après les autres, dire que le retard du Canada en matière de productivité constitue le problème fondamental de l'économie canadienne et que le meilleur moyen de lutter contre l'inflation, c'est d'améliorer la productivité de l'économie. Or, je ne vois rien dans ce budget qui permette d'y parvenir.

Le gouvernement est bel et bien responsable de l'inflation au Canada.

[Français]

Jacques Ramsay: Madame la Présidente, l'honorable député vient d'expliquer très clairement la différence entre notre parti et le sien. Nous croyons que le cycle économique est actuellement très sévère et qu'il ne se corrigera pas de lui-même. Nous devons prendre des mesures concrètes, profondes et agir de façon définitive sur l'économie. Nous allons le faire par des investissements substantiels qui vont permettre ultérieurement à l'économie de reprendre.

Mon honorable collègue suggère que nous n'avons pas de mesures dans ce budget. Je nommerai simplement la superdéduction à la productivité qui va permettre aux entreprises, dès cette année, de déduire toutes leurs dépenses d'immobilisation, de transformation industrielle, de recherche, d'essai, de développement de marché. C'est majeur. Je vois que le gouvernement est dans la bonne direction. J'ai confiance et je nous invite à...

• (1855)

[Traduction]

La vice-présidente adjointe (Alexandra Mendès): La motion portant que la Chambre s'ajourne maintenant est réputée adoptée. La Chambre s'ajourne donc à demain, à 14 heures, conformément à l'article 24(1) du Règlement.

(La séance est levée à 18 h 56.)

TABLE DES MATIÈRES

Le mardi 2 décembre 2025

AFFAIRES COURANTES		Ruff.....	4440
Les comités de la Chambre		Larouche.....	4441
Environnement et développement durable		Rana.....	4441
Iacono.....	4433	Lawton.....	4441
Procédure et affaires de la Chambre		Lamoureux.....	4443
Bittle.....	4433	Viersen.....	4443
L'industrie automobile		May.....	4443
Lamoureux.....	4433	Leslie.....	4444
Motion.....	4433	Abouttaif.....	4444
Adoption de la motion.....	4433	Lamoureux.....	4445
Pétitions		Steinley.....	4445
Le droit de se défendre		Zimmer.....	4446
Schmale.....	4433	Gladu.....	4446
Les armes à feu		Gerretsen.....	4447
Viersen.....	4433	Simard.....	4448
Les centres de consommation supervisée		Viersen.....	4448
Vis.....	4434	Perron.....	4448
Le Falun Gong		Blois.....	4449
Ruff.....	4434	Viersen.....	4450
Les ports pour petits bateaux		Lamoureux.....	4450
Rowe.....	4434	Le Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre	
Les aliments génétiquement modifiés		Lamoureux.....	4450
Perron.....	4434	Motion d'adoption.....	4450
La citoyenneté et l'immigration		Adoption de la motion.....	4451
Housefather.....	4434	AFFAIRES COURANTES	
La fiscalité		Les comités de la Chambre	
Lamoureux.....	4434	Justice et droits de la personne	
Questions au Feuilleton		Lawton.....	4451
Lamoureux.....	4435	ORDRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT	
Demande de débat d'urgence		Loi n° 1 d'exécution du budget de 2025	
La fermeture de l'usine d'Algoma Steel		Projet de loi C-15. Deuxième lecture.....	4451
Poillievre.....	4435	Vis.....	4451
Décision de la présidence		Lamoureux.....	4452
Le Président.....	4435	Simard.....	4453
Recours au Règlement		Stevenson.....	4453
La recevabilité d'amendements au projet de loi C-12 adoptés en comité — Décision de la présidence		Seeback.....	4453
Le Président.....	4435	Lamoureux.....	4455
ORDRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT		Barsalou-Duval.....	4455
Loi n° 1 d'exécution du budget de 2025		Ruff.....	4455
Projet de loi C-15. Deuxième lecture.....	4437	Viersen.....	4455
Brassard.....	4437	Lamoureux.....	4457
Lamoureux.....	4438	Steinley.....	4457
Leslie.....	4438	Ruff.....	4457
Blois.....	4438	Waugh.....	4458
Blois.....	4439	Lamoureux.....	4459
		Tolmie.....	4459
		Steinley.....	4459
		Ma.....	4459
		Lamoureux.....	4461

Roberts	4461
Leslie	4461
Greaves	4463
Garon	4463
Wagantall	4463
Wagantall	4464
Lamoureux	4465
Steinley	4466
Larouche	4466
Gill (Brampton West)	4466
Lamoureux	4468
Larouche	4468
Hallan	4468
Caputo	4468

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

Mardi je donne	
Nguyen	4470
Le service téléphonique national pour la prévention du suicide	
Doherty	4470
Les élèves de Winnipeg-Centre-Sud	
Carr	4470
Les organismes de bienfaisance locaux	
Shipley	4470
L'exposition <i>Grandir chez les Ursulines</i>	
Duclos	4471
La communauté philippino-canadienne	
Richards	4471
L'emploi chez les jeunes	
Sudds	4471
La sécurité alimentaire	
Bélanger (Sudbury-Est—Manitoulin—Nickel Belt)	4471
Jean-Claude Germain	
Ste-Marie	4472
Le championnat panaméricain d'Optimist	
Fancy	4472
Les ressources naturelles	
Gallant	4472
Le prix Queens of Harmony 2025	
Clark	4472
Le logement	
Mantle	4472
L'EntourElle	
Chatel	4473
L'éthique	
Leslie	4473
Un lauréat des Prix pour le bénévolat du Canada	
Myles	4473

QUESTIONS ORALES

Les langues officielles	
Poilievre	4473
Carney	4473
Poilievre	4473
Carney	4474
Les ressources naturelles	
Poilievre	4474
Carney	4474
Poilievre	4474
Carney	4474
Le logement	
Poilievre	4474
Carney	4474
Poilievre	4474
Carney	4474
Les relations intergouvernementales	
Blanchet	4475
Carney	4475
Blanchet	4475
Carney	4475
Blanchet	4475
Carney	4475
Le logement	
Poilievre	4475
MacKinnon	4475
Poilievre	4476
Robertson	4476
Poilievre	4476
Hajdu	4476
Poilievre	4476
Robertson	4476
Poilievre	4476
MacKinnon	4477
Poilievre	4477
Hajdu	4477
La tarification du carbone	
Poilievre	4477
MacKinnon	4477
Les langues officielles	
Beaulieu	4477
Miller	4477
Champoux	4477
Miller	4478
Le logement	
Aitchison	4478
Robertson	4478
Aitchison	4478
Robertson	4478
Rowe	4478
Thompson	4478
Ho	4478
Zerucelli	4479
Hardy	4479
Lightbound	4479

La justice	
Chang	4479
Sahota	4479
Le secteur de l'acier et de l'aluminium	
Dancho	4479
Joly	4479
Le commerce international	
Dancho	4480
Joly	4480
Diotte	4480
Joly	4480
L'emploi	
Vien	4480
Gainey	4480
Vien	4480
Lightbound	4480
Gill (Windsor-Ouest)	4481
van Koeverden	4481
Rood	4481
McLean (Esquimalt—Saanich—Sooke)	4481
Les ressources naturelles	
Morin	4481
Alty	4481
Van Popta	4481
Hodgson	4481
La sécurité publique	
Saini	4482
Anandasangaree	4482
L'immigration, les réfugiés et la citoyenneté	
Redekopp	4482
Belanger (Desnethé—Missinippi—Rivière Churchill)	4482
Rempel Garner	4482
Diab	4482
Rempel Garner	4482
Anandasangaree	4483
Les affaires autochtones	
Earle	4483
Alty	4483
Les langues officielles	
Godin	4483
Miller	4483
L'environnement	
Idlout	4483
Dabrusin	4483
La santé	
Johns	4483
Hajdu	4483
La procédure et les usages de la Chambre des communes	
Le Président	4484

ORDRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

Loi n° 1 d'exécution du budget de 2025	
Projet de loi C-15. Deuxième lecture	4484
Caputo	4484

Lamoureux	4484
Blanchette-Joncas	4485
Vis	4485
Johns	4485
Allison	4485
Lamoureux	4487
Garon	4487
Rood	4488
Ste-Marie	4488
Desrochers	4490
Garon	4490
Desrochers	4490
Holman	4490
Lamoureux	4492
Garon	4492
Rood	4492
Shipley	4493
Lamoureux	4495
Dowdall	4495
Ste-Marie	4495
Doherty	4495
Lamoureux	4496
Garon	4497
Zimmer	4497
Jansen	4497
Lamoureux	4499
Blanchette-Joncas	4499
Steinley	4500
Kirkland	4500
Carr	4501
Garon	4502
Rood	4502
Hardy	4502
Lamoureux	4504
Garon	4504
Bonk	4504
Redekopp	4505

AFFAIRES ÉMANANT DES DÉPUTÉS

Loi relative à la stratégie nationale sur la prévention des inondations et des sécheresses	
Projet de loi C-241. Deuxième lecture	4506
Ramsay	4506
Lamoureux	4507
Vis	4508
Blanchette-Joncas	4510
Kronis	4511
Beaulieu	4512
Auguste	4513
Report du vote sur la motion	4514

MOTION D'AJOURNEMENT

Les finances	
Mazier	4514
Ramsay	4514
La sécurité publique	
Vis	4515

Ramsay 4516

L'économie

Van Popta 4517

Ramsay 4517

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la Loi sur le droit d'auteur. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre des communes.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la Loi sur le droit d'auteur.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante :
<https://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

The proceedings of the House of Commons and its committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the Copyright Act. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the Copyright Act.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the House of Commons website at the following address: <https://www.ourcommons.ca>